

CONSEIL COMMUNAL DU 15 OCTOBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 15 OKTOBER 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secretariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du 24/06/2024 - Approbation.

Le procès-verbal de la séance 24/06/2024 est approuvé.

Proces-verbaal van de vergadering van 24/06/2024 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 24/06/2024 wordt goedgekeurd.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

2 Lanceurs d’alerte - Composante interne de signalement d’une atteinte suspectée à l’intégrité - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la directive 2019/1937 du 23/10/2019 sur la protection des personnes qui signalent les violations du droit de l’Union (dite directive lanceurs d’alerte) qui devait être transposée par les Etats membres pour le 17/12/2021 ;

Vu la publication le 27/04/2023 des décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française modifiant le décret et ordonnance conjoints des 26/04 et 16/05/2019 (dits DOC) relatifs au médiateur bruxellois ;

Vu l’article 15 § 2, alinéa 2 des DOC stipulant que : « *Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège de la Commission communautaire française déterminent les modalités relatives à la création, à l’organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d’une atteinte suspectée à l’intégrité, chacun pour ce qui concerne ses propres services et ceux des instances visées à l’article 2, 1°, qui dépendent respectivement du Gouvernement, du Collège réuni et du Collège de la Commission communautaire française. Ils déterminent en particulier les modalités de communication, de traitement, et d’enquête suite à un signalement interne ainsi que les modalités relatives aux responsabilités, aux compétences, aux rôles, aux fonctions et à la sélection de la composante interne du système de signalement d’une atteinte suspectée à l’intégrité.* » ;

Vu la publication le 07/12/2023 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 15 § 2, alinéa 2 des décret et ordonnance conjoints du 16/05/2019 relatifs au médiateur bruxellois qui détermine comment organiser la composante interne du système de signalement ;

Vu le protocole d'accord du comité de négociation du 24/09/2024 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'adopter le règlement relatif à la création, l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement de la composante interne de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité tel que reproduit ci-dessous :

ARTICLE 1 : OBJECTIF

1§1. Le présent règlement porte exécution de la directive du 2019/1937 du 23/10/2019 sur la protection des personnes qui signalent les violations du droit de l'Union (dite directive lanceurs d'alerte) qui devait être transposée par les Etats membres pour le 17/12/2021.

1§2. La directive organise 3 canaux de signalement d'une atteinte à l'intégrité. À Bruxelles ces canaux sont pour les pouvoirs locaux :

- **le canal externe:** Catherine De Bruecker, médiatrice bruxelloise : nommée en tant que médiatrice bruxelloise par le Parlement régional bruxellois pour un mandat de cinq ans.

Coordonnées du service de médiation bruxellois :

- plaintes@ombuds.brussels
- **+32 2 549 67 00** : Contactez-nous par **téléphone** les lundi et jeudi de 14h à 17h, les mardi, mercredi et vendredi de 09h à 12h.
- les bureaux sont accessibles uniquement sur rendez-vous : place de la Vieille Halle aux Blés, 1 à 1000 Bruxelles

- **le canal interne** (objet du présent règlement ci-dessous)

- **la divulgation publique.**

ARTICLE 2 : DEFINITION ET CHAMP D'APPLICATION

2§1. Le présent règlement renvoie aux définitions et champs d'application des décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française modifiant le décret et ordonnance conjoints des 26/04 et 16/05/2019 (dits DOC) relatifs au médiateur bruxellois et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 15 § 2, alinéa 2 des décret et ordonnance conjoints du 16/05/2019 relatifs au médiateur bruxellois et les reproduit en partie pour plus de lisibilité.

2.1 Signalement ou signaler :

La communication orale ou écrite d'informations sur les atteintes suspectées à l'intégrité.

2.2 Atteinte suspectée à l'intégrité :

Un acte ou omission qui est illicite ou qui va à l'encontre de l'objet ou de la finalité de toute norme juridique, à savoir toutes dispositions européennes directement applicables ainsi que les lois, ordonnances, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, règles internes et procédures internes, s'imposant aux communes bruxelloises et qui constitue une menace pour l'intérêt général ou une atteinte à celui-ci.

2.3 Auteur de signalement :

Le membre du personnel qui signale des informations sur des atteintes suspectées à l'intégrité.

2.4 Membre du personnel :

1° les travailleurs et les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, délégués syndicaux inclus ;

2° toute personne travaillant sous la supervision et la direction de contractants, de sous-traitants et de fournisseurs pour la commune, délégués syndicaux inclus ;

3° les auteurs d'un signalement, lorsqu'ils suspectent une atteinte à l'intégrité par le biais d'informations obtenues dans le cadre d'une relation de travail qui a pris fin depuis lors ou lors du processus de recrutement ou d'autres négociations précontractuelles.

Sont assimilés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent :

1° les indépendants et

2° les actionnaires et les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une commune bruxelloise, y compris les membres non exécutifs, ainsi que les bénévoles et les stagiaires rémunérés ou non rémunérés.

2.5 Acteurs compétents pour la réception des signalements :

La personne de confiance d'intégrité ou le service d'audit interne compétent.

2.6. Acteurs compétents pour le traitement des signalements :

- le service d'audit interne.

- le service compétent auprès du médiateur bruxellois pour les communes qui ne disposent pas d'un service d'audit interne.

2.7 Personne de confiance d'intégrité :

2.7.1 Une personne par rôle ou bilingue :

Dans le cadre de la composante interne, la commune dispose d'une personne de confiance d'intégrité par rôle linguistique (sauf si elle prouve la connaissance de la deuxième langue), susceptible de recevoir un signalement en interne.

Elle est désignée suite à un appel de candidature interne, à défaut de candidat une sélection comparative interne sera organisée dans le cadre d'un recrutement conforme aux statuts.

2.7.2 Rattachée directement au secrétaire communal

Lorsqu'elle agit dans sa fonction de personne de confiance d'intégrité, elle est rattachée fonctionnellement au responsable hiérarchique le plus élevé de la commune au sein de laquelle elle intervient. Ce dernier veille à garantir :

1° la visibilité de la fonction des personnes de confiance d'intégrité dont il fait connaître l'existence, l'identité, la disponibilité, l'accessibilité et la mission de manière permanente aux membres de son personnel ;

2° l'exercice autonome et efficace de la fonction de personne de confiance d'intégrité en :

i. la protégeant contre les interférences ou pressions indues exercées par toute personne de manière directe ou indirecte, visant notamment à obtenir des informations concernant ou pouvant concerner l'exercice de sa fonction ;

ii. mettant à sa disposition les moyens nécessaires à l'exercice en toute confidentialité de sa fonction ;

iii. lui permettant de consacrer le temps nécessaire à l'exercice de sa fonction ;

iv. lui permettant d'entretenir tous les contacts nécessaires à l'exercice de sa fonction ;

v. lui permettant d'acquérir et/ou d'améliorer les compétences et les connaissances nécessaires à l'exercice de sa fonction.

3° la formation de base des personnes de confiance d'intégrité, dont le contenu fait l'objet d'une concertation préalable avec le service d'audit interne compétent, ou, à défaut, le service compétent auprès du médiateur bruxellois et qui contient à minima un module relatif au cadre légal relatif au rôle de la personne de confiance d'intégrité et à son statut ainsi qu'un module sur les techniques d'entretien.

2.7.3 Indépendance :

Le responsable hiérarchique le plus élevé ne peut pas donner, à la personne de confiance d'intégrité dont il est le responsable, des ordres quant à l'exercice de sa fonction et n'a pas accès aux données individuelles et aux dossiers traités pas la personne de confiance d'intégrité. Son rôle est limité à l'organisation de la gestion du service.

2.7.4. Incompatible avec la fonction de secrétaire communal

Pour être désigné à la fonction de personne de confiance d'intégrité, le membre du personnel doit disposer de minimum trois années d'ancienneté.

La fonction de personne de confiance d'intégrité n'est pas compatible avec la fonction de plus haut dirigeant ou mandataire.

La personne de confiance d'intégrité est désignée par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination.

La personne de confiance d'intégrité suit la formation de base visée à l'article 21, § 3, 3° de l'arrêté précité dans l'année qui suit la date de sa désignation (*c.à.d formation dont le contenu fait l'objet d'une concertation préalable avec le service d'audit interne compétent, ou, à défaut, le service compétent auprès du médiateur bruxellois, et qui contient à minima un module relatif au cadre légal relatif au rôle de la personne de confiance d'intégrité et à son statut ainsi qu'un module sur les techniques d'entretien.*)

La désignation de la personne de confiance d'intégrité prend fin de plein droit en cas d'incompatibilité ou lorsque la personne de confiance n'a pas suivi la formation de base dans le délai prescrit.

Si la personne de confiance d'intégrité demande de mettre un terme à sa désignation, une période de transition de six mois est en principe requise. Elle peut être raccourcie de commun accord.

2.8 Service d'audit Interne :

Service indépendant et objectif qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte des conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée et qui respecte le Cadre de Référence International des Pratiques de l'audit interne.

ARTICLE 3 : EXCLUSION

3§1. Les atteintes à l'intégrité suivantes sont exclues du champ d'application du présent décret et ordonnance conjoints :

1° le harcèlement moral, la violence au travail et le harcèlement sexuel au travail à l'égard des personnes visées à l'article 2 § 1^{er}, 1°, de la loi du 04/08/1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

2° la discrimination, directe ou indirecte, fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, les convictions religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, le sexe, la grossesse, l'accouchement, la maternité, le changement de sexe, la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale, ethnique ou sociale au sens de l'article 4, 6° et 7°, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise et au sens de l'article 5, 2° et 3°, du décret de la Commission communautaire française du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines

formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement.

ARTICLE 4 : INFORMATION

4§1. Le membre du personnel qui envisage de signaler une atteinte suspectée à l'intégrité peut se faire informer et conseiller sur le contenu et l'application du présent arrêté par la personne de confiance d'intégrité compétente pour son institution.

ARTICLE 5 : GARANTIE DE CONFIDENTIALITÉ

5§1. Les acteurs internes compétents pour la réception des signalements reçoivent ces derniers par le biais de systèmes qui, de par leur conception, leur mise en place et leur gestion, protègent en toute sécurité la confidentialité des éléments suivants :

- 1° l'identité de l'auteur de signalement ;
- 2° l'identité des tiers cités dans le rapport de signalement ;
- 3° les informations susceptibles de révéler l'identité de l'auteur de signalement ou de tiers cités dans le rapport de signalement.

5§2. Les acteurs internes compétents pour la réception des signalements ne révèlent les informations qu'ils recueillent, à toutes les phases du processus du signalement, à aucun autre acteur que ceux compétents pour assurer le traitement du signalement.

ARTICLE 6 : MODALITÉ DE COMMUNICATION DU SIGNALEMENT

6§1. Tout membre du personnel de la commune peut signaler, sur la base d'une présomption raisonnable, une atteinte suspectée à l'intégrité aux acteurs internes compétents pour la réception des signalements, sauf s'il a des raisons légitimes de craindre qu' :

- 1° aucune suite utile ne sera réservée au signalement dans les délais prescrits par le présent arrêté ;
- 2° en raison de ce signalement, il risque d'être soumis à une peine disciplinaire ou à toute autre forme de représailles, en ce compris les menaces de représailles et tentatives de représailles, telles que définies par l'article 15/1 § 1^{er} et § 2, du décret et ordonnance conjoints.

6§2. En cas de craintes légitimes visées au paragraphe 1, 1° et 2°, le membre du personnel peut signaler l'atteinte suspectée à l'intégrité au service compétent auprès du médiateur bruxellois.

6§3. L'auteur du signalement et toute autre personne concernée – en ce compris les acteurs compétents pour la réception et le traitement des signalements - bénéficie d'une protection contre les représailles en vertu de l'article 15/1 § 1^{er} du décret et ordonnance conjoints.

6§4. Le signalement peut s'effectuer par écrit et/ou oralement et peut s'effectuer de façon anonyme. Le signalement oral peut inclure le signalement par téléphone ainsi que par d'autres canaux de télécommunications.

6§5. Si l'auteur de signalement le demande, une rencontre en personne avec l'acteur compétent pour la réception des signalements ayant effectivement reçu le signalement est organisée. S'il existe un service d'audit interne compétent, un membre délégué du service d'audit interne participe à cette rencontre. Cette rencontre doit avoir lieu dans un délai de 15 jours à dater de la demande. Cette rencontre est organisée de manière telle que l'identité de l'auteur de signalement et de tout tiers mentionné dans le signalement reste confidentielle.

6§6. Sauf en cas de signalement anonyme, l'acteur interne compétent pour la réception des signalements qui reçoit le signalement oral conserve une preuve écrite du signalement. Il remet une copie de la preuve écrite du signalement à l'auteur de signalement en même temps que l'accusé de réception visé à l'article 7§1.

6§7. Le signalement écrit ou la preuve écrite du signalement oral contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date du signalement ;
- 2° le nom et les coordonnées de l'auteur de signalement, sauf en cas de signalement anonyme ;
- 3° la description de l'atteinte suspectée à l'intégrité ;
- 4° la date ou la période à laquelle l'atteinte suspectée à l'intégrité a eu lieu, a lieu ou aura lieu ;
- 5° les éléments permettant de supposer, sur la base d'une présomption de bonne foi et raisonnable, l'existence d'une atteinte à l'intégrité.

6§8. Le signalement écrit ou la preuve écrite du signalement oral est signé par l'auteur de signalement, sauf en cas de signalement anonyme.

6§9. S'il manque un des éléments repris au 6§7, l'acteur interne compétent pour la réception des signalements, qui a effectivement réceptionné le signalement, demande à son auteur de le compléter dans le délai qu'il fixe.

ARTICLE 7: TRAITEMENT DU SIGNALEMENT

7§1. L'acteur interne compétent pour la réception des signalements, qui a réceptionné le signalement, adresse à l'auteur de signalement un accusé de réception dans un délai de sept jours à dater du signalement écrit ou de la preuve du signalement oral jointe au signalement.

7§2. Un accusé de réception est également fourni en cas de signalement anonyme, via l'un des canaux sécurisés.

7§3. Tout signalement est inscrit au sein d'un registre des atteintes suspectées à l'intégrité par les personnes de confiance d'intégrité ou par le service d'audit interne compétent, dans un délai de sept jours après la réception du signalement par un des acteurs internes compétents pour la réception des signalements. L'accès au registre est protégé et limité aux personnes compétentes pour assurer le traitement du signalement ou la protection de l'auteur de signalement et au service compétent auprès du médiateur bruxellois.

7§4. Sauf en cas de signalement anonyme, l'acteur interne compétent pour la réception des signalements ayant reçu le signalement invite, s'il l'estime nécessaire, l'auteur de signalement à un entretien afin d'explicitier les éléments de l'atteinte suspectée à l'intégrité qu'il a signalée au plus tard le quinzième jour suivant l'accusé de réception.

7§5. S'il existe un service d'audit interne compétent, un membre délégué du service d'audit interne participe à cet entretien. Ces explications peuvent être fournies par écrit à la demande de l'auteur de signalement dans un délai de quinze jours à dater de la date de réception de l'invitation à l'entretien.

7§6. L'acteur interne compétent pour la réception des signalements d'atteintes suspectées à l'intégrité, qui a inscrit le signalement au sein du registre transmet le signalement à un des acteurs compétents pour le traitement des signalements.

7§7. S'il n'existe pas de service d'audit interne au sein d'une commune, un protocole de collaboration peut être conclu entre un service d'audit interne et la commune.

ARTICLE 8 : EXAMEN DE RECEVABILITÉ DU SIGNALEMENT

8§1. L'acteur compétent pour le traitement du signalement réalise une enquête préalable de recevabilité et établit un avis écrit et motivé sur les suites données au signalement au plus tard dans les trois mois suivants l'accusé de réception visé à l'article 7§1. Les suites données au signalement peuvent être :

1° irrecevable : à défaut d'éléments suffisants permettant de présumer raisonnablement d'une atteinte à l'intégrité,

2° l'ouverture d'une enquête interne,

3° le renvoi vers le service compétent auprès du médiateur bruxellois lorsque l'atteinte suspectée à l'intégrité :

a) nécessite des moyens d'investigation qui dépassent ceux susceptibles d'être mis en oeuvre dans le cadre d'une enquête interne ;

b) ne peut faire l'objet d'une enquête interne au vu des risques de conflit d'intérêts pour les enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent ou d'immixtion du ou des membre(s) du personnel concerné(s) par les faits signalés.

8§2. L'acteur compétent pour le traitement des signalements communique l'avis écrit et motivé visé à l'article 8§1 à l'auteur de signalement au plus tard dans les trois mois de l'accusé de réception visé à l'article 7§1.

8§3. L'acteur compétent pour le traitement des signalements informe le responsable hiérarchique le plus élevé de l'instance concernée de l'ouverture d'une enquête par écrit, ou, quand il existe un soupçon raisonnable de son implication dans l'atteinte suspectée à l'intégrité, le ministre ou secrétaire d'état ou organe de gestion compétent.

L'acteur compétent pour le traitement des signalements ne peut communiquer la moindre information permettant aux responsables hiérarchiques d'identifier directement ou indirectement l'identité de l'auteur de signalement ou de tout tiers mentionné dans le rapport du signalement.

8§4. L'acteur compétent pour le traitement des signalements informe également le service compétent auprès du médiateur bruxellois.

8§5. L'acteur compétent pour le traitement des signalements inscrit dans le registre visé à l'article 7§3 les suites réservées au signalement.

8§6. A tout moment, l'auteur de signalement peut s'adresser au service compétent auprès du médiateur bruxellois s'il estime que le traitement de son signalement par l'acteur compétent pour le traitement des signalements est susceptible d'être entaché d'un manque de confidentialité ou de garanties d'indépendance.

ARTICLE 9: PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES

Toute forme de représailles contre les personnes visées à l'article 15/1 § 1^{er}[1], est interdite, en ce compris les menaces de représailles et tentatives de représailles.

Par représailles, il faut entendre tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, qui est suscité par un signalement interne ou externe ou une divulgation publique, et qui cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur du signalement, en ce compris notamment tout(e)(s) :

1° suspension, mise à pied, licenciement ou mesures équivalentes ;

2° rétrogradation ou refus de promotion ;

3° transfert de fonctions, changement de lieu de travail, réduction de salaire, modification des horaires de travail ;

4° suspension de la formation ;

5° évaluation de performance ou attestation de travail négative ;

6° mesures disciplinaires imposées ou administrées, réprimande ou autre sanction, y compris

- une sanction financière ;
- 7° coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme ;
- 8° discrimination, traitement désavantageux ou injuste ;
- 9° non-conversion d'un contrat de travail temporaire en un contrat permanent, lorsque le travailleur pouvait légitimement espérer se voir offrir un emploi permanent ;
- 10° non-renouvellement ou résiliation anticipée d'un contrat de travail temporaire ;
- 11° préjudice, y compris les atteintes à la réputation de la personne, en particulier sur les réseaux sociaux, ou pertes financières, y compris la perte d'activité et la perte de revenu ;
- 12° mise sur liste noire sur la base d'un accord formel ou informel à l'échelle sectorielle ou de la branche d'activité, pouvant impliquer que la personne ne trouvera pas d'emploi à l'avenir au niveau du secteur ou de la branche d'activité ;
- 13° résiliation anticipée ou annulation d'un contrat pour la livraison de biens ou des services ;
- 14° annulation d'une licence ou d'un permis ;
- 15° orientation vers un traitement psychiatrique ou médical.

9§2. Sous réserve de l'établissement par la personne protégée qu'elle a effectué un signalement ou une divulgation publique, si des mesures visées au paragraphe 2 sont prises à l'encontre d'une personne protégée, la charge de la preuve que cette mesure ou menace de mesure est fondée sur des motifs dûment justifiés et découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a signalé une atteinte suspectée à l'intégrité ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente incombe à la commune.

ARTICLE 10 : MANDAT D'ENQUÊTE

10§1. Le responsable du service d'audit interne compétent établit par écrit le mandat d'enquête sur l'atteinte suspectée à l'intégrité. Ce mandat mentionne au moins :

- 1° la description de l'atteinte suspectée à l'intégrité ;
- 2° le nom de l'(des) instance(s) concernée(s) où l'enquête sera effectuée ;
- 3° le nom, le rôle linguistique et les coordonnées des enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent, y compris, des experts qui les assistent ;
- 4° les questions d'enquête.

L'enquête est clôturée dans un délai de trois mois suivant son ouverture et peut être prolongée pour une période supplémentaire de neuf mois maximum pour des motifs dûment justifiés dans le rapport de l'enquête.

10§2. Toute modification apportée au mandat d'enquête est consignée par écrit dans un addendum.

10§3. Le mandat d'enquête et les addenda éventuels sont signés et datés par le responsable du service d'audit interne compétent.

10§4. Le membre qui fait l'objet de l'enquête reçoit notification écrite de l'enquête par le service d'audit interne compétent.

Cette notification mentionne au moins :

- 1° la description de l'atteinte suspectée à l'intégrité qui donne lieu à l'enquête ;
- 2° la possibilité que l'enquête soit étendue aux faits et circonstances qui sont révélés et qui peuvent être utiles pour définir l'ampleur, la nature et la gravité de l'atteinte suspectée à l'intégrité ;
- 3° le droit qu'a le membre du personnel ou l'ancien membre du personnel concerné par l'enquête de se faire assister par un conseil ;
- 4° le nom, le rôle linguistique et les coordonnées des enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent ;
- 5° le droit de solliciter des devoirs d'enquête complémentaires dans le courant de l'enquête.

ARTICLE 11 : POUVOIRS DES ENQUÊTEURS

11§1. Les enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent peuvent inviter toute personne qu'ils jugent appropriée pour une déclaration individuelle. Celle-ci a le droit d'être assistée par un avocat ou par un représentant syndical. Les membres du personnel sont tenus de répondre positivement à cette invitation.

11§2. Les enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent :

- 1° veillent à ce que les personnes invitées à l'enquête puissent faire leur déclaration individuelle en toute liberté ;
- 2° recueillent la déclaration individuelle en vue de rassembler des informations objectives ;
- 3° établissent un compte-rendu écrit de chaque déclaration individuelle ;
- 4° veillent à ce que la personne concernée soit confrontée aux constatations de l'enquête qui la concernent.

11§3. Les personnes invitées fournissent aux enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent toutes les informations pertinentes et éclairantes dont elles disposent dans le cadre du mandat d'enquête.

11§4. Les personnes qui font une déclaration individuelle peuvent compléter le compte-rendu écrit et, le cas échéant, faire des commentaires.

11§5. Le compte-rendu écrit de la déclaration individuelle est signé et daté par toutes les personnes présentes à l'issue de la déclaration individuelle. Néanmoins, si une personne invitée ou, le cas échéant, son conseil, refuse de signer, ce refus est consigné dans le compte rendu écrit. Chaque page du compte-rendu est numérotée. A l'issue de la déclaration individuelle, chaque personne invitée reçoit une copie signée de sa déclaration individuelle.

11§6. Les personnes invitées fournissent aux enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent toutes les informations pertinentes et éclairantes dont elles disposent dans le cadre du mandat d'enquête.

11§7. Les personnes qui font une déclaration individuelle peuvent compléter le compte-rendu écrit et, le cas échéant, faire des commentaires.

11§8. Le compte-rendu écrit de la déclaration individuelle est signé et daté par toutes les personnes présentes à l'issue de la déclaration individuelle. Néanmoins, si une personne invitée ou, le cas échéant, son conseil, refuse de signer, ce refus est consigné dans le compte rendu écrit. Chaque page du compte-rendu est numérotée. A l'issue de la déclaration individuelle, chaque personne invitée reçoit une copie signée de sa déclaration individuelle.

11§9. A tout moment de l'enquête, l'auteur de signalement peut fournir d'initiative ou sur demande, par écrit ou oralement, des explications quant à l'atteinte suspectée à l'intégrité signalée.

11§10. Pour clôturer l'enquête, les enquêteurs délégués par le service d'audit interne compétent rédigent un rapport incluant leurs constatations, leurs appréciations en vue de déterminer des faits et/ou apporter des éléments de preuve et les mesures qu'ils recommandent à l'égard de l'atteinte suspectée à l'intégrité.

(i) Si le service d'audit interne compétent estime que le rapport de l'enquête visé au § 1^{er} contient suffisamment d'éléments pour conclure que l'atteinte suspectée à l'intégrité n'a pas eu lieu, il classe l'enquête sans suite.

(ii) Le service d'audit interne compétent communique, pour suite voulue, le rapport écrit de l'enquête :

- 1° au responsable hiérarchique le plus élevé ou s'il existait un soupçon raisonnable de l'implication du responsable hiérarchique le plus élevé dans l'atteinte suspectée à l'intégrité ou

quand le responsable hiérarchique le plus élevé est impliqué dans l'atteinte à l'intégrité, au ministre ou secrétaire d'état ou organe de gestion compétent

2° à son Comité d'audit ;

3° au service compétent auprès du médiateur bruxellois.

11§11. Le service d'audit interne compétent informe, par écrit, l'auteur de signalement et la personne qui fait l'objet de l'enquête, du résultat de l'enquête.

11§12. Lorsque le service d'audit interne compétent estime, au cours de la procédure de signalement, qu'il dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, il en informe sans délai le procureur du Roi conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Le service d'audit interne compétent en avise par écrit le service compétent auprès du médiateur bruxellois.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU SIGNALEMENT

12§1. La commune qui reçoit un signalement est responsable des traitements de données à caractère personnel qu'elle effectue.

12§2. L'identité de l'auteur de signalement et de tout tiers mentionné dans le signalement et toute autre information à partir de laquelle leur identité peut être directement ou indirectement déduite, peuvent être divulguées uniquement lorsqu'il s'agit d'une obligation nécessaire et proportionnée imposée par une législation spéciale dans le cadre d'enquêtes menées par des autorités nationales ou dans le cadre de procédures judiciaires, notamment en vue de sauvegarder les droits de la défense de la personne qui fait l'objet de l'enquête.

12§3. Les divulgations effectuées en vertu de la dérogation prévue l'article 12§2 font l'objet de mesures de sauvegarde appropriées en vertu des règles de l'Union européenne et des règles belges applicables. En particulier, l'auteur de signalement ayant introduit un signalement est informé avant que son identité ne soit divulguée, à moins qu'une telle information ne risque de compromettre les enquêtes ou les procédures judiciaires concernées.

Lorsqu'il informe l'auteur de signalement, le service d'audit interne compétent lui adresse une explication écrite des motifs de la divulgation des données confidentielles concernées.

12§4. Le service d'audit interne compétent, qui reçoit des informations sur des atteintes à l'intégrité qui comportent des secrets d'affaires, ne peut pas utiliser ou divulguer ces secrets d'affaires à des fins allant au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer un suivi approprié.

ARTICLE 13 : SANCTIONS DISCIPLINAIRES

13§1. Conformément au règlement de travail, un membre du personnel peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire en cas de constat que :

1° le membre du personnel a délibérément fait un signalement de l'atteinte suspectée à l'intégrité faussé et non conforme à la réalité ;

2° le membre du personnel associé à l'enquête a délibérément fourni des informations fausses, non conformes à la réalité ou incomplètes aux personnes chargées de l'enquête ;

3° le membre du personnel a délibérément agi ou pris des décisions dans le seul but d'entraver un signalement ou d'obstruer, de compliquer et/ou de clôturer l'enquête ou d'inciter une personne à agir de la sorte ;

4° le membre du personnel a manqué à son devoir de préserver la confidentialité de l'identité de l'auteur d'un signalement ;

5° le membre du personnel a exercé une quelconque tentative, menace ou forme de représailles

à l'encontre de l'auteur d'un signalement ou d'une personne protégée conformément à l'article 15/1, § 1^{er} des DOC;

6° le membre du personnel a intenté des procédures abusives à l'encontre de l'auteur d'un signalement ou d'une personne protégée conformément à l'article 15/1 § 1^{er}.

13§2. Sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 600 à 6.000 euros ou d'une de ces peines seulement l'organisme du secteur public bruxellois, les membres de son personnel, ainsi que toute personne physique ou morale qui :

a) entrave ou tente d'entraver le signalement ;

b) exerce des représailles contre les personnes visées à l'article 15/1 § 1^{er} des DOC ;

c) intente des procédures abusives contre les personnes visées à l'article 15/1 § 1^{er} des DOC ;

d) manque à l'obligation de préserver la confidentialité de l'identité des auteurs de signalement, telle qu'elle est visée à l'article 15 § 5 DOC.

13§3. Sans préjudice d'autres mesures prévues par les DOC du 27/04/2023 modifiant le décret et ordonnance conjoints des 26/04 et 16/05/2019 relatifs au médiateur bruxellois ou par d'autres dispositions légales ou réglementaires, sont punis conformément aux articles 443 à 450 du Code pénal les auteurs de signalements lorsqu'il est établi qu'ils ont sciemment signalé ou divulgué publiquement de fausses informations.

13§4. Les personnes victimes de dommages résultant de ces signalements ou divulgations publiques ont droit à des mesures d'indemnisation conformément à la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle.

ARTICLE 14 : ENTRÉE EN VIGUEUR

14§1. Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de son affichage.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

[1] Art. 15/1 § 1^{er}. (DOC 27/04/2023 modifiant le décret et ordonnance conjoints des 26/04 et 16/05/2019 relatifs au médiateur bruxellois)

Le médiateur bruxellois protège les personnes suivantes de représailles résultant du signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité ou de leur participation à l'enquête qui s'ensuit :

1° l'auteur du signalement ;

2° les personnes qui aident un auteur de signalement au cours du processus de signalement dans un contexte professionnel et dont l'aide devrait être confidentielle ;

3° les tiers qui sont en lien avec les auteurs de signalements et qui risquent de faire l'objet de représailles dans un contexte professionnel, tels que des collègues ou des proches des auteurs de signalements ;

4° les entités juridiques appartenant aux auteurs de signalements ou pour lesquelles ils travaillent, ou encore avec lesquelles ils sont en lien dans un contexte professionnel.

Klokkenluiders - Het interne luik voor de melding van een vermoedelijke integriteitsschending -

Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD;

Gelet op de richtlijn 2019/1937 van 23/10/2019 inzake de bescherming van melders van inbreuken op het Unierecht (bekend als de klokkenluidersrichtlijn), die uiterlijk op 17/12/2021 door de lidstaten moest zijn omgezet;

Gelet op de publicatie op 27/04/2023 van het gezamenlijk decreet en de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het gezamenlijk decreet en de gezamenlijke ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 (bekend als het GDO) met betrekking tot de Brusselse Ombudsman;

Gelet op artikel 15§2 lid 2 van de GDO bepalende dat “De Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepalen de modaliteiten betreffende de oprichting, de organisatie en de werking van de interne component van het systeem voor het melden van veronderstelde integriteitsschendingen, elk voor zijn eigen diensten en die van de in artikel 2,1°, bedoelde instellingen, die respectievelijk van de Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie afhangen. Ze bepalen inzonderheid de modaliteiten voor de mededeling, de behandeling en het onderzoek na een interne melding, alsook de modaliteiten betreffende de verantwoordelijkheden, de bevoegdheden, de rollen, de functies en de selectie van de interne component van het systeem voor het melden van veronderstelde integriteitsschendingen”;

Gelet op de publicatie op 07/12/2023 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van artikel 15, § 2 lid 2 van het gezamenlijk besluit en de ordonnantie van 16 mei 2019 betreffende de Brusselse Ombudsman, dat bepaalt hoe het interne luik van het systeem voor melding wordt georganiseerd;

Gelet op het protocolakkoord van het Onderhandelingscomité van 24/09/2024;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST het reglement aan te nemen met betrekking tot de oprichting, organisatie en werking van het interne luik van het systeem voor de melding van een vermoedelijke integriteitsschending, zoals hieronder weergegeven:

ARTIKEL 1: DOELSTELLING

1§1. Onderhavig reglement implementeert Richtlijn 2019/1937 van 23/10/2019 betreffende de bescherming van melders van inbreuken op het Unierecht (bekend als de klokkenluidersrichtlijn), die uiterlijk op 17/12/2021 door de lidstaten moest zijn omgezet.

1§2. De richtlijn organiseert 3 kanalen voor het melden van een integriteitsschending. In Brussel zijn deze kanalen voor lokale overheden:

- **het externe kanaal:** Catherine De Bruecker, ombudsvrouw van Brussel: benoemd tot Ombudsvrouw van Brussel door het Brussels parlement voor een termijn van vijf jaar.

Gegevens van de Brusselse bemiddelingsdienst:

- plaintes@ombuds.brussels
- +32 2 549 67 00: Contacteer ons **telefonisch** op maandag en donderdag van 14u tot 17u, op dinsdag, woensdag en vrijdag van 9u tot 12u.
- De kantoren zijn enkel toegankelijk na afspraak: Oud Korenhuis 1 te 1000 Brussel

- **het intern kanaal** (voorwerp van onderhavig reglement)

- **openbaarmaking.**

ARTIKEL 2: DEFINITIE EN TOEPASSINGSGBIED

2§1. Onderhavig reglement verwijst naar de definities en het toepassingsgebied van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 (bekend als GDO) met betrekking tot de Brusselse Ombudsman en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van artikel 15, § 2, tweede lid van de gezamenlijke decreten en ordonnanties van 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse Ombudsman en neemt ze voor meer duidelijkheid gedeeltelijk over.

2.1 Openbaarmaking of openbaar maken:

Het mondeling of schriftelijk verstrekken van informatie over vermoede integriteitsschendingen.

2.2 Vermoedelijke integriteitsschending:

Een handeling of nalatigheid die onrechtmatig is of die indruist tegen het doel of de finaliteit van om het even welke rechtsnorm, namelijk alle rechtstreeks toepasselijke Europese bepalingen evenals de wetten, ordonnanties, decreten, besluiten, omzendbrieven, verordeningen, interne regels en interne procedures die bindend zijn voor de Brusselse gemeenten en die een bedreiging voor of een schending van het algemeen belang vormt.

2.3 Melder:

Het personeelslid dat informatie meldt over vermoede integriteitsschendingen.

2.4 Personeelslid:

1° werknemers en personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon, met inbegrip van de vakbondsafgevaardigden;
2° iedere persoon die werkt onder toezicht en leiding van aannemers, onderaannemers en leveranciers voor een instelling bedoeld in artikel 2, 1°, met inbegrip van de vakbondsafgevaardigden;
3° auteurs van een melding, wanneer zij een integriteitsschending vermoeden via informatie verkregen binnen een inmiddels beëindigde werkrelatie of tijdens de aanwervingsprocedure of andere precontractuele onderhandelingen.

Worden gelijkgesteld met personeelsleden bedoeld in het vorige lid:

1° zelfstandigen en

2° aandeelhouders en personen die behoren tot het bestuurlijk, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van een instelling bedoeld in artikel 2, 1°, met inbegrip van niet bij het dagelijks bestuur betrokken leden, alsook vrijwilligers en bezoldigde of onbezoldigde stagiairs.

2.5. Personen bevoegd voor de ontvangst van de meldingen:

De vertrouwenspersoon integriteit of de bevoegde interne auditdienst.

2.6. Personen bevoegd voor het verwerken van de meldingen:

- de interne auditdienst.

- de bevoegde dienst van de Brusselse ombudsman voor de gemeenten die niet beschikken over een interne auditdienst.

2.7 Vertrouwenspersoon integriteit:

2.7.1 Een persoon per taalrol of een tweetalig persoon:

Als onderdeel van het interne luik, de gemeente van een vertrouwenspersoon integriteit per taalrol (tenzij hij of zij kennis van de tweede taal kan bewijzen), die wellicht een interne melding ontvangt.

De vertrouwenspersoon wordt intern benoemd volgende op een oproep tot kandidaturen. Indien na deze interne oproep geen enkele vertrouwenspersoon inzake integriteit kan worden aangesteld, een vergelijkende selectie kan worden georganiseerd in het kader van of een wervingsprocedure die wordt georganiseerd overeenkomstig de statuten.

2.7.2 Rechtstreeks rapporterend aan de gemeentesecretaris

Wanneer hij optreedt als vertrouwenspersoon integriteit, is hij functioneel verbonden aan de hoogste hiërarchisch geplaatste leidinggevende van de gemeente waarbinnen deze persoon werkt. Deze laatste zorgt voor:

1° de zichtbaarheid van de functie van de vertrouwenspersonen integriteit, waarvan deze het bestaan, de identiteit, de beschikbaarheid, de toegankelijkheid en de opdracht op permanente basis kenbaar maakt aan haar personeel;

2° de autonome en efficiënte uitoefening van de functie van vertrouwenspersoon integriteit door:

i. te zorgen voor bescherming tegen ongepaste inmenging of druk, direct of indirect, van welke persoon dan ook, met name om informatie te verkrijgen die verband houdt of kan houden met de uitvoering van zijn functie;

ii. te voorzien in de middelen die nodig zijn om zijn functie in volledige vertrouwelijkheid uit te voeren;

iii. hem in staat te stellen de nodige tijd te besteden aan het uitoefenen van zijn functie;

iv. hem in staat te stellen alle contacten te onderhouden die nodig zijn voor het uitoefenen van zijn functie;

v. hem in staat te stellen de vaardigheden en kennis te verwerven en/of te verbeteren die nodig zijn om zijn functie uit te oefenen.

3° de basisopleiding van de vertrouwenspersonen integriteit, waarvan de inhoud het voorwerp uitmaakt van een voorafgaand overleg met de bevoegde interne auditdienst, of indien dit niet kan, met de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman. De opleiding bevat ten minste een module met betrekking tot het rechtskader betreffende de rol van de vertrouwenspersoon integriteit en zijn status, alsook een module met betrekking tot de gesprekstechnieken.

2.7.3 Onafhankelijkheid:

De hoogste hiërarchische meerdere mag de vertrouwenspersoon integriteit voor wie hij verantwoordelijk is geen opdrachten geven met betrekking tot de uitvoering van zijn taken en heeft geen toegang tot de individuele gegevens en dossiers die door de vertrouwenspersoon integriteit worden behandeld. Zijn rol is beperkt tot het organiseren van het beheer van de dienst.

2.7.4. Niet verenigbaarheid met de functie van gemeentesecretaris

Om tot vertrouwenspersoon integriteit benoemd te worden, moet een personeelslid ten minste drie jaar anciënniteit hebben.

De functie van vertrouwenspersoon integriteit is niet verenigbaar met de functie van hoogste leidinggevende of mandataris.

De vertrouwenspersoon integriteit wordt aangesteld door de instantie die beschikt over de benoemingsbevoegdheid.

De vertrouwenspersoon integriteit volgt de basisopleiding bedoeld in artikel 21, § 3, 3° van

het voormeld besluit binnen het jaar volgend op de datum van zijn aanstelling (*dit is een opleiding waarvan de inhoud het voorwerp uitmaakt van voorafgaand overleg met de bevoegde interne auditdienst of, bij ontstentenis, de dienst bevoegd voor de Ombudsman van Brussel, en die minstens één module bevat over het wettelijk kader met betrekking tot de rol van de vertrouwenspersoon integriteit en zijn statuut, alsook een module over gesprekstechnieken*).

De aanstelling van de vertrouwenspersoon integriteit eindigt van rechtswege in geval van onverenigbaarheid of indien de vertrouwenspersoon de basisopleiding niet heeft gevolgd binnen de voorgeschreven termijn.

Indien de vertrouwenspersoon integriteit vraagt om zijn aanstelling te beëindigen is er in principe een overgangperiode van zes maanden vereist. Deze kan in onderling overleg worden ingekort.

2.8 Interne auditdienst:

Een onafhankelijke en objectieve dienst die een organisatie redelijke zekerheid verschaft over de mate van controle over haar activiteiten, advies geeft over hoe deze te verbeteren, en helpt toegevoegde waarde te creëren, en die voldoet aan het Internationale Referentiekader van de Beroepspraktijken van de interne audit.

ARTIKEL 3: UITSLUITING

3§1. De volgende integriteitsschendingen zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie:

1° pesterijen, geweld op het werk en ongewenst seksueel gedrag op het werk ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van de **wet van 4 augustus 1996** betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

2° discriminatie, rechtstreekse of onrechtstreekse, op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof, levensbeschouwing, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, taal, de huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap, geslacht, zwangerschap, bevalling, moederschap, geslachtsverandering, nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming of sociale afkomst als bedoeld in artikel 4, 6° en 7°, van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels Gewestelijk openbaar ambt en als bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling.

ARTIKEL 4: INFORMATIE

4 §1. Het personeelslid dat overweegt een vermoedelijke integriteitsschending te melden, kan informatie en advies krijgen over de inhoud en toepassing van dit besluit van de vertrouwenspersoon integriteit die bevoegd is voor zijn instelling.

ARTIKEL 5: VERTROUWELIJKHEIDSGARANTIE

5§1. De interne actoren die bevoegd zijn voor de ontvangst van de meldingen ontvangen deze laatste via systemen die door hun ontwerp, uitvoering en beheer de vertrouwelijkheid

van de volgende elementen in alle veiligheid beschermen:

1° de identiteit van de persoon die de melding doet;

2° de identiteit van de in het meldingsrapport vermelde derden;

3° informatie die de identiteit van de melder of van in het meldingsrapport vermelde derden kan onthullen.

5§2. De interne actoren die bevoegd zijn voor de ontvangst van de meldingen mogen de door hen verzamelde informatie in geen enkele fase van het meldingsproces aan geen enkele andere actor onthullen dan aan deze die bevoegd zijn voor het behandelen van de melding.

ARTIKEL 6: MOGELIJKHEIDEN VAN MELDING VAN EEN INTEGRITEITSSCHENDING

6§1. Elk personeelslid van de gemeente kan, op basis van een redelijk vermoeden, een vermoedelijke integriteitsschending melden aan de interne actoren die bevoegd zijn voor de ontvangst van de meldingen voor zijn instantie, tenzij het personeelslid gegronde redenen heeft om te vrezen dat:

1° binnen de in dit besluit voorgeschreven termijnen geen enkel gevolg zal gegeven worden aan de melding;

2° hij als gevolg van deze melding het risico loopt te worden onderworpen aan een disciplinaire straf of enige andere vorm van vergelding, met inbegrip van bedreigingen met vergelding en pogingen tot vergelding, zoals gedefinieerd in artikel 15/1, § 1 en § 2, van het gezamenlijk decreet en ordonnantie.

6§2. In ondergeschikte orde en in geval van gegronde vrees zoals beoogd in paragraaf 1, 1° en 2°, kan het personeelslid de vermoedelijke integriteitsschending melden aan de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman.

6§3. De melder en alle andere betrokken personen - met inbegrip van de actoren die bevoegd zijn voor de ontvangst en de verwerking van de meldingen - genieten bescherming tegen vergelding krachtens artikel 15/1 § 1 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie.

6§4. De melding kan schriftelijk en/of mondeling en anoniem worden gedaan. De mondelinge melding kan de melding via telefoon omvatten, evenals via andere telecommunicatiekanalen.

6§5. Als de persoon die de melding heeft gedaan hierom vraagt, wordt er een persoonlijke ontmoeting georganiseerd met de actor die bevoegd is voor het ontvangen van de meldingen en die de melding daadwerkelijk heeft ontvangen. Zo er een bevoegde interne auditdienst bestaat, neemt een gedelegeerd lid van de interne auditdienst deel aan deze ontmoeting. Deze samenkomst moet binnen de 15 dagen na het verzoek plaatsvinden. Deze samenkomst wordt zo georganiseerd dat de identiteit van de persoon die de melding heeft gedaan en van elke derde partij die in de melding wordt genoemd, vertrouwelijk blijft.

6§6. Behalve in het geval van een anonieme melding, bewaart de voor de ontvangst van de meldingen bevoegde actor die de mondelinge melding ontvangt een schriftelijk bewijs van de melding. Hij geeft een kopie van het schriftelijke bewijs van de melding aan de persoon die de melding heeft gedaan, tegelijkertijd als de ontvangstbevestiging bedoeld in artikel 7, § 1.

6§7. De schriftelijke melding of het schriftelijk bewijs van de mondelinge melding bevat minstens de volgende elementen:

1° de datum van de melding;

2° de naam en de contactgegevens van de melder, behalve in het geval van een anonieme melding;

3° een beschrijving van de vermoedelijke integriteitsschending;

4° de datum waarop of de periode waarbinnen de vermoedelijke integriteitsschending heeft plaatsgevonden, plaatsvindt of zal plaatsvinden;

5° de elementen op grond waarvan op basis van een redelijk vermoeden te goeder trouw kan worden aangenomen dat er sprake is van een integriteitsschending.

6§8. De schriftelijke melding of het schriftelijk bewijs van de mondelinge melding wordt ondertekend door de persoon die de melding deed, behalve in geval van een anonieme melding.

6§9. Zo een van de elementen genoemd in § 1 ontbreekt, vraagt de interne actor die bevoegd is voor ontvangst van de meldingen en die de melding effectief heeft ontvangen, aan de opsteller om dit aan te vullen binnen de termijn die hij bepaalt

ARTIKEL 7: BEHANDELING VAN DE MELDING

7§1. De bevoegde interne actor voor het ontvangen van de meldingen, die de melding heeft ontvangen, bezorgt aan de melder een ontvangstbewijs binnen zeven dagen na de datum van de schriftelijke melding of van het bij de melding gevoegde bewijs van de mondelinge melding.

7§2. In geval van een anonieme melding wordt ook een ontvangstbewijs verstrekt via een van de beveiligde kanalen.

7§3. Elke melding wordt binnen zeven dagen na ontvangst van de melding door een van de interne actoren die verantwoordelijk zijn voor het ontvangen van meldingen, opgenomen in een register van vermoedelijke integriteitsschendingen door de vertrouwenspersonen integriteit of door de bevoegde interne auditdienst. De toegang tot het register is beschermd en beperkt tot de personen die bevoegd zijn voor de behandeling van de melding of de bescherming van de melder en tot de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman.

7§4. Behalve in geval van een anonieme melding nodigt de interne actor die bevoegd is voor de ontvangst van de meldingen en die de melding effectief heeft ontvangen, zo hij dat nodig acht, de melder uit voor een onderhoud om uitleg te geven bij de elementen van de vermoedelijke integriteitsschending die hij heeft gemeld en dit ten laatste de vijftiende dag volgend op het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 10, § 1.

7§5. Als er een bevoegde interne auditdienst bestaat, neemt een gedelegeerd lid van de interne auditdienst deel aan dit onderhoud. Deze toelichtingen kunnen op verzoek van de melder schriftelijk worden verstrekt binnen vijftien dagen na ontvangst van de uitnodiging voor het gesprek.

7§6. De interne actor die bevoegd is voor de ontvangst van de meldingen van vermoedelijke integriteitsschendingen, die de melding heeft opgenomen in het register beoogd in artikel 10, § 2 geeft de melding door aan een van de actoren die bevoegd zijn voor de verwerking van de meldingen.

7§7. Zo er geen interne auditdienst bestaat, kan een protocol van samenwerking worden

gesloten tussen een interne auditdienst en de gemeente.

ARTIKEL 8: ONTVANKELIJKHEIDSONDERZOEK VAN EEN MELDING

8§1. De actor die bevoegd is voor de verwerking van de melding voert een voorafgaand ontvankelijkheidsonderzoek uit en stelt een schriftelijk en gemotiveerd advies op over het gevolg dat moet worden gegeven aan de melding, uiterlijk binnen de termijn van drie maanden volgend op de ontvangstbevestiging bedoeld in artikel 10, § 1. Aan de melding kan een van onderstaande gevolgen worden gegeven:

1° onontvankelijk verklaren: bij gebrek aan voldoende elementen om te spreken van een redelijk vermoeden van een integriteitsschending;

2° een intern onderzoek openen

3° doorverwijzen naar de bevoegde dienst van de Brusselse ombudsman bij een vermoeden van een integriteitsschending:

a) onderzoeksmiddelen vereist die verder gaan dan die welke kunnen worden ingezet in het kader van een intern onderzoek;

b) mag niet het voorwerp uitmaken van een intern onderzoek gezien het risico op belangenconflicten voor de door de bevoegde interne auditdienst gemachtigde onderzoekers of op inmenging van het personeelslid of de personeelsleden die bij de gemelde feiten betrokken zijn.

8§2. De actor die bevoegd is voor de verwerking van meldingen deelt het in artikel 13, § 1 beoogde schriftelijke en gemotiveerde advies mee aan de melder, uiterlijk drie maanden na de in artikel 7, § 1 beoogde ontvangstbevestiging.

8§3. De actor die bevoegd is voor de verwerking van meldingen stelt de hoogste hiërarchische verantwoordelijke van de betrokken instantie schriftelijk in kennis van de opening van een onderzoek of, indien er een redelijk vermoeden bestaat dat hij of zij betrokken is bij de vermoedelijke schending van de integriteit, de bevoegde minister of staatssecretaris of het bevoegde beheersorgaan.

De actor die bevoegd is voor de verwerking van meldingen mag geen informatie verstrekken die hiërarchische verantwoordelijken in staat stelt om direct of indirect de identiteit te achterhalen van de melder of van een derde die in het meldingsrapport wordt genoemd.

8§4. De actor die bevoegd is voor de verwerking van meldingen brengt ook de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman op de hoogte.

8§5. De actor die bevoegd is voor de verwerking van meldingen legt in het in artikel 10, § 3 beoogde register vast welke acties werden ondernomen naar aanleiding van de melding.

8§6. Op elk moment kan de melder contact opnemen met de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman indien deze persoon van mening is dat de behandeling van deze melding door de actor die bevoegd is voor de verwerking van meldingen, kan worden bemoeilijkt door een gebrek aan vertrouwelijkheid of garanties van onafhankelijkheid.

ARTIKEL 9: BESCHERMING TEGEN VERGELDING

9§1. Elke vorm van vergelding tegen personen bedoeld in artikel 15/1 § 1e[1], is verboden, met inbegrip van bedreigingen met vergelding en pogingen tot vergelding.

Vergelding betekent elke directe of indirecte handeling of nalatigheid die plaatsvindt in een professionele context, die is ingegeven door een interne of externe klokkenluider of een publieke bekendmaking, en die ongerechtvaardigde schade toebrengt of kan toebrengen aan de klokkenluider, waaronder in het bijzonder elke:

- 1° schorsing, tijdelijke buitendienststelling ontslag of soortgelijke maatregelen;
- 2° degradatie of weigering van bevordering;
- 3° overdracht van taken, verandering van locatie van de arbeidsplaats, loonsverlaging, verandering van de werktijden;
- 4° onthouden van opleiding;
- 5° negatieve prestatiebeoordeling of arbeidsreferentie;
- 6° het opleggen of toepassen van een disciplinaire maatregel, berisping of andere sanctie, zoals een financiële sanctie;
- 7° dwang, intimidatie, pesterijen of uitsluiting;
- 8° discriminatie, nadelige of ongelijke behandeling;
- 9° niet-omzetting van een tijdelijke arbeidsovereenkomst in een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd, in het geval de werknemer de gerechtvaardigde verwachting had dat hem een dienstverband voor onbepaalde tijd zou worden aangeboden
- 10° niet-verlenging of vervroegde beëindiging van een tijdelijke arbeidsovereenkomst;
- 11° schade, met inbegrip van reputatieschade, met name op sociale media, of financieel nadeel, met inbegrip van omzetsderving en inkomstenderving;
- 12° opname op een zwarte lijst op basis van een informele of formele overeenkomst voor een hele sector of bedrijfstak, waardoor de persoon geen baan meer kan vinden in de sector of de bedrijfstak;
- 13° vroegtijdige beëindiging of opzegging van een contract voor de levering van goederen of diensten;
- 14° intrekking van een licentie of vergunning;
- 15° psychiatrische of medische verwijzingen.

9§2. Op voorwaarde dat de beschermde persoon aantoont dat hij een melding of een openbaarmaking heeft gedaan, ligt, indien maatregelen als bedoeld in paragraaf 2 worden genomen tegen een beschermde persoon, de bewijslast dat die maatregel of dreiging met een maatregel gebaseerd is op naar behoren gerechtvaardigde gronden en voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid een veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek ervan, bij de gemeente.

ARTIKEL 10: ONDERZOEKSOPDRACHT

10§1. De verantwoordelijke van de bevoegde interne auditdienst stelt een schriftelijke onderzoeksopdracht op betreffende de vermoedelijke integriteitsschending. Deze opdracht vermeldt minstens:

- 1° een beschrijving van de vermoedelijke integriteitsschending;
- 2° de naam van de betrokken instantie(s) waar het onderzoek zal worden gevoerd;
- 3° de naam, de taalrol en de contactgegevens van de onderzoekers die door de bevoegde interne auditdienst zijn gemachtigd, met inbegrip van de deskundigen die hen bijstaan;
- 4° de onderzoeksvragen. Het onderzoek wordt binnen de drie maanden volgend op de opening ervan afgesloten en kan met maximaal negen maanden worden verlengd om redenen die in het onderzoeksverslag naar behoren worden gemotiveerd.

10§2. Elke wijziging aan de onderzoeksopdracht wordt schriftelijk vastgelegd in een addendum.

10§3. De onderzoeksopdracht en eventuele addenda worden ondertekend en gedateerd door de verantwoordelijke van de bevoegde interne auditdienst.

10§4. Het personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van het onderzoek, wordt schriftelijk in kennis gesteld van het onderzoek door de bevoegde interne auditdienst. Die kennisgeving bevat minstens:

- 1° een beschrijving van de vermoedelijke integriteitsschending die aanleiding geeft tot het onderzoek;
- 2° de mogelijkheid dat het onderzoek wordt uitgebreid tot feiten en omstandigheden die aan het licht kwamen en die nuttig kunnen zijn om de omvang, de aard en de ernst van de vermoede integriteitsschending te bepalen;
- 3° het recht van het personeelslid of gewezen personeelslid dat betrokken is bij het onderzoek om zich te laten bijstaan door een raadsman;
- 4° de naam, de taalrol en de contactgegevens van de onderzoekers die door de bevoegde interne auditdienst zijn gemachtigd;
- 5° het recht om in de loop van het onderzoek bijkomende onderzoekstaken te vragen.

ARTIKEL 11: BEVOEGDHEDEN VAN DE ONDERZOEKERS

11§1. De onderzoekers die zijn gemachtigd door de bevoegde interne auditdienst kunnen elke persoon die zij geschikt achten uitnodigen om een individuele verklaring af te leggen. Deze heeft het recht om zich te laten bijstaan door een advocaat of een vakbondsvertegenwoordiger personeelsleden van de in artikel 3, § 1 bedoelde instanties moeten positief reageren op deze uitnodiging.

11§2. De onderzoekers die door de bevoegde interne auditdienst zijn gemachtigd:

- 1° zorgen ervoor dat de personen die voor het onderzoek worden uitgenodigd, in alle vrijheid hun individuele verklaringen kunnen afleggen;
- 2° nemen de individuele verklaring af om objectieve informatie te verzamelen;
- 3° stellen een schriftelijk verslag op over elke individuele aangifte;
- 4° zorgen ervoor dat de betrokkene wordt geconfronteerd met de bevindingen van het onderzoek die op hem/haar betrekking hebben.

11§3. De uitgenodigde personen bezorgen de onderzoekers die door de bevoegde interne auditdienst zijn gemachtigd alle relevante en verhelderende informatie waarover zij in het

kader van de onderzoeksopdracht beschikken.

11§4. Personen die een individuele verklaring afleggen, kunnen het schriftelijke verslag aanvullen en waar nodig opmerkingen maken.

11§5. Het schriftelijk verslag van de individuele aangifte wordt ondertekend en gedateerd door alle aanwezigen na de individuele verklaring. Als een uitgenodigde persoon of, desgevallend, zijn raadsman echter weigert te tekenen, dan wordt deze weigering in de schriftelijke notulen opgenomen.

Elke bladzijde van het verslag wordt genummerd. Na het afleggen van de individuele verklaring ontvangt elke uitgenodigde persoon een ondertekend exemplaar van zijn individuele verklaring.

11§6. De uitgenodigde personen bezorgen de onderzoekers die door de bevoegde interne auditdienst zijn gemachtigd alle relevante en verhelderende informatie waarover zij in het kader van de onderzoeksopdracht beschikken.

11§7. Personen die een individuele verklaring afleggen, kunnen het schriftelijke verslag aanvullen en waar nodig opmerkingen maken

11§8. Het schriftelijk verslag van de individuele aangifte wordt ondertekend en gedateerd door alle aanwezigen na de individuele verklaring. Als een uitgenodigde persoon of, desgevallend, zijn raadsman echter weigert te tekenen, dan wordt deze weigering in de schriftelijke notulen opgenomen. Elke bladzijde van het verslag wordt genummerd. Na het afleggen van de individuele verklaring ontvangt elke uitgenodigde persoon een ondertekend exemplaar van zijn individuele verklaring.

11§9. Op elk moment tijdens het onderzoek kan de melder op eigen initiatief of op verzoek, schriftelijk of mondeling, uitleg verschaffen over de gemelde vermoedelijke integriteitsschending

11§10. Om het onderzoek af te sluiten stellen de onderzoekers die zijn gemachtigd door de bevoegde interne auditafdeling een verslag op met hun bevindingen, hun beoordelingen om de feiten te bepalen en/of bewijselementen aan te voeren en de maatregelen die zij aanbevelen om de vermoedelijke schending van de integriteit aan te pakken.

(i) Indien de interne bevoegde auditdienst meent dat het verslag van het onderzoek, bedoeld in § 1, voldoende elementen bevat om te besluiten dat de vermoedelijke integriteitsschending zich niet heeft voorgedaan, seponeert de dienst het onderzoek.

(ii) De bevoegde interne auditafdeling stuurt het schriftelijk rapport van het onderzoek door, zodat passende actie kan worden ondernomen:

1° naar de hoogste leidinggevende of, indien er een redelijk vermoeden bestond dat de hoogste leidinggevende betrokken was bij de vermoedelijke integriteitsschending of wanneer de hoogste leidinggevende betrokken is bij de integriteitsschending, aan de bevoegde minister of staatssecretaris of het bevoegde bestuursorgaan; 2° naar het Auditcomité; 3° naar de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman.

11§11. De bevoegde interne auditdienst stelt de persoon die de zaak heeft gemeld en de personen die bij het onderzoek betrokken zijn, schriftelijk op de hoogte van het resultaat van het onderzoek.

11§12. Wanneer de bevoegde interne auditdienst in de loop van de meldingsprocedure van

oordeel is dat hij over voldoende aanwijzingen beschikt om te kunnen concluderen dat hij kennis heeft gekregen van een misdrijf of een delict, stelt hij de procureur des Konings daarvan onverwijld in kennis overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering. De bevoegde interne auditdienst brengt de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsman schriftelijk op de hoogte.

ARTIKEL 12: BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE MELDINGEN

12§1. De gemeente die een melding ontvangt is verantwoordelijk voor de verwerkingen van de persoonsgegevens die zij uitvoert.

12§2. De identiteit van de melder en van elke derde vernoemd in de melding en alle informatie op basis waarvan rechtstreeks of onrechtstreeks hun identiteit kan worden afgeleid, mag enkel worden onthuld indien het gaat om een noodzakelijke en evenredige verplichting die is opgelegd door een bijzondere wetgeving in het kader van onderzoeken die worden gevoerd door de nationale overheid of in het kader van gerechtelijke procedures, meer bepaald met het oog op de bescherming van de rechten van de verdediging van de persoon die het voorwerp is van het onderzoek.

12§3. De bekendmakingen die gebeuren krachtens de afwijking voorzien in artikel 23, § 3 maken het voorwerp uit van adequate beschermingsmaatregelen krachtens de regels van de Europese Unie en de toepasselijke Belgische regels. Diegene die een melding heeft gedaan wordt op de hoogte gebracht vóór zijn identiteit wordt verspreid, tenzij het in kennis stellen de betrokken onderzoeken of gerechtelijke procedures kan schaden. Bij het informeren van de melder zal de bevoegde interne auditdienst hem of haar een schriftelijke uitleg geven met de redenen voor de openbaarmaking van de betreffende vertrouwelijke gegevens.

12§4. De bevoegde interne auditdienst die informatie ontvangt over integriteitsschendingen die zakengeheimen bevatten, mag deze zakengeheimen niet gebruiken of verspreiden voor doeleinden die verder gaan dan nodig is om een adequate opvolging te garanderen.

ARTIKEL 13: TUCHTMAATREGELEN

13§1. Overeenkomstig het arbeidsreglement, kan elk personeelslid het onderwerp uitmaken van een tuchtrechtelijke procedure indien vastgesteld wordt dat:

1° het personeelslid een bewust vervalste en niet waarheidsgetrouwe melding van de veronderstelde integriteitsschending heeft gedaan;

2° het personeelslid dat werd betrokken bij het onderzoek bewust oneerlijk, niet-waarheidsgetrouw of onvolledige informatie ter beschikking van de onderzoekers heeft gesteld;

3° het personeelslid bewust heeft gehandeld of beslissingen heeft genomen met als enige oogmerk een melding te belemmeren of het onderzoek te verhinderen, te bemoeilijken en/of te beëindigen of een persoon hiertoe aan te zetten;

4° het personeelslid heeft verzaakt aan zijn plicht tot vertrouwelijkheid van de identiteit van de auteur van de melding;

5° het personeelslid een poging tot, bedreiging met of vorm van maatregel met nadelige gevolgen tegen de auteur van de melding of een persoon beschermd overeenkomstig artikel

15/1, § 1 van de GDO heeft ondernomen;

6° het personeelslid onnodige of tergende procedures tegen de auteur van de melding of een persoon beschermd overeenkomstig artikel 15/1, § 1 heeft aangespannen.

13§2. Met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met een geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft de Brusselse overheidsinstantie, de leden van haar personeel, alsook aan elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die:

a) de melding belemmert of tracht te belemmeren;

b) represailles neemt tegen de in artikel 15/1, § 1 van de GDO bedoelde personen;

c) een procedure wegens misbruik inleidt tegen de in artikel 15/1, § 1 GDO bedoelde personen;

13§3. Onverminderd andere maatregelen waarin deze gezamenlijk decreet en ordonnantie of andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen voorzien, worden melders gestraft overeenkomstig de artikelen 443 tot en met 450 van het Strafwetboek wanneer wordt vastgesteld dat zij opzettelijk valse informatie hebben gemeld of openbaar hebben gemaakt.

13§4. Personen die schade lijden als gevolg van dergelijke meldingen of openbaarmakingen hebben recht op schadevergoedingsmaatregelen overeenkomstig de contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid.

ARTIKEL 14: INWERKINGTREDING

14§1. Onderhavig reglement treedt in werking op de dag volgend op de aanplakking.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

[1] *Art.15/1. § 1er. (GDO 27/04/2023 tot wijziging van het gezamenlijk decreet en de ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 betreffende de Brusselse Ombudsman)*

De Brusselse Ombudsman beschermt de volgende personen tegen vergelding als gevolg van het melden van een vermoedelijke integriteitsschending of het deelnemen aan het daaropvolgende onderzoek:

1° de persoon die de melding doet;

2° Facilitators (natuurlijke personen die een melder bijstaan in het meldingsproces en wiens bijstand vertrouwelijk moet zijn) en

3° derden die verbonden zijn met de melders en die slachtoffer kunnen zijn van vergelding in een werkgerelateerde context, zoals collega's of familieleden van de melders;

4° juridische entiteiten die eigendom zijn van de melders waarvoor de melders werken of waarmee de melders anderszins in een werkgerelateerde context verbonden zijn.

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

3 **Conseil communal - Mandat représentatif au sein d'une intercommunale - ASBL Brulocalis - M. Philippe JAQUEMYNS, échevin - Rapport de gestion 2024 - Application des articles 96bis de la nouvelle loi communale et 61 du règlement d'ordre intérieur (ROI) - Communication.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est représentée au sein de certaines intercommunales et ASBL dans lesquelles elle a des intérêts ;

Considérant que la nouvelle loi communale, telle que modifiée, stipule dans son article 96bis que : « *Les représentants du conseil communal dans les intercommunales, qui exercent une fonction d'administrateur, doivent présenter au conseil communal un rapport annuel relatif à la gestion de l'intercommunale concernée ainsi que sur leur propre activité au sein de l'intercommunale.* » ;

Considérant que M. Philippe JAQUEMYNS, échevin, a été désigné, le 17/12/2018, pour représenter la commune de Woluwe-Saint-Lambert au Conseil d'administration de l'ASBL Brulocalis ;

Considérant que cette association a tenu son assemblée générale le 26/06/2024 ;

Considérant qu'en application de l'article 61 du règlement d'ordre intérieur (R.O.I.) du Conseil communal, M. Philippe JAQUEMYNS est tenu de présenter son rapport de gestion lors de la séance du Conseil communal qui a lieu le mois qui suit la date de l'assemblée générale de l'intercommunale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport de gestion 2024, rédigé par M. Philippe JAQUEMYNS, échevin, sur sa représentation au sein de l'ASBL Brulocalis et sur les activités de celle-ci durant l'année 2023.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeenteraad - Representatief mandaat binnen een intergemeentelijke vereniging - Vzw Brulocalis - Dhr. Philippe JAQUEMYNS, schepen - Beheersverslag 2022 - Toepassing van artikelen 96bis van de nieuwe gemeentewet en 61 van het huishoudelijk reglement - Mededeling.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente vertegenwoordigd is in bepaalde intercommunales en vzw's waarin zij belangen heeft;

Overwegende dat de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in zijn artikel 96bis het volgende stelt: "*De vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de intercommunales met een bestuurdersfunctie dienen bij de gemeenteraad jaarlijks verslag uit te brengen over het beheer van de betrokken intercommunale en over hun eigen activiteit binnen de intercommunale.*";

Overwegende dat dhr. Philippe JAQUEMYNS, schepen, in zitting van 17/12/2018 werd aangeduid om de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe te vertegenwoordigen in de Raad van bestuur van de vzw Brulocalis;

Overwegende dat deze vereniging haar algemene vergadering op 24/06/2024 gehouden heeft;

Overwegende dat krachtens artikel 61 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad dhr. Philippe JAQUEMYNS verplicht is zijn beheersverslag aan de zitting van de Gemeenteraad voor te stellen in de loop van de maand die volgt op de datum van de algemene vergadering van de intercommunale;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/07/2024;

NEEMT KENNIS van het beheersverslag 2024, opgesteld door dhr. Philippe JAQUEMYNS, schepenen, betreffende zijn vertegenwoordiging als bestuurder binnen de vzw Brulocalis en betreffende de activiteiten van deze vzw tijdens het jaar 2023.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

BRULOCALIS_rapport_gestion_JAQUEMYNS_2023.pdf

4 **Conseil de l'Action sociale - Démission - Non-représentation du groupe linguistique néerlandophone - Membre de droit - Désignation - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'article 6 § 4 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale qui stipule que : « Dans les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, lorsque le conseil de l'action sociale ne compte aucun membre d'appartenance linguistique néerlandaise ou aucun membre d'appartenance linguistique française, le premier candidat conseiller communal non élu qui appartient au groupe linguistique non représenté au sein du conseil de l'action sociale en est membre de plein droit, par dérogation à l'article 11 ; le nombre de membres fixé au § 1^{er} est dans ce cas majoré d'une unité » ;

Considérant que, suite à la démission présentée le 01/07/2024 par Mme Lieve LIPPENS, désignée par le Conseil communal du 21/01/2019 comme membre de plein droit du Conseil de l'Action sociale afin de représenter le groupe linguistique néerlandais. il a été constaté que le Conseil de l'Action sociale ne comptera aucun membre d'appartenance linguistique néerlandaise ;

Considérant que le Conseil communal doit faire représenter ce groupe linguistique ;

Considérant que, suite aux élections communales du 14/10/2018, le deuxième candidat non élu d'appartenance linguistique néerlandaise est Mme Irmgard Veronika ROSIERS, domiciliée rue Théodore De Cuyper 165/b32 en c/c, 13e suppléante sur la liste ECOLO-GROEN, ayant obtenu 205 voix ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE à l'unanimité :

- de désigner Mme Irmgard Veronika ROSIERS, domiciliée rue Théodore De Cuyper 165/b32 en c/c, 13e suppléante sur la liste ECOLO-GROEN, ayant obtenu 205 voix, comme membre de plein droit du Conseil de l'Action sociale afin de représenter le groupe linguistique néerlandais et ce jusqu'au prochaines élections communales de 2024 ;
- de majorer le nombre de représentants au Conseil de l'Action sociale de 13 à 14.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Raad voor Maatschappelijk Welzijn - Ontslag - Niet-vertegenwoordiging van het Nederlandse taalgroep - Lid van rechtswege - Aanduiding - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet het artikel 6 § 4 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn dat bepaalt dat: “Wanneer in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de raad voor maatschappelijk welzijn geen enkel lid van de Nederlandse of geen enkel lid van de Franse taalaanhorigheid telt, maakt het eerste niet verkozen gemeenteraadslid dat behoort tot de niet in de raad voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigde taalgroep, er van rechtswege deel van uit, in afwijking van artikel 11; het aantal leden bepaald in § 1 wordt in dit geval vermeerderd met één eenheid”;

Overwegende dat na het ontslag ingediend op 01/07/2024 door mw. Lieve LIPPENS, benoemd door de Gemeenteraad op 21/01/2019 als gewoon lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn om de Nederlandse taalgroep te vertegenwoordigen, is vastgesteld dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn geen leden uit de Nederlandse taalgroep zal tellen;

Overwegende dat de Gemeenteraad deze taalgroep moet laten vertegenwoordigen;

Overwegende dat ingevolge de gemeenteraadsverkiezingen van 14/10/2018 de tweede niet verkozen kandidaat van de Nederlandse taalaanhorigheid mw. Irmgard Veronika ROSIERS is, wonende Theodore De Cuyperstraat 165/b32 t/g, 13e opvolgster op de ECOLO-GROEN-lijst en die 205 stemmen behaald heeft;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/08/2024;

BESLIST met eenparigheid:

- Mw. Irmgard Veronika ROSIERS, wonende Theodore De Cuyperstraat 165/b32 t/g, 13e opvolgster op de ECOLO-GROEN-lijst en die 205 stemmen behaald heeft, aan te duiden als lid van rechtswege van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn om de Nederlandse taalgroep te vertegenwoordigen tot de gemeenteraadsverkiezingen van 2024;
- het aantal leden bij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn te verhogen van 13 tot 14.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

*ROSIERS_acceptation_20240719.pdf, Oproep_ROSIERS_20240712.pdf,
démission_LIPPENS_20240701.pdf*

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

GRH - HRM

5 Statut administratif et pécuriaire - Modification - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 22/01/2024, portant modification du statut du personnel communal ;

Considérant que les dispositions qui régissent les cadres, la carrière et les prestations du personnel sont en constante évolution et qu'il y a lieu de les adapter à de nouvelles législations et aux responsabilités toujours croissantes de l'administration ;

Considérant qu'il s'indique de modifier les conditions de recrutement et de promotion de certains postes des cadres administratif, technique et ouvrier, afin de mieux répondre aux besoins de l'administration ;

Vu la négociation menée avec les organisations syndicales représentatives au sein du comité de négociation le 24/09/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/09/2024 ;

DECIDE de modifier le statut du personnel communal statutaire et contractuel, comme repris en annexe, avec effet au 01/11/2024.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Administratief en financieel statuut - Wijziging - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 22/01/2024 tot wijziging van het statuut van het gemeentelijk personeel;

Overwegende dat de bepalingen die de kaders, de loopbaan en de prestaties van het personeel regelen voortdurend evolueren en dat het nodig is ze aan te passen aan nieuwe wetten en steeds toenemende verantwoordelijkheden van het bestuur;

Overwegende dat het raadzaam is de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden van sommige betrekkingen van de administratieve, technische en werklidkaders te wijzigen om beter tegemoet te komen aan de noden van het bestuur;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd met de representatieve vakbondsorganisaties binnen het onderhandelingscomité op 24/09/2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 18/09/2024;

BESLIST om het statuut van het statutair en contractueel gemeentepersoneel, zoals in bijlage opgenomen, met ingang van 01/11/2024 te wijzigen.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

Statuut 2024 -15-10-2024_NL_annexe_BOS.pdf, Statut 2024-15.10.2024.pdf

6 Règlement du travail - Modification - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL

Vu sa décision du 20/12/2021, portant modification du règlement de travail ;

Vu la négociation menée avec les organisations syndicales représentatives au sein du comité de négociation le 24/09/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/09/2024 ;

DECIDE de modifier le règlement de travail du personnel communal, comme repris en annexe, avec effet au 01/11/2024.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Arbeidsreglement - Wijziging - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 20/12/2021 houdende wijziging van het arbeidsreglement;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd met de representatieve syndicale organisaties in de schoot van het onderhandelingscomité op 24/09/2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/09/2024;

BESLIST het arbeidsreglement van het gemeentepersoneel, zoals in bijlage opgenomen, met ingang van 01/11/2024 te wijzigen.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

Arbeidsreglement 15-10-2024-annexes-BOS.pdf, Projet Règlement de travail-annexe_BOS.pdf, Règlement 2024 - Relevé modificationsv2.docx

7 Personnel communal non enseignant - Allocation de fin d'année 2024 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 23/10/1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, tel que modifié ;

Vu la circulaire du SPF Personnel et Organisation concernant l'allocation de fin d'année 2024 ;

Vu l'article 148 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/09/2024 ;

DECIDE d'accorder, pour l'année 2024, une allocation de fin d'année, calculée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23/10/1979, au personnel communal admis à la pension pendant la période de référence et au personnel communal énuméré ci-après :

- le personnel administratif, technique et ouvrier, nommé à titre définitif, à l'essai et engagé contractuellement ;
- le personnel contractuel subventionné et contractuel subventionné de remplacement ;
- le personnel désigné à titre intérimaire, en remplacement d'un membre du personnel absent, pour autant que les prestations couvrent au moins 20 jours ouvrables pendant la période de référence ;
- les moniteurs permanents du service de la Jeunesse pour autant que les prestations couvrent au moins 20 jours ouvrables pendant la période de référence ;
- les membres du personnel dont les prestations ne couvrent pas la totalité de la période de référence ou dont les prestations ne couvrent pas des journées entières (1.976 heures/an), recevront l'allocation au prorata des prestations effectuées.

Le montant de l'allocation est fixé comme suit :

- partie forfaitaire : telle que mentionnée dans la circulaire du SPF Personnel et Organisation concernant l'allocation de fin d'année 2024 ;
- partie variable : 2,5 % de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rémunération due pour le mois d'octobre 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke niet-onderwijzend personeel - Eindejaarstoelage 2024 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk besluit van 23/10/1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd;

Gelet op de omzendbrief van de FOD Personeel en Organisatie betreffende de eindejaarstoelage voor het jaar 2024;

Gelet op artikel 148 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 18/09/2024;

BESLIST een eindejaarstoelage, berekend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 23/10/1979, voor het jaar 2024, toe te kennen aan het tijdens de verwijzingsperiode op rust gesteld personeel en het hierna vermeld gemeentepersoneel:

- het definitief of op proef benoemd of contractueel aangeworven administratief, technisch en werkliedenpersoneel;
- het gesubsidieerd en gesubsidieerd vervangend contractueel personeel;
- het interimair personeel aangewezen ter vervanging van een afwezig personeelslid, voor zover hun prestaties minstens 20 werkdagen bestrijken tijdens de verwijzingsperiode;
- de permanente monitoren van de dienst Jeugd voor zover hun prestaties minstens 20 werkdagen bestrijken tijdens de verwijzingsperiode;
- de personeelsleden waarvan de activiteiten de volledige verwijzingsperiode niet bestrijken of waarvan de prestaties geen volledige dagtaak inhouden (1.976 uren/jaar) zullen de

eindejaarstoelage bekomen in verhouding tot hun prestaties.

Het bedrag van de toelage wordt als volgt vastgesteld:

- forfaitair gedeelte: zoals vermeld in de omzendbrief van de FOD Personeel en Organisatie betreffende de eindejaarstoelage voor het jaar 2024;
- variabel gedeelte: 2,5 % van de jaarlijkse bruto-bezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de bezoldiging verschuldigd voor de maand oktober 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

8 **Hôtel communal - Jardin arrière - Installation de citernes de récupération d'eau de pluie -
Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HOOLANTS BETON - Dépense :
35.000 EUR TVAC - Information.**

**Gemeentehuis - Achtertuin - Installatie van regenwaterputten - Opdracht van beperkte waarde
- Aanduiding van de ondernemer: HOOLANTS BETON - Uitgave: 35.000 EUR incl. btw -
Informatie.**

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de installatie van regenwaterputten in de achtertuin van het gemeentehuis ;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 18/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de installatie van regenwaterputten in de achtertuin van het gemeentehuis;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het een opdracht van beperkte waarde betreft;

Overwegende dat volgende ondernemers uitgenodigd werden om deel te nemen aan deze opdracht:

- HOOLANTS BETON, Holstraat 3-5 te 1831 Diegem,
- STEENACKER, L. Marcelisstraat 49 te 1970 Wezembeek-Oppem;

Overwegende dat 2 offertes werden ontvangen:

- HOOLANTS BETON, Holstraat 3-5 te 1831 Diegem: 33.755,37 EUR incl. btw;
- STEENACKER, L. Marcelisstraat 49 te 1970 Wezembeek-Oppem: 35.755,50 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 10400/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 35.000 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de installatie van regenwaterputten in de achtertuin van het gemeentehuis te gunnen aan de firma HOOLANTS BETON, Holstraat 3-5 te 1831 Diegem;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte ten bedrage van 33.755,37 EUR incl. btw;
- een bedrag van 35.000 EUR vast te leggen op artikel 10400/724-60/9622 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

BOS 60004 - Rapport Bruxelles Environnement.pdf, BOS 60004 - Note interne.pdf, Demande de marché + OFFRES.pdf

9 **Administration, écoles et crèches communales - Acquisition de destructeurs de documents et de plastifieuses en 2024 et 2025 (ID 3330) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BEST-MATIC - Dépense : max. 20.000 EUR TVAC - Information.**

Gemeentediensten, -scholen en -kinderdagverblijven - Aankoop van papiervernietigers en van lamineermachines in 2024 en 2025 (ID 3330) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BEST-MATIC - Uitgave: max. 20.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is, om aan de behoeften van bepaalde diensten, kinderdagverblijven en plaatselijke scholen te voldoen , papierversnietigers en lamineermachines aan te kopen;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 04/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van papierversnietigers en lamineermachines om aan de behoeften van bepaalde gemeentediensten, -kinderdagverblijven en -scholen te voldoen;

Overwegende dat de bestellingen naargelang de behoeften en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten zullen gebeuren;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de maximale uitgave op 20.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn onder verschillende artikelen/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024 en voorzien zullen worden onder verschillende artikelen/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht van beperkte waarde als gunningsprocedure te kiezen;

Overwegende dat de volgende twee firma's zijn geraadpleegd:

- BEST-MATIC, Blarenberglaan 21 te 2800 Mechelen,
- INTIMUS INTERNATIONAL, Generaal de Wittelaan 17b te 2800 Mechelen;

Overwegende dat INTIMUS INTERNATIONAL geen offerte heeft ingediend;

Gelet op de offerte van de firma BEST-MATIC, Blarenberglaan 21 te 2800 Mechelen;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting van het dienstjaar 2025 door de Gemeenteraad en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid:

- de aankoop van papierversnietigers en lamineermachines voor de gemeentelijke kinderdagverblijven, scholen en diensten goed te keuren;
- de opdracht van beperkte waarde, in toepassing van het artikel 92 van de wet van 17/06/2016, artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en het koninklijk besluit van 14/01/2013, met de firma BEST-MATIC, Blarenberglaan 21 te 2800 Mechelen, goed te keuren;

- hiertoe een uitgave van maximum 20.000 EUR incl. btw aan te nemen en in te schrijven onder verschillende artikelen/744-98 van de buitengewone begrotingen van dienstjaren 2024 en 2025.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

49480200140_ENG_ringwire_-_RW_SRW_360.pdf, 2024-07-01_095930SSADM2.pdf, Kobra-260-TS-C4_datasheet-rev3.pdf, Kobra-Hybrid-S_datasheet-rev2.pdf

10 **Magasin-économat - Acquisition d'un transpalette (ID 3320) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 393.25 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de la division Administration et marchés, il s'indique d'acquérir un transpalette manuel pour le magasin-économat ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de la division Administration et marchés, il s'indique d'acquérir un transpalette manuel pour le magasin-économat;

Considérant que la dépense est estimée à 393,25 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 13700/744-98//130 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché de faible montant :

- MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht (393,25 EUR TVAC) ;
- KAISER KRAFT, Jan Emiel Mommaertslaan 20b / 2 à 1831 Diegem (671,55 EUR TVAC).

Considérant que l'offre de MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 ;

Vu l'article 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, pour l'acquisition d'un transpalette pour le magasin-économat, aux conditions de son offre du 18/06/2024 d'un montant de 393.25 EUR TVAC et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 393.25 EUR TVAC à imputer à l'article 13700/744-98//130 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur fond de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentewinkel - Aankoop van een transpallet (ID 3320) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 393,25 EUR incl. btw - Informatie.

Capture d'écran 2024-06-18 103338.png, OFFRE DE PRIX-20240618-79230097-1.pdf

- 11 **Equipe Garage - Outillage pour la réparation de vélos électriques (ID 3377) - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SEA SPEED - Dépense : 1.179 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir de l'outillage pour l'équipe Garage pour la réparation de vélos électriques ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir de l'outillage pour l'équipe Garage pour la réparation de vélos électriques ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis prix :

- SEA SPEED : 1.179 EUR TVAC,
- THE ROAD SRL : 1.249 EUR TVAC,
- MAD INDUSTRIES SRL : 1.288 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13600/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché « Fourniture d'outillage pour la réparation de vélos électriques » ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit SEA SPEED (BE 0426.963.316), rue Saint-Lambert 111 en c/c, pour le montant d'offre contrôlé de 1.179 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 13600/744-98/12401 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ploeg Garage - Gereedschap voor de herstelling van elektrische fietsen (ID 3377) - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SEA SPEED - Uitgave: 1.179 EUR incl. btw - Informatie.

avis SIPP Marché achat outillage garage.docx, offre Sea Speed.pdf, Demande de marché signée.pdf, offre The Road srl.pdf, AVIS SUBSIDES Marché achat outillage garage.docx, Note Adm & Marchés signée.pdf, offre Mad Industries.pdf

12 **Wolu Techni-Cité - Acquisition d'une armoire séchante (ID 3370) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 2.211,88 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de diverses équipes du WTC, il s'indique d'acquérir une armoire

séchante afin de permettre au personnel travaillant à l'extérieur de faire sécher leurs équipements;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de diverses équipes du WTC, il s'indique d'acquérir une armoire séchante afin de permettre aux membres du personnel travaillant à l'extérieur de faire sécher leurs équipements ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 2.211,88 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 13700/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés :

- POISSON, avenue Landas 21 (Z.I.) à 1480 Saintes,
- MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Watermael-Boitsfort,
- BLANCHISSERIE-PRO, rue Camille Guerin 7 à 62217 Tilloy-lès-Mofflaines (France) ;

Considérant que seule la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Watermael-Boitsfort, a remis offre, pour un matériel répondant aux besoins, au prix de 2.211,88 EUR TVAC ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Watermael-Boitsfort, pour l'acquisition d'une armoire séchante pour le WTC, aux conditions de son offre du 10/09/2024, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 2.211,88 EUR TVAC, inscrite à l'article 13700/744-51/12146 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Wolu Techni-Cité - Aankoop van een droogkabine (ID 3370) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 2.211,88 EUR incl. btw - Informatie.

OFFRE DE PRIX-20240910-80589139-1.pdf, DEVIS103094-ADMINISTRATION DE WOLUWE ST LAMBERT.pdf

13 **Wolu Techni-Cité - Fourniture de bornes de recharge pour véhicules électriques - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CEBEO - Dépense : 14.800 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'avère nécessaire d'installer des bornes de recharges supplémentaires pour les véhicules électriques au WTC ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

«LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'avère nécessaire d'installer une série de 9 points de charge semi-rapides (3 doubles et 3 simples) au WTC afin d'accueillir l'arrivée de nouveaux véhicules et prévoir de la marge pour les arrivées futures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique pour ce marché « Fourniture de bornes de recharge pour véhicules électriques - Année 2024 - Dépôt communal » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 14.800 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- REXEL SA, Zuiderlaan 91 bte 3 à 1731 Zellik (montant de l'offre : 14.632,83 EUR TVAC),
- CEBEO, boulevard Louis Schmidt 3 bte 1 à 1040 Etterbeek (montant de l'offre : 14.549,33 EUR TVAC) ;

Considérant que la firme CEBEO a remis l'offre la plus intéressante ;

Considérant les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 13700/724-60 ;

DECIDE :

- d'attribuer le marché relatif à l'installation d'une série de 9 points de charge semi-rapides (3 doubles et 3 simples) au WTC au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit la firme CEBEO (n° BCE : 0405.318.953), boulevard Louis Schmidt 3 bte 1 à 1040 Etterbeek, conformément à son offre d'un montant contrôlé de 14.549,33 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 14.800 EUR à l'article 13700/724-60/10846 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance.»

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Wolu Techni-Cité - Levering van laadstations voor elektrische voertuigen - Opdracht van beperke waarde - Aanduiding van de leverancier: CEBEO - Uitgave: 14.800 EUR incl. btw - Informatie.

Note responsable energie.pdf, Offre Cebeo.pdf, Demande de marché.pdf, Avis DD.pdf, Offre Rexel.pdf

14 **« Prinses Paolaschool » - Mesure topographique dans le cadre de l'étude d'extension - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LAND-EXPERT - Dépense : 4 000 EUR TVAC - Information.**

Prinses Paolaschool - Topografische meting in het kader van de studie voor de uitbreiding - Opdracht van beperkte bedrag - Aanduiding van de leverancier: LAND-EXPERT - Uitgave: 4.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een topografische meting in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/09/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een topografische meting in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 4.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat het om een opdracht van beperkte waarde gaat;

Overwegende dat de volgende firma's geraadpleegd werden:

- LAND-EXPERT, Dr. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg: bedrag van het aanbod : 3.448,50 EUR incl. btw,
- PROGEX, avenue de Versailles 29 te 1380 Lasne: bedrag van het aanbod: 3.623,95 EUR incl. btw,
- Denis PIERLOT, Victor Gilsoullaan 28 t/g: bedrag van het aanbod : 5.747,50 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma LAND-EXPERT het meest interessante aanbod heeft ingediend;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/722-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de opdracht voor de realisatie van een topografische meting in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool te gunnen aan de firma LAND-EXPERT (BE 0737.650.257), Dr. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 3.448,50 EUR incl. btw;
- een bedrag van 4.000 EUR incl. btw vast te leggen;
- de betaling goed te keuren met het krediet ingeschreven op artikel 72200/722-60/11710 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

15 **Achat de 3 bacs à sable pour crèche (ID 3327) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : KOMPAN SA - Dépense : 10.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 modules de jeux pour une crèche ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/07/2024;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public - Espaces verts, il s'indique de procéder à l'achat de 3 modules de jeux pour une crèche ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 10.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que 3 firmes ont été consultées :

- KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing : 9.154,86 EUR TVAC,
- PLAY OUTDOOR SPRL, Haut des Sarts 18 à 4800 Verviers : 9.692,10 EUR TVAC,
- ROBINIA INT. SPRL, Noordlaan 82-84 / 315 à 9200 Dendermonde : n'a pas remis prix (impossibilité de donner prix car ils n'ont pas les mesures demandées) ;

Considérant que sur les firmes consultées, la firme KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing, a remis l'offre la plus intéressante et la mieux adaptée pour la crèche, pour un montant de 9.154,86 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing, pour l'acquisition d'un module de 3 bacs à sable en bois avec couvercles au montant maximum de 10.000 TVAC ;

Considérant que le montant de cette dépense est disponible à l'article 84400/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme KOMPAN SA (BE 0428.290.533), rue du Têris 2 à 4100 Seraing, pour l'acquisition d'un module de 3 bacs à sable en bois avec couvercles, conformément à son offre d'un montant de 9.154,86 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 10.000 EUR à l'article 84400/725-60/7911 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par un emprunt à contacter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Aankoop van 3 zandbakken voor een kinderdagverblijf (ID 3327) - Opdracht van beperkte waarde - Aaanduiding van de leverancier: KOMPAN nv - Uitgave: 10.000 EUR incl. btw - Informatie.

Devis Play Outdoor.pdf, Robinia.pdf, Clauses techniques.pdf, Avis DDPP.pdf, Demande de marché.pdf, Offre Kompan.pdf

16 Espace public - Acquisition de silhouettes de prévention de type PIETO (ID 3367) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : 5He Sas - Dépense : 7.500 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 4 silhouettes de prévention de type PIETO ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 4 silhouettes de prévention de type PIETO ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les 3 firmes suivantes ont été consultées :

- SIGNALMARQ : n'a pas remis d'offre,
- 5He Sas : 6.198 EUR HTVA,
- ONDELIA : 7.800 EUR HTVA ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42300/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant le lien avec les actions suivantes du Plan Climat :

- 4.1. Encadrer la mobilité dans les quartiers et améliorer la qualité de vie des habitants,
- 4.2. Aider à améliorer le réseau piéton ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le soumissionnaire 5He Sas (FR78823679790), 13 rue de la Noue Aubain à 70320 Corbenay (France), pour la fourniture de 4 silhouettes de prévention de type PIETO, pour le montant d'offre contrôlé de 6.198 EUR HTVA ;
- d'engager un montant de 7.500 EUR ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 42300/741-52/12145 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Openbare ruimte - Aankoop van preventiesilhouetten van het type PIETO (ID 3367) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: 5He Sas - Uitgave: 7.500 EUR incl. btw - Informatie.

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES SILHOUETTES DE PREVENTION.PDF, Demande de marchés_silhouettes de prévention_signée.pdf, Ondelia_offre.pdf, AVIS SUBSIDES Silhouettes de prévention PIETO.DOCX, AVIS SIPP - SILHOUETTES.PDF, AVIS_DD_silhouettes de prévention.pdf, Note Administration & Marchés signée.pdf, 5He Sas_offre.pdf

17 **Divers endroits de la commune - Evacuation et pose de nouveaux bancs (ID 3348) - Marché de faible montant - Désignation du prestataire : VERTCONCEPT SPRL - Dépense : 22.500 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'installer de nouveaux bancs à divers endroits de la commune ;

Considérant que ces bancs sont déjà disponibles au cimetière communal à Wezembeek-Oppem ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'installer de nouveaux bancs à divers endroits de la commune ;

Considérant que ces bancs sont déjà disponibles au cimetière communal à Wezembeek-Oppem ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique pour ce marché « Evacuation et pose de bancs - 2024 - Localisations diverses » ;

Considérant que ce projet contribue à la mise en œuvre du Plan Climat communal :

- Adaptation - Objectif Opérationnel 2.2. « Développer des îlots de fraîcheur dans les zones les plus sujettes aux fortes chaleurs sur le territoire » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 22.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly (montant de l'offre : 19.057,50 EUR TVAC),
- ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort (montant de l'offre : 20.200,95 EUR TVAC),
- B-JARDIN SPRL, rue P. Van Obberghen 22A à 1140 Evere (n'a pas remis offre) ;

Considérant que la firme VERTCONCEPT SPRL a remis l'offre la plus intéressante ;

Considérant les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 76600/725-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'attribuer le marché pour l'évacuation et la pose de bancs à divers endroits de la commune au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit VERTCONCEPT SPRL (n° BCE : 0681.867.240), rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,

conformément à son offre d'un montant de 19.057,50 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver l'engagement d'un montant de 22.500 EUR à l'article 76600/725-60/10344 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Diverse plekken in de gemeente - Ontruimen en plaatsen van nieuwe zitbanken (ID 3348) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de ondernemer: VERTCONCEPT sprl - Uitgave: 22.500 EUR incl. btw - Informatie.

Note à M. Vander Elst.pdf, Offre Verconcept.pdf, Re Vertconcept - Votre devis Commune de WOLUWE - Placement de bancs.msg, Clauses techniques.pdf, Offre Elementerre.pdf, Demande de marché.pdf, Avis DD.pdf

18 Divers endroits de la commune - Remplacement d'arbres en voirie (ID 3350) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : VERTCONCEPT - Dépense : 35.000 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer des arbres en voirie parmi des alignements déjà existants dans divers endroits de la commune ;

Considérant que ces bancs sont déjà disponibles au cimetière communal à Wezembeek-Oppem ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/08/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer des arbres en voirie parmi des alignements déjà existants dans divers endroits de la commune ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique pour le marché « Remplacement d'arbres en voirie à divers endroits de la commune » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 35.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont (n'a pas remis offre),
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly (montant de l'offre : 34.860,21 EUR TVAC),
- JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne (n'a pas remis offre) ;

Considérant que sur les firmes consultées, seule la firme VERTCONCEPT a remis offre ;

Considérant que l'auteur de projet propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au seul soumissionnaire ayant remis une offre, soit la firme VERTCONCEPT SPRL (n° BCE : BE 0681.867.240), rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly, pour le montant d'offre contrôlé de 34.860,21 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42500/734-60 du budget extraordinaire 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme VERTCONCEPT SPRL (n° BCE : BE 0681.867.240), rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly, pour le montant d'offre contrôlé de 34.860,21 EUR TVAC ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 35.000 EUR à l'article 42500/734-60/10465 du budget extraordinaire 2024.

Le marché précité est tout à fait en lien avec les actions/objectifs opérationnels suivants du Plan d'Action Climat :

- Adaptation - OS5 « Préserver la biodiversité locale et contribuer à enrayer son érosion » - OO 5.2 « Pour tout projet d'étalement urbain, veiller à compenser la perte en surface de sol ou d'arbres ailleurs sur le territoire communal » [même si ici il n'est pas question d'étalement urbain, la notion de compenser la perte d'arbres est, elle, bien présente] ;
- Adaptation - OS7 « Améliorer la prise en compte des maillages vert et bleu et de la gestion écologique des espaces verts publics dans les plans et projets communaux, y compris en dehors des zones protégées » - OO 7.3 « Développer un plan de gestion différenciée et un plan de gestion spécifique pour les +/- 5500 arbres de la commune ».

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verschillende plaatsen in de gemeente - Vervanging van bomen op wegen (ID 3350) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: VERTCONCEPT - Uitgave: 35.000 EUR incl. btw - Informatie.

Demande_marché_Plantation d'arbres en voirie.pdf, Clauses techniques marché plantations d'arbres en voirie 2024.pdf, Avis DD plantation d'arbres en voirie (002).pdf, Mail reception offre Vert concept.pdf, Justification offre de prix.pdf, Offre Vert Concept.pdf, Mail demande d'offre Jardin Plus.pdf, Mail demande d'offre Vert Concept.pdf, Mail demande d'offre Eecocur.pdf

19 Achat de petit matériel horticole en 2024 (ID 3329) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORTICOLE BODART - Dépense : 16.200 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du petit matériel horticole en 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du petit matériel horticole en 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 16.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- KEYMOLEN : n'a pas remis prix,
- ETABLISSEMENTS NOEL GEORGES : n'a pas remis prix,
- HORTICOLE BODART : 13.336,08 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux articles 87800/744-98 (4.500 EUR) et 76600/744-98 (11.700 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORTICOLE BODART (TVA : 0697.670.421), chaussée de Nivelles 35 bte A à 1461 Ittre, pour l'acquisition de petit matériel horticole en 2024, selon son offre d'un montant de 13.336,08 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 16.200 EUR aux articles 87800/744-98/8065 (4.500 EUR) et 76600/744-98/8064 (11.700 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Aankoop van klein tuinbouwmateriaal in 2024 (ID 3329) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : HORTICOLE BODART - Uitgave: 16.200 EUR incl. btw - Informatie.

DEMANDE DE MARCHE + OFFRE.pdf

- 20 **Centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » - Achat d'une faneuse d'occasion (ID 3333) - Procédure négociée sans mise en concurrence préalable - Désignation du fournisseur : M. William VONNECHE - Dépense : 500 EUR - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que le centre d'éducation à l'environnement, le « Petit Foriest », souhaite faire l'acquisition d'une faneuse/andaineuse d'occasion auprès d'un particulier à un prix particulièrement intéressant vu le coût de location et la valeur d'achat à neuf de cet outillage;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que le centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » souhaite faire l'acquisition d'une faneuse/andaineuse d'occasion auprès d'un particulier à un prix particulièrement intéressant vu le coût de location et la valeur d'achat à neuf de cet outillage ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 § 1^{er}, 10^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché passé par procédure négociée sans mise en concurrence préalable ;

Considérant que la dépense est estimée à 500 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans mise en concurrence préalable avec M. William VONNECHE, chaussée de Namur 151 à 1495 Marbais, pour l'acquisition d'une faneuse/andaineuse PZ STRELLA d'occasion pour la somme de 500 EUR, et ce, en application des articles 124 § 1^{er}, 10° de la loi du 17/06/2016 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de la dépense de 500 EUR à l'article 72200/744-98/8157 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Opleidingscentrum voor leefmilieu "Le Petit Foriest" - Aankoop van een tweedehandse schudder (ID 3333) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande oproep tot mededinging - Aanduiding van de leverancier: dhr. William VONNECHE - Uitgave: 500 EUR - Informatie.

demande faneuse.pdf, Faneuse - note.docx

- 21 **Brigade canine - Sécurisation des abords - Clôture (ID 3339) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : GUISSÉ & FILS SA - Dépense : 36.250 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux de clôture afin de sécuriser les abords de la brigade canine, située avenue Andromède 63 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/07/2024;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux de clôture afin de sécuriser les abords de la brigade canine située avenue Andromède 63 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique pour le marché « Brigade canine - Sécurisation des abords - Clôture - Avenue Andromède 63 » ;

Considérant que le montant maximum estimé de ce marché s'élève à 36.250 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- QUINTELIER SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne (n'a pas remis offre),
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont (n'a pas remis offre),
- GUISSSE & FILS, rue de Waremmes 48 à 4530 Villers-le-Bouillet (montant de l'offre : 35.616,35 EUR TVAC) ;

Considérant que sur les firmes consultées, seule la firme GUISSSE & FILS a remis offre ;

Considérant que l'auteur de projet propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au seul soumissionnaire ayant remis une offre, soit la firme GUISSSE & FILS SA (n° BCE : 0417 851 551), rue de Waremmes 48 à 4530 Villers-le-Bouillet, pour un montant d'offre contrôlé de 35.616,35 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme GUISSSE & FILS SA (n° BCE : 0417 851 551), rue de Waremmes 48 à 4530 Villers-le-Bouillet, pour des travaux de clôture afin de sécuriser les abords de la brigade canine située avenue Andromède 63, conformément à son offre d'un montant de 35.616,35 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 36.250 EUR à l'article 12400/723-60/9616 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Hondenbrigade - Beveiliging van de omliggende gebieden - Omheining (ID 3339) - Opdracht

van beperkte waarde - Aanduiding van leverancier: GUISSÉ & FILS sa - Uitgave: 36.250 EUR incl. btw - Informatie.

Offre Guisse & Fils.pdf, Clauses techniques.pdf, Demande de marché.pdf

22 **Brigade canine - Sécurisation des abords - Travaux de terrassement et pavage (ID 3335) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STEENACKER - Dépense : 25.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux de terrassement et pavage afin de sécuriser les abords de la brigade canine, située avenue Andromède 63 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/07/2024;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux de terrassement et pavage afin de sécuriser les abords de la brigade canine, située avenue Andromède 63 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'auteur de projet a établi une description technique pour le marché « Brigade canine - Sécurisation des abords - Avenue Andromède 63 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.709,15 EUR ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- STEENACKER SA, rue Louis Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem (montant de l'offre : 20.709,15 EUR),
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont (n'a pas remis offre),
- QUINTELIER SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne (n'a pas remis offre) ;

Considérant que sur les firmes consultées, seule la firme STEENACKER a remis offre ;

Considérant que l'auteur de projet propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au seul soumissionnaire ayant remis une offre, soit la firme STEENACKER SA (n° BCE : 0449.364.970), rue Louis Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour un montant d'offre contrôlé

de 20.709,15 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme STEENACKER SA (n° BCE : 0449.364.970), rue Louis Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour des travaux de terrassement et pavage afin de sécuriser les abords de la brigade canine, située avenue Andromède 63, conformément à son offre d'un montant de 20.709,15 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 25.000 EUR à l'article 12400/723-60/8397 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Hondenbrigade - Beveiliging van de omliggende gebieden - Grondwerken en bestrating (ID 3335) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van leverancier: STEENACKER - Uitgave: 25.000 EUR incl. btw - Informatie.

Offre Steenacker.pdf, Demande de marché.pdf, Brigade Canine - Clauses techniques.pdf

23 **Brigade canine - Installation d'un carport (ID 3345) - Procédure négociée sans publicité préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 80.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'installer un car-port afin de sécuriser les abords de la brigade canine ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'installer un carport afin de sécuriser les abords de la brigade canine ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment

l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 80.000 EUR TVAC ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3345 relatif au marché « Brigade canine - Installation d'un carport (ID 3345) » ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont,
- QUINTELIER SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
- VERHOFSTE NV, Baaikensstraat 9, Industrieterrein Zle à 9240 Zele ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3345 et le montant estimé du marché « Brigade canine - Installation d'un carport (ID 3345) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élève à 80.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont,
 - QUINTELIER SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
 - VERHOFSTE NV, Baaikensstraat 9, Industrieterrein Zle à 9240 Zele ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 12400/723-60/10343 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Hondenbrigade - Plaatsing van een carport (ID 3345) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 80.000 EUR incl.

btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het installeren van een carport om het gebied rond de hondenbrigade te beveiligen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het installeren van een carport om het gebied rond de hondenbrigade te beveiligen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1^o, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 80.000 EUR incl. btw;

Gelet op het bestek met nr. 2024-3345 betreffende de opdracht “Hondenbrigade - Plaatsing van een carport (ID 3345)”;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- EECOCUR sa, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 te 5380 Fernelmont,
- QUINTELIER sa, rue des Trois Fontaines 24 te 1370 Jodoigne,
- VERHOFSTE nv, Baaikensstraat 9, Industrieterrein Zle te 9240 Zele;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 12400/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3345 en de raming voor de opdracht “Hondenbrigade - Plaatsing van een carport (ID 3345)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 80.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

- EECOCUR sa, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 te 5380 Fernelmont,
- QUINTELIER sa, rue des Trois Fontaines 24 te 1370 Jodoigne,
- VERHOFSTE nv, Baaikensstraat 9, Industrieterrein Zle te 9240 Zele;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 12400/723-60/10343 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

plan.pdf, 3345_2024_07_15_Bestek - Model 3P.doc, 3345_2024_07_15_CCH - Modele 3P.doc, DEMANDE DE MARCHE.pdf

24 **Division Stationnement réglementé - Impression, mise sous pli et affranchissement d'envois en courrier recommandé (ID 3371) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de lancer un marché pour l'impression, la mise sous pli et l'affranchissement d'envois en courrier recommandé pour la division Stationnement réglementé ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de lancer un marché pour l'impression, la mise sous pli et l'affranchissement d'envois en courrier recommandé pour la division Stationnement réglementé ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 89 § 1^{er}, 2^o ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- EASYPOST, Nieuwe Steenweg 8 à 1731 Zellik (Asse),
- INFORIUS SRL, rue des Palais 44 bte 45 à 1030 Schaerbeek,
- SPEOS BELGIUM, Centre Monnaie 1 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42400/123-07 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé du marché « Impression, mise sous pli et affranchissement d'envois en courrier recommandé ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élève à 100.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - EASYPOST, Nieuwe Steenweg 8 à 1731 Zellik (Asse),
 - INFORIUS SRL, rue des Palais 44 bte 45 à 1030 Schaerbeek,
 - SPEOS BELGIUM, Centre Monnaie 1 à 1000 Bruxelles ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 42400/123-07/12207 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Afdeling Gereguleerd parkeren - Afdruk, in omslag steken en frankeren van aangetekende brieven (ID 3371) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot het plaatsen van een opdracht voor het drukken, in omslag steken en frankeren van aangetekende zendingen voor de afdeling Gereguleerd parkeren;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot het plaatsen van een opdracht voor het drukken, in

omslag steken en frankeren van aangetekende zendingen voor de afdeling Gereguleerd parkeren;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 89 § 1, 2°;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- EASYPOST, Nieuwe Steenweg 8 te 1731 Zellik (Asse),
- INFORIUS bv, Paleizenstraat 44 bus 45 te 1030 Schaarbeek,
- SPEOS BELGIUM, Muntcentrum 1 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42400/123-07 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming voor de opdracht “Afdruk, in omslag steken en frankeren van aangetekende brieven”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 100.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - EASYPOST, Nieuwe Steenweg 8 te 1731 Zellik (Asse),
 - INFORIUS bv, Paleizenstraat 44 bus 45 te 1030 Schaarbeek,
 - SPEOS BELGIUM, Muntcentrum 1 te 1000 Brussel;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 42400/123-07/12207 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Demande_marché - Stationnement - Recommandés 2022.doc, 3371_2024_09_23_CCH - Modele

25 **Gestion du patrimoine communal - Location en fleet management d'outillages électroportatifs pendant 48 mois (ID 3323) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : max. 90.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'indique de relancer un marché ayant pour objet la location en full service d'outillages électroportatifs pour les diverses équipes techniques durant une période de 48 mois;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de relancer un marché ayant pour objet la location en full service d'outillages électroportatifs pour les diverses équipes techniques durant une période de 48 mois ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 90.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont à inscrire l'article 13700/124-12 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2028 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des budgets 2025 à 2028 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché ayant pour objet la location en full service d'outillages électroportatifs pour les diverses équipes techniques durant une période de 48 mois ;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, comme procédure de passation de ce marché ;
- d'approuver le cahier des charges s'y rapportant ;
- d'approuver la dépense globale y afférente estimée à maximum 90.000 EUR TVAC qui sera à inscrire et à prévoir aux divers articles 13700/124-12 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2028 ;
- d'approuver la liste des trois firmes à consulter à cette occasion telle que reprise ci-dessous :
 - HILTI BELGIUM SA, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht,

- o LIETAR SA, rue du Grand Peuplier 24 - Parc Industriel à 7110 Strépy-Bracquegnies,
- o PAQDEUX SPRL, rue Basse Voie 8 à 4163 Tavier.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer van het gemeentelijk patrimonium - Huur van elektrisch gereedschap voor 48 maanden fleetmanagement (ID 3323) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: max. 90.000 EUR incl. btw - Informatie.

3323_2024_06_24_CCH - Modele 3P.doc

- 26 **Services communaux, écoles et crèches - Fourniture de mobilier de bureau de 2025 à 2027 (ID 3361) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : max. 150.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier de bureau afin d'assurer le bon fonctionnement des écoles, des crèches et des services communaux durant les années 2025 à 2027 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du mobilier de bureau afin d'assurer le bon fonctionnement des écoles, des crèches et des services communaux durant les années 2025 à 2027 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1er, 1°, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1er, 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que ce marché est en lien avec l'action ACIII172 du Plan Climat : « Tendre vers 100 % de marchés publics intégrant des critères de durabilité en lien avec les achats de fournitures à destination des services communaux » ;

Considérant que les commandes se feront au fur et à mesure des besoins et dans les limites des crédits disponibles ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 150.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire et à prévoir aux divers articles xxxxx/741-51

des budgets extraordinaires des exercices 2025 à 2027 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des budgets 2025 à 2027 par le Conseil communal et par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché à commandes pour la fourniture de mobilier de bureau durant les années 2025 à 2027 ;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1er, 1°, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1er, 1° de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le cahier des charges y afférant ;
- d'approuver la dépense maximum de 150.000 EUR TVAC, à prévoir et à inscrire aux divers articles xxxxx/741-51 des budgets extraordinaires des exercices 2025 à 2027 ;
- d'approuver la liste des firmes suivantes à consulter dans le cadre de ce marché :
 - BEDIMO SA, rue Guillaume Stocq 7 à 1050 Ixelles,
 - IPL BUSINESS, chaussée de la Hulpe 181 à 1170 Watermael-Boisfort,
 - BURO SHOP, rue de la Fagne 9 à 4920 Harzé,
 - MOBELSA, avenue du Faucon 39 à 1410 Waterloo.

Ces dépenses seront financées par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ou au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentediensten, scholen en kinderdagverblijven - Levering van meubilair tijdens de jaren 2025 tot 2027 (ID 3361) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma'a: 4 - Uitgave: 150.000 EUR incl. btw - Informatie.

3361_2024_09_11_CCH - Modelle 3P.doc

27 **Fourniture de matériel de plomberie, de sanitaire et de chauffage pour l'entretien du patrimoine communal durant 12 mois (ID 3322) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : max. 173.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine - division Techniques Spéciales et suite à une procédure infructueuse faute d'offre, il s'indique de relancer un marché pour la fourniture de matériel de plomberie, de sanitaire et de chauffage pour l'entretien du patrimoine communal durant 12 mois ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine - division Techniques Spéciales et suite à une procédure infructueuse faute d'offre, il s'indique de relancer un marché pour la fourniture de matériel de plomberie, de sanitaire et de chauffage pour l'entretien du patrimoine communal durant 12 mois ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à maximum 173.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem ;
- DESCO NV, Bijkhoevelaan 2 à 2110 Wijnegem ;
- OMNITEC SPRL, chaussée de Louvain 675 à 1030 Schaerbeek ;
- VAN MARCKE, Leuvensesteenweg, 390 à 1930 Zaventem.

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire aux différents articles/124-02 et /125-02 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires du budget de l'exercice 2025 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges N° 2024-3322 et le montant estimé du marché pour la fourniture de matériel de plomberie, de sanitaire et de chauffage pour l'entretien du patrimoine communal durant 12 mois ;
- D'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché en application des articles 42 §1, 1^oa) de la loi du 17/06/2016, 90 1^o de l'A.R. du 18/04/2017 ainsi que l'A.R. du 14/01/2013 et ses modifications ultérieures sur les marchés publics et 234 §3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 173.000 EUR TVAC à imputer aux divers articles 124-02 et 125-02 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem ;
 - DESCO NV, Bijkhoevelaan 2 à 2110 Wijnegem ;
 - OMNITEC SPRL, chaussée de Louvain 675 à 1030 Schaerbeek ;
 - VAN MARCKE, Leuvensesteenweg, 390 à 1930 Zaventem.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Levering van materiaal voor loodgieterij, sanitair en verwarming voor het onderhoud van het gemeentelijk patrimonium gedurende 12 maanden (ID 3322) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: max. 173.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het, op verzoek van de afdeling Beheer Gemeentelijke Eigendommen - afdeling Speciale Technieken en na een mislukte procedure wegens gebrek aan offertes, noodzakelijk is opnieuw een opdracht te plaatsen voor de levering van loodgieters-, sanitaire en verwarmingsapparatuur voor het onderhoud van gemeentelijke eigendommen voor een periode van 12 maanden;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 27/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het, op verzoek van de afdeling Beheer Gemeentelijke Eigendommen - afdeling Speciale Technieken en na een mislukte procedure wegens gebrek aan offertes, noodzakelijk is opnieuw een opdracht te plaatsen voor de levering van loodgieters-, sanitaire en verwarmingsapparatuur voor het onderhoud van gemeentelijke eigendommen voor een periode van 12 maanden;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 144.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op max. 173.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem;
- DESCO nv, Bijkhoevelaan 2 te 2110 Wijnegem;
- OMNITEC sprl, Leuvensesteenweg 675 te 1030 Schaarbeek;
- VAN MARCKE, Leuvensesteenweg 390 te 1930 Zaventem.

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien moet worden op artikelen/124-02 en /125-02 van de gewone begrotingen van de dienstjaren 2024 en 2025;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting van het dienstjaar 2025 door de Gemeenteraad en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3322 en de raming voor de opdracht voor de levering van materiaal voor loodgieterij, sanitair en verwarming voor het onderhoud van het gemeentelijk patrimonium gedurende 12 maanden, de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 173.000 EUR incl. bbtw maximum,
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking,
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem;
 - DESCO nv, Bijkhoevelaan 2 te 2110 Wijnegem;
 - OMNITEC sprl, Leuvensesteenweg 675 te 1030 Schaarbeek;
 - VAN MARCKE, Leuvensesteenweg 390 te 1930 Zaventem.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

3322_2024_02_07_Bestek - Model 3P.doc, 3322_2024_02_05_CCH - Modele 3P.doc

28 **Achat d'urinoirs à sec en 2024, 2025 et 2026 (ID 3331) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : max 120.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de l'ensemble des urinoirs présents dans les bâtiments communaux et écoles communales par des urinoirs à sec ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de l'ensemble des urinoirs présents dans les bâtiments communaux et écoles communales par des urinoirs à sec ;

Considérant que ce marché rejoint l'objectif 4.3 « Réduire les pertes et le gaspillage d'eau de distribution dans les bâtiments communaux » du plan Climat ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à maximum 120.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem,
- OMNITEC SPRL, chaussée de Louvain 675 à 1030 Schaerbeek,
- ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 à 1820 Perk ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire aux différents articles/724-60 du budget extraordinaire des exercices 2024 à 2026 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget des exercices 2025 et 2026 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3331 et le montant estimé du marché pour l'acquisition d'urinoirs à sec pour l'ensemble des sanitaires des bâtiments communaux et écoles communales ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 120.000 EUR TVAC, à inscrire aux divers articles/724-60 du budget extraordinaire des exercices 2024 à 2026 ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem,
 - OMNITEC SPRL, chaussée de Louvain 675 à 1030 Schaerbeek,
 - ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 à 1820 Perk ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera financée selon les modalités reprises au programme des investissements

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification de l'intitulé du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Aankoop van droge urinoirs in 2024, 2025 en 2026 (ID 3331) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: max. 120.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat alle urinoirs in gemeentelijke gebouwen en scholen vervangen moeten worden door droge urinoirs;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 04/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat alle urinoirs in gemeentelijke gebouwen en scholen vervangen moeten worden door droge urinoirs;

Overwegende dat dit een opdracht is die in overeenstemming is met doelstelling 4.3 "Verliezen en verspilling van distributiewater in gemeentelijke gebouwen verminderen" van het Klimaatplan;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1^o, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 144.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op maximum 120.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem,

- OMNITEC bvba, Leuvensesteenweg 675 te 1030 Schaarbeek,
- ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 te 1820 Perk;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien moet worden op artikelen/724-60 van de buitengewone begrotingen van de dienstjaren 2024 tot 2026;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begrotingen van de dienstjaren 2025 en 2026 door de Gemeenteraad en van hun goedkeuring door de toezichhoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3331 en de raming voor de opdracht voor de aankoop van droge urinoirs voor alle sanitaire ruimtes in gemeentelijke gebouwen en scholen;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, in toepassing van artikelen 42 § 1, 1°, a) van de wet van 17/06/2016 en 90, lid 1, 1° van het koninklijk besluit van 18/04/2017, het koninklijk besluit van 14/01/2013 en artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, als plaatsingsprocedure voor deze opdracht te kiezen;
- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 120.000 EUR incl. btw maximum en deze uitgave in te schrijven op artikelen/724-60 van de buitengewone begrotingen van de dienstjaren 2024 tot 2026;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem,
 - OMNITEC bvba, Leuvensesteenweg 675 te 1030 Schaarbeek,
 - ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 te 1820 Perk;
- aan de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal worden gefinancierd overeenkomstig de bepalingen van het investeringsprogramma.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van de titel van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

EN BESLIST de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

20240614-Scan tps de retour.pdf, 3331_2024_07_02_Bestek - Model 3P.doc, 20240614-Scan DM complete.pdf, 20240527-2024-040-note RE.pdf, 3331_2024_07_02_CCH - Modele 3P.doc, 20240527-chiffres urinoirs à sec.pdf, Calcul tps de retour.pdf

- 29 **Achat d'urinoirs à sec en 2024, 2025 et 2026 (ID 3344) - Arrêt de la procédure - Relance - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : max. 120.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine - division Techniques Spéciales et suite à la décision prise par le Collège en séance du 04/07/2024, un marché afin de procéder,

progressivement, au remplacement de l'ensemble des urinoirs présents dans les divers bâtiments et écoles communales par des urinoirs à sec a été lancé ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine - Techniques Spéciales et suite à la décision prise en séance du 04/07/2024, un marché afin de procéder, progressivement, au remplacement de l'ensemble des urinoirs présents dans les divers bâtiments et écoles communales par des urinoirs à sec a été lancé ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés ;

Considérant que les offres devaient être déposées électroniquement pour le 11/07/2024 à 11h au plus tard ;

Considérant que seule la firme FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem, a remis offre ;

Considérant que suite à l'analyse de l'offre réalisée par le gestionnaire technique, il s'avère que le produit proposé ne répond pas aux critères techniques repris dans le cahier des charges ;

Considérant que l'offre de FACQ doit être déclarée irrégulière au regard des prescriptions techniques ;

Considérant qu'il s'indique de relancer le marché ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à maximum 120.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 à 1820 Perk,
- VAN MARCKE, Maritiemdreef 7 à 1000 Bruxelles,
- INDUSCABEL, chaussée de Tubize 395 à 1420 Braine-l'Alleud ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire aux différents articles/724-60 du budget extraordinaire des exercices 2024 à 2026 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- de sélectionner le soumissionnaire FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem ;
- de considérer l'offre de FACQ comme irrégulière au regard des prescriptions techniques ;
- d'arrêter la procédure ;
- de relancer un nouveau marché pour l'acquisition d'urinoirs à sec pour l'ensemble des sanitaires des bâtiments communaux et écoles communales ;
- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3344 ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 120.000 EUR TVAC, à inscrire aux divers articles/724-60 du budget extraordinaire des exercices 2024 à 2026, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires aux budgets des exercices 2025 et 2026 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 à 1820 Perk,
 - VAN MARCKE, Maritiemdreef 7 à 1000 Bruxelles,
 - INDUSCABEL, chaussée de Tubize 395 à 1420 Braine-l'Alleud.

Ces dépenses seront financées selon les modalités reprises au programme des investissements.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Aankoop van droge urinoirs in 2024, 2025 en 2026 (ID 3344) - Stoppen van de procedure - Herlancering - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: max. 120.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat, op verzoek van de dienst Beheer van het patrimonium - Bijzondere Technieken en ingevolge de beslissing genomen door het College in zijn vergadering van 04/07/2024, een opdracht werd geplaatst om geleidelijk alle urinoirs in de verschillende gemeentelijke gebouwen en scholen te vervangen door droge urinoirs;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 04/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat, op verzoek van de dienst Beheer van het patrimonium - Bijzondere Technieken en ingevolge de beslissing genomen in vergadering van 04/07/2024, een opdracht werd geplaatst om geleidelijk alle urinoirs in de verschillende gemeentelijke gebouwen en scholen te vervangen door

droge urinoirs;

Overwegende dat drie ondernemers zijn geraadpleegd;

Overwegende dat de offertes uiterlijk op 11/07/2024 om 11.00 uur elektronisch moesten worden ingediend;

Overwegende dat alleen de firma FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, een offerte heeft ingediend;

Overwegende dat, na analyse van de offerte door de technisch beheerder, is gebleken dat het voorgestelde product niet voldoet aan de technische criteria van het bestek;

Overwegende dat de offerte van FACQ onregelmatig verklaard moet worden wegens de technische specificaties;

Overwegende dat er een nieuwe opdracht dient geplaatst te worden;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1^o, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op maximum 120.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 te 1820 Perk,
- VAN MARCKE, Maritiemdreef 7 te 1000 Brussel,
- INDUSCABEL, chaussée de Tubize 395 te 1420 Braine-l'Alleud;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven moet worden op verschillende artikelen/724-60 van de buitengewone begrotingen van de dienstjaren 2024 tot 2026;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de inschrijver FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, te selecteren;
- de offerte van FACQ als onregelmatig te beschouwen wegens de technische specificaties;
- de procedure te beëindigen;
- een nieuwe opdracht te plaatsen voor de aankoop van droge urinoirs voor alle sanitaire voorzieningen in gemeentelijke gebouwen en scholen;
- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3344;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als plaatsingsprocedure van

bovengenoemde opdracht te kiezen, in toepassing van artikelen 42 § 1, 1^o, a) van de wet van 17/06/2016 en 90, lid 1, 1^o van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 120.000 EUR incl. btw maximum, in te schrijven op verschillende artikelen/724-60 van de buitengewone begrotingen van de dienstjaren 2024 tot 2026, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begrotingen van de dienstjaren 2025 en 2026 door de Gemeenteraad en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - ECO TREND, Tervuursesteenweg 107 te 1820 Perk,
 - VAN MARCKE, Maritiemdreef 7 te 1000 Brussel,
 - INDUSCABEL, chaussée de Tubize 395 te 1420 Braine-l'Alleud.

Deze uitgaven zullen worden gefinancierd overeenkomstig de bepalingen van het investeringsprogramma.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

3344_2024_07_02_CCH - Modele 3P.doc, 20240403-1113.pdf, 3331_2024_07_02_CCH - WSL urinoirs.doc, 3344_2024_07_02_Bestek - Model 3P.doc, Facq - mandats Fr.pdf, Analyse offre.msg, 280830 Duravit Urinoir sans eau Dry.pdf

30 **Collecte et traitement de déchets résiduels (ID 3324) - Procédure négociée sans publicité préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 160.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion de Espace Public, il s'indique de lancer un marché de service de collecte et de traitement de déchets résiduels de divers bâtiments communaux;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique de lancer un marché de service de collecte et de traitement des déchets résiduels de divers bâtiments communaux ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 160.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire et à prévoir à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation du budget 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché pour la collecte et le traitement des déchets résiduels ainsi que le cahier des charges ID 3324 s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché à commandes, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que de l'arrêté royal du 14/01/2013 ;
- de prévoir à cet effet une dépense maximale de 160.000 EUR TVAC, à inscrire à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après dans le cadre de ce marché :
 - RENEWI NV, Berkebossenlaan 7 à 2400 Mol,
 - SUEZ RR IWS REMEDIATION NV, Westvaartdijk 83 à 1850 Grimbergen,
 - Bruxelles-Propreté, avenue de Broqueville 12 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ophaling en behandeling van restafval (ID 3324) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: max. 160.000 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt een opdracht voor de ophaling en de behandeling van restafval worden plaatsen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Beheer Openbare Ruimte nodig blijkt een opdracht voor de ophaling en de behandeling van restafval van verschillende gemeentebouwen te plaatsen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1^o, a);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de maximale uitgave op 160.000 EUR incl. btw wordt geraamd;

Overwegende dat de nodige kredieten moeten worden ingeschreven en voorzien op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van de dienstjaren 2024 en 2025;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 door de Gemeenteraad en door de toezichthoudende overheid:

- de plaatsing van een opdracht voor de ophaling en de behandeling van restafval goed te keuren, evenals het bestek ID 3324 dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningsprocedure van deze bestellingsopdracht te kiezen, in toepassing van artikelen 42 § 1, 1°, a) van de wet van 17/06/2016 en 90, lid 1, 1° van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en van het koninklijk besluit van 14/01/2013;
- hiertoe een uitgave van maximum 160.000 EUR incl. btw te voorzien en in te schrijven op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van de dienstjaren 2024 en 2025;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen in het kader van deze opdracht:
 - RENEWI nv, Berkebossenlaan 7 te 2400 Mol,
 - SUEZ RR IWS REMEDIATION nv, Westvaardijk 83 te 1850 Grimbergen,
 - Net Brussel, de Broquevillelaan 12 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

*ANNEXE B - INVENTAIRE ID 3324.xls, 3324_2024_07_02_CCH - Modele 3P.doc,
DEMANDE_AVIS_DDPP_COLLECTE_DECHETS_2024.doc,
DEMANDE_MARCHE_COLLECTE_DECHETS_2024.doc, 3324_2024_07_04_Bestek - Model
3P.doc*

31 Gestion Espace Public - Hof ten Berg - Divers aménagements de la voirie - Jardin de pluie (ID 3334) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 130.000 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le lot 2 du marché « Hof ten Berg - Divers aménagements de voirie (ID3243) » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision d'arrêt d'attribution du 04/07/2024 pour le lot 2 (Jardin de pluie) du marché « Hof ten Berg - Divers aménagements de voirie (ID 3243) » ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le lot 2 (Jardin de pluie) du marché « Hof ten Berg - Divers aménagements de voirie (ID 3243) » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3334 relatif au marché « Hof ten Berg - Divers aménagements de voirie - Jardin de pluie (ID 3334) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 130.000 EUR ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont,
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly ;

Considérant que la date du 13/08/2024 à 10h est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant qu'un subside de 150.000 EUR a été octroyé pour la réalisation du jardin de pluie et ses abords par Bruxelles Environnement ;

Considérant qu'un subside de 415.304 EUR a été octroyé pour le réaménagement de la « Zone Monument » du quartier Hof ten Berg par Bruxelles Mobilité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire 2024 et sera financé par emprunt ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3334 et le montant estimé du marché « Hof ten Berg - Divers aménagements de voirie - Jardin de pluie (ID 3334) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 130.000 EUR ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne,
 - EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont,
 - VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 13/08/2024 à 10h ;
- de charger le service Développement durable, planification et perspectives de poursuivre l'élaboration des dossiers de demande de subvention auprès des diverses autorités subsidiaries :
 - Bruxelles Environnement, Tours & Taxis, avenue du Port 86C/3000 à 1000 Bruxelles,
 - Bruxelles Mobilité, Iris Tower, place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76600/725-60/4007 du budget extraordinaire 2024.

Le solde de la dépense à charge de la commune sera couvert au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer Openbare Ruimte - Hof ten Berg - Verschillenden wegeniswerken - Regenwatertuin (ID3334) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 130.000 EUR incl. btw - Informatie.

Annexe1_Zone+monument+-+zones+de+plantations.pdf, Demande_Hofenberg travaux horticoles.pdf, Annexe3_Jardin+de+pluie+niveaux.pdf, ID3334DecisionAttributionID3243Du04072024.pdf, Annexe2_MON_02.pdf, 20240712_Lancement marché Hof ten Berg Lot 2_Avis DDPP.pdf, 3334_2024_07_04_CCH - Modele 3P.doc, Annexe4_MON_04.pdf, Avis dd.pdf

32 Abattage d'arbres (ID 3341) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir des abattages d'arbres

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir des abattages d'arbres ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3341 relatif au marché « Abattage d'arbres (ID 3341) » établi par le service Administration et marchés ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARBOREX SPRL, avenue Charle-Albert 5 à 1170 Watermael-Boitsfort,
- VAN WETTER, rue du Noyer 175 à 1000 Bruxelles,
- TERRACIME, rue Gaston Reiff 1 à 1420 Braine-l'Alleud,
- ARBOREAL, rue Jacques Rayé 29 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 76410/725-60 (25.000 EUR TVAC) et 87800/725-60 (25.000 EUR TVAC) et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3341 et le montant estimé de 50.000 EUR TVAC du marché « Abattage d'arbres (ID 3341) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ARBOREX SPRL, avenue Charle-Albert 5 à 1170 Watermael-Boitsfort,
 - VAN WETTER, rue du Noyer 175 à 1000 Bruxelles,
 - TERRACIME, rue Gaston Reiff 1 à 1420 Braine-l'Alleud,
 - ARBOREAL, rue Jacques Rayé 29 à 1030 Schaerbeek ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 76410/725-60/9672 (25.000 EUR) et 87800/725-60/9673 (25.000 EUR).

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Kappen van bomen (ID 3341) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's : 4 - Uitgave : 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

Demande_marché_Abattage-2024.docx, 3341_2024_07_11_CCH - Modele 3P.doc, Demande Avis DD - abattages 2024 (002).pdf, Metré abattages 2024.xlsx, Clauses techniques - travaux abattages 2024.docx

33 Grange aux Dîmes - Zone naturelle - Aménagement - Phase 1 (ID 3363) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 60.000 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la phase 1 de l'aménagement de la zone naturelle de la grange aux Dîmes ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous : « LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la phase 1 de l'aménagement de la zone naturelle de la Grange aux Dîmes ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3363 relatif au marché « Grange aux Dîmes - Zone naturelle - Aménagement - Phase 1 (ID 3363) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 60.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne,
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire 2024 ;

Considérant que ce marché est en lien avec l'action BIII616 du Plan Climat : « Réaménager l'espace Grange aux Dîmes » ;

Considérant que ce marché est en lien avec l'action O.O. 6.1 du Plan Climat : « Renforcer la valorisation de la trame verte et bleue » ;

Considérant qu'une demande de subside pour des travaux de restauration à un bien classé a été adressée à la Direction du Patrimoine culturel le 23/07/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3363 et le montant estimé du marché « Grange aux Dîmes - Zone naturelle - Aménagement - Phase 1 (ID 3363) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élève à 60.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne,
 - VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
 - EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76600/725-60/12062 du budget extraordinaire 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Tiendenshuur - Natuurzone - Aanleg - Fase 1 (ID 3363) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 60.000 EUR incl. btw - Informatie.

Avis DD Parc Grange aux dîmes 2024.pdf, Estimatif-Modèle 3P- Grange aux dîmes.xlsx, Exigences techniques.doc, Plan situation projetée.pdf, 3363_2024_09_16_CCH - Modele 3P.doc, listing arbres complémentaire.pdf, Demande_marché 2024_Grange aux dîmes.docx

34 **Mares du Struykbeken - Bureau d'étude (ID 3349) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 6 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'engager un bureau d'étude pour la réalisation d'un dossier d'exécution de travaux pour les mares du Struykbeken ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'engager un bureau d'étude pour la réalisation d'un dossier d'exécution de travaux pour les mares du Struykbeken ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3349 relatif au marché « ID 3349 - Mares du Struykbeken - Bureau d'étude » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARCEA SCRL, chaussée de Binche 30 à 7000 Mons,
- ARPAYGE, place de Sart-Eustache 3 à 5070 Fosses-la-Ville,
- RACINE CARREE, chemin de Launioulle 2 à 1370 Jodoigne,
- ATELIER CANEVAS-S, clos des Cèpes 8 à 1070 Anderlecht,
- EOLE ATELIER D'ARCHITECTURE DES JARDINS ET DU PAYSAGE SPRL, avenue Emile Van Becelaere 28B à 1170 Watermael-Boitsfort,
- AGUA SPRL, rue du Poirier 2 à 1348 Louvain-la-Neuve ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire 2024 ;

Vu l'action BII341 « Réhabiliter les mares du Struykbeken » du Plan Climat ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3349 et le montant estimé du marché « ID 3349 - Mares du Struykbeken - Bureau d'étude », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 50.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable.
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ARCEA SCRL, chaussée de Binche 30 à 7000 Mons,
 - ARPAYGE, place de Sart-Eustache 3 à 5070 Fosses-la-Ville,

- RACINE CARREE, chemin de Launioulle 2 à 1370 Jodoigne,
- ATELIER CANEVAS-S, clos des Cèpes 8 à 1070 Anderlecht,
- EOLE ATELIER D'ARCHITECTURE DES JARDINS ET DU PAYSAGE SPRL, avenue Emile Van Becelaere 28B à 1170 Watermael-Boitsfort,
- AGUA SPRL, rue du Poirier 2 à 1348 Louvain-la-Neuve ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76600/725-60/10847 du budget extraordinaire 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Struykbekenpoelen - Studiebureau (ID 3349) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 6 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

04-2_Implantation.pdf, 04-5b_Details.pdf, 04-3_VegetationExistante.pdf, avis DD dossier d'exécution - mares struykbeken (002).pdf, 04-4_InventaireArbres.pdf, 3349_2024_07_30_CCH+-+Modele+3P.pdf, LB+Désignation+bureau+d'étude+pour+dossier+exécution+-+Mares+du+Struykbeken-Cahier+des+charges.pdf, 18PFU1709681_PERMISPFDPFU2013_34_23421414+(1).pdf, RE avis Subside - dossier d'exécution mares du Struykbeken.msg, Clauses+techniques.pdf, 04-1_Localisation.pdf, Demande+marché+dossier+d'exécution+-+mares+struykbeken.pdf, 04-5a_Renovation.pdf, 04-6_Nivellement.pdf, 03_Photos.pdf, 04-7_ExecutionTravaux.pdf

35 Parc de Roodebeek - Réaménagement - Phase 2 (ID 3343) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux travaux de réaménagement du parc de Roodebeek (phase 2) ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux travaux de réaménagement du parc de Roodebeek (phase 2) ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3343 relatif au marché « Parc de Roodebeek - Réaménagement - Phase 2 (ID 3343) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
- JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne,
- SA NUTONS, rue des Praules 9, ZI Sauvenière à 5030 Gembloux ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire 2024 ;

Considérant qu'une demande de subside a été introduite auprès de la DPC et qu'elle a été déclarée complète le 19/04/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3343 et le montant estimé du marché « Parc de Roodebeek - Réaménagement - Phase 2 (ID 3343) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élève à 100.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
 - JARDIN PLUS, chaussée de Charleroi 72B à 1380 Lasne,
 - SA NUTONS, rue des Praules 9, ZI Sauvenière à 5030 Gembloux ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76600/725-60/10345 du budget extraordinaire 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Roodebeekpark - Heraanleg - Fase 2 (ID 3343) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raaplegen firma's: 3 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

Demande Avis DD_Travaux - parc de Roodebeek - phase 2 - 2024.pdf, Demande marché aménagement PArc-Roodebeek - Phase 1.partie 2.doc, Permis d'urbanisme 18PFU1897372.pdf,

36 Plaine de jeux Alice Itterbeek - Réaménagement (ID 3309) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 103.500 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaménager la plaine de jeux Alice Itterbeek ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaménager la plaine de jeux Alice Itterbeek ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3309 relatif au marché "Plaine de jeux Alice Itterbeek (ID 3309) - Réaménagement" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 103.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort ;
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 76100/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges N° 2024-3309 et le montant estimé de 103.500 EUR TVAC du marché "Plaine de jeux Alice Itterbeek (ID 3309) - Réaménagement". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics,
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable,
- d'informer le conseil communal de la présente décision,
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort ;
 - EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;
 - VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 76100/725-60.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Speelplein Alice Itterbeek - Heraanleg (ID 3309) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking -Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 103.500 EUR incl. btw - Informatie.

*3309_2024_06_12_CCH+-+Modele+3P.pdf,
Cahier+des+charges+plaine+de+jeux+Itterbeek+2024.pdf, avis DD plaine de jeux Itterbeek 2024.pdf, Metré plaine de jeux Itterbeek 2024.xlsx, Demande_marché_Plaine de jeux Itterbeek 2024.pdf, PLAINE DE JEUX ITTERBEEK 1_200@A3.pdf*

37 Site Ferme aux Oies - L'Habitation Moderne (ID 3325) - Masterplan - Marché conjoint - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 6 - Dépense : 80.000 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'établir un masterplan pour le site « Ferme aux Oies - Habitation moderne » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ; Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'établir un masterplan pour le site « Ferme aux Oies - Habitation moderne » ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR), et notamment articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3325 relatif au marché "Site Ferme aux Oies - Habitation Moderne (ID 3325) - Masterplan" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 80.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Woluwe-Saint-Lambert exécutera la procédure et interviendra au nom de SCRL L'HABITATION MODERNE à l'attribution du marché ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARIES CONSULTANTS SA, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles ;
- SPRL BRAT, rue Dautznberg 43 à 1050 Ixelles ;
- Atelier Horizon, square Eugène Plasky 92-94 à 1030 Schaerbeek ;
- CITY TOOLS, rue du Houblon 47/16 à 1000 Bruxelles ;
- UP&CIE, rue de la Victoire 194 A boîte 19 à 1060 Saint-Gilles ;
- STRATEC, avenue Adolphe Lacomblé 69-71 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 93000/747-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges N° 2024-3325 et le montant estimé de 80.000 EUR TVAC du marché "Site Ferme aux Oies - Habitation Moderne (ID 3325) - Masterplan". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
- de mandater la commune de Woluwe-Saint-Lambert pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de SCRL L'HABITATION MODERNE, à l'attribution du marché. En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.
- de transmettre une copie de cette décision au pouvoir adjudicateur participant.
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ARIES CONSULTANTS SA, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles ;
 - SPRL BRAT, rue Dautznberg 43 à 1050 Ixelles ;
 - Atelier Horizon, square Eugène Plasky 92-94 à 1030 Schaerbeek ;
 - CITY TOOLS, rue du Houblon 47/16 à 1000 Bruxelles ;

- o UP&CIE, rue de la Victoire 194 A boîte 19 à 1060 Saint-Gilles ;
- o STRATEC, avenue Adolphe Lacomblé 69-71 à 1030 Schaerbeek ;

de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 93000/747-60.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Site "Ferme aux Oies" - De Moderne Woning (ID 3325) - Masterplan - Gezamenlijke opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 6 - Uitgave: 80.000 EUR incl. btw - Informatie.

KM_C45824062416410.pdf, 3325_2024_06_24_CCH+-+Modele+3P.pdf

- 38 **Services Nouvelles technologies - Ecoles communales - Mise en place d'une plateforme digitale de gestion d'activités scolaires durant 48 mois (ID 3321) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : max. 170.000 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service des Nouvelles Technologies et du service Enseignement, il s'indique de mettre en place une plateforme digitale permettant la gestion des activités administratives, financières et pédagogiques pour les écoles communales;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE

Considérant qu'à la demande du service des Nouvelles technologies et du service Enseignement, il s'indique de mettre en place une plateforme digitale permettant la gestion des activités administratives, financières et pédagogiques pour les écoles communales ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 170.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont à imputer et à prévoir à l'article 72200/123-13//120 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2028 ;

Vu les articles 42, § 1, 1° a) de la loi du 17/06/2016, 90 1° de l'A.R. du 18/04/2017 ainsi que l'A.R. du 14/01/2013 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des budgets 2025 à 2028 par le Conseil communal et

l'autorité de tutelle :

- le lancement d'un marché de services pour la mise en place d'une plateforme digitale de gestion d'activités scolaires durant 48 mois ;
- le cahier des charges, 3321-2024 y relatif, rédigé par la division Administration et marchés ;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable en application des articles 42, § 1, 1° a) de la loi du 17/06/2016, 90 1° de l'A.R. du 18/04/2017, de l'A.R. du 14/01/2013 sur les marchés publics, 234 § 3 de la nouvelle loi communale ainsi que le cahier des charges s'y rapportant ;
- d'approuver la dépense globale y afférente estimée à maximum 170.000 EUR TVAC qui sera à imputer et à prévoir à l'article 72200/123-13//120 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2028 ;
- d'approuver la liste des quatre firmes à consulter à cette occasion telle que reprise ci-dessous :
 - AP KIOSK SPRL, rue Graham Bell 25 à 1402 Thines ;
 - EONIX SA, boulevard Initialis 10 à 7000 Mons ;
 - iT-SCHOOL (Keyros NV), Drie Koningenstraat 159 à 1180 Uccle ;
 - FLAG 2000 SPRL, rue des Artisans 30 à 5150 Floreffe.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Dienst Nieuwe technologieën - Gemeentescholen - Implementatie van een digitaal platform voor het beheer van schoolactiviteiten over 48 maanden (ID 3321) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 170.000 EUR incl. btw - Informatie.

demande.pdf, 3321_2024_06_18_CCH+-+Modele+3P.pdf

39 **Académie de musique - Instruments de musique d'occasion (ID 3310) - Procédure négociée sans mise en concurrence préalable - Désignation du fournisseur : M-F. GODET - Dépense : 1.000 EUR - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que l'académie de musique souhaite faire l'acquisition de trois cromornes d'occasion auprès d'un particulier et qu'il s'agit d'une occasion d'acquérir, à des conditions particulièrement avantageuses, ces instruments de musique anciens d'époque Renaissance ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que l'académie de musique souhaite faire l'acquisition de trois cromornes d'occasion auprès d'un particulier et qu'il s'agit d'une occasion d'acquérir, à des conditions particulièrement avantageuses, ces instruments de musique anciens d'époque Renaissance ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.000 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 73410/744-98//720 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 §1-10° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché passé par procédure négociée sans mise en concurrence préalable ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans mise en concurrence préalable avec Mme Marie-France GODET, domiciliée avenue de Burbure 126 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour l'acquisition de trois cromornes de marque Gunter Körber pour la somme de 1.000 EUR et ce, en application des articles 124§1er - °10) de la loi du 17/06/2016 , 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'imputation de la dépense de 1.000 EUR à l'article 73410/744-98//720 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur fond de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires..

"Académie de musique" - Tweedehands muziekinstrumenten (ID 3310) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande oproep tot mededinging - Aanduiding van de leverancier: M-F. GODET - Uitgave: 1.000 EUR - Informatie.

Cromornes - proposition d'achat.pdf, demande cromornes.pdf

40 **Avenue Georges Henri 342 - Branchements des compteurs de réseau - Modification - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SIBELGA SC - Dépense : 4.608,88 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier les branchements des compteurs de réseau de l'avenue Georges Henri 342 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de modifier les branchements des compteurs de réseau de l'avenue Georges Henri 342 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la modification des branchements des compteurs de réseau de l'avenue Georges Henri 342 ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à la SC SIBELGA (BE 222.869.673), BP 1340 à 1000 Bruxelles Brouckère pour un montant total de 4.608,88 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier le programme des investissements en ce sens.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales.

La présente décision sera transmise, pour information et approbation de la modification de l'intitulé du programme des investissements au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements en ce sens.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Georges Henrilaan 342 - Aansluitingen op netwerkmeters - Wijziging - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SIBELGA sc - Uitgave: 4.608,88 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Petit ensemble FR (1).pdf, Brochure COFFRET 25D60_FR.pdf, Dépliant Autoproduction FR.pdf, 2024-06-13_14-00-33-Offre Pouvoirs Publics FR.pdf, Demande de marché.pdf, Points d'attention install elec NEWi-FR.pdf, Tableau d'identification des lieux conso FR.pdf

41 **Stade Fallon - Remplacement de la barrière (ID 3360) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MAINTENANCE PORTES - Dépense : 8.775,23 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat et au placement d'une nouvelle barrière au stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/09/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat et au placement d'une nouvelle barrière au stade Fallon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché et ont remis offre :

- MAINTENANCE PORTE, Alverdries 72 à 1653 Dworp, pour un montant de 8.775,23 EUR TVAC,
- MODERN TEAM SERVICES, place Josse Goffin 31 à 1480 Clabecq, pour un montant de 10.968,65 EUR TVAC ;

Considérant que la firme MAINTENANCE PORTE a introduit l'offre la plus intéressante au montant de 8.775,23 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MAINTENANCE PORTE SRL (BE 0763.621.612), Alverdries 72 à 1653 Dworp, pour l'achat et le placement d'une nouvelle barrière au stade Fallon, pour le montant d'offre contrôlé de 8.775,23 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 76410/724-60/11884 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, sur lequel un montant de 8.775,23 EUR est engagé ;

- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - Vervanging van de afsluiting (ID 3360) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MAINTENANCE PORTES - Uitgave: 8.775,23 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Offre Modern Team Services.pdf, Offre Maintenance Porte.pdf, Demande de marché.pdf

- 42 **Club Pétanque Elite - Chalet - Marché de faible montant (ID 3326) - Désignation du fournisseur : BRICO BELGIUM - Dépense : 828,95 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

"Club Pétanque Elite" - Chalet - Opdracht van beperkte waarde (ID 3326) - Aanduiding van de leverancier: BRICO BELGIUM - Uitgave: 828,95 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de levering van een houten chalet voor de CLUB "Pétanque élite"

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 04/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de levering van een houten chalet voor de CLUB "Pétanque élite".

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 828,95 EUR incl. btw;

Overwegende dat het een opdracht van beperkte waarde betreft;

Overwegende dat de volgende firma's geraadpleegd werden:

- BRICO BELGIUM : 828,95 EUR incl. btw (met levering);
- GAMMA : 1.199 EUR incl. btw;
- MAISON ET JARDIN : 959 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76410/744-98//760 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024 en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds, onder voorbehoud van wijziging van het investeringsprogramma;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST :

- de opdracht te gunnen aan de firma BRICO BELGIUM NV (BE 0427.572.733), Alfons Gossetlaan 46 te 1702 Groot-Bijgaarden, voor de levering van een houten chalet voor de CLUB "Pétanque élite" volgens het nagerekende inschrijvingsbedrag van 828,95 EUR incl. btw;
- de betaling goed te keuren met het krediet ingeschreven op artikel 76410/744-98//760 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

EN

BESLIST de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting 2024 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Abri Jardin pétanque - Maison et Jardin.pdf, Gamma - Abri Pétanque.pdf, Brico Planit - Abri Pétanque.pdf, demande+marché+ABRI+27052024.pdf

43 **Eco-quartier Schuman-Charmille - Déplacement de bacs potagers (ID 3303) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ELEMEN'TERRE - Dépense : 6.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au déplacement du bac potager de Schuman-Charmille ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au déplacement du bac potager de Schuman-Charmille ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 4.643,38 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Les 4 firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- ELEMENTERRE : 4.643,38 EUR TVAC
- AGREBA : 5.203,00 EUR TVAC
- B-JARDIN : n'as pas remis offre
- B-MAINTENANCE : n'as pas remis offre

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme ELEMENTERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort, pour le déplacement du bac potager de Schuman-Charmille, conformément à son offre d'un montant de 4.643,38 EUR TVAC et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de la dépense à 6.000 EUR TVAC à imputer à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ecowijk Schuman-Charmille- Verplaatsen van plantenbakken (ID 3303) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ELEMEN'TERRE - Uitgave: 6.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

20240414_G_Désir_buurttuin-Kader A3.pdf, Métré potager shuman-charmille.xlsx, DEMANDE DE MARCHE + OFFRES.pdf, CLAUSES TECHNIQUES shumann charmille.docx

44 **Divers bâtiments communaux - Acquisition de fontaines à eau - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FACQ - Dépense : 4.700 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition de fontaines à eau pour divers bâtiments communaux ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition de fontaines à eau pour divers bâtiments communaux ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 4.700 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem ;
- OMNITEC, chaussée de Louvain 675 à 1030 Schaerbeek ;
- VAN MARCKE, Leuvensesteenweg 390 à 1930 Zaventem ;

Considérant que la firme suivante a remis offre :

- FACQ, Leuvensesteenweg, 536 à 1930 Zaventem : 4.682,70 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme FACQ,

Leuvensesteenweg, 536 à 1930 Zaventem, pour l'acquisition de fontaines à eau pour divers bâtiments communaux, au montant de son offre contrôlé de 4.682,70 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 13700/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme FACQ, Leuvensesteenweg 536 à 1930 Zaventem , pour l'acquisition de fontaines à eau pour divers bâtiments communaux, conformément à son offre d'un montant de 4.682,70 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver dépense estimée à maximum 4.700 EUR TVAC, inscrite à l'article 13700/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Divers bâtiments communaux - Acquisition de fontaines à eau ».

Cette dépense sera financée au moyen d'un prélèvement sur fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance."

ET DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 13700/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 comme suit : « Divers bâtiments communaux - Acquisition de fontaines à eau. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à Monsieur le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verschillende gemeentelijke gebouwen - Aankoop van drinkwaterfonteinen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FACQ - Uitgave: 4.700 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

dem marché + OFFRE BOS 59430.pdf

- 45 **Centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » - Remplacement de l'osmoseur (ID 3346) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : AQUA BRIO SPRL - Dépense : 1.552,45 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire remplacer l'osmoseur du centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire remplacer l'osmoseur du centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 1.552,45 TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les 3 firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- AQUAGROUP, Windhoek 18 à 8790 Waregem ((montant de l'offre : 5.998,50 EUR TVAC),
- AQUATECH, rue Jennay 1 à 5032 Isnes (n'a pas remis offre),
- AQUA BRIO SPRL, rue Edouard Henrard 8 à 1160 Auderghem ((montant de l'offre : 1.552,45 TVAC) ;

Considérant que la firme AQUA BRIO SPRL a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 72200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme AQUA BRIO SPRL (n° de TVA : BE 0808.420.764), rue Edouard Henrard 8 à 1160 Auderghem, qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le remplacement de l'osmoseur du centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest », pour un montant de 1.552,45 TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement du montant de 1.552,45 EUR à l'article 72200/724-60/10313 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Opleidingscentrum voor leefmilieu "Le Petit Foriest" - Vervanging van de osmose-installatie (ID 3346) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: AQUA BRIO sprl - Uitgave: 1.552,45 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Offre Aqua Group.pdf, Offre Aqua Brio.pdf

46 **Fontaine Parc Pechère (ID 3312) - Travaux de terrassement et de pose de margelles - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 40.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme d'investissement - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à des travaux de terrassements et au placement de margelles à la fontaine du parc Pechère ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à des travaux de terrassements et au placement de margelles à la fontaine du parc Pechère ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3312 relatif au marché "Fontaine Parc Pechère (ID 3312) - Travaux de terrassement et de pose de margelles" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 40.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la

procédure négociée sans publication préalable :

- JARDIN PLUS SA, chaussée de Charleroi 72 B à 1380 Lasne ;
- WALGREEN, avenue Fond Generet Dion 42 à 1325 Chaumont-Gistoux ;
- SPRL FERRARD, rue du Bois 34 à 1460 Ittre ;
- ARCHIVERT, chaussée de Grammont 77 à 7822 Ghislenghien.

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales moyennant modification du programme d'investissement;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges N° 2024-3312 et le montant estimé de 40.000 EUR TVAC du marché "Fontaine Parc Pechère (ID 3312) - Travaux de terrassement et de pose de margelles". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- d'informer le conseil communal de la présente décision ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - JARDIN PLUS SA, chaussée de Charleroi 72 B à 1380 Lasne ;
 - WALGREEN, avenue Fond Generet Dion, 42 à 1325 Chaumont-Gistoux ;
 - SPRL FERRARD, rue du Bois 34 à 1460 Ittre ;
 - ARCHIVERT, chaussée de Grammont 77 à 7822 Ghislenghien.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 76600/725-60 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fontein Pechèrepark (ID 3312) - Graafwerken en plaatsing van putranden - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 40.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

*Clauze+Technique+terrassement+et+margelles+fontaine+parc+pechere+06-24_FR.pdf,
Demande_marché_terrassement et margelle fontaine pechere.pdf, métré_terrassement et margelle
fontaine pechere_FR.xls, 3312_2024_06_17_CCH+-+Modele+3P.pdf*

47 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Remplacement du système de ventilation du laboratoire graphique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ARLEX ENGINEERING - Dépense : 3.575,55 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'améliorer le système de ventilation dans le laboratoire graphique de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, afin d'éviter d'éventuelles intoxications ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'améliorer le système de ventilation dans le laboratoire graphique de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, afin d'éviter d'éventuelles intoxications ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.575,55 TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- ARLEX ENGINEERING, rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais : offre à 3.575,55 EUR TVAC,
- Denis LEGRAND SA, rue des Combattants 58 à 1450 Blammont-Chastre : offre à 4.370,52 EUR TVAC ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif au remplacement du système de ventilation du laboratoire graphique de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme ARLEX ENGINEERING (BE 0464.357.212), rue des Merlettes 17 à 1495 Marbais, pour un montant d'offre contrôlé de 3.575,55 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 74160/724-60/12000 du budget

extraordinaire de l'exercice 2024 ;

- de proposer au Conseil communal de modifier le programme des investissements en ce sens.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier le programme des investissements en ce sens.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Vervanging van het ventilatiesysteem van het grafische laboratorium - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ARLEX ENGINEERING - Uitgave: 3.575,55 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

Offre Arlex.pdf, Demande de marché.pdf, Offre Legrand.pdf

- 48 **Ecole Georges Désir - Annexe Notre petite école - Isolation et techniques spéciales - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 9 - Dépense : 106.000 EUR TVAC - Information - Demande de subside - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine - Cellule énergie, il s'avère nécessaire de procéder à des travaux d'isolation et de techniques spéciales à l'annexe Notre petite école de l'école Georges Désir ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine - Cellule énergie, il s'avère nécessaire de procéder à des travaux d'isolation et de techniques spéciales à l'annexe Notre petite école de l'école Georges Désir ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3302 relatif au marché « Ecole Georges Désir - Annexe Notre petite école - Isolation et techniques spéciales » ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 106.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant qu'il s'indique de solliciter les subventions pour la réalisation du projet mentionné dans le Programme Triennal d'Investissements 2022-2024 pour la rénovation énergétique complète de Notre petite école (annexe de l'école Georges Désir) ;

Considérant qu'il s'indique de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les 5 années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;

Considérant qu'il s'indique de s'engager à ne pas aliéner les biens ni modifier leur affectation pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du subside ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- DELHEZ SYSTEMES, Zoning des Plenesses, chemin de Xenorie 3 à 4890 Thimister,
- AD ISOLATION, rue du Stampia 71 à 1390 Grez-Doiceau,
- ISOPROJECT et ECOPROJECT, chaussée de Bruxelles 616 à 1410 Waterloo,
- VENTAIR, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles,
- VDV, avenue de Selliers de Moranville 33 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
- CHAUFFAGE ELLAERTS, chaussée de Vleurgat 213 bte 1 à 1050 Ixelles,
- ENERGREEN, avenue Franklin 5C à 1300 Wavre,
- SOLTIS, avenue Henry Dunant 31 à 1140 Evere,
- ENERBLUE, fond de Malonne 9 à 5020 Malonne ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché pour des travaux d'isolation et de techniques spéciales à l'annexe Notre petite école de l'école Georges Désir ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3302 ;
- d'approuver la dépense estimée de 106.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/724-60/10884 du budget extraordinaire 2024 ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - DELHEZ SYSTEMES, Zoning des Plenesses, chemin de Xenorie 3 à 4890 Thimister,
 - AD ISOLATION, rue du Stampia 71 à 1390 Grez-Doiceau,
 - ISOPROJECT et ECOPROJECT, chaussée de Bruxelles 616 à 1410 Waterloo,
 - VENTAIR, rue Graham Bell 19 à 1402 Nivelles,
 - VDV, avenue de Selliers de Moranville 33 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe,

- CHAUFFAGE ELLAERTS, chaussée de Vleurgat 213 bte 1 à 1050 Ixelles,
- ENERGREEN, avenue Franklin 5C à 1300 Wavre,
- SOLTIS, avenue Henry Dunant 31 à 1140 Evere,
- ENERBLUE, fond de Malonne 9 à 5020 Malonne ;
- de proposer au Conseil communal :
 - de couvrir cette dépense au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;
 - de solliciter les subventions pour la réalisation de ce projet repris au Plan Triennal d'Investissement Communal 2022-2024 ;
 - de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les 5 années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;
 - de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du subside.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la demande de subventions, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

ET DECIDE :

- de couvrir cette dépense au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

School "Georges Désir" - Bijgebouw "Notre petite école" - Isolatie en speciale technieken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 9 - Uitgave: 106.000 EUR incl. btw - Informatie - Subsidieaanvraag - Goedkeuring.

Chantier_Annexe VM_Isolation_Coupe.pdf, 2024-006-CT - Ecole Constellations - Isolation LOT.pdf, Chantier_Annexe VM_Isolation_Coupe 2.pdf, Chantier_Annexe VM_Isolation_Plan.pdf, 2024-006 - B Ecole Constellations - Isolation -LOT.xlsx, 3302_2024_08_08_CCH.doc, G Désir - N.P.E. - Note RE.pdf, Notre Petite Ecole - Programme d'entretien.docx, Chantier_Annexe VM_Isolation_Façades.pdf, Dem marché + avis.pdf

49 **Gestion Espace Public - Asphalte 2023 (ID 3375) - Première répétition ID 2038 - Procédure négociée sans publication préalable - Dépense : 300.000 EUR TVAC - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de poursuivre les travaux d'asphaltage de la voirie ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 2° (travaux/services nouveaux consistant en la répétition de travaux/services similaires) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du conseil communal du 26/06/2023 approuvant le cahier des charges N° 2023-2038 du marché initial « Asphalte 2023 (ID2038) » attribué pour un montant de 362.954,26 EUR, passé par procédure ouverte ;

Considérant que le cahier des charges initial N° 2023-2038 comprend la possibilité de répéter le marché via une procédure négociée suivant l'article 42 § 1, 2° de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, stipulant l'attribution des travaux nouveaux consistant en la répétition de travaux similaires, attribués à l'adjudicataire du marché initial par le même pouvoir adjudicateur par une des procédures visées à l'article 35, alinéa 1er de la loi, à condition que ces travaux soient conformes au projet de base; la décision d'attribution des marchés répétitifs devant intervenir dans les trois ans après la conclusion du marché initial ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19/10/2023 attribuant le marché initial à EUROVIA BELGIUM, N° BCE BE 0402.784.778, allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht ;

Considérant l'accord d'EUROVIA BELGIUM pour répéter ce marché une 1ière fois aux mêmes conditions du marché ;

Considérant le montant disponible au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42100/35-60, soit 295.000 EUR pour les travaux et de 5.000 EUR pour la coordination sécurité et santé ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42100/735-60 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt ;

Vu l'article 234§1 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

- de lancer la procédure visant l'attribution du marché répétitif « Asphalte 2023 (ID3375) - 1ière répétition du marché », comme prévu dans le cahier des charges N° 2023-2038 ;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42 § 1, 2° de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42100/735-60. Le crédit budgétisé de 300.000 EUR TVAC sera réparti comme suit: 295.000 EUR TVAC pour les travaux et 5.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité et santé ;
- de financer cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région Bruxelloise.

Beheer Openbare Ruimte - Asfalt 2023 (ID 3375) - Eerste herhaling ID 2038 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Uitgave: 300.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

1.1 Formulaire d offre_2.pdf, 2.1 Certificat d agréation - 24.10.2019_5 - Copie.pdf, ID2038DecisionAttributionCollege19102023.pdf

50 **Ecole Parc Malou - Robert Maistriau - Travaux de ventilation, production ECS et optimisation électrique, HVAC (ID 3374) - Procédure négociée directe avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 233.200 EUR TVAC - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à des travaux de ventilation, de production ECS et d'optimisation électrique, et d'HVAC à l'école Parc Malou – Robert Maistriau ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3374 relatif au marché « Ecole Parc Malou - Robert Maistriau - Travaux de ventilation, production ECS et optimisation électrique, HVAC » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 233.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant qu'il s'indique de solliciter les subventions pour la réalisation du projet n° 07 mentionné dans le Programme triennal d'investissement 2022-2024, pour des interventions énergétiques à l'école Parc Malou - Robert Maistriau ;

Considérant qu'il s'indique de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;

Considérant qu'il s'indique de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date de l'octroi du subside ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-3374 et le montant estimé du marché «Ecole Parc Malou - Robert Maistriau - Travaux de ventilation, production ECS et optimisation électrique, HVAC», les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 233.200 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- d'inscrire la dépense de 233.200 EUR TVAC au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 72200/724-60 ;
- de couvrir la dépense de 233.200 EUR TVAC au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.
- de solliciter les subventions pour la réalisation de ce projet inscrit dans le Programme triennal d'Investissements 2022-2024 ;
- de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;
- de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du subside.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Parc Malou - Robert Maistriau" - Werken van ventilatie, SWW productie en elektrische optimalisatie, HVAC - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Bestek - Uitgave: 233.200 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot werken van ventilatie, sww productie en elektrische optimalisatie en HVAC in de school "Parc Malou - Robert Maistriau";

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2024-3374 betreffende de opdracht "Scool "Parc Malou - Robert Maistriau" - Werken van ventilatie, SWW productie en elektrische optimalisatie, HVAC";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 233.200 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat het aangewezen is subsidies aan te vragen voor de uitvoering van het project nr 07 vermeld in het Driejarig investeringsprogramma 2022-2024, voor energie interventies in de school "Parc Malou - Robert Maistriau";

Overwegende dat het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde activa moeten worden gewaarborgd en dat daartoe het specifieke onderhoudsprogramma voor het project moet worden goedgekeurd voor de periode van 5 jaar na de definitieve oplevering van de werkzaamheden;

Overwegende dat het aangewezen is zich ertoe te verbinden de goederen niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de subsidie;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3374 en de raming voor de opdracht "Scool "Parc Malou - Robert Maistriau" - Werken van ventilatie, SWW productie en elektrische optimalisatie, HVAC" : de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 233.200 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- de aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en bekend te maken op nationaal niveau;
- de uitgave van 233.200 EUR incl. btw in te schrijven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024, op artikel 72200/724-60;
- de uitgave van 233.200 EUR incl. btw te dekken door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;
- subsidies aan te vragen voor de verwezenlijking van dit project, dat is opgenomen in het Driejarig Investeringsprogramma 2022-2024;
- het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde activa gedurende een periode van 5 jaar na de definitieve oplevering van de werkzaamheden te garanderen zoals beschreven in het projectspecifieke onderhoudsprogramma;
- zich ertoe te verbinden de goederen niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de subsidie.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

CSC 2024-3374 FR.pdf, CSC 2024-3374 NL.pdf, PLAN_20240924_02_NIV-1.pdf, 2024-070 - Ecole P Malou - CT - FR - HVAC VF.pdf, 2024-070 Ecole P Malou - bordereau - HVAC - Ventilation, ECS et régulation.xls, 2024-070 Ecole Parc Malou - Ventilation, production ECS et optimisation électrique - Note RE.pdf, Demande_marché 2024.doc, PLAN_20240924_01_NIV-2.pdf, Programme d'entretien Ecole P Malou.pdf, PLAN_20240924_03_NIV_0.pdf

- 51 **Complexe sportif Poséidon - Techniques spéciales (HVAC, récupération et régulation) (ID 3373) - Procédure négociée directe avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 889.350 EUR TVAC - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à des travaux de techniques spéciales (HVAC, récupération et régulation) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3373 relatif au marché « Complexe sportif Poséidon - Techniques spéciales (HVAC, récupération et régulation) (ID 3373) » ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1 (Rationalisation et rénovation de la production et distribution de chaleur), estimé à 476.740 EUR TVAC ;
- Lot 2 (Récupération de chaleur sur eaux de rejet des bassins et travaux associés), estimé à 220.220 EUR TVAC ;
- Lot 3 (Commande et régulation pour travaux de rénovation et gestion technique centralisée), estimé à 192.390 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 889.350 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'un subside est accordé par le programme bruxellois de rénovation énergétique durable Renoclick ;

Considérant qu'il s'indique de solliciter les subventions pour la réalisation du projet n°05 mentionné dans le Programme triennal d'investissement 2022-2024 pour la rénovation des techniques spéciales du Poséidon (production et récupération de chaleur, et régulation) ;

Considérant qu'il s'indique de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;

Considérant qu'il s'indique de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de la date de l'octroi du subside ;

Considérant l'action ACI113 « Poursuivre l'implémentation des actions du programme PLAGE de rénovation du Poséidon » du plan climat ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024

DECIDE :

- d'approover le cahier des charges N° 2024-3373 et le montant estimé du marché « Complexe sportif Poséidon - Techniques spéciales (HVAC, récupération et régulation) (ID 3373) », les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 889.350 EUR TVAC.
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.
- de solliciter les subventions pour la réalisation de ce projet inscrit dans le Programme triennal d'Investissements 2022-2024 ;
- de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;
- de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du subside ;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
- de financer cette dépense par le crédit de 889.350 EUR inscrit à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Sportcomplex Poseidon - Speciale technieken (HVAC, herstel en regulering) (ID 3373) - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Bestek - Uitgave: 889.350 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot werken van speciale technieken (HVAC, herstel en regulering)

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Sportcomplex Poseidon - Speciale technieken (HVAC, herstel en regulering) (ID 3373)" een bestek met nr. 2024-3373 werd;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- Perceel 1 (Rationalisatie en renovatie van de productie en distributie van verwarming), raming: 476.740 EUR incl. btw;
- Perceel 2 (Warmteterugwinning uit afvalwater van bassins en bijbehorende werken), raming:

220.220 EUR incl. btw;

- Perceel 3 (bestellen en regelgeving voor renovatiewerkzaamheden en gecentraliseerd technisch beheer), raming: 192.390 EUR incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 889.350 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat er een subsidie is toegekend door het Brusselse renovatieprogramma voor duurzame energie Renoclick, dat wordt beheerd door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de subsidies aan te vragen voor de verwezenlijking van project nr. 05 dat vermeld staat in het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 voor de renovatie van de speciale technieken aan het sportcomplex Poseidon (warmteproductie en -terugwinning, en regeling);

Overwegende dat het noodzakelijk is om het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde goederen te waarborgen en daartoe het specifieke onderhoudsprogramma van het project voor de vijf jaar na de definitieve oplevering van de werkzaamheden goed te keuren;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zich ertoe te verbinden de bestemming van de goederen niet te vervreemden of te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar, te rekenen vanaf de datum van toekenning van de subsidie;

Overwegende dat de actie ACI113 “Doorgaan met de uitvoering van de acties van het PLAGE-programma voor de renovatie van de Poséidon” in het klimaatplan;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76420/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2024-3373 en de raming voor de opdracht “Sportcomplex Poseidon - Speciale technieken (HVAC, herstel en regulering) (ID 3373)”, de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 889.350 EUR incl. btw.;
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- om de subsidies aan te vragen voor de verwezenlijking van dit project dat in het driejarige investeringsprogramma 2022-2024 vermeld staat;
- om het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde goederen te waarborgen en daartoe het specifieke onderhoudsprogramma van het project voor de vijf jaar na de definitieve oplevering van de werkzaamheden goed te keuren;
- om zich ertoe te verbinden de bestemming van de goederen niet te vervreemden of te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar, te rekenen vanaf de datum van toekenning van de subsidie;
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.
- deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken;
- een bedrag van 889.350 EUR voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76420/724-60 van

de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

Poséidon-1-lot-3-CSC-2024-09-23.docx, LOT-1-Métre-Soumission - 2024-09-23 nl.pdf, LOT-1-Métre-Soumission - 2024-09-23.pdf, LOT-2-Métre-Soumission - 2024-09-23 nl.pdf, 3373_2024_09_26_CCH - Modele 3P.doc, Lot 1- vue en plan.pdf, Lot 1_PID.pdf, Poséidon-1-lot-1-CSC-2024-09-23.docx, Poséidon-1-lot-2-CSC-2024-09-23 nl.docx, Lot 2_PID.pdf, 3373_2024_09_27_Bestek - Model 3P.doc, Poséidon-1-lot-1-CSC-2024-09-23 nl.docx, LOT-3-Métre-Soumission - 2024-09-23 nl.pdf, Poséidon-1-lot-3-CSC-2024-09-23 nl.docx, Poséidon-1-lot-2-CSC-2024-09-23.docx, LOT-2-Métre-Soumission - 2024-09-23.pdf, LOT-3-Métre-Soumission - 2024-09-23.pdf, Lot 2 - vue en plan.pdf

52 **Campus néerlandophone "Prinses Paola" - Programme architectural (ID 3301) - Procédure concurrentielle avec négociation - Dépense : 1.250.000 EUR TVAC - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir un programme architectural pour la construction d'un site scolaire, sportif et culturel néerlandophone sur le site actuel des écoles « Prinses Paola et Klim op » ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38, § 1, 1° b) (conception ou solutions innovantes) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

- Tranche ferme : Tranche de marché 1 - avant-projet et permis d'urbanisme pour l'ensemble du site.
- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 - dossier d'adjudication et suivi de chantier pour l'école, l'académie et la conciergerie.
- Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 bis - dossier d'adjudication et suivi de chantier, la bibliothèque et la maison des jeunes.

Considérant que le montant estimé du marché « Campus néerlandophone « Prinses Paola » - Programme architectural (ID 3301) » s'élève à 1.250.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 72200/722-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

DECIDE :

- d'approuver les exigences de la sélection qualitative telles que mentionnées dans l'avis de marché, et le montant estimé de 1.250.000 EUR TVAC du marché « Campus néerlandophone « Prinses Paola » - Programme architectural (ID 3301) ».
- de passer le marché par la procédure concurrentielle avec négociation.
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 72200/722-60.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Nederlandstalige campus Prinses Paola - Architectuurprogramma (ID 3301) - Mededingingsprocedure met onderhandeling - Uitgave : 1.250.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een architectuurprogramma voor de bouw van een Nederlandstalige school-, sport- en cultuursite op de huidige plaats van de scholen Prinses Paola en Klim op

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, § 1, 1° b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat deze opdracht bestaat uit volgende gedeelten:

- Vast gedeelte : Deelopdracht 1 - voorontwerp en stedenbouwkundige vergunning voor het geheel van de site.
- Voorwaardelijk gedeelte : Deelopdracht 2 - aanbestedingsdossier en opvolging van de werf voor de school de academie en de huisbewaarderswoning.
- Voorwaardelijk gedeelte : Deelopdracht 2 bis - aanbestedingsdossier en opvolging van de werf

van de bibliotheek en van het jeugdhuis.

Overwegende dat de uitgave voor de opdracht “Nederlandstalige campus Prinses Paola - Architectuurprogramma (ID 3301)” wordt geraamd op 1.250.000,00 EUR;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de mededingingsprocedure met onderhandeling;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 72200/722-60 van de buitengewone begroting en dat de uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de selectievereisten zoals opgenomen in de publicatie en aan de raming voor de opdracht “Nederlandstalige campus Prinses Paola - Architectuurprogramma (ID 3301)”, . De raming bedraagt 1.250.000,00 EUR.
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de mededingingsprocedure met onderhandeling.
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.
- deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2024, op artikel 72200/722-60 van de buitengewone begroting.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

Bijlage 3 - Tabel voor het delen van de hoofdruimten tussen de school en de academie.xlsx, Annexe-Bijlage 6a - Plan_03 - Situation - Situation.pdf, Annexe-Bijlage 6g - Plan_12 - Sous-oeuvre et couverture mat - Fund en dak kleuters.pdf, Annexe-Bijlage 6q - Existant-Bestaand 2024 NIV_0-A3.pdf, Bijlage 1c - Beschrijvende fiches Bibliotheek.docx, Annexe 4 - Rapport justifiant l'abrogation du PPA n°2.pdf, Bijlage 1b - Beschrijvende fiches Academie.docx, Annexe-Bijlage 6f - Plan_11_2 - Détail façades mat - Detail gevel kleuters.pdf, Annexe-Bijlage 6m - Plan_18 - Façade aile gymn - Gevel deel turnzaal.pdf, Annexe 3 - Tableau de mise en commun des locaux principaux entre l'école et l'académie.xlsx, Bijlage 1b - Beschrijvende fiches Academie.pdf, Bijlage 2 - Organogram.pdf, Annexe 1a - Fiches descriptives Ecole.pdf, Annexe-Bijlage 6d - Plan_10 - Coupes mat - Doorsnedes kleuters.pdf, Annexe-Bijlage 6k - Plan_16 - Détails classes prim - Detail klassen lager.pdf, Annexe 2 - Organigramme.pdf, 2024_6_12_11_3_4_F02.pdf, Bijlage 4 - Verslag ter rechtvaardiging van de opheffing van BBP nr2.pdf, Annexe-Bijlage 6j - Plan_15 - Façade primaire - Gevel lager.pdf, Annexe 3 - Tableau de mise en commun des locaux principaux entre l'école et l'académie.pdf, Annexe-Bijlage 6l - Plan_17 - Plan aile gymn - Plan deel turnzaal.pdf, Bijlage 1a - Beschrijvende fiches School.pdf, Annexe-Bijlage 6i - Plan_14 - Façade primaire - Gevel lager.pdf, Annexe-Bijlage 6n - Plan_19 - Façades gymnase - Gevels turnzaal.pdf, Annexe 1c - Fiches descriptives Bibliothèque.pdf, Bijlage 1d - Beschrijvende fiches Jeugdhuis.pdf, CSC_Prinses Paola propositions BMA Adaptations administration version du 12.06 2023. et modif tutelle NL.docx, Annexe 1d - Fiches descriptives Maison de jeunes.pdf, Bijlage 4 - Verslag ter rechtvaardiging van de opheffing van BBP nr2.DOCX,

Bijlage 1a - Beschrijvende fiches School.docx, Annexe-Bijlage 6r - Existant-Bestaand 2024 NIV_1-A3.pdf, Bijlage 2 - Organogram.xlsx, Annexe 1c - Fiches descriptives Bibliothèque.docx, Annexe-Bijlage 6c - Plan_09 - Façades mat - Gevels kleuters.pdf, Annexe 1d - Fiches descriptives Maison de jeunes.docx, Annexe-Bijlage 6h - Plan_13 - Plan et coupe primaire - Plan en snedes lager.pdf, Annexe 1b - Fiches descriptives Academie.pdf, Bijlage 1c - Beschrijvende fiches Bibliotheek.pdf, Bijlage 3 - Tabel voor het delen van de hoofdruimten tussen de school en de academie.pdf, Annexe-Bijlage 6o - Plan_20 - Façade aile gymn - Gevel deel turnzaal.pdf, Annexe-Bijlage 6b - Plan_08 - Façades mat - Gevels kleuters.pdf, Annexe 5 - Rapport patrimonial.pdf, Annexe-Bijlage 6p - Plan_44 - Transformations sanitaires et vestiaires - Verbouwingen sanitair en kledkamers.pdf, 2024_6_12_11_3_16_F02.pdf, CSC_Prinses Paola_propositions BMA Adaptations administration version du 12.06 2023. et modif tutelle.docx, Annexe 1a - Fiches descriptives Ecole.docx, Annexe-Bijlage 6e - Plan_11_1 - Détails mat - kleuters.pdf, Annexe 1b - Fiches descriptives Academie.docx, Bijlage 1d - Beschrijvende fiches Jeugdhuis.docx, Bijlage 5 - Erfgoedrapport.pdf, Annexe 2 - Organigramme.xlsx, @Campus Prinses Paola - Programme technique - Technische programma.pdf

53 **Extension du système de vidéosurveillance (ID 3379) - Marché conjoint - Désignation du pouvoir adjudicateur : zone de police 5343 Montgomery - Dépense : 520.000 EUR TVAC - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant la volonté des autorités de la Zone de Police 5343 Montgomery et des autorités communales de ladite Zone de procéder par voie de marché public à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de police 5343 Montgomery au cours des années 2025, 2026, 2027 et 2028 ;

Considérant que les communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre sont concernées par ce marché ; que la commune de Woluwe-Saint-Lambert est plus particulièrement concernée par la fourniture, l'installation et la connexion de caméras pour un montant estimé en 2025 à 130.000 EUR TVAC, en 2026 à 130.000 EUR TVAC, en 2027 à 130.000 EUR TVAC et en 2028 à 130.000 EUR TVAC.

Considérant qu'il est économiquement, administrativement et pratiquement plus intéressant de passer conjointement ce marché avec la Zone de Police 5343 Montgomery et de lui confier la maîtrise de l'ouvrage.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et notamment l'article 48 aux termes duquel en cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents, les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra en leur nom collectif en qualité de pouvoir adjudicateur. Les conditions de marché peuvent en outre prévoir un paiement séparé pour chacune de ces personnes.

Considérant que les crédits nécessaires aux années 2025 à 2028, estimés à 130.000 EUR TVAC par année feront l'objet de propositions au Conseil communal d'inscriptions à l'article 42100/741-52 des budgets extraordinaires desdites années à soumettre à l'approbation de la tutelle.

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation de l'autorité de tutelle :

- de désigner, en application de l'article 48 de la loi du 17 juin 2016, la Zone de Police 5343 Montgomery pour intervenir au nom de la commune de Woluwe-Saint-Lambert en qualité de pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'organisation, de l'exécution, de l'engagement et de l'attribution du marché relatif à l'extension du système de vidéosurveillance au sein de la Zone de Police 5343 Montgomery au cours des années 2025, 2026, 2027 et 2028, étant entendu que

cette désignation nécessite les inscriptions à l'article 42100/741-52 des budgets extraordinaires des années 2025 à 2028 des crédits nécessaires, estimés à 130.000 EUR TVAC par année, à soumettre à l'approbation de la tutelle.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracteur auprès du Fonds régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Uitbreiding van het videobewakingssysteem (ID 3379) - Gezamenlijke opdracht - Aanduiding van de aanbestedende overheid: politiezone 5343 Montgomery - Uitgave: 520.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

Liste caméras 17072024.pdf, Cameras_Nouvelles.xlsx

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

54 ASBL Centre de Rééducation de l'Enfance à Bruxelles - Subside : 200.000 EUR - Convention - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl Centre de Rééducation de l'Enfance à Bruxelles est emphytéote de l'immeuble situé avenue Chapelle-aux-champs 40 qui accueille en journée 45 enfants polyhandicapés et héberge 27 de ceux-ci au sein d'un centre de logement collectif adapté ;

Considérant que le centre a été inauguré en 1982 et que les locaux actuels sont devenus trop petits et insalubres ;

Considérant qu'à défaut d'une extension et d'une rénovation de l'immeuble, le centre devra cesser ses activités, faute d'agrément ;

Vu le permis d'urbanisme notifié le 29/02/2024 ayant pour objet « Etendre et rénover un centre de jour et d'hébergement pour enfants polyhandicapés et réaménager les abords » ;

Considérant que le budget pour la réalisation de ce projet initialement estimé à 5.000.000 EUR a été réévalué à 6.750.000 EUR du fait de l'inflation, de la hausse du prix des matériaux et des modifications aux projets architectural imposées par l'autorité ayant délivré le permis d'urbanisme ;

Considérant qu'il y a une pénurie de places au sein des institutions spécialisées dans l'accueil d'enfants polyhandicapés au sein de la région bruxelloise, estimée en 2021 à un déficit de 77 places ;

Considérant qu'il convient de soutenir la rénovation et l'expansion (+10 places) de ce centre qui permettra d'augmenter les chances des familles de trouver un centre d'accueil adapté à proximité de leur domicile et d'éviter ainsi des trajets importants particulièrement pénibles pour ces enfants ;

Considérant que le centre accueille 4 enfants domiciliés à Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'un montant de 200.000 EUR est prévu à cet effet à l'article 83300/512-51 du budget

2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE:

- d'approuver l'octroi d'un subside de 200.000 à L'ASBL Centre de Rééducation de l'Enfance pour la rénovation et l'expansion de son centre pour enfants polyhandicapés situé avenue Chapelle-aux-champs 40;
- d'inscrire cette dépense à l'article 83300/512-51 du budget extraordinaire de l'année 2024;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le Fonds de réserve extraordinaire.
- d'approuver la convention ci-dessous :

Convention de subvention

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 15/10/2024, Ci-après dénommée « la commune »,

ET :

L'ASBL Centre de Rééducation de l'Enfance à Bruxelles ayant son siège Avenue Chapelle-aux-Champs 40 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représenté(e) par ..., agissant en qualité de... , Ci-après dénommée « l'association » ou « le CREB »,

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

L'ASBL Centre de Rééducation de l'Enfance à Bruxelles est emphytéote de l'immeuble situé avenue Chapelle-aux-champs 40 qui accueille en journée 45 enfants polyhandicapés et héberge 27 de ceux-ci au sein d'un centre de logement collectif adapté.

Le centre a été inauguré en 1982 et les locaux actuels sont devenus trop petits et insalubres.

A défaut d'une extension et d'une rénovation de l'immeuble, le centre devra cesser ses activités, faute d'agrément.

Un permis d'urbanisme a été notifié le 29/02/2024 ayant pour objet « Etendre et rénover un centre de jour et d'hébergement pour enfants polyhandicapés et réaménager les abords ».

La commune soutient ce projet qui permettra d'augmenter les chances des familles de trouver un centre d'accueil adapté à proximité de leur domicile et d'éviter ainsi des trajets importants particulièrement pénibles pour ces enfants.

Article 1

Dans le cadre du projet de rénovation et d'extension du centre du CREB située Avenue Chapelle-aux-Champs, le montant de la subvention octroyée par la commune à l'association est fixé à 200.000 EUR.

Article 2

L'immeuble doit être affecté conformément au projet développé dans le préambule.

Article 3

L'association s'engage à ne pas aliéner les terrains ou les constructions sous quelque forme que ce soit. Il y a lieu de noter qu'à l'expiration du bail emphytéotique, les immeubles érigés sur le terrain deviendront la propriété de l'UCL, le bailleur emphytéotique, sans indemnité due par lui.

Article 4

La subvention est libérée dans les 30 jours de la notification au service Gestion du Patrimoine-Propriétés communales de la copie de la notification du début du chantier conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 relatif à l'affichage et à l'avertissement prescrits pour les actes et travaux autorisés en matière d'urbanisme.

Article 5

Quatre places dans le centre de jour et deux dans le centre d'hébergement sont attribuées par priorité aux enfants dont au moins l'un des parents/tuteurs est domicilié à Woluwe-Saint-Lambert.

Lorsqu'une place se libère dans le centre, celle-ci est attribuée comme suit :

- le quota défini ci-dessus n'est pas atteint
 - Aucun enfant dont au moins l'un des parents/tuteurs est domicilié à Woluwe-Saint-Lambert n'est repris sur la liste d'attente, le centre est libre de définir comment attribuer la place ;
 - Un enfant dont au moins l'un des parents/tuteurs est domicilié à Woluwe-Saint-Lambert est repris sur la liste d'attente, la place lui est attribuée;
 - Plusieurs enfants dont au moins l'un des parents/tuteurs est domicilié à Woluwe-Saint-Lambert sont repris sur la liste d'attente, le centre est libre d'attribuer la place à l'un de ces enfants.
- le quota défini ci-dessous est atteint
 - Le centre est libre de définir comment attribuer la place.

Article 6

A première demande, le CREB fournit à la commune la liste des enfants fréquentant le centre dont au moins l'un des parents/tuteurs est domicilié à Woluwe-Saint-Lambert. Cette liste reprendra les informations suivantes :

- Numéro national de l'enfant ;
- Numéro national du ou de l'un des parent/tuteur domicilié à Woluwe-Saint-Lambert ;
- Tout élément permettant d'attester du respect de l'article 5.

Article 7

La durée de validité de la présente convention est fixée à 27 ans à dater de l'approbation par le Conseil communal en séance du 15/10/2024.

Article 8

A défaut pour l'association de respecter les obligations mises à sa charge par la présente convention et après mise en demeure, la commune récupère d'office le montant de la subvention allouée, adapté en fonction de l'indice des prix de la construction et selon la formule suivante :

Montant à rembourser =

subvention de base X B X C

A X 324

A= indice de départ (septembre 2024).

B= indice du mois précédant la date de mise en demeure

C= nombre de mois entiers résiduels de validité de la convention à la date de mise en demeure

Article 9

A défaut pour l'association de mettre le projet en œuvre (pour quelque raison que ce soit) dans un délai de deux ans à dater de l'approbation par le Conseil communal et après mise en demeure, celle-ci sera considérée comme résolue de plein droit sans qu'aucune indemnité ne soit due de part ni d'autre.

Article 10

L'association fera mention, dans ses divers moyens de communication relatifs au projet, de la participation de la commune.

Article 11

Le droit belge est d'application et les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Pour l'association,

Pour la commune,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Centre de Rééducation de l'Enfance à Bruxelles" - Subsidie: 200.000 EUR - Overeenkomst - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging zonder winstoogmerk "Centre de Rééducation de l'Enfance à

Bruxelles" de erfpachter is van het gebouw gelegen aan de Veldkapellaan 40, dat dagopvang biedt aan 45 meervoudig mindervalide kinderen en 27 van hen huisvest in een aangepast collectief wooncentrum;

Overwegende dat het centrum is geopend in 1982 en dat de huidige lokalen te klein en ongezond zijn geworden;

Overwegende dat als het gebouw niet wordt uitgebreid en gerenoveerd, het centrum zijn activiteiten zal moeten staken wegens gebrek aan erkenning;

Gelet op de 29/02/2024 aangemelde stedenbouwkundige vergunning ten behoeve van "Uitbreiding en renovatie van een dag- en wooncentrum voor meervoudig mindervalide kinderen en herinrichting van de omgeving";

Overwegende dat het budget voor de realisatie van dit project, dat aanvankelijk geraamd was op 5.000.000 EUR, opnieuw geraamd is op 6.750.000 EUR als gevolg van de inflatie, de stijging van de materialenprijzen en de wijzigingen aan de architecturale projecten die opgelegd werden door de overheid die de stedenbouwkundige vergunning heeft afgeleverd;

Overwegende dat er een tekort is aan plaatsen in instellingen gespecialiseerd in de opvang van kinderen met een meervoudige handicap in het Brusselse Gewest, dat in 2021 geraamd wordt op een tekort van 77 plaatsen;

Overwegende dat het passend is om de renovatie en uitbreiding (+10 plaatsen) van dit centrum te ondersteunen, waardoor gezinnen meer kans hebben om dicht bij huis een geschikt opvangcentrum te vinden en zo lange verplaatsingen, die bijzonder pijnlijk zijn voor deze kinderen, te vermijden;

Overwegende dat het centrum 4 kinderen opvangt die gedomicilieerd zijn in Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat er een bedrag van 200.000 EUR hiervoor voorzien is op artikel 83300/512- 51 van de begroting 2024:

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 3/10/2024;

BESLIST:

- de toekenning van een subsidie van 200.000 goed te keuren aan de vzw Centre de Rééducation de l'Enfance voor de renovatie en uitbreiding van zijn centrum voor kinderen met een meervoudige handicap gelegen aan de Veldkapellaan 40;
- deze uitgave op te nemen in artikel 83300/512-51 van de buitengewone begroting voor 2024;
- deze uitgave te financieren door een beroep te doen op het Buitengewoon Reservefonds.
- volgende overeenkomst goed te keuren:

OVEREENKOMST VAN SUBSIDIE

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15/10/2024, Hierna "de gemeente" genoemd,

EN:

De vzw Centre de Rééducation de l'Enfance te Brussel met zetel in de Veldkapellaan 40 in 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door: ..., optredend in de hoedanigheid van... „Hierna "de vereniging" of "de CREB" genoemd,

IS HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

Inleiding:

De vereniging zonder winstoogmerk Centre de Rééducation de l'Enfance à Bruxelles de erfpachter is van het gebouw gelegen aan de Veldkapellaan 40, die dagopvang biedt aan 45 meervoudig mindervalide kinderen en 27 van hen huisvest in een aangepast collectief wooncentrum.

Het centrum werd geopend in 1982 en de huidige lokalen zijn te klein en ongezond geworden.

Als het gebouw niet wordt uitgebreid en gerenoveerd, zal het centrum zijn activiteiten moeten staken wegens gebrek aan erkenning.

Gelet op de 29/02/2024 aangemelde stedenbouwkundige vergunning ten behoeve van "Uitbreiding en renovatie van een dag- en wooncentrum voor meervoudig mindervalide kinderen en de herinrichting van de omgeving".

De gemeente ondersteunt dit project, waardoor gezinnen meer kans hebben om dicht bij huis een geschikt opvangcentrum te vinden en zo lange verplaatsingen, die bijzonder pijnlijk zijn voor deze kinderen, te vermijden;

Artikel 1

Als onderdeel van het project om het CREB-centrum in de Veldkapellaan te renoveren en uit te breiden, is het bedrag van de subsidie die door de gemeente aan de vereniging is toegekend, vastgesteld op 200.000 EUR.

Artikel 2

Het gebouw moet worden toegewezen in overeenstemming met het project dat in de preambule wordt beschreven.

Artikel 3

De vereniging verbindt zich ertoe het terrein of de gebouwen niet te vervreemden, in welke vorm dan ook. Er zij op gewezen dat na afloop van de erfpacht de gebouwen die op de grond zijn opgericht eigendom worden van de UCL, de erfpachter, zonder dat deze enige vergoeding verschuldigd is.

Artikel 4

De subsidie zal worden vrijgegeven binnen 30 dagen na kennisgeving aan de dienst erfgoedbeheer - Gemeentelijke eigendommen van de kopie van de kennisgeving van de start van de werken overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 september 2011 betreffende de aanplakking en de aankondiging die vereist zijn voor handelingen en werken die toegelaten zijn op het vlak van stedenbouw.

Artikel 5

Vier plaatsen in het dagcentrum en twee in het wooncentrum worden op prioritaire basis toegekend aan kinderen van wie minstens één ouder/voogd in Sint-Lambrechts-Woluwe woont.

Als er een plaats vrijkomt in het centrum, wordt die als volgt toegewezen:

- het hierboven bepaalde quotum is niet bereikt

- Geen enkel kind van wie minstens één ouder/voogd in Sint-Lambrechts-Woluwe woont, staat op de wachtlijst, het centrum beslist vrij over de toewijzing van de plaats;
- Een kind waarvan minstens één ouder/voogd in Sint-Lambrechts-Woluwe woont, staat op de wachtlijst, de plaats wordt aan dat kind toegewezen;
- Meerdere kinderen waarvan minstens één van de ouders/voogden in Sint-Lambrechts-Woluwe woont, staan op de wachtlijst,; het centrum beslist vrij om de plaats aan één van deze kinderen toe te wijzen.
- het hierboven bepaalde quotum is bereikt
 - Het centrum beslist vrij over de toewijzing van de plaats.

Artikel 6

Op eerste verzoek zal CREB aan de gemeente een lijst bezorgen van de kinderen die het centrum bezoeken en waarvan minstens één van de ouders/verzorgers in Sint-Lambrechts-Woluwe woont. Deze lijst zal de volgende informatie bevatten:

- Rijksregisternummer van het kind;
- Rijksregisternummer van de ouder(s)/verzorger(s) gedomicilieerd in Sint-Lambrechts-Woluwe;
- Elk bewijs dat artikel 5 werd nageleefd.

Artikel 7

Deze overeenkomst is 27 jaar geldig vanaf de datum van goedkeuring door de gemeenteraad tijdens zijn vergadering op 15/10/2024.

Artikel 8

Als de vereniging haar verplichtingen uit hoofde van deze overeenkomst niet nakomt, zal de gemeente na ingebrekestelling automatisch het toegekende subsidiebedrag terugvorderen, aangepast aan de bouwpijnsindex en in overeenstemming met de volgende formule:

Terug te betalen bedrag=

Basissubsidie XBXC

A X 324

A= startindex (september 2024).

B= indexcijfer voor de maand voorafgaand aan de datum van ingebrekestelling

C= aantal volle maanden dat de overeenkomst nog geldig is op de datum van de ingebrekestelling

Artikel 9

Als de vereniging het project niet uitvoert (om welke reden dan ook) binnen twee jaar na de datum van goedkeuring door de gemeenteraad en na ingebrekestelling, wordt de overeenkomst geacht van rechtswege te zijn beëindigd zonder dat beide partijen enige schadevergoeding verschuldigd zijn.

Artikel 10

De vereniging zal de deelname van de gemeente vermelden in haar verschillende communicatiemiddelen met betrekking tot het project.

Artikel 11

Het Belgisch recht is van toepassing en enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd.

Voor de vereniging,

Voor de gemeente,

De gemeentesecretaris

De burgemeester

Patrick LAMBERT

Olivier Maingain

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Heer Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de Ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

55 Chaussée de Roodebeek 314 - Pavillon - Convention d'occupation précaire - Prolongation - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire d'un pavillon situé dans le parc de Roodebeek et cadastré 3DIV D29L;

Vu sa délibération du 18/12/2023 approuvant la convention d'occupation précaire relative à ce bien entre la commune et l'ASBL LAGADIM représentée par Mme Gaëlle STORCKEL;

Vu sa demande prolongation de l'occupation jusqu'au 25/09/2024 ;

Considérant que les installations techniques (chauffage) et les châssis actuels permettent de donner une suite positive à cette demande sans que l'occupation ne soit source d'une trop grande déperdition énergétique peu opportune sur les plans écologiques et économiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant ci-dessous :

AVENANT

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert (n° d'entreprise : 0207.389.859), représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 15/10/2024,

Ci-après dénommée « la commune »

ET :

L'ASBL LAGADIM, ayant son siège social rue François Gay 87 bte 1 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre et enregistrée à la BCE sous le numéro 0652.974.306,

Ci-après dénommée « l'occupant »,

La commune et l'occupant étant désignés ensemble « les parties ».

LA CONVENTION EST AMENDEE COMME SUIT :

Ancien Article 2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 15/02/2024. Elle prendra fin le 15/11/2024.

Nouvel Article 2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/05/2022. Elle prendra fin le 22/12/2024.

Ancien Article 8. Entretien, occupation et exploitation

L'occupant s'engage à :

- occuper les lieux paisiblement et en personne normalement prudente et diligente sans provoquer de nuisances ni de perturbations pour les voisins ;
- veiller à éviter l'entrepôt de produits pourrissables ou périssables sans que les dispositions d'hygiène nécessaires ne soient prises ;
- traiter ses déchets et respecter les dates de collectes de Bruxelles-Propreté ;
- équiper les lieux qu'il occupe de tout le matériel et les équipements jugés nécessaires par lui pour le développement de son activité commerciale pendant la période prévue conventionnellement. L'ensemble du matériel fourni par la commune fait l'objet d'un inventaire annexé à l'état des lieux d'entrée ;
- ouvrir les installations au public, conformément aux horaires suivants :
 - du lundi au jeudi hors vacances scolaires : ouverture minimum 3 jours/4, au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 19h - pendant au moins 4 heures ;
 - vendredi hors vacances scolaires : ouverture au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 21h - pendant au moins 4 heures ;
 - du lundi au jeudi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 20h - pendant au moins 6 heures ;
 - vendredi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h - pendant au moins 6 heures ;
 - week-end : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h - pendant au moins 6 heures ;
- disposer d'un horaire déterminé sur cette base, affiché sur le bien et dans toute communication faite par l'occupant. Il ne pourra y être dérogé qu'occasionnellement, en cas d'intempéries importantes ou de température extérieure prévue de moins de 10 degrés Celsius ;
- ne pas utiliser de la vaisselle, des couverts, pailles et autres contenants plastiques à usage unique ;
- fournir de l'eau du robinet gratuitement pour les personnes qui en feraient la demande;
- mettre à disposition du mobilier en extérieur pendant les horaires d'exploitation, et ce, après

- avoir obtenu l'accord préalable de la commune sur le type et l'esthétique du mobilier ;
- mettre à disposition de la clientèle un espace agréable et discret propice à l'allaitement ;
- mettre à disposition de la clientèle un coin à langer avec un point d'eau pour permettre le change des enfants en bas âge ;
- mettre à disposition un espace pour les enfants en bas âge avec des tapis de psychomotricité, des coussins, un canapé, des jouets d'éveil et de construction, une petite bibliothèque adaptée pour le coin lecture.

La commune se réserve le local pour les jours suivants : jeudi 7 mars, jeudi 4 avril, jeudi 11 avril, jeudi 2 mai, jeudi 6 juin, jeudi 5 septembre, jeudi 3 octobre, jeudi 7 novembre. Ces jours, l'établissement sera fermé.

Du 22/06 au 17/07, dans le cadre des Estivales de la Woluwe, auront lieu sous le kiosque attenant à la buvette des concerts acoustiques, le mercredi de 16h30 à 17h15 et le samedi de 18h à 18h45. Il est demandé d'en tenir compte lors de l'organisation d'animations ou d'évènements privés.

L'occupant est autorisé à privatiser la salle mais uniquement les vendredis et samedis soir, à partir de 18h et jusqu'à minuit. L'organisation d'évènements privés hors de ces plages horaires, mais pendant les heures d'ouverture de la buvette, est toléré mais ne pourra impacter l'accès du public au bien et aux services fournis habituellement.

Nouvel Article 8. Entretien, occupation et exploitation

L'occupant s'engage à :

- occuper les lieux paisiblement et en personne normalement prudente et diligente sans provoquer de nuisances ni de perturbations pour les voisins ;
- veiller à éviter l'entrepôt de produits pourrissables ou périssables sans que les dispositions d'hygiène nécessaires ne soient prises ;
- traiter ses déchets et respecter les dates de collectes de Bruxelles-Propreté ;
- équiper les lieux qu'il occupe de tout le matériel et les équipements jugés nécessaires par lui pour le développement de son activité commerciale pendant la période prévue conventionnellement. L'ensemble du matériel fourni par la commune fait l'objet d'un inventaire annexé à l'état des lieux d'entrée ;
- ouvrir les installations au public, conformément aux horaires suivants :
 - du lundi au jeudi hors vacances scolaires : ouverture minimum 3 jours/4, au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 19h - pendant au moins 4 heures ;
 - vendredi hors vacances scolaires : ouverture au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 21h - pendant au moins 4 heures ;
 - du lundi au jeudi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 20h - pendant au moins 6 heures ;
 - vendredi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h - pendant au moins 6 heures ;
 - week-end : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h - pendant au moins 6 heures ;
- disposer d'un horaire déterminé sur cette base, affiché sur le bien et dans toute communication faite par l'occupant. Il ne pourra y être dérogé qu'occasionnellement, en cas d'intempéries importantes ou de température extérieure prévue de moins de 10 degrés Celsius ;
- ne pas utiliser de la vaisselle, des couverts, pailles et autres contenants plastiques à usage unique ;
- fournir de l'eau du robinet gratuitement pour les personnes qui en feraient la demande;
- mettre à disposition du mobilier en extérieur pendant les horaires d'exploitation, et ce, après avoir obtenu l'accord préalable de la commune sur le type et l'esthétique du mobilier ;
- mettre à disposition de la clientèle un espace agréable et discret propice à l'allaitement ;
- mettre à disposition de la clientèle un coin à langer avec un point d'eau pour permettre le

change des enfants en bas âge ;

- mettre à disposition un espace pour les enfants en bas âge avec des tapis de psychomotricité, des coussins, un canapé, des jouets d'éveil et de construction, une petite bibliothèque adaptée pour le coin lecture.

La commune se réserve le local pour les jours suivants : jeudi 7 mars, jeudi 4 avril, jeudi 11 avril, jeudi 2 mai, jeudi 6 juin, jeudi 5 septembre, jeudi 3 octobre, jeudi 7 novembre et jeudi 5 décembre. Ces jours, l'établissement sera fermé.

L'occupant est autorisé à privatiser la salle mais uniquement les vendredis et samedis soir, à partir de 18h et jusqu'à minuit. L'organisation d'évènements privés hors de ces plages horaires, mais pendant les heures d'ouverture de la buvette, est toléré mais ne pourra impacter l'accès du public au bien et aux services fournis habituellement.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ... en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'occupant,

Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

...

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Roodebeeksteenweg 314 - Paviljoen - Precaire gebruiksovereenkomst - Verlenging - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een paviljoen dat gelegen is in het Roodebeekpark en gekadastréerd is 3DIV D29L;

Gelet op de beraadslaging van 18/12/2023 tot goedkeuring van de overeenkomst van precaire bezetting betreffende dit goed tussen de gemeente en vzw LAGADIM vertegenwoordigd door mw. Gaëlle STORCKEL;

Gelet op haar verzoek om de bezetting te verlengen tot 25/09/2024;

Overwegende dat de technische installaties (verwarming) en de huidige ramen het mogelijk maken dit verzoek in te willigen zonder dat de bezetting een bron is van buitensporig energieverlies, wat vanuit ecologisch of economisch oogpunt niet gepast is;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST onderstaande aanhangsel goed te keuren:

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris (ondernemingsnummer van de gemeente 0207.389.859), handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15/10/2024,

Hierna "de gemeente" genoemd

EN:

De vzw LAGADIM, met maatschappelijke zetel in de François Gaystraat 87 bus 1 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe en ingeschreven in het KBO onder het nummer 0652.974.306,

Hierna "de gebruiker" genoemd,

De gemeente en de gebruiker worden samen "de partijen" genoemd.

DE OVEREENKOMST WORDT ALS VOLGT GEWIJZIGD:

Oud Artikel 2. Duur

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 15/02/2024. Ze zal aflopen op 15/11/2024.

Nieuw Artikel 2 Duur

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/05/2022. Ze zal aflopen op 22/12/2024.

Oud Artikel 8. Onderhoud, bezetting en uitbating

De gebruiker verbindt zich ertoe om:

- het goed rustig en als een normaal voorzichtig en zorgvuldig persoon te gebruiken zonder overlast of verstoring voor de burens te veroorzaken;
- ervoor te zorgen dat rotte of bederfelijke producten niet worden opgeslagen zonder dat de nodige hygiënische maatregelen worden genomen;
- het afval te verwerken en de ophaaldata van Net Brussel te respecteren;
- de lokalen die hij in gebruik heeft, uit te rusten met al het materiaal en de uitrusting die hij nodig acht voor de ontwikkeling van zijn commerciële activiteit gedurende de periode die in de overeenkomst is voorzien. Al het door de gemeente ter beschikking gestelde materiaal wordt geïventariseerd en als bijlage bij de plaatsbeschrijving bij intrede gevoegd;
- de installaties open te stellen voor het publiek, overeenkomstig het volgende uurrooster:
 - van maandag tot donderdag buiten de schoolvakanties: opening minimum 3 dagen/4 uiterlijk om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 19.00 uur - gedurende minstens 4 uur;
 - vrijdag buiten de schoolvakanties: opening uiterlijk om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur - gedurende minstens 4 uur;
 - van maandag tot donderdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11.00 uur - sluiting uiterlijk om 20.00 uur - gedurende minstens 6 uur;
 - vrijdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur - gedurende minstens 6 uur;
 - weekend: opening uiterlijk om 11.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur - gedurende minstens 6 uur;
- beschikken over een op deze basis bepaald uurrooster, vermeld op het pand en in elke communicatie van de gebruiker. Uitzonderingen kunnen slechts incidenteel worden gemaakt, in

geval van zware weersomstandigheden of een verwachte buitentemperatuur van minder dan 10 graden Celsius;

- geen plastic borden, bestek, rietjes of andere eenmalige plastic verpakkingen gebruiken;
- gratis kraanwater verschaffen voor personen die dit zouden vragen;
- buitenmeubilair ter beschikking stellen tijdens de openingsuren, na voorafgaande toestemming van de gemeente over het type en het uiterlijk van het meubilair;
- klanten een aangename en discrete ruimte te bieden die bevorderlijk is voor borstvoeding;
- klanten een luierhoek te bieden met een waterpunt voor het verschonen van zuigelingen;
- een ruimte voor jonge kinderen inrichten met psychomotorische matten, kussens, een sofa, bouw- en ontwakings speelgoed en een kleine bibliotheek die aangepast is voor de leeshoek.

De gemeente reserveert het lokaal voor de volgende dagen: donderdag 7 maart, donderdag 4 april, donderdag 11 april, donderdag 2 mei, donderdag 6 juni, donderdag 5 september, donderdag 3 oktober, donderdag 7 november. Op deze dagen zal het etablissement gesloten zijn.

Van 22/06 tot 17/07 worden er in het kader van het zomerfestival "Estivales de la Woluwe" akoestische concerten gehouden onder de kiosk naast de bar, op woensdag van 16.30 tot 17.15 uur en op zaterdag van 18.00 tot 18.45 uur. Er wordt verzocht hier rekening mee te houden bij het organiseren van privé-evenementen.

De gebruiker mag de ruimte privatiseren, maar alleen op vrijdag- en zaterdagavond, van 18.00 uur tot middernacht. De organisatie van privé-evenementen wordt getolereerd buiten dit uurrooster, maar tijdens de openingsuren van de bar, maar mag geen afbreuk doen aan de toegang van het publiek tot het onroerend goed en de normaal geleverde diensten.

Nieuw Artikel 8. Onderhoud, bezetting en uitbating

De gebruiker verbindt zich ertoe om:

- het goed rustig en als een normaal voorzichtig en zorgvuldig persoon te gebruiken zonder overlast of verstoring voor de burens te veroorzaken;
- ervoor te zorgen dat rotte of bederfelijke producten niet worden opgeslagen zonder dat de nodige hygiënische maatregelen worden genomen;
- het afval te verwerken en de ophaaldata van Net Brussel te respecteren;
- de lokalen die hij in gebruik heeft, uit te rusten met al het materiaal en de uitrusting die hij nodig acht voor de ontwikkeling van zijn commerciële activiteit gedurende de periode die in de overeenkomst is voorzien. Al het door de gemeente ter beschikking gestelde materiaal wordt geïnventariseerd en als bijlage bij de plaatsbeschrijving bij intrede gevoegd;
- de installaties open te stellen voor het publiek, overeenkomstig het volgende uurrooster:
 - van maandag tot donderdag buiten de schoolvakanties: opening minimum 3 dagen/4 uiterlijk om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 19.00 uur - gedurende minstens 4 uur;
 - vrijdag buiten de schoolvakanties: opening uiterlijk om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur - gedurende minstens 4 uur;
 - van maandag tot donderdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11.00 uur - sluiting uiterlijk om 20.00 uur - gedurende minstens 6 uur;
 - vrijdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur - gedurende minstens 6 uur;
 - weekend: opening uiterlijk om 11.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur - gedurende minstens 6 uur;
- beschikken over een op deze basis bepaald uurrooster, vermeld op het pand en in elke communicatie van de gebruiker. Uitzonderingen kunnen slechts incidenteel worden gemaakt, in geval van zware weersomstandigheden of een verwachte buitentemperatuur van minder dan 10 graden Celsius;
- geen plastic borden, bestek, rietjes of andere eenmalige plastic verpakkingen gebruiken;
- gratis kraanwater verschaffen voor personen die dit zouden vragen;
- buitenmeubilair ter beschikking stellen tijdens de openingsuren, na voorafgaande toestemming

van de gemeente over het type en het uiterlijk van het meubilair;

- klanten een aangename en discrete ruimte te bieden die bevorderlijk is voor borstvoeding;
- klanten een luierhoek te bieden met een waterpunt voor het verschonen van zuigelingen;
- een ruimte voor jonge kinderen inrichten met psychomotorische matten, kussens, een sofa, bouw- en ontwakings speelgoed en een kleine bibliotheek die aangepast is voor de leeshoek.

De gemeente reserveert het lokaal voor de volgende dagen: donderdag 7 maart, donderdag 4 april, donderdag 11 april, donderdag 2 mei, donderdag 6 juni, donderdag 5 september, donderdag 3 oktober, donderdag 7 november en donderdag 5 december. Op deze dagen zal het etablissement gesloten zijn.

De gebruiker mag de ruimte privatiseren, maar alleen op vrijdag- en zaterdagavond, van 18.00 uur tot middernacht. De organisatie van privé-evenementen wordt getolereerd buiten dit uurrooster, maar tijdens de openingsuren van de bar, maar mag geen afbreuk doen aan de toegang van het publiek tot het onroerend goed en de normaal geleverde diensten.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op ... in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de gebruiker, Handtekening van de verhuurder,
De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

... Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

demande de prolongation.jpg, Attribution roodebeek 2024 CC_nl_55675.pdf, Attribution roodebeek 2024 CC_fr_55675.pdf

56 **Chaussée de Roodebeek 314 - Pavillon - Convention d'occupation précaire - Clauses et appel à candidature - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire d'un pavillon situé dans le parc de Roodebeek et cadastré 3DIV D29L ;

Considérant que le bien offre une implantation et une configuration particulièrement adaptées pour son exploitation en tant qu'espace de détente et de restauration légère pour la période estivale ;

Considérant que le bien nécessite cependant un rafraichissement et des travaux d'adaptation pour une exploitation de longue durée ;

Considérant qu'il y a lieu d'en permettre déjà l'exploitation pour une courte durée ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un appel à candidature pour la sélection d'un occupant pour la période 2025 ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

DECIDE d'approuver :

- les conditions de l'appel à candidature reprises ci-dessous ;
- le projet de convention repris ci-dessous.

APPEL A CANDIDATURE



Objet : Exploitation de la buvette située dans le Parc de Roodebeek.

Equipement :

- réfrigérateurs, lave-vaisselle, cuisinière au gaz, fours de réchauffe, vaisselle.
- Mobilier : +/- 80 chaises et 20 tables

Durée : Du 15/02/2025 au 15/11/2025.

Clauses : Voir projet de convention joint.

Sélection de l'exploitant : Les candidatures seront départagées sur la base du dossier soumis (par exemple : expérience, nombre de consommables issus du commerce équitable, nombre de consommables produits localement (moins de 20 km), activités éventuellement organisées à destination des enfants (en journée uniquement), politique tarifaire incluant tous les publics,...).

Date limite pour soumettre une candidature : 01/12/2024 (compris)

Informations techniques : 02/761.28.82 (M. VAN VLASSELAER)

Comment soumettre une candidature : Par courriel (i.bailly@woluwe1200.be) ou par dépôt (administration communale, secrétariat communal, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

ENTRE :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Monsieur Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, (n° d'entreprise de la commune 0207.389.859) agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du ... ,

Ci-après dénommée « la commune »

ET :

... ;

Ci-après dénommé « l'occupant »

La commune et l'occupant étant désignés ensemble « Les Parties ».

Préambule

Considérant que la commune est propriétaire d'un pavillon situé dans le parc de Roodebeek;

Considérant que le bien offre une implantation et une configuration particulièrement adaptées pour son exploitation en tant qu'espace de détente et de restauration légère pour la période estivale ;

Considérant qu'il y a lieu d'en permettre l'exploitation pour une courte durée ;

La présente convention définit les conditions d'occupation de celle-ci pour la durée de la période 2025.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La commune autorise l'occupant à occuper à titre temporaire et éminemment précaire un espace limité dénommé "Pavillon Roodebeek" sis chaussée de Roodebeek 314 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert. Il s'agit d'un local disposant d'un vestiaire, d'une salle, de sanitaires, d'un espace « bar » avec deux débarras, d'une cuisine et d'une terrasse accessoire à l'immeuble.

Cette occupation est consentie uniquement à titre précaire. Le caractère précaire de cette occupation constitue l'élément essentiel de l'accord des parties, sans lequel ni la commune, ni l'occupant ne se seraient obligés. La présente convention ne peut donc, en aucun cas, être assimilée à un bail à loyer et, en particulier, à un bail commercial qui tomberait sous l'application de la loi du 30/04/1951.

Un inventaire du mobilier mis à disposition, à titre accessoire, sera annexé à l'état des lieux d'entrée.

2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 15/02/2025. Elle prendra fin le 15/11/2025.

3. Indemnité d'occupation

L'occupant est redevable du paiement d'une **indemnité** mensuelle forfaitaire de **650 EUR** en contrepartie de cette occupation. Ce montant devra être versé sur le compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert au 1^{er} jour du mois.

En cas de maintien de l'occupant dans les locaux à l'expiration du droit d'occupation (résiliation pour faute ou convention expirée), les parties fixent forfaitairement à 50,00 EUR/m²/mois entamé l'indemnité d'occupation. Ceci n'exclut en rien que la commune puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice du fait du maintien non autorisé de l'occupation des locaux.

4. Charges

Sont à charge de l'occupant :

- les frais découlant de sa consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage ;
- Ceux-ci seront facturés sur la base des relevés faits lors des états de lieux d'entrée et de sortie aux tarifs unitaires facturés à la commune ;
- le remboursement de la surprime relative à la clause d'abandon de recours contre le l'occupant facturée à la commune.

A titre de **provision** sur ces charges, l'occupant versera mensuellement une somme de **250 EUR**. Tout paiement à un tiers est nul et non avenu.

La commune assure la gestion technique de l'immeuble. En cas de problème, l'occupant est invité à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien occupé ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge de la commune.

A défaut d'avoir averti la commune, l'occupant est tenu pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

5. Assurances

La commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'occupant.

Par conséquent, celui-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux et bris de vitrage. Elle devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

L'occupant doit souscrire également une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

Une preuve de cette police d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise à la commune dans les huit jours de la signature de la présente convention. Si la commune n'a pas reçu la preuve de la police d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, elle adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts de l'occupant.

Dans tous les cas, l'occupant renonce, sans réserve, à tout recours contre la commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'occupant pourrait être victime.

L'occupant assumera personnellement et, à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

6. Taxes et impôts

L'occupant supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien loué (p. ex. taxe d'enlèvement des immondices).

Le précompte immobilier est à charge de la commune.

7. Etats des lieux

Au plus tard pour l'entrée de l'occupant dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux détaillé et amiable sera établi.

A ces occasions, les parties procéderont également aux relevés des index de tous les compteurs.

Un inventaire détaillé du mobilier mis à disposition sera annexé à ces états des lieux.

L'occupant rend les lieux dans l'état dans lequel il les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le service des Propriétés communales fixera le montant des dommages et intérêts.

L'occupant répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu sans sa faute. L'occupant répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'il accueille dans les lieux loués.

8. Entretien, occupation et exploitation

L'occupant s'engage à :

- occuper les lieux paisiblement et en personne normalement prudente et diligente sans provoquer de nuisances ni de perturbations pour les voisins ;
- veiller à éviter l'entrepôt de produits pourrissables ou périssables sans que les dispositions d'hygiène nécessaires ne soient prises ;
- traiter ses déchets et respecter les dates de collectes de Bruxelles-Propreté ;
- à équiper les lieux qu'il occupe de tout le matériel et les équipements jugés nécessaires par lui pour le développement de son activité commerciale pendant la période prévue conventionnellement. L'ensemble du matériel fourni par la commune fait l'objet d'un inventaire annexé à l'état des lieux d'entrée ;
- ouvrir les installations au public, conformément aux horaires suivants :

Du lundi au jeudi hors vacances scolaires : ouverture minimum 3 jours/4, au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 19h. Pendant au moins 4h ;

Vendredi hors vacances scolaires : ouverture minimum au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 21h. Pendant au moins 4h ;

Du lundi au jeudi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 20h. Pendant au moins 6h ;

Vendredi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h. Pendant au moins 6h ;

Week-end : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h. Pendant au moins 6h ;

- disposer d'un horaire déterminé sur cette base, affiché sur le bien et dans toute communication faite par l'occupant. Il ne pourra y être dérogé qu'occasionnellement, en cas d'intempéries importantes ou de température extérieure prévue de moins de 10 degrés Celsius.
- ne pas utiliser de la vaisselle, des couverts, pailles et autres contenants plastiques à usage unique ;
- fournir de l'eau du robinet gratuitement pour les personnes qui en feraient la demande;
- mettre à disposition du mobilier en extérieur pendant les horaires d'exploitation et ce, après avoir obtenu l'accord préalable de la commune sur le type et l'esthétique du mobilier ;
- mettre à disposition de la clientèle un espace agréable et discret propice à l'allaitement ;
- mettre à disposition de la clientèle un coin à langer avec un point d'eau pour permettre le change des enfants en bas âge ;

- mettre à disposition un espace pour les enfants en bas âge avec des tapis de psychomotricité, des coussins, un canapé, des jouets d'éveil et de construction, une petite bibliothèque adaptée pour le coin lecture.

La commune se réserve le local pour les jours suivants :

jeudis 06/03, 03/04, 08/05, 15/05, 05/06, 04/09, 02/10 et 06/11/2025,

et pour 8 jours supplémentaires selon un calendrier qui sera communiqué le 15/01/2025 au plus tard.

Ces jours, l'établissement sera fermé.

L'occupant est autorisé à privatiser[1] la salle mais uniquement les vendredis et samedis soir, à partir de 18h et jusqu'à minuit. L'organisation d'événements privés hors de ses plages horaires est toléré mais ne pourra impacter l'accès du public au bien et aux services fournis habituellement.

9. Réparations

La commune ne peut effectuer que les réparations urgentes lui incombant.

10. Modifications au bien

L'occupant ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la commune. Il ne pourra faire usage de la façade pour y installer une antenne de radio ou de télévision et d'une manière plus générale pour y fixer ou y poser quoi que ce soit.

En cas de modification non acceptée, la commune ne devra aucune indemnité si elle conserve les modifications. Elle pourra également exiger la remise des lieux en leur état originel et en l'absence de réaction de l'occupant, à la suite d'une mise en demeure, faire procéder elle-même aux travaux, aux frais de l'occupant.

L'utilisation d'appareils électriques susceptibles d'entraîner une surcharge est à convenir avec le service des Propriétés communales.

11. Accès au bien loué

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'occupant de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'occupant 48 heures à l'avance.

12. Election de domicile

Les parties déclarent faire élection de leur domicile, pour l'application de la présente convention, en leur siège social ou domicile respectif.

13. Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, l'occupant ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Aucun animal ne sera admis dans les locaux. Toute demande de dérogation à cette disposition fera l'objet d'une demande expresse et préalable au Collège des bourgmestre et échevins.

14. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

15. Juridiction compétente

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents. Le cas échéant, la langue de la convention détermine le tribunal compétent, selon son régime linguistique.

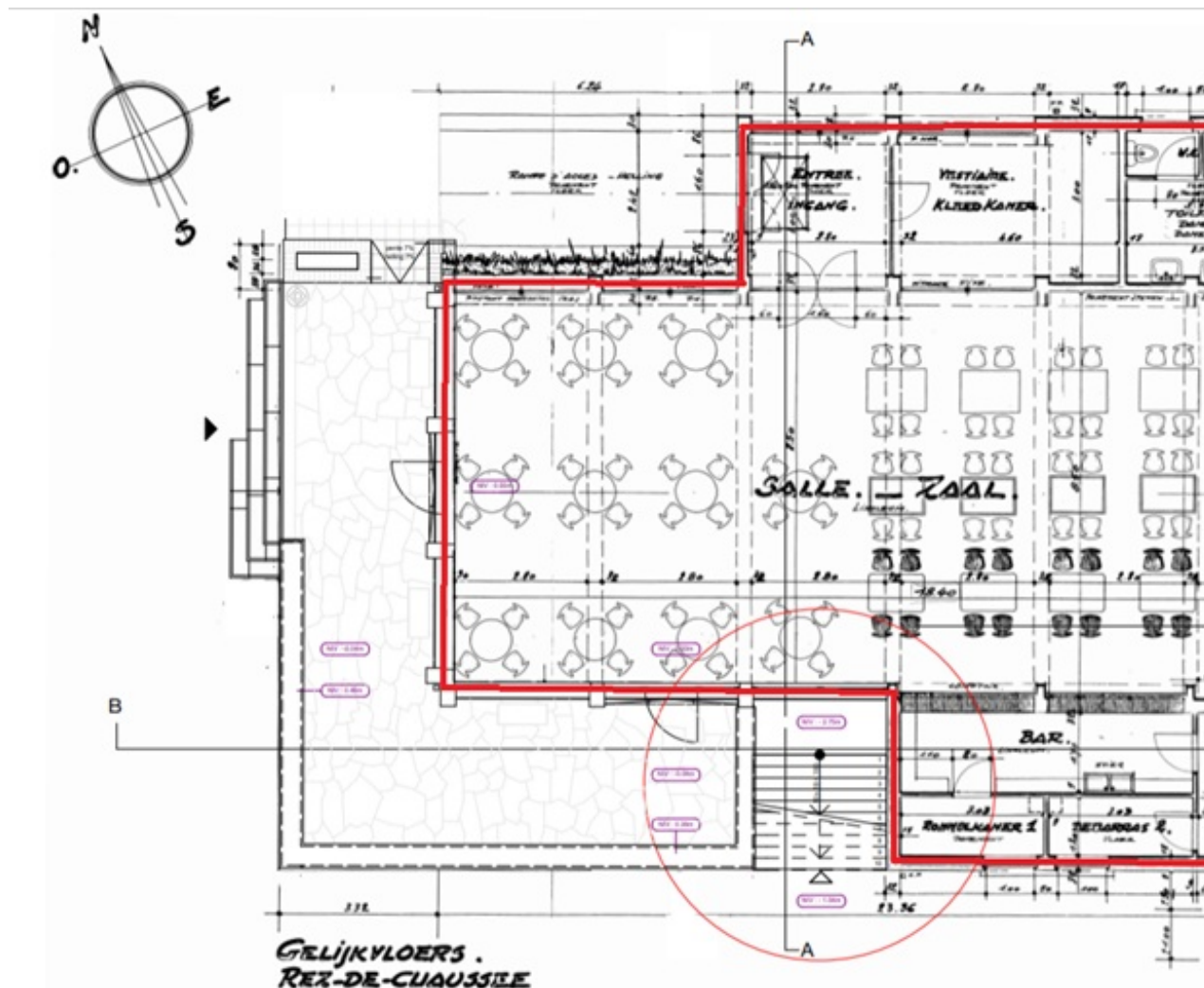
16. Résiliation pour faute

Si l'occupant manque gravement à ses obligations, la commune peut immédiatement mettre fin à l'occupation moyennant un préavis de 5 jours calendrier à compter de la notification écrite par courrier recommandé.

L'occupant devra alors supporter toutes les charges, tous les frais, débours et dépens provenant de cette résiliation.

Annexe : plans





Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ... en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'occupant,

Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick Lambert

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

[1] Réservation gratuite par une personne physique ou morale moyennant la consommation de produits et services fournis par l'occupant.

Roodebeeksteenweg 314 - Paviljoen - Precaire gebruiksovereenkomst - Clausules en oproep tot kandidaatstelling - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een paviljoen dat gelegen is in het Roodebeekpark en gekadastraerd is 3DIV D29L;

Overwegende dat het pand een locatie en een configuratie biedt die bijzonder geschikt zijn voor de exploitatie ervan als ontspanningsruimte met snack voor de zomerperiode;

Overwegende dat het pand echter een opfrisbeurt en aanpassingswerken nodig heeft voor een uitbating op lange termijn;

Overwegende dat het aangewezen is om de uitbating al voor een korte periode toe te staan;

Overwegende dat er een oproep tot kandidaatstelling moet gedaan worden voor de selectie van een uitbater voor 2025;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 26/09/2024;

BESLIST:

- de hierna vermelde voorwaarden van de oproep tot kandidaatstelling goed te keuren;
- de volgende ontwerpovereenkomst goed te keuren.

OPROEP TOT KANDIDAATSTELLING



Betreft: Uitbating van de bar gelegen in het Roodebeekpark

Uitrusting:

- Koelkasten, afwasmachine, gasfornuis, opwarmovens, vaatwerk.
- Meubilair: +/- 80 stoelen en 20 tafels

Duur: Van 15/02/2025 tot 15/11/2025.

Clausules: Zie ontwerp van overeenkomst in bijlage

Selectie van de uitbater: Over de kandidaturen zal worden beslist op basis van het ingediende dossier: ervaring, aantal verbruiksgoederen van duurzame handel, aantal plaatselijk geproduceerde verbruiksgoederen (minder dan 20 km), activiteiten die eventueel voor kinderen worden georganiseerd (alleen overdag), prijzen voor alle doelgroepen...),

Uiterste datum voor het indienen van een kandidatuur: 01/12/2024 (inbegrepen)

Technische informatie: 02/761.28.82 (dhr. VAN VLASSELAER)

Hoe een kandidatuur indienen: Per e-mail (i.bailly@woluwe1200.be) of rechtstreeks in te dfinen bij het gemeentebestuur (gemeentebestuur, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe).

PRECAIRE GEBRUIKSOVEREENKOMST

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier Maingain, Burgemeester; en de heer Patrick Lambert, Gemeentesecretaris (ondernemingsnummer van de gemeente 0207 389 859) optredend in uitvoering van de deliberatie van de gemeenteraad van...

Hierna "de gemeente" genoemd

EN:

... ;

Hierna "de gebruiker" genoemd,

De gemeente en de gebruiker worden samen "de partijen" genoemd.

Inleiding

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een paviljoen dat gelegen is in het Roodebeekpark;

Overwegende dat het pand een locatie en een configuratie biedt die bijzonder geschikt zijn voor de exploitatie ervan als ontspanningsruimte met snack voor de zomerperiode;

Overwegende dat het aangewezen is om de uitbating voor een korte periode toe te staan;

Onderhavige overeenkomst bepaalt de gebruiksvoorwaarden ervan voor de duur van 2025.

WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

1. Voorwerp van de overeenkomst

De gemeente geeft de gebruiker toestemming om op een tijdelijke en bij uitstek preciaire basis een beperkte ruimte te gebruiken genaamd “Paviljoen van Roodbeek”, gelegen Roodebeeksteenweg 314 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe. Het gaat om een lokaal met een vestiaire, een zaal, sanitair, een “bar” ruimte met twee opslagruimtes, een keuken en een terras bij het gebouw.

Dit gebruik wordt enkel ten preciaire titel toegekend. Het preciaire karakter van dit gebruik vormt het essentiële element van de overeenkomst tussen de partijen, zonder welke noch de gemeente noch de gebruiker zich verplicht zouden gesteld hebben. Deze overeenkomst kan dus in geen geval worden gelijkgesteld met een huurovereenkomst en in het bijzonder met een commerciële huurovereenkomst die onder de toepassing van de wet van 30/04/1951 zou vallen.

Een inventaris van het ter beschikking gestelde meubilair, op aanvullende basis, zal worden toegevoegd aan de plaatsbeschrijving bij intrede.

2. Duur

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 15/02/2025. Ze zal aflopen op 15/11/2025.

3. Bezettingsvergoeding

De gebruiker is voor een dergelijk gebruik een vaste maandelijkse **vergoeding** van **650 EUR** verschuldigd. Dit bedrag moet op de eerste dag van de maand worden gestort op rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe.

Indien de gebruiker aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging wegens fout of overeenkomst die afloopt), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitaire vergoeding van 50,00 EUR per m²/begonnen maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van het onrechtmatige onderhoud van het gebouw.

4. Lasten

Zijn ten laste van de gebruiker;

- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming; Zij worden gefactureerd op basis van de overzichten die tijdens de plaatsbeschrijving bij het vertrekken of verlaten van verhuurde gebouw worden gemaakt, tegen de eenheidstarieven gefactureerd aan de gemeente
- de terugbetaling van de premietoeslag in verband met het beding van afstand van verhaal op de gebruiker gefactureerd aan de gemeente.

Als **provisie** voor deze kosten betaalt de gebruiker een maandelijks bedrag van **250 EUR**. Elke betaling aan derden is nietig.

De gemeente verzekert het technisch beheer van het gebouw. De gebruiker wordt verzocht om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het gebruikte goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de gemeente valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de gebruiker zo verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan hij op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

5. Verzekeringen

De gemeente heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type « volledige brandverzekering » (brand, waterschade, glasbreuk) die een clausule bevat die verhaal op de gebruiker uitsluit.

Deze moet dus geen brandverzekering of verzekering voor waterschade en glasbreuk afsluiten. Ze zal het bedrag van de wettelijke franchise dat de verzekeraar van het gebouw inhoudt aan de gemeente moeten terugbetalen.

Het staat haar vrij een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt.

De gebruiker moet een polis aangaan die haar risico's dekt betreffende haar burgerlijke aansprakelijkheid en die van haar agenten en aangestelden voor alle schadegevallen die kunnen voorvallen in het kader van de die zo van het goed.

Een kopie van deze polis en het betalingsbewijs van de premies aan de gemeente overmaken binnen de achtentwintig na ondertekening van deze overeenkomst en op iedere verjaardag van de overeenkomst. Indien de gemeente het bewijs van de verzekeringspolis en// of de betaling van de premie niet binnen de bovenvermelde termijn heeft ontvangen, stuurt zij een aanmaning per aangetekende brief om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag na de verzending van de aangetekende brief. Na deze periode wordt deze overeenkomst automatisch opgeheven ten nadele van de gebruiker.

In ieder geval verzaakt de gebruiker zonder voorbehoud aan ieder beroep tegen de gemeente in hoofde van de bepalingen voorzien in artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan meer bepaald niet aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, beroving en schade waarvan de gebruiker het slachtoffer zou kunnen zijn.

De gebruiker neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de haart ter beschikking gestelde lokalen.

6. Taksen en belastingen

De gebruiker staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het gehuurde goed (bijvoorbeeld belasting op de ophaling van huisvuil). De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

7. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de die gebruiker de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt. Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

Een gedetailleerde inventaris van het ter beschikking gestelde meubilair wordt bij de plaatsbeschrijving gevoegd.

De gebruiker laat de plaats achter in de staat waarin hij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De gebruiker staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien hij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten zijn schuld. De gebruiker staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die hij in de gehuurde lokalen ontvangt.

8. Onderhoud, bezetting en uitbating

De gebruiker verbindt zich ertoe om:

- het goed rustig en en als een normaal voorzichtig en zorgvuldig persoon gebruiker zonder overlast of hinder voor de burens te veroorzaken;
- ervoor te zorgen dat rotte of bederfelijke producten niet worden opgeslagen zonder dat de nodige hygiënische maatregelen worden genomen;
- het afval te verwerken en de ophaaldata van Net Brussel te respecteren;
- de lokalen die hij in gebruik heeft, uit te rusten met al het materiaal en de uitrusting die hij nodig acht voor de ontwikkeling van zijn commerciële activiteit gedurende de periode die in de overeenkomst is voorzien. Al het door de gemeente ter beschikking gestelde materiaal wordt geïnventariseerd en als bijlage bij de plaatsbeschrijving bij intrede gevoegd;
- de installaties open te stellen voor het publiek, overeenkomstig het volgende uurrooster:

Van maandag tot donderdag buiten de schoolvakanties: opening minimum 3 dagen/4 om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 19.00 uur. Gedurende minstens vier uur;

Vrijdag buiten de schoolvakanties: opening uiterlijk om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur. Gedurende minstens vier uur;

Van maandag tot donderdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11 uur 's ochtends - sluiting uiterlijk om 19 uur 's avonds. Gedurende minstens zes uur;

Vrijdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11 uur 's ochtends - sluiting uiterlijk om 21 uur 's avonds. Gedurende minstens zes uur;

Weekend: opening uiterlijk 11 uur 's ochtends - sluiting uiterlijk 21 uur 's avonds. Gedurende minstens zes uur;

- beschikken over een bepaald uurrooster op deze basis, vermeld op het pand en in elke communicatie van de gebruiker. Uitzonderingen kunnen slechts incidenteel worden gemaakt, in geval van zware weersomstandigheden of een verwachte buitentemperatuur van minder dan 10 graden Celsius.
- geen plastic borden, bestek, rietjes of andere eenmalige plastic verpakkingen gebruiken.
- gratis kraanwater verschaffen voor personen die dit zouden vragen;
- **Buitenmeubilair ter beschikking stellen tijdens de openingsuren, na voorafgaande toestemming van de gemeente over het type en het uiterlijk van het meubilair;**
- klanten een aangename en discrete ruimte te bieden die bevorderlijk is voor borstvoeding;
- klanten een luierhoek te bieden met een waterpunt voor het verschonen van zuigelingen;
- een ruimte voor jonge kinderen inrichten met psychomotorische matten, kussens, een sofa, speelgoed voor kinderen om te leren en te bouwen en een kleine aangepaste bibliotheek voor de leeshoek;

De gemeente reserveert het lokaal voor de volgende dagen:

donderdagen 06/03, 03/04, 08/05, 15/05, 05/06, 04/09, 02/10 en 06/11/2025,

en voor 8 extra dagen volgens een tijdschema dat uiterlijk op 15/01/2025 zal worden meegedeeld.

Op deze dagen zal het etablissement gesloten zijn.

De gebruiker mag de ruimte privatiseren, maar alleen op vrijdag- en zaterdagavond, van 18 uur tot middernacht.

De organisatie van privé-evenementen wordt getolereerd buiten het uurrooster maar mag geen afbreuk doen aan de toegang van het publiek tot het onroerend goed en de normaal geleverde diensten.

9. Herstellingen

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is.

10. Wijzigingen aan het goed

De gebruiker mag de gehuurde plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente. Hij mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de gebruiker niet reageert, na een in gebreke stelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de die gebruiker.

Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst gemeente-eigendommen.

11. Toegang tot het gehuurde goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, ten allen tijde, toegang tot het gehuurde goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de gebruiker al zijn verplichtingen nakomt. Hij moet nochtans de gebruiker 48 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

12. Keuze van woonplaats

De partijen kiezen hun woonplaats, voor de toepassing van onderhavige overeenkomst, respectievelijk in hun maatschappelijke zetel of woonplaats.

13. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren

De gebruiker mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Er worden geen dieren toegelaten in de lokalen. Elke aanvraag tot afwijking van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van een uitdrukkelijke en voorafgaandelijke vraag aan het College van burgemeester en schepenen.

14. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

15. Bevoegde jurisdictie

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

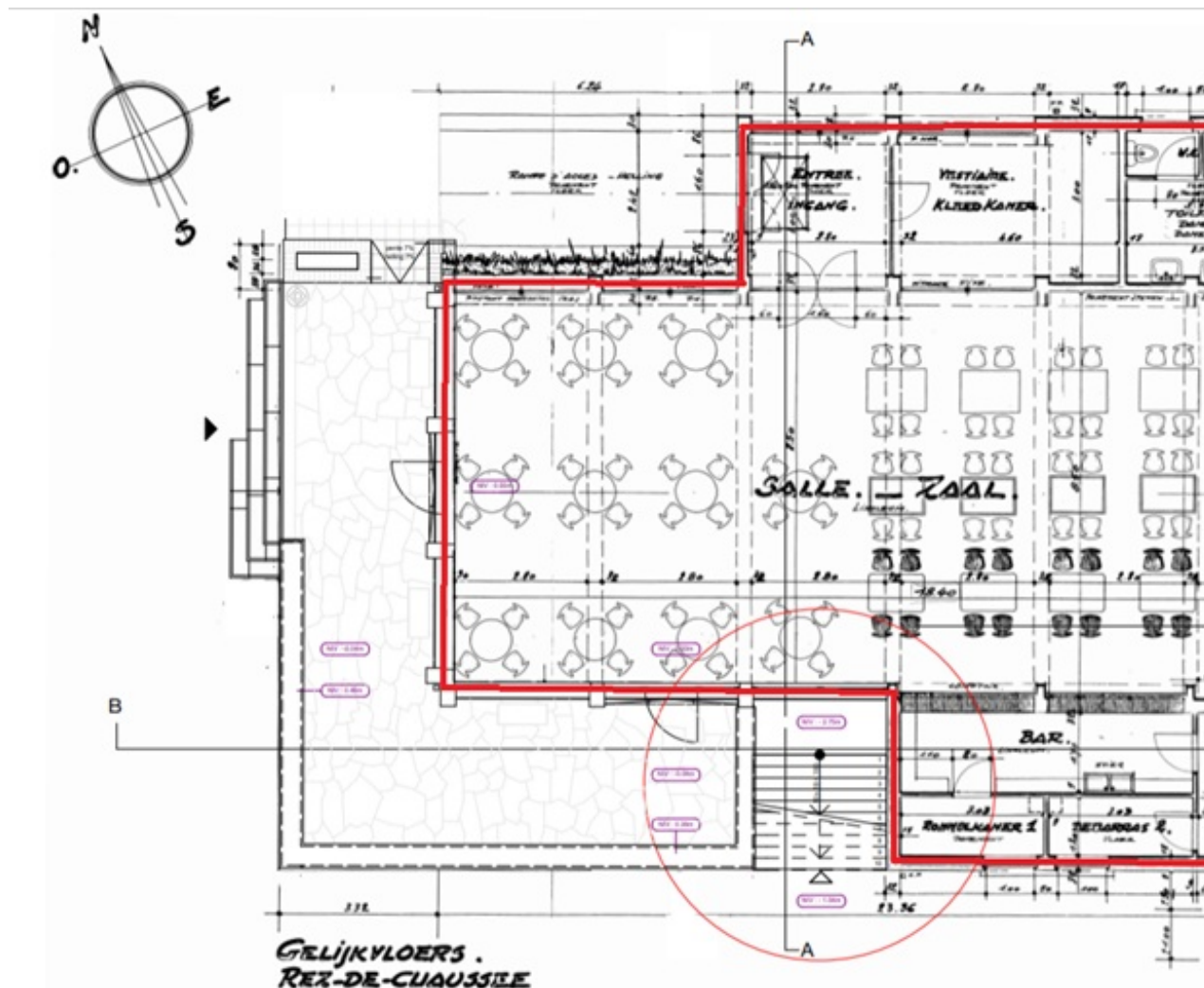
16. Ontbinding wegens fout

Indien de gebruiker ernstig tekortschiet in de nakoming van zijn verplichtingen, kan de gemeente de bezetting met onmiddellijke ingang beëindigen met een opzeggingstermijn van 5 kalenderdagen te rekenen vanaf het moment van de schriftelijke kennisgeving per aangetekende brief.

De gebruiker draagt alle lasten, kosten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

Bijlage: plannen





Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op ... in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de gebruiker,

Handtekening van de verhuurder,

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Patrick Lambert

Olivier Maingain

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Heer Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de Ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

[1] Gratis reservering door een natuurlijke of rechtspersoon in ruil voor de consumptie van door de bewoner geleverde producten en diensten.

57 **Chaussée de Stockel 65A - Buvette du parc Malou - Convention d'occupation précaire - Clauses et appel à candidature - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire du bâtiment situé chaussée de Stockel 65A dans la plaine de jeux du parc Malou qui abrite une buvette ;

Considérant que le bien est en attente de rénovation ;

Considérant que cette infrastructure offre un lieu d'accueil apprécié des utilisateurs de la plaine de jeux ;

Considérant qu'il y a lieu d'en permettre à nouveau l'exploitation pour une courte durée ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un appel à candidature pour la sélection d'un occupant pour la période 2025 ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

DECIDE d'approuver :

- les conditions de l'appel à candidature reprises ci-dessous ;
- le projet de convention repris ci-dessous.

APPEL A CANDIDATURE



Objet : Exploitation de la buvette située dans la plaine de jeu du Parc Malou.

Equipement :

- four, taque, hotte et surgélateur de présentation,
- mobilier : +/- 40 chaises et 10 tables

Durée : Du 15/02/2025 au 15/12/2025.

Clauses : Voir projet de convention joint.

Sélection de l'exploitant : Les candidatures seront départagées sur la base du dossier soumis (par exemple : expérience, nombre de consommables issus du commerce équitable, nombre de consommables produits localement (moins de 20 km), activités éventuellement organisées à destination des enfants (en journée uniquement), politique tarifaire incluant tous les publics,...).

Date limite pour soumettre une candidature : 01/12/2024 (compris)

Informations techniques : 02/761.28.82 (M. VAN VLASELAER)

Comment soumettre une candidature : Par courriel (i.bailly@woluwe1200.be) ou par dépôt (administration communale, secrétariat communal, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

ENTRE :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Monsieur Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, (n° d'entreprise de la commune 0207.389.859) agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du ...,

Ci-après dénommée « la commune »

ET :

... ,

Ci-après dénommé « l'occupant » La commune et l'occupant étant désignés ensemble « Les Parties ».

Préambule

Considérant que la commune est propriétaire du bâtiment situé 65A chaussée de Stockel dans la plaine de jeux du parc Malou qui abrite une buvette;

Considérant que celle-ci est libre d'occupation;

Considérant que le bien est en attente de rénovation ;

Considérant que cette infrastructure offre un lieu d'accueil apprécié des utilisateurs de la plaine de jeux ;

Considérant qu'il y a lieu d'en permettre à nouveau l'exploitation pour une courte durée ;

La présente convention définit les conditions d'occupation de celle-ci pour la durée de la période 2025.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La commune autorise l'occupant à occuper à titre temporaire et éminemment précaire un espace limité dénommé "buvette de la plaine de jeux du parc Malou" sis chaussée de Stockel 65A à 1200 Woluwe-Saint-Lambert. Il s'agit d'un local disposant d'une superficie de 189,5 m² au total, avec une salle (110m²), des sanitaires, un espace « cuisine-bar » (58,5 m²) et un local de stock (21m²) et de la terrasse accessoire à l'immeuble.

Cette occupation est consentie uniquement à titre précaire. Le caractère précaire de cette occupation constitue l'élément essentiel de l'accord des parties, sans lequel ni la commune, ni l'occupant ne se seraient obligés. La présente convention ne peut donc, en aucun cas, être assimilée à un bail à loyer et, en particulier, à un bail commercial qui tomberait sous l'application de la loi du 30/04/1951.

Un inventaire du mobilier mis à disposition, à titre accessoire, sera annexé à l'état des lieux d'entrée.

2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 15/02/2025. Elle prendra fin le 15/12/2025.

3. Indemnité d'occupation

L'occupant est redevable du paiement d'une **indemnité** mensuelle forfaitaire de **500 EUR** en contrepartie de cette occupation. Ce montant devra être versé sur le compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert au 1^{er} jour du mois.

En cas de maintien de l'occupant dans les locaux à l'expiration du droit d'occupation (résiliation pour faute ou convention expirée), les parties fixent forfaitairement à 50,00 EUR/m²/mois entamé l'indemnité d'occupation. Ceci n'exclut en rien que la commune puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice du fait du maintien non autorisé de l'occupation des locaux.

4. Charges

Sont à charge de l'occupant :

- les frais découlant de sa consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage;
- Ceux-ci seront facturés sur la base des relevés faits lors des états de lieux d'entrée et de sortie aux tarifs unitaires facturés à la commune ;
- le remboursement de la surprime relative à la clause d'abandon de recours contre le l'occupant facturée à la commune.

A titre de **provision** sur ces charges, l'occupant versera mensuellement une somme de **500 EUR**. Tout paiement à un tiers est nul et non avenu.

La commune assure la gestion technique de l'immeuble. En cas de problème, l'occupant est invité à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien occupé ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge de la commune.

A défaut d'avoir averti la commune, l'occupant est tenu pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

5. Assurances

La commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'occupant.

Par conséquent, celui-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux et bris de vitrage. Elle devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

L'occupant doit souscrire également une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien. Une preuve de cette police d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise à la commune dans les huit jours de la signature de la présente convention. Si la commune n'a pas reçu la preuve de la police d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, elle adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts de l'occupant.

Dans tous les cas, l'occupant renonce, sans réserve, à tout recours contre la commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'occupant pourrait être victime.

L'occupant assumera personnellement et, à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

6. Taxes et impôts

L'occupant supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien loué (p. ex. taxe d'enlèvement des immondices). Le précompte immobilier est à charge de la commune.

7. États des lieux

Au plus tard pour l'entrée de l'occupant dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux détaillé et amiable sera établi.

A ces occasions, les parties procéderont également aux relevés des index de tous les compteurs.

Un inventaire détaillé du mobilier mis à disposition sera annexé à ces états des lieux.

L'occupant rend les lieux dans l'état dans lequel il les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le service des Propriétés communales fixera le montant des dommages et intérêts.

L'occupant répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu sans sa faute. L'occupant répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'il accueille dans les lieux loués.

8. Entretien, occupation et exploitation

L'occupant s'engage à :

- occuper les lieux paisiblement et en personne normalement prudente et diligente sans provoquer de nuisances ni de perturbations pour les voisins ;
- veiller à éviter l'entrepôt de produits pourrissables ou périssables sans que les dispositions d'hygiène nécessaires ne soient prises ;

- traiter ses déchets et respecter les dates de collectes de Bruxelles-Propreté ;
- à équiper les lieux qu'il occupe de tout le matériel et les équipements jugés nécessaires par lui pour le développement de son activité commerciale pendant la période prévue conventionnellement. L'ensemble du matériel fourni par la commune fait l'objet d'un inventaire annexé à l'état des lieux d'entrée ;
- ouvrir les installations au public, conformément aux horaires suivants :

Du lundi au jeudi hors vacances scolaires : ouverture minimum 3 jours/4, au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 19h. Pendant au moins 4h ;

Vendredi hors vacances scolaires : ouverture minimum au plus tard à 15h - fermeture au plus tard à 21h. Pendant au moins 4h ;

Du lundi au jeudi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 20h. Pendant au moins 6h ;

Vendredi pendant les vacances scolaires : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h. Pendant au moins 6h ;

Week-end : ouverture au plus tard à 11h - fermeture au plus tard à 21h. Pendant au moins 6h ;

- disposer d'un horaire déterminé sur cette base, affiché sur le bien et dans toute communication faite par l'occupant. Il ne pourra y être dérogé qu'occasionnellement, en cas d'intempéries importantes ou de température extérieure prévue de moins de 10 degrés Celsius.
- ne pas utiliser de la vaisselle, des couverts, pailles et autres contenants plastiques à usage unique ;
- fournir de l'eau du robinet gratuitement pour les personnes qui en feraient la demande;
- mettre à disposition du mobilier en extérieur pendant les horaires d'exploitation et ce, après avoir obtenu l'accord préalable de la commune sur le type et l'esthétique du mobilier.

L'organisation d'évènements privés est toléré mais ne pourra impacter l'accès du public au bien et aux services fournis habituellement.

9. Réparations

La commune ne peut effectuer que les réparations urgentes lui incombant.

10. Modifications au bien

L'occupant ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la commune. Il ne pourra faire usage de la façade pour y installer une antenne de radio ou de télévision et d'une manière plus générale pour y fixer ou y poser quoi que ce soit.

En cas de modification non acceptée, la commune ne devra aucune indemnité si elle conserve les modifications. Elle pourra également exiger la remise des lieux en leur état originel et en l'absence de réaction de l'occupant, à la suite d'une mise en demeure, faire procéder elle-même aux travaux, aux frais de l'occupant.

L'utilisation d'appareils électriques susceptibles d'entraîner une surcharge est à convenir avec le service des Propriétés communales.

11. Accès au bien loué

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'occupant de toutes ses obligations, faire des relevés et les interventions techniques éventuellement nécessaires. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'occupant 24 heures à l'avance.

12. Election de domicile

Les parties déclarent faire élection de leur domicile, pour l'application de la présente convention, en leur siège social ou domicile respectif.

13. Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, l'occupant ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Aucun animal ne sera admis dans les locaux. Toute demande de dérogation à cette disposition fera l'objet d'une demande expresse et préalable au Collège des bourgmestre et échevins.

14. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

15. Juridiction compétente

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents. Le cas échéant, la langue de la convention détermine le tribunal compétent, selon son régime linguistique.

16. Résiliation pour faute

Si l'occupant manque gravement à ses obligations, la commune peut immédiatement mettre fin à l'occupation moyennant un préavis de 5 jours calendrier à compter de la notification écrite par courrier recommandé.

L'occupant devra alors supporter toutes les charges, tous les frais, débours et dépens provenant de cette résiliation.

Annexe : plan



Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ... en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'occupant,

Signature du bailleur,

Patrick Lambert

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Stokkelse steenweg 65A - Bar van het Maloupark - Precaire gebruiksovereenkomst - Clausules en oproep tot kandidaatstelling - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente de eigenaar is van het gebouw gelegen in de Stokkelsesteenweg 65A in de speeltuin van het Malou park waar zich een bar bevindt;

Overwegende dat het goed moet gerenoveerd worden;

Overwegende dat deze infrastructuur een welkome plaats biedt die door de gebruikers van de speeltuin wordt gewaardeerd;

Overwegende dat het aangewezen is om de uitbating opnieuw voor een korte periode toe te staan;

Overwegende dat er een oproep tot kandidaatstelling moet gedaan worden voor de selectie van een uitbater voor 2025;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 26/09/2024;

BESLIST:

- de hierna vermelde voorwaarden van de oproep tot kandidaatstelling goed te keuren;
- de volgende ontwerpovereenkomst goed te keuren.

OPROEP TOT KANDIDAATSTELLING



Betreft: Uitbating van de bar van het speelplein van het Maloupark.

Uitrusting:

- oven, kookplaat, dampkap, diepvriezer.
- meubilair: +/- 40 stoelen en 10 tafels

Duur: Van 15/02/2025 tot 15/12/2025.

Clausules: Zie ontwerp van overeenkomst in bijlage

Selectie van de uitbater: Over de kandidaturen zal worden beslist op basis van het ingediende dossier: ervaring, aantal verbruiksgoederen van duurzame handel, aantal plaatselijk geproduceerde verbruiksgoederen (minder dan 20 km), activiteiten die eventueel voor kinderen worden georganiseerd (alleen overdag), prijzen voor alle doelgroepen...),

Uiterste datum voor het indienen van een kandidatuur: 01/12/2024 (inbegrepen)

Technische informatie: 02/761.28.82 (dhr. VAN VLASSELAER)

Hoe een kandidatuur indienen: Per e-mail (i.bailly@woluwe1200.be) of rechtstreeks in te dienen bij het gemeentebestuur (gemeentebestuur, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe).

PRECAIRE GEBRUIKSOVEREENKOMST

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier Maingain, Burgemeester; en de heer Patrick Lambert, Gemeentesecretaris (ondernemingsnummer van de gemeente 0207 389 859) optredend in uitvoering van de deliberatie van de gemeenteraad van...

Hierna "de gemeente" genoemd

EN:

... ,

Hierna "de gebruiker" genoemd, De gemeente en de gebruiker worden samen "de partijen" genoemd.

Inleiding

Overwegende dat de gemeente de eigenaar is van het gebouw gelegen in de Stokkelsesteenweg 65A in de speeltuin van het Malou park waar zich een bar bevindt;

Overwegende dat deze laatste vrij is van bezetting; Overwegende dat het goed moet gerenoveerd worden;

Overwegende dat deze infrastructuur een welkome plaats biedt die door de gebruikers van de speeltuin wordt gewaardeerd;

Overwegende dat het aangewezen is om de uitbating opnieuw voor een korte periode toe te staan; Onderhavige overeenkomst bepaalt de gebruiksvoorwaarden ervan voor de duur van 2025.

WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

1. Voorwerp van de overeenkomst

De gemeente geeft de gebruiker toestemming om op een tijdelijke en bij uitstek preciaire basis een beperkte ruimte te gebruiken die bekend staat als de "bar van de speeltuin van het Maloupark", Stokkelsesteenweg 65A te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe. Het gaat om een lokaal met een totale oppervlakte van 189,5 m², met een zaal (110m²), sanitaire voorzieningen, een ruimte "keuken-bar" (58,5 m²) en een opslagruimte (21m²) en het terras aan het gebouw.

Dit gebruik wordt enkel ten preciaire titel toegekend. Het preciaire karakter van dit gebruik vormt het essentiële element van de overeenkomst tussen de partijen, zonder welke noch de gemeente noch de gebruiker zich verplicht zouden gesteld hebben. Deze overeenkomst kan dus in geen geval worden gelijkgesteld met een huurovereenkomst en in het bijzonder met een commerciële huurovereenkomst die onder de toepassing van de wet van 30/04/1951 zou vallen.

Een inventaris van het ter beschikking gestelde meubilair, op aanvullende basis, zal worden toegevoegd aan de plaatsbeschrijving bij intrede.

2. Duur

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 15/02/2025. Ze zal aflopen op 15/12/2025.

3. Bezettingsvergoeding

De gebruiker is voor een dergelijk gebruik een vaste maandelijkse **vergoeding van 500 EUR** verschuldigd. Dit bedrag moet op de eerste dag van de maand worden gestort op rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe.

Indien de gebruiker aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging wegens fout of overeenkomst die afloopt), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitaire vergoeding van 50,00 EUR per m²/begonnen maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van het onrechtmatige onderhoud van het gebouw.

4. Lasten

Zijn ten laste van de gebruiker;

- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming;
- Zij worden gefactureerd op basis van de overzichten die tijdens de plaatsbeschrijving bij het vertrekken of verlaten van verhuurd gebouw worden gemaakt, tegen de aan de gemeente gefactureerde eenheidstarieven;
- de terugbetaling van de premietoeslag in verband met het beding van afstand van verhaal op de gebruiker gefactureerd aan de gemeente.

Als **provisie** op de lasten betaalt de gebruiker maandelijks een Bewoner van **500 EUR**. Elke betaling aan een derde partij is nietig.

De gemeente verzekert het technisch beheer van het gebouw. De gebruiker wordt verzocht om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het gebruikte goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de gemeente valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de gebruiker zo verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan hij op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

5. Verzekeringen

De gemeente heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type« volledige brandverzekering" (brand, waterschade, glasbreuk) die een clause bevat die verhaal op de gebruiker uitsluit.Deze moet dus geen brandverzekering of verzekering voor waterschade en glasbreuk afsluiten. Ze zal het bedrag van de wettelijke franchise dat de verzekeraar van het gebouw inhoudt aan de gemeente moeten terugbetalen.Het staat haar vrij een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt.

De gebruiker moet een polis aangaan die haar risico's dekt betreffende haar burgerlijke aansprakelijkheid en die van haar agenten en aangestelden voor alle schadegevallen die kunnen voorvallen in het kader van de die zo van het goed. Een kopie van deze polis en het betalingsbewijs van de premies aan de gemeente overmaken binnen de achtentwintig na ondertekening van deze overeenkomst en op iedere verjaardag van de overeenkomst. Indien de gemeente het bewijs van de verzekeringspolis en// of de betaling van de premie niet binnen de bovenvermelde termijn heeft ontvangen, stuurt zij een aanmaning per aangetekende brief om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag na de verzending van de aangetekende brief. Na deze periode wordt deze overeenkomst automatisch opgeheven ten nadele van de gebruiker.

In ieder geval verzaakt de gebruiker zonder voorbehoud aan ieder beroep tegen de gemeente in hoofde van de bepalingen voorzien in artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan meer bepaald niet aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, beroving en schade waarvan de gebruiker het slachtoffer zou kunnen zijn.

De gebruiker neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de haart ter beschikking gestelde lokalen.

6. Taksen en belastingen

De gebruiker staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het gehuurde goed (bijvoorbeeld belasting op de ophaling van huisvuil).De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

7. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de die gebruiker de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt.

Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

Een gedetailleerde inventaris van het ter beschikking gestelde meubilair wordt bij de plaatsbeschrijving gevoegd.

De gebruiker laat de plaats achter in de staat waarin hij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De gebruiker staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien hij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten zijn schuld. De gebruiker staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die hij in de gehuurde lokalen ontvangt.

8. Onderhoud, bezetting en uitbating

De gebruiker verbindt zich ertoe om:

- het goed rustig en als een normaal voorzichtig en zorgvuldig persoon gebruiker zonder overlast of hinder voor de burens te veroorzaken;
- ervoor te zorgen dat rotte of bederfelijke producten niet worden opgeslagen zonder dat de nodige hygiënische maatregelen worden genomen;
- het afval te verwerken en de ophaaldata van Net Brussel te respecteren;
- de lokalen die hij in gebruik heeft, uit te rusten met al het materiaal en de uitrusting die hij nodig acht voor de ontwikkeling van zijn commerciële activiteit gedurende de periode die in de overeenkomst is voorzien. Al het door de gemeente ter beschikking gestelde materiaal wordt geïnventariseerd en als bijlage bij de plaatsbeschrijving bij intrede gevoegd;
- de installaties open te stellen voor het publiek, overeenkomstig het volgende uurrooster:

Van maandag tot donderdag buiten de schoolvakanties: opening minimum 3 dagen/4 om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 19.00 uur. Gedurende minstens vier uur;

Vrijdag buiten de schoolvakanties: opening uiterlijk om 15.00 uur - sluiting uiterlijk om 21.00 uur. Gedurende minstens vier uur;

Van maandag tot donderdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11 uur 's ochtends - sluiting uiterlijk om 19 uur 's avonds. Gedurende minstens zes uur;

Vrijdag tijdens de schoolvakanties: opening uiterlijk om 11 uur 's ochtends - sluiting uiterlijk om 21 uur 's avonds. Gedurende minstens zes uur;

Weekend: opening uiterlijk 11 uur 's ochtends - sluiting uiterlijk 21 uur 's avonds. Gedurende minstens zes uur;

- beschikken over een bepaald uurrooster op deze basis, vermeld op het pand en in elke communicatie van de gebruiker. Uitzonderingen kunnen slechts incidenteel worden gemaakt, in geval van zware weersomstandigheden of een verwachte buitentemperatuur van minder dan 10 graden Celsius.
- geen plastic borden, bestek, rietjes of andere eenmalige plastic verpakkingen gebruiken.
- gratis kraanwater verschaffen voor personen die dit zouden vragen;
- buitenmeubilair ter beschikking stellen tijdens de openingsuren, na voorafgaande toestemming

van de gemeente over het type en het uiterlijk van het meubilair.

De organisatie van privé-evenementen wordt getolereerd, maar mag geen afbreuk doen aan de toegang van het publiek tot het onroerend goed en de normaal geleverde diensten.

9. Herstellingen

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is.

10. Wijzigingen aan het goed

De gebruiker mag de gehuurde plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente. Hij mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de gebruiker niet reageert, na een in gebreke stelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de die gebruiker.

Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst gemeente-eigendommen.

11. Toegang tot het gehuurde goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, ten allen tijde, toegang tot het gehuurde goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de gebruiker al zijn verplichtingen nakomt, om de meterstanden op te nemen en de eventuele technische interventies te doen. Hij moet nochtans de gebruiker 24 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

12. Keuze van woonplaats

De partijen kiezen hun woonplaats, voor de toepassing van onderhavige overeenkomst, respectievelijk in hun maatschappelijke zetel of woonplaats.

13. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren

De gebruiker mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Er worden geen dieren toegelaten in de lokalen. Elke aanvraag tot afwijking van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van een uitdrukkelijke en voorafgaandelijke vraag aan het College van burgemeester en schepenen.

14. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

15. Bevoegde jurisdictie

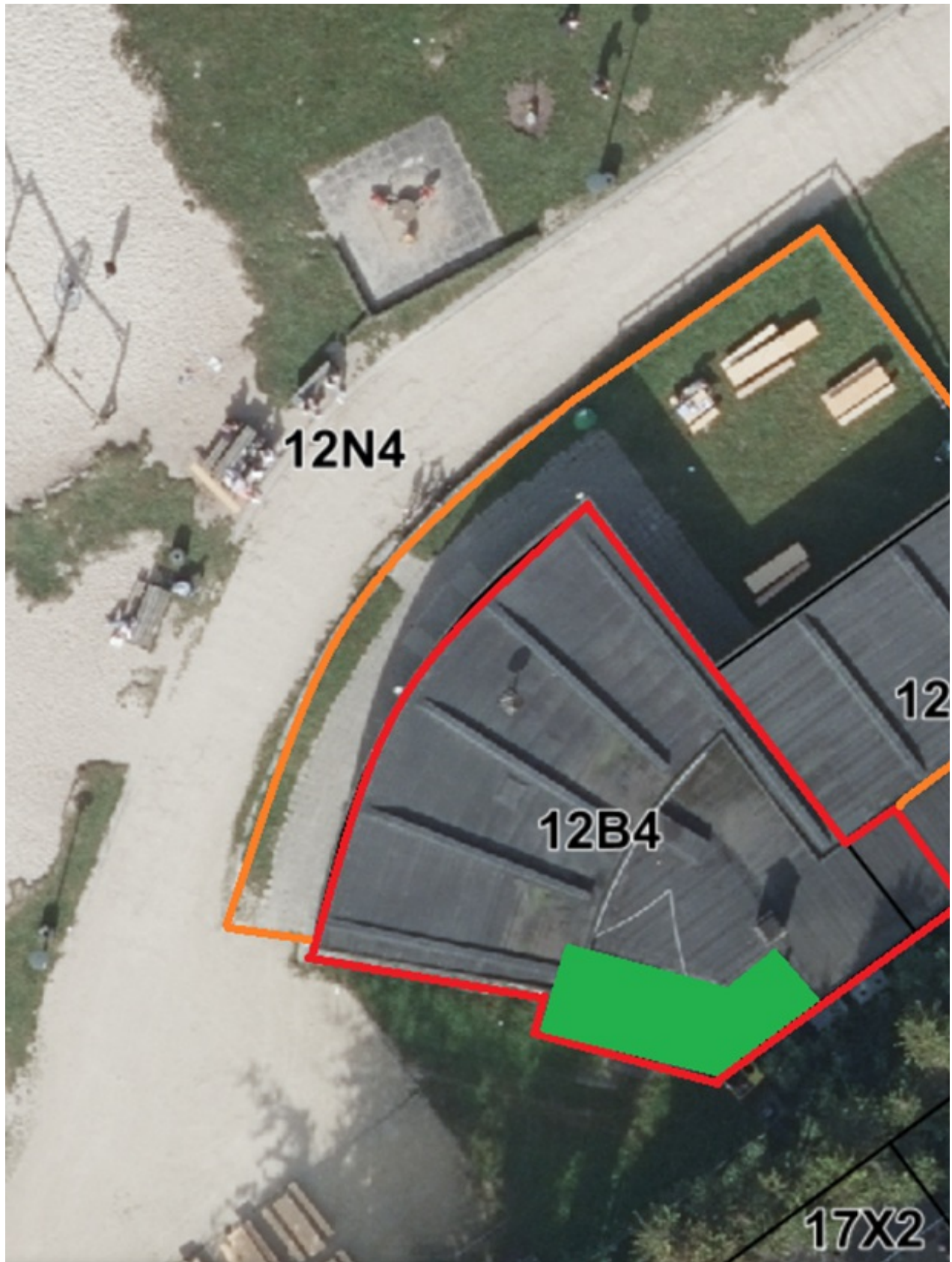
Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

16. Ontbinding wegens fout

Indien de gebruiker ernstig tekortschiet in de nakoming van zijn verplichtingen, kan de gemeente de bezetting met onmiddellijke ingang beëindigen met een opzeggingstermijn van 5 kalenderdagen te rekenen vanaf het moment van de schriftelijke kennisgeving per aangetekende brief.

De gebruiker draagt alle lasten, kosten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

Bijlage: plan



Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de gebruiker,

Handtekening van de verhuurder,

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Patrick Lambert

Olivier Maingain

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven

58 **Boulevard de la Woluwe 70 bte 65 - Commerce - Travaux - Contribution financière de la commune - Dépense : 2.815 EUR TVAC - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire du local commercial sis boulevard de la Woluwe 70 bte 65 ;

Vu le renouvellement du bail commercial approuvé en sa séance du 19/09/2022 avec la SPRL SUSHI MART ;

Vu la cession du bail à la SRL TASTEА ;

Considérant que le gérant a entrepris le remplacement de la vitrine par un volet déroulant dans le but d'augmenter la visibilité du commerce et de faciliter l'entrée des clients dans l'établissement ;

Considérant que cet investissement présente une plus-value pour le bien ;

Vu la facture du 22/03/2023 établie par les ETABLISSEMENTS DEMUNCK SA ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver la dépense de 2.815,00 EUR/TVAC à verser sur le compte BE15 3601 0825 6030 de TASTEА SRL, boulevard de la Woluwe 70 bte 65 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert pour sa participation au remplacement de la vitrine du commerce sis boulevard de la Woluwe 70 bte 65 par un volet déroulant ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 52001/521-51 du budget extraordinaire de l'année 2024 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le Fonds de réserve extraordinaire.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Woluwedal 70 bus 65 - Handel - Werken - Financiële bijdrage van de gemeente - Uitgave: 2.815 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het handelspand gelegen aan Woluwed 70 bus 65;

Gelet op de verlenging van de handelshuurovereenkomst goedgekeurd in de vergadering van 19/09/2022 met bv SUSHI MART;

Gelet op de overdracht van de huurovereenkomst aan bv TASTEА;

Overwegende dat de uitbater heeft toegezegd de etalage te vervangen door een rolluik om de zichtbaarheid van de zaak te vergroten en toegang tot de zaak voor de klanten gemakkelijker te maken;

Overwegende dat deze investering een meerwaarde voor het pand betekent;

Gelet op de factuur van 22/03/2023 opgesteld door ETABLISSEMENTS DEMUNCK nv;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLUIT:

- de uitgave goed te keuren van 2.815,00 EUR incl. btw te storten op rekening BE15 3601 0825 6030 van TASTEА bv, Woluwed 70 bus 65 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, voor haar bijdrage aan de vervanging van de winkeletalage aan Woluwed 70 bus 65 door een rolluik;
- deze uitgave op te nemen in artikel 52001/521-51 van de bijzondere begroting voor 2024;
- deze uitgave te financieren door een beroep te doen op het Buitengewoon Reservefonds.

De titel van deze beraadslaging zal worden opgenomen op de lijst die zal worden bezorgd aan de Minister-President van het Brussels Gewest, in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende de organisatie van het toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest, alsook van de aanvullende decreten en omzendbrieven.

Extrait CC 19092022 NL.pdf, Ets Demunck_Facture.pdf, Extrait CC 19092022 FR.pdf

PRÉVENTION - PREVENTIE

Prévention - Preventie

59 **ASBL Espace Diwan - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 8.000 EUR - Octroi - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'une subvention d'un montant de 8.000 EUR a été prévue au budget 2024, à l'article 30002/332-02, en faveur de l'ASBL Espace Diwan ;

Considérant que l'ASBL Espace Diwan a pour but de développer des actions en faveur des personnes migrantes ;

que ces activités consistent notamment à organiser l'hébergement et l'assistance d'urgence de ces personnes ;

Considérant qu'héberger ces personnes, tenter de les orienter vers les services à même d'examiner leur situation, les protéger des dangers de la rue et leur éviter de tomber malades est une démarche indispensable en termes humanitaires ;

Considérant qu'il s'indique de soutenir cette initiative ;

Vu les comptes et le rapport d'activités 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 03/10/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du rapport d'activités et des comptes de l'ASBL Espace Diwan pour l'année 2023 ;
- de confirmer l'octroi d'une subvention d'un montant de 8.000 EUR, inscrite au budget 2024 à l'article 30002/332-02/12362, à l'ASBL Espace Diwan.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Espace DIWAN" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024: 8.000 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Overwegende dat in de begroting 2024, onder artikel 30002/332-02, een subsidie ten bedrage van 8.000 EUR is voorzien ten gunste van de vzw Espace Diwan;

Overwegende dat de vzw Espace Diwan tot doel heeft acties te ontwikkelen ten voordele van migranten; dat deze activiteiten in het bijzonder bestaan uit het organiseren van opvang en noodhulp voor deze mensen;

Overwegende dat het bieden van onderdak aan deze mensen, hen proberen door te verwijzen naar diensten die hun situatie kunnen onderzoeken, hen beschermen tegen de gevaren van de straat en voorkomen dat ze ziek worden, een essentiële stap is op humanitair vlak;

Overwegende dat dit initiatief moet worden ondersteund;Gelet op de rekeningen en het activiteitenverslag 2023 van bovengenoemde vereniging;

Overwegende dat deze documenten op 03/10/2024 aan het College van burgemeester en schepenen werden voorgelegd;Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;BESLUIT:

- kennis te nemen van het activiteitenverslag en de rekeningen van de vzw Espace Diwan voor het jaar 2023;
- de toekenning van een subsidie van 8.000 euro, opgenomen in de begroting 2024 onder artikel 30002/332-02/12362, aan de vzw Espace Diwan te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden opgenomen op de lijst die zal worden overgemaakt aan de Minister-President van het Brussels Gewest, in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende de organisatie van het toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest, alsook van de aanvullende besluiten en omzendbrieven.

Bilan moral 2023-2024_final.pdf, comptes_2023.pdf

Antenne scolaire - Schoolantenne

60 Lutte contre le décrochage scolaire - Collaboration avec Schola ULB - Convention 2024-2025 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de poursuivre l'action menée en matière de « lutte contre le décrochage scolaire » ;

Considérant qu'il s'indique de développer des projets de soutien scolaire ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver la signature, entre Schola ULB et la commune de Woluwe Saint-Lambert, de la convention relative à la lutte contre le décrochage scolaire (soutien scolaire 2024-2025) reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Strijd tegen het vroegtijdig schoolverlaten - Samenwerking met Schola ULB - Overeenkomst 2024-2025 - Goedkeuring.

1200_SPCWSL_CONVENTION_SCHOLA_ULB_2024_2025.docx

61 Lutte contre le décrochage scolaire - Collaboration avec la SISP ABC Kapelleveld - Convention de mise à disposition d'un local - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de poursuivre l'action menée en matière de « lutte contre le décrochage scolaire » ;

Considérant qu'il s'indique de développer des projets de soutien scolaire ;

Considérant que l'antenne scolaire à besoin de locaux pour organiser ses missions au sein du quartier kapelleveld ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver la signature, entre la SISP ABC Kapelleveld et la commune de Woluwe Saint-Lambert, de la convention relative à l'occupation d'un local en vue d'organiser une école de devoirs primaire, telle que reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Strijd tegen het vroegtijdig schoolverlaten - Samenwerking met OVM ABC Kapelleveld - Overeenkomst voor het ter beschikking stellen van een lokaal - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de ondernomen actie met betrekking tot de “strijd tegen schoolverzuim” moet worden voortgezet;

Overwegende dat het aangewezen is schoolondersteunende projecten te ontwikkelen;

Overwegende dat de schoolantenne lokalen nodig heeft om zijn activiteiten in de wijk Kapelleveld te organiseren;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST de ondertekening van bijgevoegde overeenkomst goed te keuren, tussen de OVM ABC Kapelleveld en de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, betreffende het betrekken van een lokaal met het oog op de organisatie van een huiswerkschool voor de lagere school, zoals in bijlage opgenomen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

2024 Convention Commune WSL - EDD Kapelleveld Vfinale (004).docx

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement francophone - Franstalig onderwijs

62 **Ecole communale Vervloesem - Nouvelle politique structurelle pour prévenir le harcèlement scolaire et promouvoir le climat scolaire - Candidature - Régularisation - Convention - Approbation - Ratification.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que le 14/04/2023, la Fédération Wallonie-Bruxelles a lancé, via la circulaire 8888 intitulée « Lancement de la nouvelle politique en matière de climat scolaire, harcèlement et cyberharcèlement - Appel à candidatures - Ecoles », un appel à candidatures à l'attention des écoles afin d'intégrer la première vague de nouvelle politique structurelle pour prévenir le harcèlement scolaire et promouvoir le climat scolaire et débiter cette action concrète dès la rentrée scolaire 2024-2025 ;

Considérant que cette circulaire stipule qu'un Observatoire du Climat scolaire est créé au sein de l'Administration générale de l'Enseignement et un cadre commun est donné à toutes les écoles pour leur permettre d'agir concrètement dans la prévention du harcèlement et dans l'amélioration du climat scolaire au sein de leur établissement ;

Considérant que l'école Vervloesem a introduit sa candidature et que cette dernière a été retenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que pour entamer en 2024-2025 la mise en œuvre du programme cadre en collaboration avec un opérateur désigné pour les accompagner et les soutenir dans ce processus, une convention de collaboration devait être signée avec INFOR JEUNES BRUXELLES ASBL pour le 05/07/2024 ;

Considérant qu'il n'était plus possible de soumettre cette convention au Conseil communal avant le 05/07/2024 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

Vu la circulaire 8888 du 14/04/2023 de la Fédération Wallonie-Bruxelles intitulée Lancement de la nouvelle politique en matière de climat scolaire, harcèlement et cyberharcèlement - Appel à candidatures - Ecoles ;

Vu la nouvelle loi communale ;

RATIFIE la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 04/07/2024 par laquelle le Collège a approuvé la signature de la convention de collaboration dans le cadre du programme-cadre visant l'amélioration du climat scolaire à travers la prévention et la lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires entre l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert en sa qualité de pouvoir organisateur de l'école Vervloesem et INFOR JEUNES BRUXELLES ASBL, jointe au dossier.

La COPALOC sera informée de cette candidature lors de la séance prévue le 17/10/2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeenteschool "Vervloesem" - Nieuw structureel beleid om pesten te voorkomen en een positief schoolklimaat te bevorderen - Kandidatuur - Regularisatie - Overeenkomst - Goedkeuring - Bekrachtiging.

63 Académie Paul-Baudouin Michel - Congés et vacances de l'année scolaire 2024-2025 - Dates - Fixation - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la circulaire n° 9286 du 18/06/2024 du Ministère de la Communauté française fixant les dispositions relatives à l'organisation de l'année scolaire 2024-2025 pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins du 29/0/2024 ;

FIXE, comme suit, pour l'année scolaire 2024-2025, le calendrier des congés et vacances de l'Académie Paul-Baudouin Michel :

CONGES OFFICIELS

- Fête de la Communauté française de Belgique : le vendredi 27/09/2024
- Pont de la fête de la Communauté française de Belgique : le samedi 28/09/2024
- Vacances d'automne : du lundi 21/10/2024 au samedi 02/11/2024
- Armistice : le lundi 11/11/2024
- Vacances d'hiver : du lundi 23/12/2024 au samedi 04/01/2025
- Vacances de détente : du lundi 24/02/2025 au samedi 08/03/2025
- Lundi de Pâques : lundi 21/04/2025
- Vacances de printemps : du lundi 28/04/2025 au samedi 10/05/2025
- Ascension : le jeudi 29/05/2025
- Congé de Pentecôte : lundi 09/06/2025

CONGES FACULTATIFS

- samedi 21/12/2024
- samedi 19/04/2025

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à Mme la Ministre de l'Enseignement.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Verloven en vakanties van het schooljaar 2024-2025 - Data - Vaststelling - Goedkeuring.

64 Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Règlement particulier des études - Modification - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le décret du 17/05/1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17/07/2002 pris en application de l'article 462 du décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts, tel que modifié ;

Vu le décret du 31/03/2004, adaptant la réglementation de l'enseignement supérieur artistique en vue de son intégration à l'espace européen, tel que modifié ;

Vu le décret du 02/06/2006 portant sur les diverses mesures en matière d'enseignement supérieur - Rapport de commission, tel que modifié ;

Vu le décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement particulier des études approuvé en séance du Conseil du 20/11/2023 ;

Vu l'approbation du nouveau règlement particulier des études du Conseil de gestion pédagogique en séance du 02/07/2024 ;

Vu l'avis de la Commission paritaire locale émis par courriel ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE

- d'abroger le règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, modifié en séance du 20/11/2023 ;
- d'approuver le nouveau règlement particulier des études de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 tel que repris en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Afzonderlijk studiereglement - Wijziging - Goedkeuring.

Règlement des études 2023-24.pdf, Règlement+de+études+2024-25+avec+modif+en+rouge.pdf

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

- 65 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels - Demande de reconduction de la reconnaissance de l'action culturelle - Contrat-programme 2026-2030 - Engagement financier de la commune de Woluwe-Saint-Lambert - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 27/05/2024 approuvant, dans le cadre du renouvellement de la reconnaissance du Centre culturel Wolubilis et de la signature d'un nouveau contrat-programme pour la période 2026-2030, le principe de respect de l'article 72 § 2 du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels ;

Vu le courrier du 26/08/2024 de la Direction des Centres culturels de la Fédération Wallonie-Bruxelles détaillant les modifications du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels et de son arrêté d'exécution du 24/04/2014 ;

Vu le décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels, modifié par le décret du 21/03/2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24/04/2014 exécutant le décret du 21/11/2013, modifié par l'arrêté du 05/04/2024 ;

Vu l'article 24, alinéa 2, 8° du décret du 21/11/2013 précité qui précise que la demande de reconnaissance doit comporter « *la description des contributions financières ou sous forme de services au centre culturel par la ou les collectivités publiques associées* » ;

Vu l'article 72 § 2 du décret du 21/11/2013 précité qui stipule que « *la ou les contributions financières visées au paragraphe 1^{er} sont au moins équivalentes à la subvention apportée par la Communauté française en application de l'article 66* » ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver, pour la période 2026-2030, l'octroi au Centre culturel Wolubilis :

- d'un subside direct de 209.000 EUR qui, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, sera adapté annuellement sur base de l'indice 01.01.2016 = 100 en fonction de l'indice santé, et ce, afin de respecter la condition de parité sur la durée du contrat-programme ;
- d'un subside dédié à l'action culturelle spécialisée en arts plastiques de 23.750 EUR ;
- d'un subside dédié à l'action culturelle spécialisée en arts forains, du cirque et de la rue de 22.563 EUR ;
- de la mise à disposition d'une détachée communale pour un total de 1 ETP, moyennant la production d'une convention de mise à disposition prévoyant la délégation de l'autorité vers le Centre culturel (voir annexe 1) ;
- des locaux situés à Woluwe-Saint-Lambert dans le bloc « A » et « D » du Village culturel appelé « Wolubilis », sis Cours Paul Henri Spaak 1 identifiés par les numéros A128 (local studio), D101 (Artothèque), D201 (Bureau), D208 (Le Lab), D222 (atelier théâtre), D 230 (atelier textile) et D301 (La Bissectine) (voir annexe 2).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Decreet van 21/11/2013 betreffende de culturele centra - Aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van de culturele actie - Programmaovereenkomst 2026-2030 - Financiële verbintenis van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe - Goedkeuring.

Annexe 1.pdf, Annexe 2.docx

66 **Bibliothèque publique locale ASBL - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 140.000 EUR - Octroi - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, au montant total de 140.000 EUR, ont été prévus au budget 2024 à l'article 76700/435 -01/-/767/ en faveur de la Bibliothèque publique locale ASBL ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 25/09/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes et du rapport d'activités 2022/2023 de la Bibliothèque publique locale ASBL ;
- de confirmer l'octroi des subventions au montant total de 140.000 EUR, inscrites au budget 2024 à l'article 76700/435 -01/11974 en faveur de la Bibliothèque publique locale ASBL.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Bibliothèque publique locale" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 140.000 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

Bibliothèque publique locale - animations 2023.pdf, Bibliothèque publique locale - analyse statistique 2023.pdf, Bibliothèque publique locale - RA 2023.pdf

67 ASBL Ateliers de la rue Voot - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 9.900 EUR - Octroi - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside, d'un montant de 9.900 EUR, a été prévu au budget 2024 à l'article 76205/332-02/ en faveur de l'ASBL Ateliers de la rue Voot ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, le compte 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 25/09/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, du compte 2023 et du rapport d'activités de 2023 de l'ASBL Ateliers de la rue Voot ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 9.900 EUR, inscrit au budget 2024 à l'article 76205/332-02/12092, en faveur de l'ASBL Ateliers de la rue Voot.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Vzw "Ateliers de la rue Voot" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024: 9.900 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

Voot_Velo_Velo_missions_base_RA_2023.pdf, Voot_TechSol_RA_2023.pdf, Voot - Compte de résultat au 31 décembre.pdf, Voot_CEC_RA_2023.pdf, Voot - CA+AG_2023.pdf, Voot_Velo_Velo-Solidaire_RA_2023.pdf

68 ASBL Centre Albert Marinus - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 33.300 EUR - Octroi - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un montant de 33.300 EUR a été prévu au budget 2023 à l'article 79003/332-02/ en faveur de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, le compte 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 25/09/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, du compte 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Centre Albert Marinus ;
- de confirmer l'octroi du subside de 33.300 EUR, inscrit au budget 2024 sous les articles 76304/332-02/11989 (10.260 EUR) et 77101/332-02/11990 (23.040 EUR) en faveur de l'ASBL Centre Albert Marinus.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Centre Albert Marinus" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024: 33.000 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

Centre Albert Marinus _ Bilan Associatif détaillé 2023.pdf, Centre Albert Marinus _ Compte de résultat détaillé 2023.pdf, 23 Centre Albert Marinus- Rapport d'activités 23.pdf

69 ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 6.412 EUR - Octroi - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un montant de 6.412 EUR a été prévu au budget 2023 à l'article 79003/332-02/ en faveur de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, le compte 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 25/09/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, du compte 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert ;
- de confirmer l'octroi du subside de 6.412 EUR, inscrit au budget 2024 à l'article 79003/332-02/11975 en faveur de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Laïcité Woluwe-Saint-Lambert" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024: 6.412 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

Laicité - comptes et bilan p2.pdf, Laicite - comptes et bilan p1.pdf, Laicité - Rapport annuel.pdf

70 ASBL Polyfolies - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 5.400 EUR - Octroi - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un montant de 5.400 EUR a été prévu au budget 2024 à l'article 76213/332-02/ en faveur de l'ASBL Polyfolies ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, le compte 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en date du 25/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, du compte 2023 et du rapport d'activités de l'ASBL Polyfolies.
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 5.400 EUR, inscrite au budget 2024 à l'article 76213/332-02/12140 en faveur de l'ASBL Polyfolies.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Polyfolies" - Rekeningen, balans en activiteitverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024: 5.400 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

Polyfolies - CA-AG.pdf, Polyfolies - RA.pdf, Polyfolies - comptes 2023 signes.pdf

RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES

Événements - Evenementen

71 Village de Noël 2024 - Règlement-redevance - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'organisation du « Village de Noël » ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu la loi du 25/06/1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, tels que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 24/09/2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes, tel que modifié, notamment les articles 23 et 39 qui font état de redevance pour le droit d'usage de l'emplacement, et non de taxe ;

Considérant que la commune organise annuellement le « Village de Noël » au mois de décembre ;

Considérant qu'il s'impose de fixer les montants des droits de place lors de cet événement ;

Considérant qu'il doit être pris en considération, pour déterminer les montants, de la période du marché (période allongée par rapport aux années antérieures) et du type d'activité qui est autorisée à s'y établir ; qu'il est indéniable que les activités Reça (restauration et boissons) génèrent un chiffre d'affaires supérieur à ce que réalisent d'autres exposants ;

Considérant qu'il se justifie de laisser une faculté au Collège d'octroyer une réduction de maximum 50% pour les emplacements éventuellement libres dans les 15 jours calendrier précédant l'évènement ;

Vu les articles 117 alinéa 1 et 119 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver le règlement-redevance du « Village de Noël » repris ci-dessous :

Règlement-redevance fixant le droit de place lors du « Village de Noël»

Article 1.

Le règlement entre en vigueur partir du cinquième jour qui suit le jour de sa publication par voie d'affichage et pour un terme expirant le 31/12/2024.

Article 2.

Il est établi, au profit de la commune, un droit de place sur le « Village de Noël » qu'elle organise. Celui-ci comprend l'emplacement, la fourniture d'électricité, deux chaises et 2.4m au total de surface de présentation (table ou planche avec tréteaux).

Article 3.

Le montant du droit de place est fixé, pour la durée du marché (du jeudi soir au dimanche soir), à :

- **250 EUR** par emplacement sous tonnelle communale de 9m²
- **300 EUR** par emplacement dans un chalet fourni par la commune (artisans)
- **400 EUR** par emplacement dans un chalet fourni par la commune (Reca)
- **180 EUR** par emplacement pour tout autre dispositif (food trucks).

Le Collège peut décider d'octroyer une réduction de maximum 50 % dans les 15 jours calendrier précédant l'évènement.

Article 4.

Les occupations du domaine public pour les activités reconnues par le Collège des bourgmestre et échevins à caractère humanitaire, philanthropique, culturel ou associatif peuvent être exonérées totalement ou partiellement par celui-ci du paiement du droit de place.

Article 5.

La remise de la carte d'accès aux participants du « Village de Noël » est subordonnée au paiement préalable du droit de place entre les mains du receveur communal ou de son préposé.

Celle-ci doit être apposée à un endroit visible pour les agents de l'administration. L'absence d'autorisation ne dispense pas du paiement de droit de place.

Article 6

A défaut de règlement amiable, le recouvrement du droit de place sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Kerstdorp 2024 - Retributiereglement - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de organisatie van het "Kerstdorp";

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet die de gemeenten oplegt een begrotingsevenwicht te realiseren;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Gelet op de wet van 25/06/1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 24/09/2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, zoals gewijzigd, met name artikelen 23 en 39 die een retributie en geen belasting vermelden voor het recht op het gebruik van een standplaats;

Overwegende dat de gemeente jaarlijks het “Kerstdorp” organiseert in de maand december;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bedragen van het standrecht tijdens dit evenement vast te stellen;

Overwegende dat bij het bepalen van de bedragen rekening moet worden gehouden met de periode van de markt (die langer is dan in voorgaande jaren) en het type activiteit dat er zich mag vestigen; dat het onbetwistbaar is dat de Reca-activiteiten (catering en drank) een hogere omzet genereren dan andere exposanten;

Overwegende dat het gerechtvaardigd is het College de mogelijkheid te bieden een maximale verlaging van 50% toe te kennen voor standplaatsen die vrij zijn in de 15 kalenderdagen voorafgaand aan het evenement;

Gelet op de artikelen 117 lid 1 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST het retributiereglement van het “Kerstdorp” zoals hieronder vermeld goed te keuren:

Retributiereglement tot vaststelling van het standrecht tijdens het “Kerstdorp”

Artikel 1.

Het reglement treedt in werking op de vijfde dag volgende op die van zijn bekendmaking door middel van aanplakking en geldt voor een periode die verstrijkt op 31/12/2024.

Artikel 2.

Er wordt een standrecht vastgesteld ten bate van de gemeente voor het “Kerstdorp” dat ze organiseert. Deze prijs omvat de locatie, de levering van elektriciteit, twee stoelen en een totaal uitstalvlak van 2,4 m (tafel of plank met schragen).

Artikel 3.

Het bedrag van het standrecht wordt, voor de duur van de markt (vanaf donderdag avond tot en met zondag avond), vastgesteld op:

- **250 EUR** per standplaats onder een tent van de gemeente van 9 m²
- **300 EUR** per standplaats in een chalet geleverd door de gemeente (ambachtslieden)
- **400 EUR** per standplaats in een chalet geleverd door de gemeente (Reca)
- **400 EUR** per standplaats voor elke andere installatie (food truck)

Het College kan besluiten een korting van maximaal 50% toe te kennen in de 15 kalenderdagen die aan het evenement voorafgaan.

Artikel 4.

Bezettingen van het openbaar domein voor activiteiten die erkend zijn door het College van burgemeester en schepenen met een humanitair, filantropisch, cultureel of verenigingskarakter kunnen door het College geheel of gedeeltelijk worden vrijgesteld van de betaling van het standrecht.

Artikel 5.

De aflevering van de toegangskaart aan de deelnemers van het “Kerstdorp” is onderworpen aan de voorafgaande betaling van het standrecht aan de gemeentelijke ontvanger of zijn medewerker. Deze kaart moet op een voor de ambtenaren van de administratie zichtbare plaats worden aangebracht. Het ontbreken van een vergunning ontslaat niet van de betaling van het standrecht.

Artikel 6.

Bij gebrek aan een minnelijke schikking zal de inning van het standrecht worden voortgezet voor de bevoegde burgerlijke rechtbanken.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

F.A.S.E. - G.S.S.T.

Personnes handicapées - Mindervaliden

72 Allocation-ristourne eau-télédistribution - Augmentation du montant de la prime de 70 EUR à 80 EUR - Adaptation du règlement - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le règlement du 07/03/2016 relatif à l’allocation-ristourne eau et la télédistribution en faveur des personnes BIM et handicapées ;

Considérant qu’il y a lieu de maintenir une allocation en faveur des personnes ayant le statut BIM ou reconnues handicapées afin de faire face à leurs frais de consommation d’eau et de télédistribution ;

Considérant qu’il s’indique de soutenir certaines catégories d’habitants en situation financière précaire ;

Considérant l’inflation importante de ces dernières années depuis l’adoption du règlement en 2016 ;

Considérant qu’il y a lieu d’augmenter l’allocation ristourne à 80 EUR en lieu et place de 70 EUR ;

Considérant que cette mesure est indispensable à la réalisation d’un objectif d’intérêt général et que dès lors, l’exercice 2024 sera déjà concerné par ladite augmentation ;

Considérant que les crédits sont prévus à l’article budgétaire 84916/331-01/-/840 de l’exercice ordinaire 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135 § 2 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 26/09/2024 ;

DECIDE d’approuver :

- la modification suivante au règlement d’attribution de l’allocation-ristourne pour l’eau et la télédistribution en faveur des personnes BIM et handicapées approuvé en séance publique du 07/03/2016 :
 - à l’article 2, les mots « 70 EUR » sont remplacés par les mots « 80 EUR » et les termes

- suiuants sont ajoutés en fin de phrase : « , et ce, dès l'exercice 2024 et ultérieurement » ;
- o le nouvel article 2 est donc libellé comme suit : « Le montant de l'allocation est fixé à 80 EUR par ménage, et ce, dès l'exercice 2024 et ultérieurement. » ;
 - le texte définitif modifié du règlement d'attribution de l'allocation-ristourne pour l'eau et la télédistribution en faveur des personnes BIM et handicapées tel que repris ci-après :

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION-RISTOURNE POUR L'EAU ET LA TELEDISTRIIBUTION EN FAVEUR DES PERSONNES BIM ET HANDICAPEES

Art. 1. La commune accorde dans les limites des crédits disponibles, à partir du 20/12/ 2024, une allocation-ristourne unique annuelle aux habitants reconnus BIM par leur mutuelle ou présentant une attestation officielle de la reconnaissance de leur handicap à plus de 66 %.

Art. 2. Le montant de l'allocation est fixé à 80 EUR par ménage, et ce, dès l'exercice 2024 et ultérieurement.

Art. 3. Pour bénéficier des présentes dispositions, les conditions suivantes doivent être réunies par le demandeur :

- a. être domicilié à Woluwe-Saint-Lambert au 1er janvier,
- b. être reconnu BIM par sa mutuelle ou être reconnu handicapé à plus de 66 % au 1er janvier,
- c. être abonné à l'eau et à la télédistribution.

Art. 4. Le demandeur sera tenu de compléter le document de demande et de fournir les pièces attestant de sa situation.

L'administration communale aura le droit de contrôler toutes les pièces et de les vérifier par toute voie de droit.

Tout changement de situation familiale ou administrative devra faire l'objet d'un courrier à adresser, à l'administration communale, 2 avenue Paul Hymans à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, à l'attention du service chargé de la gestion des demandes d'allocations.

Art. 5. Chaque année, la demande d'octroi devra être introduite avant le 31 octobre.

Elle sera introduite à l'aide du formulaire délivré, sur simple demande, par l'administration communale.

Les documents y exigés devront être annexés, faute de quoi l'allocation ne sera pas accordée.

Le bénéficiaire n'ayant qu'un seul raccordement pourra bénéficier de la moitié de l'allocation-ristourne sur base de l'attestation unique qui aura été fournie à l'administration communale.

Art. 6. La liquidation de l'allocation se fera au cours de l'année qui suit l'exercice auquel cet avantage se rapporte.

Art. 7. En cas de non respect des dispositions précitées, l'administration communale se réserve le droit de récupérer toute allocation indûment perçue.

Art. 8. Les cas non prévus par le présent règlement seront tranchés par le Collège des bourgmestre et échevins.

Art. 9. Les règlements relatifs à l'octroi :

- aux habitants reconnus BIM (Bénéficiaires d'Intervention Majorée) d'une allocation-ristourne sur la consommation d'eau votés par le Conseil communal du 15/03/1972 et modifié les 06/11/1978, 29/06/1992 et 28/01/1997, 24/06/1997 et 03/03/1998 ;
- aux habitants reconnus comme handicapé à plus de 66 % d'une allocation-ristourne sur la

consommation d'eau voté par le Conseil communal du 24/06/1997 et du 03/03/1998 ;

- aux habitants reconnus BIM (Bénéficiaires d'Intervention Majorée) d'une allocation-ristourne sur l'abonnement à Wolu TV voté par le Conseil communal du 03/03/1975 et modifié les 29/06/1979, 27/05/1997 et 27/04/1999, sont abrogés.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Tegemoetkoming voor water en kabeltelevisie - Verhoging van het bedrag van de premie van 70 naar 80 EUR - Aanpassing van het reglement - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gele op het reglement van 07/03/2016 betreffende de toekenning van een ristorovergoeding water en teledistributie ten voordele van personen met een bim-statuuat en personen met een handicap;

Overwegende dat het aangewezen is om een tegemoetkoming te behouden ten voordele van personen met het BIM-statuuat of die als mindervalide erkend worden opdat ze hun kosten voor hun waterverbruik en de teledistributie beter zouden kunnen dragen;

Overwegende dat het aangewezen is om steun te verlenen aan bepaalde categorieën inwoners die het financieel moeilijk hebben;

Gezien de aanzienlijke inflatie in de afgelopen jaren sinds de goedkeuring van het reglement in 2016;

Overwegende dat de tegemoetkoming worden verhoogd tot 80 EUR in plaats van 70 EUR;

Overwegende dat deze maatregel van wezenlijk belang is om een doelstelling van algemeen belang te verwezenlijken en dat de genoemde verhoging derhalve reeds voor het boekjaar 2024 zal gelden;

Overwegende dat de kredieten voorzien zijn op artikel begrotingswijziging 84916/ 331- 331/-/ 01 van het gewone boekjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 26/09/2024;

BESLIST:

- de volgende wijziging goed te keuren van het reglement voor de toekenning van een ristorovergoeding voor water en teledistributie ten voordele van personen met een BIM-statuuat en personen met een handicap, goedgekeurd in openbare zitting van 07/03/2016:
 - in artikel 2, worden de woorden "70 EUR" vervangen door de woorden "80 EUR" en de volgende woorden worden aan het einde van de zin toegevoegd: ", vanaf het aanslagjaar 2024 en later";
 - het nieuwe artikel 2 luidt als volgt: "Het bedrag van deze tegemoetkoming wordt vastgesteld op 80 EUR per gezin, vanaf het aanslagjaar 2024 en later.";
- de definitief gewijzigde tekst goed te keuren van het reglement voor de toekenning van een ristorovergoeding voor water en teledistributie ten voordele van personen met een BIM-statuuat en personen met een handicap, zoals hieronder opgenomen:

REGLEMENT VOOR DE TOEKENNING VAN EEN RISTORNOVERGOEDING VOOR WATER EN TELEDISTRIBUTIE TEN VOORDELE VAN PERSONEN MET EEN BIM-STATUUAT EN

PERSONEN MET EEN HANDICAP

Art. 1. De gemeente kent vanaf 20/12/2024 een enkele jaarlijkse ristornovergoeding toe aan de inwoners die door hun ziekenfonds als RVV erkend worden of die een officieel attest kunnen voorleggen dat erkent dat ze voor meer dan 66 % gehandicapt zijn.

Art. 2. Het bedrag van deze vergoeding wordt vastgesteld op 80 EUR per gezin, vanaf het aanslagjaar 2024 en later.

Art. 3. Om van deze regeling te kunnen genieten, moet de aanvrager aan alle volgende voorwaarden voldoen:

- a. op 1 januari gedomicilieerd zijn te Sint-Lambrechts-Woluwe,
- b. op 1 januari door zijn ziekenfonds als RVV erkend zijn of voor meer dan 66 % gehandicapt erkend zijn,
- c. een abonnement hebben voor het water en voor de teledistributie.

Art. 4. De aanvrager wordt eraan gehouden het aanvraagformulier in te vullen en de nodige stukken te leveren die zijn situatie bewijzen.

Het gemeentebestuur zal het recht hebben alle stukken met aanwending van alle middelen van recht te controleren en na te kijken.

Iedere wijziging in de familiale of administratieve toestand zal het voorwerp moeten uitmaken van een schrijven dat aan het gemeentebestuur, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, gericht moet worden ter attentie van de dienst die belast is met het beheer van de vergoedingsaanvragen.

Art. 5. De aanvraag voor de toekenning moet ieder jaar ingediend worden voor 31 oktober.

Dit gebeurt aan de hand van het formulier dat op eenvoudige vraag bij het gemeentebestuur verkregen kan worden.

De nodige documenten moeten hier worden bijgevoegd. Indien dit niet gebeurt, zal de vergoeding niet worden toegekend.

De begunstigde die slechts een aansluiting heeft, zal van de helft van de ristornovergoeding kunnen genieten op basis van het eenmalig attest dat door het gemeentebestuur afgeleverd wordt.

Art. 6. De uitbetaling van de vergoeding gebeurt in de loop van het jaar dat volgt op het boekjaar waarop dit voordeel betrekking heeft.

Art. 7. Indien aan voormelde voorwaarden niet voldaan wordt, behoudt het gemeentebestuur zich het recht voor om alle onrechtmatig verworven bijdragen terug te vorderen.

Art. 8. De gevallen die niet door dit reglement voorzien zijn, worden door het College van burgemeester en schepenen beslecht.

Art. 9. De reglementen betreffende de toekenning:

- aan inwoners die als RVV-gerechtigde (Recht op Verhoogde Verzekeringstegemoetkoming) erkend zijn van een ristornovergoeding op het waterverbruik dat door de Gemeenteraad goedgekeurd werd op 15/03/1972 en gewijzigd werd op 6/11/1978, 29/06/1992, 28/01/1997, 24/06/1997 en 3/03/1998;
- aan inwoners die erkend worden als zijnde voor meer dan 66% gehandicapt van een ristornovergoeding op het waterverbruik dat door de Gemeenteraad goedgekeurd werd op 24/06/1997 en 3/03/1998;
- aan inwoners die als RVV-gerechtigde (Recht op Verhoogde Verzekeringstegemoetkoming) erkend zijn van een ristornovergoeding op het abonnement voor Wolu-TV dat door de

Gemeenteraad goedgekeurd werd op 3/03/1975 en gewijzigd werd op 29/06/1979, 27/05/1997, 27/04/1999 worden opgeheven.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

mail-avis service juridique.pdf

CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS

Expansion économique et commerce - Economische expansie en handel

73 Concours de vitrines de Noël 2024 - Règlement - Dépense : 10.350 EUR - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la période des fêtes de fin d'année est un moment attendu de la majorité pour l'ambiance particulière qu'elle véhicule ;

Considérant que les décorations et illuminations de l'espace urbain font partie de cette ambiance féérique qui embellit la ville pendant quelques semaines ;

Considérant que cette ambiance festive est encore renforcée par la décoration des vitrines commerciales ;

Considérant que la mise en avant de ces vitrines, au travers d'un concours, permet une valorisation du travail et de l'investissement de certains commerçants pour participer à l'embellissement de la commune ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver l'engagement d'une dépense totale de 10.350 EUR à l'article 52003/321-01/10528 du budget ordinaire 2024 pour la liquidation des prix aux 9 gagnants du concours de vitrines de Noël 2024 ;
- d'approuver le règlement repris ci-dessous :

REGLEMENT DU CONCOURS " VITRINES DE NOEL " 2024

SERVICE EXPANSION ECONOMIQUE ET COMMERCE

Avenue Paul Hymans 2

1200 BRUXELLES.

Tél : 02 761 27 72 - 02 774 35 01

1. Le service Expansion économique et Commerce de Woluwe-Saint-Lambert organise à l'attention des commerces et des artisans de la commune un concours de vitrines sur le thème de Noël.
2. Tous les commerçants et artisans de la commune peuvent participer gratuitement au concours.
3. Ce concours a pour objet de sélectionner et récompenser neuf vitrines :
 - o Trois sur la base des votes des habitants de la commune
 - o Trois sur la base des votes du Conseil de la vie associative
 - o Trois sur la base des votes du Conseil des enfants
4. L'inscription au concours se fera uniquement en ligne via le site internet communal entre le 16/10/2024 et le 30/11/2024. Toute candidature en dehors de ce délai est irrecevable.
5. Les participants s'engagent à installer leurs décorations de vitrines pour le 10/12/2024 (10h) au plus tard et à les maintenir pendant toute la période de fin d'année et jusqu'au 31/12/2024. Par souci d'équité, le Collège des bourgmestre et échevins disqualifiera les participants ne respectant pas la date butoir (10/12/2024) pour l'installation de leurs décorations de vitrines de Noël.
6. **VOTE DES HABITANTS**
Les habitants voteront en ligne, sur le site internet communal entre le 10/12/2024 et le 24/12/2024 (compris).
7. Un seul vote par personne sera comptabilisé. Dans le cas où il est avéré que l'identité d'une personne correspond à plusieurs votes, la totalité de ceux-ci seront considérés comme nuls et non venus.
8. Les votes permettront de départager les candidats et déterminer les trois gagnants de la catégorie « Prix des habitants ».
9. **VOTE DU CONSEIL DE LA VIE ASSOCIATIVE**
Le Conseil de la vie associative fixe les modalités et procédures de vote en son sein.
10. **VOTE DU CONSEIL DES ENFANTS**
Le Conseil des enfants fixe les modalités et procédures de vote en son sein.
11. Un commerçant ou artisan ne peut recevoir un prix que dans l'une des catégories. Aussi, la désignation des gagnants se fera dans l'ordre suivant :
 01. Prix du Conseil des enfants
 02. Prix du Conseil de la vie associative
 03. Prix des habitants Si un participant est déjà sélectionné pour une catégorie, il sera exclu de la ou les catégorie(s) suivante(s).
12. Chaque gagnant (trois dans chaque catégorie) se verra octroyer un prix de 1.150 EUR.
13. Les gagnants en seront informés par courrier simple.
14. Les participants cèdent à la commune de Woluwe-Saint-Lambert les droits de reproduction, de communication au public et les droits moraux sur leurs œuvres présentées pour une période de deux années et à destination d'une reproduction dans le journal communal le Wolu-Info ou pour une affiche et sur les réseaux sociaux de l'administration communale.
15. Les données personnelles des participants et des habitants qui votent, récoltées dans les fichiers de la commune de Woluwe-Saint-Lambert à l'occasion du concours, sont traitées conformément aux prescrits de la loi du 8 décembre 1992. Ces données ne seront pas communiquées à des tiers. A tout moment, le participant a le droit de consulter, de modifier ou de faire supprimer ses données personnelles.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Kerstetalagewedstrijd 2024 - Reglement - Uitgave: 10.350 EUR - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de eindejaarsperiode een moment is waar velen naar uitkijken vanwege de bijzondere sfeer die ze uitstraalt;

Overwegende dat de versieringen en de verlichting van de stedelijke ruimte deel uitmaken van deze magische sfeer die de stad gedurende verscheidene weken verfraait;

Overwegende dat deze feestelijke sfeer nog wordt versterkt door de versiering van commerciële etalages;

Overwegende dat het in de kijker zetten van deze etalages door middel van een wedstrijd het mogelijk maakt het werk en de investering van bepaalde handelaars naar waarde te schatten om deel te nemen aan de verfraaiing van de gemeente;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/08/2024;

BESLIST:

- de aanwending van een totale uitgave van 10.350 EUR op artikel 52003/321-01/10528 van de gewone begroting voor 2024 goed te keuren voor de betaling van de prijzen aan de 9 winnaars van de kerstetalagewedstrijd voor 2024,
- onderstaand reglement goed te keuren:

WEDSTRIJDREGLEMENT “KERSTETALAGES” 2024

DIENST ECONOMISCHE EXPANSIE EN HANDEL

Paul Hymanslaan 2

1200 BRUSSEL

Tel: 02 7612772 02 7612957

E-mail: negoce.handel@woluwe1200.be

1. De dienst voor Economische expansie en Handel van Sint-Lambrechts-Woluwe organiseert voor de handelszaken binnen de gemeente een etalagewedstrijd rond het thema Kerstmis.
2. Alle handelaars en ambachtslui van de gemeente mogen gratis aan de wedstrijd deelnemen.
3. Het doel van deze wedstrijd is om negen etalages te selecteren en te belonen:
 - Drie op basis van de stemmen van de inwoners van de gemeente
 - Drie op basis van de stemmen de Raad voor het verenigingsleven
 - Drie op basis van de stemmen van de Raad voor kinderen
4. Inschrijven voor de wedstrijd gebeurt uitsluitend online via de website van de gemeente tussen 16/10/2024 en 30/11/2024. Kandidaturen die na deze termijn worden ontvangen, zijn niet ontvankelijk.
5. De deelnemers verbinden zich ertoe de versiering van hun etalage uiterlijk op 10/12/2024 (10u) aan te brengen en deze tijdens de hele eindejaarsperiode te behouden tot 31/12/2024. Bij besluit van het College wordt, omwille van de eerlijkheid, voorgesteld om deelnemers die de uiterste datum (10/12/2024) voor de installatie van de versiering van hun etalage niet halen, te

diskwalificeren.

6. STEMMEN VAN DE INWONERS

Inwoners kunnen online stemmen via de gemeentelijke website tussen 10/12/2024 en 24/12/2024 (inclusief).

7. Slechts één stem per persoon zal worden geteld. Indien wordt vastgesteld dat de identiteit van een persoon overeenkomt met meer dan één stem, worden al deze stemmen als nietig beschouwd.

8. De stemmen zullen toelaten om de drie winnaars in de categorie "Prijs van de inwoners" te kiezen.

9. STEMMEN VAN DE RAAD VOOR HET VERENIGINGSLEVEN

De Raad voor het verenigingsleven bepaalt de voorwaarden en stemprocedures binnen zijn bestuur.

10. STEMMEN VAN DE RAAD VOOR KINDEREN

De Raad voor kinderen bepaalt de voorwaarden en stemprocedures binnen zijn bestuur.

11. Een handelaar of ambachtsman kan alleen een prijs ontvangen in een van de categorieën. Het aanduiden van de winnaars gebeurt in de volgende volgorde:

01. Prijs van de Raad voor kinderen

02. Prijs van de Raad voor het verenigingsleven

03. Prijs van de bewoners Als een deelnemer al geselecteerd is voor een categorie, wordt hij/zij uitgesloten van de volgende categorie(ën).

12. Elke winnaar (drie in elke categorie) ontvangt een prijs van 1.150 EUR.

13. De winnaars worden per post op de hoogte gebracht.

14. De deelnemers staan de reproductierechten, de verspreidingsrechten voor breed publiek en de morele rechten op hun werken voor een termijn van twee jaar af aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en dit met als doel om gereproduceerd te worden in het gemeentemagazine Wolu Info, of op een affiche of op de sociale media van het gemeentebestuur.

15. De persoonsgegevens van de deelnemers die ter gelegenheid van de wedstrijd samengebracht worden in de databanken van de gemeente worden behandeld volgens de richtlijnen van de wet van 8 december 1992. Deze gegevens worden niet aan derden meegedeeld. Elke deelnemer heeft het recht om op ieder ogenblik zijn persoonlijke gegevens in te kijken, te wijzigen of te laten verwijderen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

74 **Association des commerçants de la Rive droite - Subvention - Dépense : 500 EUR - Octroi - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre de l'Association de commerçants de la Rive droite du 13/06/2024, qui a organisé sa braderie/brocante annuelle le 2 juin 2024 et souhaite obtenir un subside de la commune ;

Vu les crédits prévus au budget 2024, sous l'article 52003/332-02, intitulé « Subsidés aux associations de commerçants - animations et événements », pour un montant total de 10.000 EUR ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 ;

DECIDE de verser une subvention de 500 EUR, inscrite à l'article 52003/332-02/7656 du budget 2024, au compte BE03 3632 2190 1684 de l'association de commerçants Rive droite, rue des Déportés 21 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, pour l'organisation de la braderie/brocante annuelle.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Handelaarsvereniging "Rive droite" - Subsidie - Uitgave: 500 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het schrijven van de handelaarsvereniging "Rive droite" van 13/06/2024, die op 02/06/2024 haar jaarlijkse braderie/rommelmarkt organiseert en van de gemeente een subsidie wenst te verkrijgen;

Gelet op de kredieten die in de begroting 2024 zijn opgenomen onder artikel 52003/332-02, getiteld "Subsidies aan handelaarsvereniging - Animaties en evenementen", voor een totaalbedrag van 10,000;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 27/06/2024;

BESLIST een subsidie van 500 EUR, ingeschreven op artikel 52003/332-02 van de begroting 2024, over te maken op rekening BE03 3632 2190 1684 van de handelaarsvereniging "Rive droite", Weggevoerdenstraat 21 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, voor de organisatie van de jaarlijkse braderie en rommelmarkt.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Annexes Assoc Rive droite - Vercamer - Brocante 2024.pdf

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Jeunesse - Jeugd

- 75 **ASBL Groupe scolaire Don Bosco - Convention d'utilisation à durée limitée des infrastructures du groupe scolaire Don Bosco - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé, en sa séance du 27/06/2024, un marché de faible montant avec le Groupe Scolaire Don Bosco ASBL, chaussée de Stockel 270 en c/c, pour la mise à disposition d'une salle de mini-foot pour les antennes jeunesse ;

Considérant que l'ASBL souhaite que cette mise à disposition fasse l'objet d'une convention

prévoyant les conditions d'utilisation de ses infrastructures ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention d'utilisation à durée limitée des infrastructures du Groupe Scolaire Don Bosco, telle que reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Groupe scolaire Don Bosco" - Gebruiksovereenkomst met beperkte duur van de infrastructuur van de scholengroep Don Bosco - Goedkeuring.

Convention Don Bosco.pdf

76 Service Jeunesse - Dynamifête - Acquisition d'un tapis de danse antidérapant - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SHOWTEX - Dépense : 1.100 EUR TVAC - Information.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir, dans le cadre de la Dynamifête, un tapis de danse antidérapant pour les prestations qui se dérouleront sur le podium ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins du 01/08/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération, telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir, dans le cadre de la Dynamifête, un tapis de danse antidérapant pour les prestations qui se dérouleront sur le podium ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.100 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits pour l'acquisition de ce type de matériel sont disponibles à l'article

76100/744-98/10372 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'acquérir un tapis de danse antidérapant pour les prestations qui se dérouleront sur le podium lors de la Dynamifête ;
- de conclure un marché à faible montant avec SHOWTEX, Oude Gentweg 100 à 2070 Burcht, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 1.100 EUR TVAC, inscrite à l'article 76100/744/-98/10372 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Dienst Jeugd - "Dynamifête" - Aankoop van een antislip dansmat - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SHOWTEX - Uitgave: 1.100 EUR incl. btw - Informatie.

VOF232414056 Libert Christophe (002).pdf, Offer - Administration Communale de Woluwe-St-Lambert - HQN2406228993.pdf

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

Emploi - Tewerkstelling

77 Projet thématique inter-MdE 2024-2025 : « Remobilisation des Chercheurs d'Emploi - 2024 » - Convention avec Actiris - Approbation

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le dossier de candidature du projet thématique inter-maisons de l'emploi de la Maison de l'Emploi de Woluwe-Saint-Lambert, élaboré en collaboration avec Etterbeek et Evere ;

Vu la convention de partenariat proposée par Actiris ;

Considérant que cette convention accorde un subside de 35.250 EUR en vue d'organiser, avec les partenaires précités, des parcours de remobilisation, d'information, de conseils et d'outillage des chercheurs d'emploi en vue de les préparer à des rencontres avec des employeurs ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver la signature de la convention de partenariat relative au Projet thématique inter-maisons de l'emploi « Remobilisation des Chercheurs d'Emploi - 2024 », telle que reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Thematisch interjobhuisproject 2024-2025: "Werkzoekenden opnieuw mobiliseren - 2024" - Overeenkomst met Actiris - Goedkeuring

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het aanvraagdossier van het thematisch interjobhuisproject van het Jobhuis van Sint-Lambrechts-Woluwe, ontwikkeld in samenwerking met Etterbeek en Evere;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst voorgesteld door Actiris;

Overwegende dat deze overeenkomst een subsidie toekent van 35.250 EUR toekent met het oog op de organisatie, samen met voornoemde partners, van trajecten voor herinschakeling, informatie, advies en instrumenten voor werkzoekenden om hen voor te bereiden op ontmoetingen met werkgevers;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST de ondertekening goed te keuren van de partnerschapsovereenkomst betreffende het thematisch interjobhuisproject: "Werkzoekenden opnieuw mobiliseren - 2024", zoals in bijlage opgenomen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

PTIME_WSL-AC_Overeenkomst_Remobilisation_2024.pdf, PTIME_WSL-AC_Convention_Remobilisation_2024.pdf, 02_VademeCom_FR-Final.pdf, 01_Guide financier.pdf

78 Projet thématique inter-MdE 2024-2025 : « Remobilisation des Chercheurs d'Emploi - 2024 » - Convention de partenariat entre Etterbeek, Evere et Woluwe-Saint-Lambert - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la convention de partenariat entre la commune et Actiris, relative au projet thématique inter-maisons de l'emploi « Remobilisation des Chercheurs d'Emploi - 2024 » ;

Considérant que cette convention implique une collaboration entre les communes d'Etterbeek, d'Evere et de Woluwe-Saint-Lambert pour mettre en place le projet précité ;

Considérant qu'il s'indique de conclure une convention de partenariat entre les trois partenaires, en vue de préciser les droits et obligations de chaque partenaire et la répartition du subside alloué par Actiris ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver la signature de la convention de partenariat entre Etterbeek, Evere et Woluwe-Saint-Lambert, portant sur la mise en œuvre du projet thématique inter-maisons de l'emploi « Remobilisation des chercheurs d'emploi - 2024 », telle que reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Thematisch interjobhuisproject 2024-2025 : "Werkzoekenden opnieuw mobiliseren - 2024" - Overeenkomst tussen Etterbeek, Evere en Sint-Lambrechts-Woluwe - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente en Actiris, betreffende het thematisch interjobhuisproject "Werkzoekenden opnieuw mobiliseren - 2024";

Overwegende dat deze overeenkomst een samenwerking inhoudt tussen de gemeenten Etterbeek, Evere en Sint-Lambrechts-Woluwe om bovengenoemd project op te zetten;

Overwegende dat het wenselijk is een partnerschapsovereenkomst tussen de drie partners te sluiten, waarin de rechten en plichten van elke partner en de verdeling van de door Actiris toegekende subsidie worden vastgesteld;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST de ondertekening goed te keuren van de partnerschapsovereenkomst tussen Etterbeek, Evere en Sint-Lambrechts-Woluwe, met betrekking tot de uitvoering van het thematische interjobhuisproject "Werkzoekenden opnieuw mobiliseren - 2024", zoals in bijlage opgenomen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Convention_3com_2024_NL.pdf, Convention_3com_2024.pdf

RECETTE - GEMEENTEKAS

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

79 CPAS - Budget 2024 - Modification budgétaire 1 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi du 08/07/1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale ;

Vu le budget du CPAS pour l'exercice 2024 ;

Vu la modification budgétaire 1 du CPAS pour l'exercice 2024 arrêtée par le Conseil de l'Action sociale le 02/07/2024 ;

Considérant que cette modification vise les services d'exploitation et d'investissement ;

Considérant que cette modification budgétaire n'influence pas la dotation communale ;

Vu l'article 255, 16° de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/07/2024 ;

DECIDE d'approuver la modification 1 apportée au budget 2024 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

OCMW - Begroting 2024 - Begrotingswijziging 1 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op artikel 88 van de wet van 08/07/1976, betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Gelet op de begroting van het OCMW voor het dienstjaar 2024;

Gelet op de begrotingswijziging 1 van het OCMW voor het dienstjaar 2024 vastgesteld door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 02/07/2024;

Overwegende dat deze wijziging betrekking heeft op de beheers- en investeringsdienst;

Overwegende dat deze begrotingswijziging de gemeentelijke dotatie niet beïnvloedt;

Gelet op artikel 255, 16° van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/07/2024;

BESLIST de wijziging 1 aangebracht aan de begroting 2024 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Hr Minister-Voorzitter van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

CPAS - MB 1 - Transmis.pdf, CPAS - MB 1 - Délibérations.pdf, CPAS - MB 1.pdf

Cultes - Erediensten

80 **Etablissement de culte catholique Saint-Henri - Restauration globale de l'église - Subsidés en capital - Dépense : 146.899,77 EUR - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'article 39 de la Constitution belge ;

Vu l'ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues du 10/12/2021 abrogeant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les Fabriques d'église ;

Vu l'entrée en vigueur de cette ordonnance le 01/01/2023 ;

Considérant que la circonscription de la paroisse Saint-Henri s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Considérant que les trois communes ont décidé d'intervenir exclusivement dans les travaux réalisés se rapportant à la rénovation de l'Eglise Saint-Henri avant la date du 31/12/2022 conformément à l'ordonnance citée ci-dessus ;

Considérant que le calcul de l'incontestablement dû se fonde sur le solde restant dû par les trois communes tel que défini dans le tableau transmis le 05/04/2024 par l'Etablissement de culte catholique Saint-Henri ;

Considérant que l'analyse financière transmise par l'Etablissement de culte catholique Saint-Henri prévoit un montant de 858.610,73 EUR à charge des trois communes dont 678.947,81 EUR pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert dispose d'un montant de 532.048,04 EUR en crédit reporté ;

Considérant qu'une intervention financière complémentaire au service extraordinaire est nécessaire à hauteur de 146.899,77 EUR ;

Considérant que ces crédits budgétaires nécessaires sont disponibles à l'article 79000/635-51 du budget extraordinaire 2024 ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver une dépense complémentaire de 146.899,77 EUR pour les travaux réalisées avant le 31/12/2022 concernant la restauration globale de l'Eglise Saint-Henri ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 79000/635-51/12353 ;
- d'approuver le financement de ces dépenses par un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Katholieke eredienstinstelling Sint-Hendrik - Algemene restauratie van de kerk - Bijdrage in kapitaal - Uitgave: 146.899,77 EUR - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op artikel 39 van de Belgische Grondwet;

Gelet op ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen van 10/12/2021, dat het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken opheft;

Overwegende dat deze ordonnantie op 01/01/2023 in werking treedt;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Sint-Hendriksparochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek;

Overwegende dat de drie gemeenten hebben besloten om uitsluitend tussen te komen in de werkzaamheden die zijn uitgevoerd met betrekking tot de renovatie van de Sint-Hendrikerk vóór de datum van 31/12/2022 in overeenstemming met voornoemde beschikking;

Overwegende dat de berekening van de onbetwiste schuld gebaseerd is op het saldo dat nog verschuldigd is door de drie gemeenten, zoals vastgelegd in de tabel, die op 05/04/2024 door de Katholieke Eredienstinstelling Sint-Hendrik werd overgemaakt;

Overwegende dat de financiële analyse, die door de Katholieke Eredienstinstelling Sint-Hendrik werd overgemaakt, voorziet in een bedrag van 858.610,73 EUR, dat door de drie gemeenten moet worden betaald, waarvan 678.947,81 EUR door de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe over een overgedragen krediet van 532 048,04 EUR beschikt;

Overwegende dat een bijkomende financiële bijdrage van 146.899,77 EUR van de buitengewone dienst noodzakelijk is;

Overwegende dat de nodige begrotingskredieten beschikbaar zijn op artikel 79000/635-51 van de buitengewone begroting 2024;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST:

- een uitgave van 146.899,07 EUR voor het werk uitgevoerd vóór 31/12/2022, betreffende de algemene restauratie van de beschermd Sint-Hendrikerk, goed te keuren;
- deze uitgave te boeken op het krediet ingeschreven in de buitengewone begroting 2024 onder artikel 79000/635-51/12353;
- deze uitgave te financieren door een afname van het buitengewone reservefonds.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

240405_solde à financer situation fin 2022.pdf

Recette - Gemeentekas

81 Budget communal 2024 - Modifications 3 et 4 - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2024 et ses modifications ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

le budget de l'exercice 2024 est modifié conformément aux indications annexées, le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE

MODIFICATION N° 3

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
M.B. précédente	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09
Augmentation	875.502,50	2.371.195,97	-1.495.693,47
Diminution	5.245,00	1.503.285,56	1.498.040,56
Résultat	162.717.773,99	143.249.948,81	19.467.825,18

SERVICE EXTRAORDINAIRE

MODIFICATION N° 4

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
M.B. précédente	52.338.481,00	52.258.295,75	80.185,25
Augmentation	1.091.224,00	1.032.094,00	59.130,00
Diminution	2.624.970,00	2.565.840,00	-59.130,00

	Recettes	Dépenses	Solde
Résultat	50.804.735,00	50.724.549,75	80.185,25

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Gemeentebegroting 2024 - Wijzigingen 3 en 4 - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 en haar wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 03/10/2024;

BESLIST:

de begroting van het dienstjaar 2024 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage, het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel :

GEWONE DIENST

WIJZIGING NR. 3

BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Vorige begrotingswijziging	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09
Verhoging der kredieten	875.502,50	2.371.195,97	-1.495.693,47
Vermindering der kredieten	5.245,00	1.503.285,56	1.498.040,56
Resultaat	162.717.773,99	143.249.948,81	19.467.825,18

BUITENGEWONE DIENST

WIJZIGING NR. 4

BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Vorige begrotingswijziging	52.338.481,00	52.258.295,75	80.185,25
Verhoging der kredieten	1.091.224,00	1.032.094,00	59.130,00
Vermindering der kredieten	2.624.970,00	2.565.840,00	-59.130,00
Resultaat	50.804.735,00	50.724.549,75	80.185,25

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

Begroting 2024 - gewone dienst - BW3.pdf, Budget 2024 - service ordinaire - MB3.pdf, Begroting 2024 - buitengewone dienst - BW4.pdf, Budget 2024 - service extraordinaire - MB4.pdf

82 **Budget communal 2024 - Service ordinaire - Modification 53 en exécution de l'article 10 § 3 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2024, ainsi que la modification 1 qui a été apportée au service ordinaire ;

Vu sa décision du 24/06/2024 portant modification de certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à un même groupe fonctionnel et à un même groupe économique ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 10 § 3 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à une même fonction et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

le budget ordinaire de l'exercice 2024 est modifié conformément aux indications annexées et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

MODIFICATION N° 53

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES

Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial / M.B. précédente	162.717.773,99	143.249.948,81	19.467.825,18
Augmentation		2.195.659,66	-2.195.659,66
Diminution		2.195.659,66	2.195.659,66
Résultat	162.717.773,99	143.249.948,81	19.467.825,18

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentebegroting 2024 - Gewone dienst - Wijziging 53 in uitvoering van artikel 10 § 3 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 alsook de wijziging nr. 1 die werd aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op zijn beslissing van 24/06/2024 houdende wijziging van bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functionele groep en een zelfde economische groep;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van de artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 10 §3 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functie en een zelfde economische groep, te herzien ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST:

de gewone begroting van 2024 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage en het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

WIJZIGING NR. 53

BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting / vorige B.W.	162.717.773,99	143.249.948,81	19.467.825,18
Verhoging		2.195.659,66	-2.195.659,66
Vermindering		2.195.659,66	2.195.659,66
Resultaat	162.717.773,99	143.249.948,81	19.467.825,18

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Begroting 2024 - gewone dienst - BW53.pdf, Budget 2024 - service ordinaire - MB53.pdf

83 Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 2e trimestre 2024 - Prise de connaissance.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 2^e trimestre 2024 établi le 25/06/2024 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 01/08/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 2^e trimestre 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 2e trimester 2024 - Kennisneming.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 2e trimester 2024 opgesteld op 25/06/2024 door de gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 01/08/2024;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 2e trimester 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

84 **Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 3e trimestre 2024 - Prise de connaissance.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 3^e trimestre 2024 établi le 25/09/2024 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 3^e trimestre 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 3e trimester 2024 - Kennisneming.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 3e trimester 2024 opgesteld op 25/09/2024 door de gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 3e trimester 2024.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

85 **Services communaux - Achat de smartphones - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MEDIA MARKT Sint-Lambrechts-Woluwe - Dépense: 5.130 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 30 smartphones pour les besoins en téléphonie mobile du personnel communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 30 smartphones pour les besoins en téléphonie mobile du personnel communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés dans le cadre de ce marché de faible montant :

- COOLBLUE, Boomssesteenweg 560 à 2610 Antwerpen : prix total = 5.270 EUR TVAC,
- FNAC VANDENBORRE NV, Slesbroekstraat 101 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw : prix total = 5.640 EUR TVAC,
- MEDIA MARKT Sint-Lambrechts-Woluwe, chaussée de Louvain 1200 en c/c : prix total = 5.130 EUR TVAC ;

Considérant que la firme MEDIA MARKT Sint-Lambrechts-Woluwe, chaussée de Louvain 1200 en c/c, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 13200/742-54 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 5.130 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 30 smartphones, pour un montant de 5.130 EUR TVAC, auprès de la firme MEDIA MARKT Sint-Lambrechts-Woluwe, chaussée de Louvain 1200 en c/c ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 13200/742-54/11175 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, sur lequel un montant de 5.130 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance.. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentediensten - Aankoop van smartphones - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MEDIA MARKT Sint-Lambrechts-Woluwe - Uitgave: 5.130 EUR incl. btw - Informatie.

FNAC VANDEN BORRE- 224_WOLUWE_002.pdf, MEDIAMARKT- OFE-858297-J5N8S4.pdf, COOLBLUE- devis-CB11469.pdf

86 **Services communaux - Achat de matériel biométrique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CIPAL SCHAUBROECK - Dépense : 30.193,41 EUR TVAC - Information.**

Gemeentediensten - Aankoop biometrisch materiaal - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CIPAL SCHAUBROECK - Uitgave: 30.193,41 EUR incl. btw - Informatie.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om biometrische materiaal aan te kopen ter vervanging van verouderd materiaal dat vanaf 01/01/2025 niet langer ondersteund zal worden door de FOD Binnenlandse Zaken;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 18/07/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om biometrische materiaal aan te kopen ter vervanging van verouderd materiaal dat vanaf 01/01/2025 niet langer ondersteund zal worden door de FOD Binnenlandse Zaken;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat twee firma's werden geraadpleegd binnen het kader van deze opdracht van beperkte waarde:

- CIPAL SCHAUBROECK, Cipalstraat 3 te 2440 Geel: prijs: 30.193,41 EUR incl. btw,
- CIVADIS, rue de Néverlée 12 te 5020 Namur: prijs: 31.972,93 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma CIPAL SCHAUBROECK, Cipalstraat 3 te 2440 Geel, de economisch meest voordelige offerte biedt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 13900/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat voorgesteld wordt een bedrag van 30.193,41 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de aankoop goed te keuren van biometrisch materiaal, voor een bedrag van 30.193,41 EUR incl. btw, bij de firma CIPAL SCHAUBROECK, Cipalstraat 3 te 2440 Geel;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 13900/742-53/9670 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024, waarop een bedrag van 30.193,41 EUR is vastgelegd.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister- President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Cipal - Offre.pdf, Civadis - Offre.pdf

87 **Ecoles communales - Acquisition de 35 ordinateurs portables pour les tableaux interactifs - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ANS COMPUTER - Dépense : 25.243,56 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir 35 ordinateurs portables avec accessoires (souris et sacs de transport) pour remplacer les anciens portables des tableaux interactifs des écoles communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/07/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir 35 ordinateurs portables avec accessoires (souris et sacs de transport) pour remplacer les anciens portables des tableaux interactifs des écoles communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés :

- ANS COMPUTER SPRL, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Temploux : prix total = 25.243,56 EUR TVAC,
- UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles : prix total = 41.133,47 EUR TVAC,
- ECONOCOM , place du Champ de Mars 5 bte 14 à 1050 Ixelles : prix total = 30.873,95 EUR TVAC ;

Considérant que la firme ANS COMPUTER SPRL, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Temploux, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 72200/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 25.243,56 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition de 35 ordinateurs portables avec accessoires (souris et sacs de transport) pour les écoles communales, pour un montant de 25.243,56 EUR TVAC, auprès de la firme ANS COMPUTER SPRL, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Temploux ;
- d'approuver la dépense de 25.243,56 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/742-53/8416 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Aankoop van 35 laptops voor de interactieve borden - Optracht van beperke waarde - Aanduiding van de leverancier: ANS COMPUTER - Uitgave: 25.243,56 EUR incl. btw - Informatie.

Econocom - Offre.pdf, Upfront - Offre.pdf, Ans Computer - Offre.pdf

88 **Cours communaux de langues modernes - Acquisition de matériel informatique - Centrale d'achat de Paradigm - Désignation du fournisseur : ECONOCOM - Subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Circulaire 9108) - Dépense : 10.106,66 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 9 ordinateurs (8 PCs portables et 1 Macbook Air) pour remplacer les ordinateurs pour TBI des Cours communaux de langues modernes qui sont devenus obsolètes ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 9 ordinateurs (8 PCs portables et 1 Macbook Air) pour remplacer les ordinateurs pour TBI des Cours communaux de langues modernes qui sont devenus obsolètes ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation d'un marché public ;

Considérant que depuis le 03/07/2015, Paradigm (ex-CIRB) attribue ses marchés en centrale d'achat ;

Considérant que Paradigm permet aux pouvoirs locaux d'adhérer à cette centrale d'achat par le biais d'un eCatalogue, notamment pour la fourniture de matériel électronique ;

Vu la décision du Conseil communal du 20/12/2021 approuvant l'adhésion à la centrale d'achat du CIRB ;

Vu la décision du CIRB du 23/11/2020 attribuant à la firme ECONOCOM, place du Champ de Mars 5 Boîte 14 à 1050 Ixelles, le marché pour la fourniture des PCs et Macbook (Lots 1 et 7) ;

Vu l'analyse des besoins réalisée par le responsable du service Nouvelles technologies ;

Considérant que le matériel proposé dans le catalogue de Paradigm répond parfaitement aux besoins de l'administration ;

Considérant que l'estimation de la dépense est de 10.106,66 EUR TVAC, à inscrire à l'article 73500/742-53/ du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par une subvention de la Fédération Wallonie-Bruxelles, déjà perçue par la commune ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'approuver l'achat de 9 ordinateurs via la centrale d'achat de Paradigm (ex-CIRB), auprès de l'adjudicataire ECONOCOM, place du Champ de Mars 5 Boîte 14 à 1050 Ixelles, désigné par le CIRB le 23/11/2020 ; d'approuver la dépense de 10.106,66 EUR TVAC, inscrite à l'article 73500/742-53/7831 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par subside.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Cours communaux de langues modernes - Aankoop van IT-apparatuur - Aankoopcentrale Paradigm - Aanduiding van de leverancier: ECONOCOM - Subsidie van de Federatie Wallonië-Brussel (Omzendbrief 9108) - Uitgave: 10.106,66 EUR incl. btw - Informatie.

eCat - Matériel Informatique CCLM.pdf, Circulaire 9108.pdf

89 **Service Jeunesse - Acquisition d'un Macbook Pro - Centrale d'achat de Paradigm - Désignation du fournisseur : ECONOCOM - Dépense : 2.294,09 EUR TVAC - Information.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition d'un Macbook Pro pour remplacer une machine obsolète datant de 2015 au service Jeunesse ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition d'un Macbook Pro pour remplacer une machine obsolète datant de 2015 au service Jeunesse ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation d'un marché public ;

Considérant que depuis le 03/07/2015, Paradigm (ex-CIRB) attribue ses marchés en centrale d'achat ;

Considérant que Paradigm permet aux pouvoirs locaux d'adhérer à cette centrale d'achat par le biais d'un eCatalogue, notamment pour la fourniture de matériel électronique ;

Vu la décision du Conseil communal du 20/12/2021 approuvant l'adhésion à la centrale d'achat du CIRB ;

Vu la décision du CIRB du 23/11/2020 attribuant à la firme ECONOCOM, place du Champ de Mars 5 bte 14 à 1050 Ixelles, le marché pour la fourniture de matériel Apple (lot 7) ;

Vu l'analyse des besoins réalisée par le responsable du service Nouvelles technologies ;

Considérant que le matériel proposé dans le catalogue de Paradigm répond parfaitement aux besoins de l'administration ;

Considérant que l'estimation de la dépense est de 2.294,09 EUR TVAC, à inscrire à l'article 13900/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un Macbook Pro via la centrale d'achat de Paradigm (ex-CIRB), auprès de l'adjudicataire ECONOCOM, place du Champ de Mars 5 bte 14 à 1050 Ixelles, désigné par le CIRB le 23/11/2020 ;
- d'approuver la dépense de 2.294,09 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/11177 du

budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Dienst Jeugd - Aankoop van een Macbook Pro - Aankoopcentrale Paradigm - Aanduiding van de leverancier: ECONOCOM - Uitgave: 2.294,09 EUR incl. btw - Informatie.

CIBG eCatalogue Paradigm - Uw winkelwagen.pdf

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs

90 **Prinses Paolaschool - Overeenkomst OVSG - Extra werkingsbudget taaloffensief Nederlands - Goedkeuring.**

Ecole « Prinses Paola » - Convention OVSG - Budget de fonctionnement supplémentaire « taaloffensief Nederlands » - Approbation.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de Vlaamse overheid sinds het schooljaar 2023-2024 een extra werkingsbudget toekent aan scholen voor gewoon voltijds onderwijs en centra voor deeltijds beroepssecundair waar minstens de helft van de leerlingen een andere thuistaal heeft met als doel versterkt in te zetten op de kennis van het Nederlands in die scholen;

Overwegende dat Prinses Paolaschool in aanmerking komt voor een extra werkingsbudget van € 25 949,82 toegekend op basis van de berekening op 1 februari 2022, betaald in twee schijven, telkens 50%;

Overwegende dat dit extra werkingsbudget dient om leerlingen met een te beperkte kennis van het Nederlands extra te ondersteunen hun de taalcompetenties in het Nederlands te vergroten;

Overwegende dat de scholen deze middelen kunnen inzetten volgens de eigen noden en keuzes;

Overwegende dat OVSG PLUS (Onderwijsvereniging van Steden en Gemeente) een langlopend professionaliseringstraject ontwikkeld heeft om de scholen duurzaam en met effect te ondersteunen bij de benutting van deze middelen;

Overwegende dat de expert verbonden is aan OVSG PLUS en werkt in overeenstemming met “Leer Lokaal” en aan de hand van de materialen van OVSG PLUS;

Overwegende dat de Prinses Paolaschool in zitting van 18/12/2023 goedkeuring kreeg voor het gebruik van het leerplan “Leer Lokaal” van OVSG;

Gelet op de mail van 19/08/2024 van OVSG met de bijgevoegde overeenkomst

“professionaliseringstraject taaloffensief Nederlands” dat het gemeentebestuur en het schoolbestuur gekregen heeft;

Overwegende dat OVSG PLUS voor het taaloffensief Nederlands tegen betaling van € 20 000 voorziet in doorgedreven professionalisering in de Prinses Paola basisschool via het 0.2 VTE inzetten van een expert in Nederlandse taalverwerving voor de periode van 01/09/2024 t.e.m. 31/08/2025;

Overwegende dat deze overeenkomst jaarlijks stilzwijgend verlengd wordt met één jaar;

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe binnen de vier weken na de ondertekening van de overeenkomst een voorschot van 70% zal betalen aan OVSG PLUS en de resterende 30% op het einde van het schooljaar.

Gelet op de brief van 26/08/2024 waarin mw. Lynn PESSENDORFFER, directrice van de Prinses Paolaschool, zich wenst aan te sluiten bij het professionaliseringstraject van OVSG PLUS;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd, inzonderheid artikel 87quinquies;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST de ondertekening van de overeenkomst met OVSG PLUS vzw voor de ondersteuning van het professionaliseringstraject taaloffensief Nederlands in de gemeentelijke basisschool “Prinses Paola”, zoals in bijlage opgenomen, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Decreet+BO+25.02.1997+art.+87quinquies.pdf, Overeenkomst Taaloffensief Nederlands OVSG&SLWoluwe.pdf, 2023-2024 Extra werkingsbudget offensief Nederlands-4531PPS.pdf, Brief+Mw.PESSENDORFFER+College+taaloffensief+NL.pdf, mail OVSG.pdf

91 **Prinses Paolaschool - Arbeidsreglement voor het gesubsidieerd personeel - Goedkeuring.**

Ecole « Prinses Paola » - Règlement de travail pour le personnel subventionné - Approbation.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08/04/1965, zoals gewijzigd, tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15 sexes;

Gelet op het decreet van 27/03/1991, zoals gewijzigd, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, artikel 33;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, hoofdstuk IX, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 19/12/1974, zoals gewijzigd, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en

het schoolbestuur;

Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten geïnformeerd worden over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het wenselijk is een arbeidsreglement op te maken dat eveneens in alle scholen van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” gebruikt kan worden;

Overwegende dat het huidige arbeidsreglement, goedgekeurd in zitting van 25/09/2023, niet langer voldoet aan de nieuwe regelgeving en dus aan actualisatie toe is;

Overwegende dat er hierdoor nieuwe algemene afspraken werden gemaakt op het niveau van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” en dat het bijgevoegde nieuwe arbeidsreglement werd voorgelegd aan het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap (OCSG) op 01/07/2024;

Overwegende dat de vakorganisaties zich verontschuldigd hebben om aan deze vergadering deel te nemen, maar dat zij hun opmerkingen met betrekking tot het arbeidsreglement aan de coördinerend directeur van de scholengemeenschap hebben doorgegeven;

Gelet op het protocol van akkoord van 01/07/2024;

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op het voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST:

- het arbeidsreglement van het gewoon onderwijs goed te keuren voor de gesubsidieerde personeelsleden die onder gezag arbeid verrichten in de Prinses Paolaschool, zoals in bijlage opgenomen;
- kennis te nemen van de bijlagen bij het arbeidsreglement.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

wijzigingen AR.pdf, PROTOCOL.pdf, A.R.2024-2025.pdf

92 **"Prinses Paolaschool" - Congés et vacances de l'année scolaire 2024-2025 - Dates - Fixation - Approbation.**

Prinses Paolaschool - Verloven en vakanties van het schooljaar 2024-2025 - Data - Vaststelling - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 17/04/1991, zoals gewijzigd, tot organisatie van het schooljaar in het basisonderwijs en in het deeltijds onderwijs georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 29/08/2024;

STELT VAST, als volgt, voor het schooljaar 2024-2025, de vakanties en verlofdagen van het kleuter- en lager onderwijs in het Nederlands taalstelsel:

OFFICIELE DAGEN

- Herfstvakantie : van maandag 28/10/2024 tot zondag 03/11/2024
- Wapenstilstand : maandag 11/11/2024
- Kerstvakantie : van maandag 23/12/2024 tot zondag 05/01/2025
- Krokusvakantie : van maandag 03/03/2025 tot zondag 09/03/2025
- Paasvakantie : van maandag 07/04/2025 tot maandag 21/04/2025
- Dag van de arbeid : donderdag 01/05/2025
- Hemelvaart : donderdag 29/05/2025 Brugdag : vrijdag 30/05/2025
- Pinkstermaandag : maandag 09/06/2025

FACULTATIEVE DAGEN (3 dagen)

- woensdag 28/05/2025
- dinsdag 10/06/2025
- woensdag 11/06/2025

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

93 **"Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord" - Congés et vacances de l'année scolaire 2024-2025 - Dates - Fixation - Approbation.**

Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Verloven en vakanties van het schooljaar 2024-2025 - Data - Vaststelling - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 17/04/1991, zoals gewijzigd, tot organisatie van het schooljaar in het basisonderwijs en in het deeltijds onderwijs georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 29/10/2024;

STELT VAST, als volgt, voor het schooljaar 2024-2025, de vakanties en verlofdagen van de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord:

OFFICIELE DAGEN

- Herfstvakantie : van maandag 28/10/2024 tot zondag 03/11/2024
- Wapenstilstand : maandag 11/11/2024
- Kerstvakantie : van maandag 23/12/2024 tot zondag 05/01/2025
- Krokusvakantie : van maandag 03/03/2025 tot zondag 09/03/2025
- Paasvakantie : van maandag 07/04/2025 tot maandag 21/04/2025

- Feest van de arbeid : donderdag 01/05/2025
- Hemelvaart : donderdag 29/05/2025
- Pinkstermaandag : maandag 09/06/2025

FACULTATIEVE DAGEN (2 dagen)

- vrijdag 30/05/2025
- zaterdag 31/05/2025

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

94 **Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Afsprakenkader voor het gebruik van de gebouwen en domeinen van GO! Scholengroep Brussel - Uitgave: 114,57 EUR - Goedkeuring.**

« Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » - Cadre d'accords pour l'utilisation des bâtiments et domaines de « GO! Scholengroep Brussel » - Dépense : 114,57 EUR - Approbation.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeenteraad, in zitting van 23/03/1999, de fusieovereenkomst tussen de muziekacademies van Ukkel en Sint-Lambrechts-Woluwe met ingang van 01/09/1999 goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het departement onderwijs de overname van Ukkel door Sint-Lambrechts-Woluwe geregistreerd heeft als een fusie door opsloping;

Overwegende dat dit betekent dat de instelling in Sint-Lambrechts-Woluwe de administratieve zetel behoudt, terwijl de academie in Ukkel een filiaal wordt;

Overwegende dat de overeenkomst voor 5 schooljaren werd aangegaan, ingaande op 01/09/1999, en stilzwijgend hernieuwbaar;

Overwegende dat de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord al jaren les geeft in de lokalen van Basisschool Floréal, Floréallaan 14 te 1180 Ukkel, zonder dat daar een huurovereenkomst voor nodig is;

Overwegende dat Basisschool Floréal een school is die tot de Go scholengroep behoort;

Overwegende dat vanaf de start van het schooljaar 2024-2025, GO Scholengroep vraagt om een bezettingsovereenkomst goed te keuren door de inrichtende macht van de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord, zodat de lessen op Basisschool Floréal kunnen doorgaan;

Overwegende dat er overeengekomen is dat de infrastructuur van de domeinen van de sholengroep gratis ter beschikking worden gesteld mits verplichte afsluiting van twee verzekeringspolissen: • een verzekering inzake burgerlijke en contractuele aansprakelijkheid (polis nr. 45.057.703) voor de som van 97,67 € (artikel : 734100/124-08 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024);• een verzekering tegen brand-en waterschade (polis nr. 38.147.392) voor de jaarlijkse som van 16,90 € (artikel: 73411/125-08 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024) ;

Gelet op artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST de bezettingsovereenkomst, zoals in bijlage opgenomen, inzake het gebruik van de gebouwen en domeinen van GO! Scholengroep Brussel goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

afsprakenkader.pdf

CULTURE - CULTUUR

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

95 Gemeentelijke openbare bibliotheek - Aanpassingen in regioreglement Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brussels Gewest - Goedkeuring.

Bibliothèque publique communale - Adaptation de la réglementation régionale relative aux bibliothèques publiques néerlandophones en Région bruxelloise - Approbation.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 16/12/2019 waarbij het bibliotheekbeleidsplan van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek werd goedgekeurd;

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brussels Gewest en Muntpunt onder de coördinatie en met de ondersteuning van de VGC een samenwerkingsverband vormen met een gemeenschappelijk bibliotheekstelsel, een gemeenschappelijke lenerspas, een gemeenschappelijke catalogus en een gezamenlijk platform voor bibliotheekwebsites;

Overwegende dat de bibliotheek als doelstelling heeft om zo laagdrempelig mogelijk te zijn en speciale aandacht schenkt aan samenwerking, kwaliteit en een inclusieve werking;

Overwegende dat de bibliotheek heeft meegewerkt aan een gemeenschappelijk bibliotheekreglement, ten dienste en in het belang van de bibliotheekgebruikers, met gemeenschappelijke tarieven, termijnen en aantallen;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 29/08/2024;

BESLIST de aanpassing van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), de 19 gemeenten van het Brusselse Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brussels Gewest, zoals in bijlage opgenomen, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Addendum bij samenwerkingsovereenkomst.pdf

PRÉVENTION - PREVENTIE

Observatoire du logement - Huisvesting

96 **ASBL Agence Immobilière Sociale de Woluwe-Saint-Lambert (AIS) - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 : 27.000 EUR - Octroi - Approbation.**

CECI EST UNE PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 27.000 EUR a été prévu au budget 2024 à l'article 92200/332-02 en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale (AIS) de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes et le rapport d'activités 2023 de l'association précitée, approuvés par l'assemblée générale du 03/09/2024 ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 19/09/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités de l'ASBL Agence Immobilière Sociale (AIS) de Woluwe-Saint-Lambert ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 27.000 EUR, inscrit à l'article 92200/332-02 du budget 2024, en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale (AIS) de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Agence Immobilière Sociale de Woluwe-Saint-Lambert (AIS)" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024: 27.000 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

COMPTE 2023 SITUATION AU 04062024.pdf, RAPPORT ACTIVITES 2023.docx

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Développement durable et environnement - Duurzame ontwikkeling en leefmilieu

97 **Année 2021 - Subvention du Gouvernement de la Région bruxelloise - Programme local d'Action Climat par la mise en œuvre de projets thématiques : projet « Réaménagement**

durable du quartier Hof ten Berg (nature, eau, vie sociale) » - Convention avec Bruxelles Environnement - Avenant - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 20/12/2021 approuvant la convention relative à la subvention référencée SUB/2021/AC_WStL/APcom/VN/ReamenagementHofTenBerg ;

Considérant que le comité d'accompagnement contrôlant la bonne exécution des modalités de ladite subvention propose un avenant à celle-ci ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/09/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2021/AC_WStL/APcom/VN/ReamenagementHofTenBerg, entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et Bruxelles Environnement, tel que repris en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Jaar 2021- Subsidie van de Brusselse Regering - Lokaal Klimaatactieprogramma via de uitvoering van thematische projecten: project "Duurzame herinrichting van de wijk Hof ten Berg (natuur, water, sociaal leven)" - Overeenkomst met Leefmilieu Brussel - Anhangsel - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 20/12/2021 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2021/AC_WStL/APcom/VN/ReamenagementHofTenBerg;

Overwegende dat de begeleidingscommissie die toeziet op een goede uitvoering van de modaliteiten van genoemde subsidie een aanhangsel bij de overeenkomst voorstelt;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 18/09/2024;

BESLIST het aanhangsel bij de overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2021/AC_WStL/APcom/VN/ReamenagementHofTenBerg, tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en Leefmilieu Brussel, zoals in bijlage opgenomen, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

DRAFT_Avenant_Convention_CommunesCPAS (003).docx, RE Convention SUB2021AC_WStLAPcomVNReamenagementHofTenBerg.msg, lettre officielle à BE prolongation_20240701.pdf

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 30/01/2023 approuvant la convention relative à la subvention référencée SUB/2022/WSL/QuickWins ;

Considérant que le comité d'accompagnement contrôlant la bonne exécution des modalités de ladite subvention propose un avenant à celle-ci ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/09/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention relative à la subvention référencée SUB/2022/WSL/QuickWins, entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et Bruxelles Environnement, tel que repris en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Jaar 2023 - Leefmilieu Brussel - “Audit Regenwater” op een gemeentelijke site - Gemeentehuis ligging - Overeenkomst met Leefmilieu Brussel - Aanhangsel - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 30/01/2023 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2022/WSL/Quickwins;

Overwegende dat de begeleidingscommissie die toeziet op een goede uitvoering van de modaliteiten van genoemde subsidie een aanhangsel bij de overeenkomst voorstelt;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 18/09/2024;

BESLIST het aanhangsel bij de overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2022/WSL/Quickwins, tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en Leefmilieu Brussel, zoals in bijlage opgenomen, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijkomende besluiten en omzendbrieven.

AvenantAanhangsel_Quickwins_202408.pdf, Proposition BE Avenant_20240731.msg

Planification stratégique et mobilité - Strategische planning en mobiliteit

- 99 **Prêt de matériel d'analyse de trafic sur le territoire de la zone de police Montgomery - Signature de la convention - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que suite à la décision du Collège de police du 30/06/2023, les analyses de trafic et les actions préventives en matière de respect des vitesses ont été confiées aux communes ;

Considérant que la commune empruntait déjà, de manière informelle, les appareils d'analyse de trafic à la zone de police à des fins d'analyse de trafic ;

Considérant que ce prêt de matériel n'engendrera aucune dépense pour la commune ; Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention ci-dessous entre les communes de Woluwe-Saint-Lambert, de Woluwe-Saint-Pierre et d'Etterbeek, et la zone de police Montgomery afin de régler les modalités de la mise à disposition du matériel d'analyse de trafic :

CONVENTION DE GESTION DU MATERIEL D'ANALYSE DE TRAFIC SUR LE TERRITOIRE DE LA ZONE DE POLICE 5343 MONTGOMERY

Préambule

Cette convention de gestion de matériel vise à mieux définir les rôles des différentes parties - les communes et la zone de police 5343 Montgomery - quant à la gestion des appareils de contrôle indicatif et d'analyse de vitesse sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre.

Art.1 Parties à la convention

Les parties à la présente convention sont :

- La zone de police 5343 Montgomery, ci-après dénommée « le propriétaire » et représentée par son Chef de corps, le 1er Commissaire-divisionnaire Michaël JONNIAUX ;
- La commune de Woluwe-Saint-Lambert, ci-après dénommée « commune utilisatrice » et représentée par son Bourgmestre, M. Olivier MAINGAIN, et son Secrétaire communal, M. Patrick LAMBERT ;
- La commune d'Etterbeek, ci-après dénommée « commune utilisatrice » et représentée par son Bourgmestre, M. Vincent DE WOLF, et par sa Secrétaire communale, Mme Annick PETIT ;
- La commune de Woluwe-Saint-Pierre, ci-après dénommée « commune utilisatrice » et représentée par son Bourgmestre, M. Benoît CEREXHE, et par sa Secrétaire communale, Mme Florence VAN LAMSWEERDE.

Art.2 Objet de la convention

La présente convention porte sur la mise à disposition par le propriétaire aux communes utilisatrices des appareils et accessoires suivants :

- 13 appareils de mesurage instantané de vitesse d'un véhicule en mouvement de type « smileys » (6 Ledlite et 7 Krycer) ;
- 6 appareils d'analyse de trafic (enregistrement de données multi-factorielles comme la vitesse, les quantités et types de véhicules, ...) (3 Sierzega et 3 Krycer) ;
- 25 batteries (16 LP, 2 Genesis, 1 FullRiver, 6 Sell Power) ;
- 11 chargeurs (3 C-TEK, 2 Power Commander, 3 Battery Driver et 3 PCBD 2000) ;
- et 11 panneaux solaires (de recharge)

Les communes se répartissent en principe les appareils comme suit :

- Woluwe-Saint-Lambert : 5 appareils de mesurage instantané de vitesse et 2 appareils d'analyse de trafic ;
- Etterbeek : 4 appareils de mesurage instantané de vitesse et 2 appareils d'analyse de trafic ;
- Woluwe-Saint-Pierre : 4 appareils de mesurage instantané de vitesse et 2 appareils d'analyse de trafic.

Les communes sont bien évidemment libres de gérer ces appareils de la manière qui leur semble la

plus efficiente, même si cela devait se traduire par des conventions éventuelles de prêt entre elles.

Art.3 Propriété des appareils

La zone de police 5343 Montgomery reste propriétaire de ces appareils (actuels et futurs), qu'elle acquiert via les subventions du Fonds de sécurité routière. Seule la zone de police décide d'acquérir et de déclasser ces appareils (et tous leurs accessoires), après concertation avec les communes utilisatrices. Si les subventions du Fonds de sécurité routière devaient sensiblement diminuer ou être supprimées ou remplacées, la zone de police se réserve le droit de mettre fin à la présente convention.

Art.4 Placement et maintenance usuelle des appareils

Le placement et la gestion des appareils objets de la convention se feront par les communes. La maintenance courante de ces appareils se fera directement par les communes auprès des firmes spécialisées déterminées par la zone de police. Les frais de maintenance seront facturés à la zone de police par les firmes spécialisées. La zone de police prendra en charge le paiement de ces factures. Une courte formation pourra au besoin être dispensée par le service Trafic Technique de la zone de police au personnel concerné des communes utilisatrices. La zone de police ne prendra pas en charge les frais de réparation liés à une mauvaise utilisation des appareils et de leurs accessoires (chute, stockage, manipulation, ...) par les communes utilisatrices.

Art.5 Assurance

Les appareils et leurs accessoires sont assurés par la zone de police. Cette assurance couvre les appareils et leurs accessoires en tous risques, couvrant les dégâts matériels, l'incendie et le vol. Une clause d'abandon de recours est prévue à l'égard des communes utilisatrices. Le contentieux est géré par la zone de police sur base des informations et déclarations fournies par les communes utilisatrices.

Art.6 Services concernés

Les services qui doivent entrer en contact dans le cadre de la gestion de ces appareils sont :

- La cellule Trafic Technique du service circulation de la zone de police :
zpz.montgomery.traffic.tech@police.belgium.eu;
- Les services travaux et mobilité des communes :
 - mobilite@etterbeek.brussels,
 - espacespublics@woluwe1150.be,
 - developpementstrategique@woluwe1200.be

Art.7 Gestion des données

La gestion des données des analyseurs de trafic est assurée par les communes. Il ne s'agit pas de données à caractère personnel. La gestion de ces données se fait via un logiciel mis à disposition par le fournisseur. Ce logiciel est installé sur une tablette digitale. Une tablette par commune sera fournie par la zone de police.

Les données collectées par les communes doivent être tenues à disposition de la zone de police sur simple réquisition (via une plate-forme ou via des fichiers digitaux).

Art.8 Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par écrit soit de commun accord de chacune des parties, soit de manière unilatérale par la zone de police ou par une ou plusieurs des communes utilisatrices moyennant un préavis de 6 mois notifié par envoi recommandé postal.

Art.9 Entrée en vigueur de la convention

La présente convention entre en vigueur le 1er novembre 2024.

Elle fera l'objet d'une évaluation après 6 mois à dater de son entrée en vigueur.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le 15/10/2024.

M. Olivier MAINGAIN
Bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert

M. Vincent DE WOLF
Bourgmestre d'Etterbeek

M. Benoît CEREXHE
Président du Collège de police
Bourgmestre de Woluwe-Saint-Pierre

M. Michaël JONNIAUX
Chef de corps

M. Patrick LAMBERT
Secrétaire communal

Mme Annick PETIT
Secrétaire communale

Mme Florence VAN LAMSWEERDE
Secrétaire communale

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Uitlenen van apparatuur voor verkeersanalyse op het grondgebied van de politiezone Montgomery - Ondertekening van de overeenkomst - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat ingevolge de beslissing van het politiecollege van 30/06/2023, de verkeersanalyse en de preventieve actie inzake snelheidsovertredingen aan de gemeenten werden toevertrouwd;

Overwegende dat de gemeente voor verkeersanalyse doeleinden reeds informeel apparatuur leende van de politiezone;

Overwegende dat deze bruikleen van apparatuur voor de gemeente geen uitgaven met zich meebrengt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 05/09/2024;

BESLIST onderstaande overeenkomst tussen de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek en de politiezone Montgomery goed te keuren teneinde de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling van apparatuur voor verkeersanalyse te regelen;

OVEREENKOMST VOOR HET BEHEER VAN DE APPARATUUR VOOR VERKEERSANALYSE OP HET GRONDGEBIED VAN POLITIEZONE 5343 MONTGOMERY

Preambule

Het doel van deze overeenkomst voor het beheer van apparatuur is om de rol van de verschillende partijen - de gemeenten en politiezone 5343 Montgomery - in het beheer van de apparatuur voor de indicatieve snelheidscontrole en -analyse in de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe duidelijker te omschrijven

Art.1 Partijen van de overeenkomst

De partijen bij deze overeenkomst zijn:

- Politiezone 5343 Montgomery, hierna genoemd "de eigenaar" en vertegenwoordigd door haar Korpschef, 1ste hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX;
- De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, hierna "de gemeente gebruiker" genoemd en vertegenwoordigd door haar burgemeester, de heer Olivier MAINGAIN, en haar gemeentesecretaris, de heer Patrick LAMBERT;
- De gemeente Etterbeek, hierna "de gemeente gebruiker" genoemd en vertegenwoordigd door haar burgemeester, de heer Vincent DE WOLF, en haar gemeentesecretaris, mevrouw Annick

PETIT;

- De gemeente Sint-Pieters-Woluwe, hierna de “gemeente gebruiker” genoemd en vertegenwoordigd door haar burgemeester, de heer Benoît CEREXHE, en haar gemeentesecretaris, mevrouw Florence VAN LAMSWEERDE.

Art.2 Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling door de eigenaar aan de gemeente gebruiker van de volgende apparatuur en toebehoren:-

- 13 “meetapparaten” voor het onmiddellijk meten van de snelheid van een bewegend voertuig (6 Ledlite en 7 Krycer);
- 6 verkeersanalysetoestellen (die multifactoriële gegevens registreren zoals snelheid, aantallen en types voertuigen, enz.) (3 Sierzega en 3 Krycer);
- 25 accu's (16 LP, 2 Genesis, 1 FullRiver, 6 Sell Power);
- 11 laders (3 C-TEK, 2 Power Commander, 3 Battery Driver en 3 PCBD 2000);
- en 11 zonnepanelen (voor opladen).

In principe zullen de gemeenten de uitrusting als volgt verdelen:

- Sint-Lambrechts-Woluwe: 5 toestellen voor onmiddellijke snelheidsmeting en 2 toestellen voor verkeersanalyse;
- Etterbeek: 4 toestellen voor onmiddellijke snelheidsmeting en 2 toestellen voor verkeersanalyse;
- Sint-Pieters-Woluwe: 4 toestellen voor onmiddellijke snelheidsmeting en 2 toestellen voor verkeersanalyse.

Het staat de gemeenten uiteraard vrij om deze apparatuur naar eigen inzicht te beheren, zelfs als dit onderlinge leenovereenkomsten tussen de gemeenten inhoudt.

Art.3 Eigendom van de apparatuur

De politiezone 5343 Montgomery blijft eigenaar van deze toestellen (huidig en toekomstig), die ze aankoopt via subsidies van het Fonds voor verkeersveiligheid. Enkel de politiezone beslist, na overleg met de gebruikende gemeenten, over de aankoop en de buitengebruikstelling van deze toestellen (en al hun toebehoren).

Indien de subsidies van het Fonds voor verkeersveiligheid aanzienlijk worden verminderd, ingetrokken of vervangen, behoudt de politiezone zich het recht voor om deze overeenkomst op te zeggen

Art.4 Installatie en routineonderhoud van de apparatuur

De apparatuur die onder de overeenkomst valt, wordt geïnstalleerd en beheerd door de gemeenten.

Het routineonderhoud van deze apparaten wordt rechtstreeks door de gemeenten uitgevoerd met gespecialiseerde bedrijven die door de politiezone worden bepaald. De onderhoudskosten worden door de gespecialiseerde firma's aan de politiezone gefactureerd. De politiezone is verantwoordelijk voor de betaling van deze facturen.

Indien nodig verzorgt de dienst Technisch Verkeer van de politiezone korte opleidingen voor het betrokken personeel van de gemeenten gebruikers.

De politiezone is niet verantwoordelijk voor eventuele herstellingskosten die voortvloeien uit een verkeerd gebruik van de apparatuur en toebehoren (laten vallen, opslag, behandeling, enz.) door de gebruikende gemeenten.

Art.5 Verzekering

De apparatuur en toebehoren zijn verzekerd door de politiezone.

Deze verzekering dekt de toestellen en hun toebehoren tegen alle risico's, inclusief materiële schade, brand en diefstal. Ten aanzien van de gemeente gebruikers is een clausule van afstand van verhaal opgenomen. Geschillen worden beheerd door de politiezone op basis van informatie en verklaringen verstrekt door de gebruikende gemeenten.

Art.6 Betrokken diensten

De diensten die gecontacteerd moeten worden voor het beheer van deze apparaten zijn:

- De cel Technisch Verkeer van de dienst verkeer van de politiezone:
zpz.montgomery.traffic.tech@police.belgium.eu;-
- De gemeentelijke diensten voor werken en mobiliteit:
 - mobilite@etterbeek.brussels
 - espacespublics@woluwe1150.be
 - developpementstrategique@woluwe1200.be

Art.7 Beheer van gegevens

Verkeersanalysegegevens worden beheerd door de lokale autoriteiten. Dit zijn geen persoonsgegevens. De gegevens worden beheerd met software van de leverancier. Deze software wordt geïnstalleerd op een digitaal tablet. Per gemeente wordt één tablet geleverd door de politiezone. De gegevens die door de gemeenten worden verzameld, moeten op verzoek ter beschikking worden gesteld van de politiezone (via een platform of via digitale bestanden).

Art.8 Ontbinding

Deze overeenkomst kan schriftelijk worden beëindigd, ofwel met wederzijdse instemming van elk van de partijen, ofwel eenzijdig door de politiezone of door één of meer van de gemeenten gebruikers, met inachtneming van een opzegtermijn van 6 maanden per aangetekend schrijven.

Art.9 Inwerkingtreding van de overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 november 2024.
Ze zal 6 maanden na de inwerkingtreding worden geëvalueerd.
Ondertekend in Sint-Lambrechts-Woluwe op 15/10/2024.

Dhr. Olivier MAINGAIN
Burgemeester van Sint-Lambrechts-Woluwe

Dhr. Vincent DE WOLF
Burgemeester van Etterbeek

Dhr. Benoît CEREXHE
Voorzitter van het politiecollege
Burgemeester van Sint-Pieters-Woluwe

Dhr. Michaël JONNIAUX
Korpschef

Dhr. Patrick LAMBERT
Gemeentesecretaris

Mw. Annick PETIT
Gemeentesecretaris

Mw. Florence VAN LAMSWEERDE
Gemeentesecretaris

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven

Extraits Collège Police 30 juin 2023 _Décision de confier la compétence préventive aux communes (en terme d'analyse de vitesses).pdf

Promotion du patrimoine - Promotie van het patrimonium

100 **ASBL DOCOMOMO Belgium - Subside pour l'édition d'une monographie sur l'architecte Antoine Pompe - Dépense : 2.000 EUR - Octroi - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la circulaire du 30/11/2006 relative à la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;

Considérant la demande de soutien financier pour l'édition d'un ouvrage monographique sur l'architecte Antoine Pompe adressée à la Commune par l'ASBL DOCOMOMO Belgium le 19/03/2024 ;

Considérant que l'ASBL DOCOMOMO est le comité belge de l'organisation internationale sans but lucratif Documentation and Conservation of buildings, sites and neighbourhoods of the MODern MOVement ;

Considérant que le projet porte sur l'architecte Antoine Pompe qui est, avec Huib Hoste, Jean-François Hoeben, Paul Rubbers et Louis Van der Swaelmen, l'un des architectes ayant conçu la cité-jardin du Kapelleveld, sise principalement à Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'Antoine Pompe est aussi l'auteur de la maison située rue Albert et Marie-Louise Servais-Kinet, qui a été classée pour son intérêt historique, esthétique et artistique le 22/09/2016 ;

Considérant que l'ouvrage en question appartient à une série intitulée « Parcours d'architectes », qui a pour vocation de faire connaître au grand public le travail d'architectes ayant marqué le paysage bâti de Bruxelles après la Première Guerre mondiale ;

Considérant que l'objectif visé est cohérent avec la politique patrimoniale menée par la Commune et qu'il y a lieu de participer aux efforts visant à promouvoir le patrimoine de Woluwe-Saint-Lambert sous toutes ses formes ;

Considérant que les crédits ont été inscrits à l'article 77300/332-02/-/770 du budget ordinaire 2024 lors de la modification budgétaire du 14/10/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 232 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

DECIDE d'allouer un subside de 2.000 EUR à l'ASBL DOCOMOMO Belgium pour l'édition d'un ouvrage monographique dédié à Antoine POMPE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire du 14/10/2024 par l'autorité de tutelle.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Vzw DOCOMOMO Belgium - Subsidie voor het publiceren van een monografie over de architect Antoine Pompe - Uitgave : 2.000 EUR - Toekenning - Goedkeuring.

JASINSKI press_fr_fondsmercator.pdf, Patr Livre Antoine Pompe.docx, SJ-colophon.pdf, Mail demande.pdf, Parcours archi-projet-vol 2 Pompe.pdf, Parcours archi-depenses-vol 2 Pompe.pdf

GESTION ESPACE PUBLIC - BEHEER OPENBARE RUIJTE

Travaux et occupation du domaine public - Werken en bezetting van het openbaar domein

101 Mise en peinture d'armoires PROXIMUS à divers endroits de la commune - Convention concernant la décoration et/ou l'habillement des armoires en domaine public - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'en sa qualité de gestionnaire du réseau mobile en Région bruxelloise, PROXIMUS dispose d'armoires sur la voie publique ;

Considérant que la commune constate que les armoires PROXIMUS sont fréquemment taguées ;

Considérant que ces tags entraînent un début de sentiment d'insécurité auprès de la population ainsi qu'une image négative de l'environnement et de l'espace public ;

Considérant que la commune souhaite lancer un appel à projet auprès d'artistes afin qu'ils utilisent les armoires PROXIMUS comme espace de création à des fins artistiques ;

Considérant que PROXIMUS accepte que ses armoires soient décorées et/ou habillées moyennant la signature d'une convention :

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention relative à la décoration et/ou l'habillement des armoires de rue PROXIMUS sur le domaine public, telle que reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Schilderen van kasten van PROXIMUS in verschillende straten van de gemeente - Overeenkomst betreffende het decoreren en/of aankleden van straatkasten in het publieke domein - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat PROXIMUS, als beheerder van het mobielnet in het Brussels Gewest, beschikt over kasten op de openbare weg;

Overwegende dat de gemeente vaststelt dat er regelmatig graffiti op de kasten van PROXIMUS worden aangebracht;

Overwegende dat deze graffiti een gevoel van onveiligheid bij de inwoners en een negatief beeld van de omgeving en de openbare ruimte met zich meebrengen;

Overwegende dat de gemeente een projectoproep wenst te doen aan artiesten om de kasten van PROXIMUS te gebruiken als creatieruimte voor artistieke doeleinden;

Overwegende dat PROXIMUS aanvaardt dat zijn kasten worden gedecoreerd en/of aangekleed mits

de ondertekening van een overeenkomst;

Op voorstel van het College van burgmeester en schepenen van 26/09/2024;

BESLIST de overeenkomst, zoals in bijlage opgenomen, om PROXIMUS straatkasten in het publieke domein te decoreren en/of aan te kleden, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Convention Proximus FR.pdf, 20240212 Convention armoire Proximus.pdf, Convention Proximus NL.pdf

102 **Mise en peinture d'armoires SIBELGA à divers endroits de la commune - Avenant à la convention concernant la mise à disposition d'armoires électriques à des fins artistiques - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant qu'en sa qualité de gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en Région bruxelloise, SIBELGA dispose d'armoires sur la voie publique ;

Considérant que ces armoires doivent, en tout état de cause, servir à l'exploitation du réseau de distribution dans le respect d'impératifs légaux, réglementaires et de sécurité ;

Considérant que la commune constate que ces armoires sont fréquemment taguées ;

Considérant que ces tags entraînent un début de sentiment d'insécurité auprès de la population ainsi qu'une image négative de l'environnement et de l'espace public ;

Considérant que la commune, qui connaît les impératifs de SIBELGA , souhaite lancer un appel à projet auprès d'artistes afin qu'ils utilisent ces armoires comme espace de création à des fins artistiques ;

Considérant que la commune reconnaît qu'aucun frais ne doit être à la charge de SIBELGA , quels que soient les changements d'orientation de la commune ;

Considérant qu'une convention de mise à disposition d'armoires électriques à des fins artistiques a été signée entre la commune et SIBELGA le 25/05/2018 ;

Considérant qu'il appartient à la commune de notifier à SIBELGA les armoires concernées par la convention afin qu'elles ne fassent pas l'objet de nettoyage ;

Considérant que, par conséquent, SIBELGA a ajouté un article à la convention ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et SIBELGA portant sur la mise à disposition d'armoires électriques à des fins artistiques, tel que repris en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les

communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Schilderen van kasten van SIBELGA in verschillende straten van de gemeente - Aangangsel bij de overeenkomst betreffende het ter beschikking stellen van elektrische kasten voor artistieke doeleinden - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat SIBELGA, als beheerder van het distributienet elektriciteit in het Brussels Gewest, beschikt over kasten op de openbare weg;

Overwegende dat die kasten, in ieder geval, moeten dienen voor de exploitatie van het distributienet, waarbij de wettelijke, reglementaire en veiligheidsvereisten moeten worden nageleefd;

Overwegende dat de gemeente regelmatig vaststelt dat er graffiti worden aangebracht op die kasten;

Overwegende dat deze graffiti een gevoel van onveiligheid bij de inwoners en een negatief beeld van de omgeving en de openbare ruimte met zich meebrengen;

Overwegende dat de gemeente, die de vereisten van SIBELGA kent, een projectoproep wenst te doen aan artiesten om die kasten te gebruiken als creatieruimte voor artistieke doeleinden;

Overwegende dat de gemeente erkent dat er geen kosten ten laste van SIBELGA zijn, ongeacht de koerswijzigingen van de gemeente;

Overwegende dat er een overeenkomst voor het ter beschikking stellen van elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden tussen de gemeente en SIBELGA op 25/05/2018 werd ondertekend;

Overwegende de taak van de gemeente is om aan SIBELGA aan te melden op welke kasten de overeenkomst betrekking heeft opdat de schoonmaak van deze kasten niet zou worden uitgevoerd;

Overwegende dat SIBELGA heeft bijgevolg een artikel bij de overeenkomst gevoegd;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 26/09/2024;

BESLIST het aangangsel bij de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en SIBELGA betreffende het ter beschikking stellen van elektriciteitskasten voor artistieke doeleinden, zoals in bijlage opgenomen, goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Avis service Juridique - Remarques prises en compte.pdf, Avenant Sibelga FR.docx, Avenant Sibelga_NL.docx, convention Sibelga_commune WSL_signée.pdf

RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES

Relations extérieures - Externe betrekkingen

103 Jumelage avec Mbazi-Simbi (Rwanda) - Adhésion à l'AIMF - Introduction d'une demande de

financement auprès de l'AIMF par le district de Huye pour un projet de rénovation et de construction d'un stade et d'un gymnase polyvalent à Mbazi - Convention entre l'AIMF, le district de Huye, la commune de Woluwe-Saint-Lambert et Wolu-International ASBL - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL

Considérant que la communes de Woluwe-Saint-Lambert et les secteurs de Mbazi et de Simbi (district de Huye - Rwanda) entretiennent des relations de jumelage depuis 1970, ces liens ayant permis à Woluwe-Saint-Lambert de soutenir de nombreux projets de coopération au développement dans le secteur de Mbazi et de Simbi ;

Considérant que Woluwe-Saint-Lambert est membre de l'Association internationale des Maires francophones depuis 2011 et que le district de Huye est membre de la même association depuis 2021 ;

Considérant que le district de Huye a introduit, en collaboration avec Woluwe-Saint-Lambert, une demande de financement après du fonds de coopération de l'Association internationale des maires francophones en mars 2024 en vue de construire un stade et un gymnase polyvalent à Mbazi, le projet s'intitulant « Sport, culture et citoyenneté à Mutunda : une infrastructure de qualité au service du développement du secteur de Mbazi » ;

Considérant que, lors de sa réunion tenue en marge de l'Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones, le bureau de l'Association internationale des maires a décidé de financer ce projet ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de conclure une convention relative à la mise en œuvre et au financement de ce projet, balisant les rôles et apports financiers des quatre partenaires principaux du projet, à savoir l'Association internationale des maires francophones, le district de Huye, la commune de Woluwe-Saint-Lambert et l'ASBL Wolu-International ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestres et échevins du 12/09/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention financière et d'assistance à maîtrise d'ouvrage encadrant le projet « Sport, culture et citoyenneté à Mutunda : une infrastructure de qualité au service du développement du secteur de Mbazi », telle que reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Jumelage met Mbazi-Simbi (Rwanda) - Lidmaatschap van de AIMF - Indiening van een financieringsaanvraag bij de AIMF door het district Huye voor een project voor de renovatie en bouw van een stadion en multifunctionele gymzaal in Mbazi - Overeenkomst tussen de AIMF, het district Huye, de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en Wolu-International vzw - Goedkeuring.

RE.15102024 rapcons convention AIMF-Huye-WSL-Wolu-International.doc, CONVENTION_Version finale_Huye_WSL-Wolu-Internationale_VALIDÉE PAR L'AIMF.pdf

104 **Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 4.000 EUR - Approbation - ASBL Aire de Femmes.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Soutien aux femmes suite à l'impact économique de la pandémie COVID-19 (RDCongo) » mené par AIRE DE FEMMES ASBL peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Compte tenu toutefois de la proposition de la Commission de la Solidarité internationale de n'octroyer que partiellement le soutien financier demandé compte tenu du soutien répété depuis de nombreuses années à Aires de femmes ASBL, du montant important de la demande introduite par l'ASBL en 2024, du nombre élevé de demandes introduites en 2024 suite à l'appel à projets et vu le budget disponible limité, seuls les aspects « contribution au minerval des filles » et « sensibilisation : violences multiformes, santé de la reproduction et hygiène, vaccination » peuvent être soutenus, ces postes ayant été jugés comme prioritaires lors de l'audition de la représentante d'AIRE DE FEMMES ASBL.;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 4.000 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/ 10506 du budget 2024, au compte n° BE02 0004 2511 6240 de AIRE DE FEMMES ASBL (numéro d'entreprise : 0556.998.645), avenue Paul Hymans 78 bte 6 en c/c, pour son projet « Soutien aux femmes suite à l'impact économique de la pandémie COVID-19 (RDCongo) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 4.000 EUR - Goedkeuring - Vzw "Aire de Femmes".

Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, AIRE DE FEMMES - Dossier 2024.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, AIRE DE FEMMES - Rapport 2023.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf

105 **Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 3.600 EUR - Approbation - ASBL "Born in Africa".**

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 3.600 EUR - Goedkeuring - Vzw Born in Africa.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 23/06/2014 inzake het reglement betreffende de toekenning van financiële hulp in het kader van internationale solidariteit;

Gelet op zijn beraadslaging van 16/12/2019 tot wijziging van het reglement van 23/06/2014 betreffende de toekenning van financiële hulp in het kader van internationale solidariteit;

Gelet op de kredieten die in de begroting 2024 zijn voorzien op artikel 15001/332-02 voor een totaal bedrag van 30.000 EUR;

Overwegende dat het project “Born in Africa: verderzetting peetouderschap van 4 studenten gedurende 3 jaar (Zuid-Afrika)” onder leiding van BORN IN AFRICA vzw kan worden geholpen in het kader van voormeld reglement;

Gelet op het gunstig advies van de Commissie Internationale Solidariteit over dit project na de hoorzittingen met de vertegenwoordigers van de verenigingen waarvan het College van burgemeester en schepenen de dossiers ontvankelijk heeft verklaard op zijn vergaderingen van 16/05/2024 en 20/06/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/08/2024;

BESLIST:

- een eenmalige subsidie van 3.600 EUR, ingeschreven op artikel 15001/332-02/10507 van de begroting 2024, te storten op rekeningnummer BE38 3632 2998 0572 van BORN IN AFRICA vzw (ondernemingsnummer: 0479.842.073), Robert Dalechamplaan 4 t/g, voor haar project “Born in Africa: verderzetting peetouderschap van 4 studenten gedurende 3 jaar (Zuid-Afrika)”.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf, BORN IN AFRICA - Dossier_2024 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES.pdf, BORN IN AFRICA - Dossier_2024.pdf

106 **Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 3.500 EUR - Approbation - ASBL Chaîne de l'Espoir Belgique.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité pour les enfants atteints de malformations orthopédiques dans la province du Haut-Katanga (RDCongo) » mené par CHAINE DE L'ESPOIR BELGIQUE ASBL peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 3.500 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10508 du budget 2024, au compte n° BE28 0882 1265 5620 de CHAINE DE L'ESPOIR BELGIQUE ASBL (numéro d'entreprise : 0463.455.904), place Carnoy 15 en c/c, pour son projet « Amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité pour les enfants atteints de malformations orthopédiques dans la province du Haut-Katanga (RDCongo) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 3.500 EUR - Goedkeuring - Vzw "Chaîne de l'Espoir Belgique".

Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, CHAINE DE L'ESPOIR - Rapport 2023.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf, CHAINE DE L'ESPOIR - Dossier 2024.pdf

107 Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 2.200 EUR - Approbation - ASBL Coup de Pouce.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Plus d'infrastructures pour plus d'activités » mené par COUP DE POUCE BELGIQUE ASBL peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 2.200 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10509 du budget 2024, au compte n° BE37 0003 2567 0628 de COUP DE POUCE BELGIQUE ASBL (numéro d'entreprise : 0890.865.519), avenue du Castel, 55 en c/c, pour son projet « Plus d'infrastructures pour plus d'activités ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 2.200 EUR - Goedkeuring - Vzw "Coup de Pouce".

COUP DE POUCE - Rapport 2023.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, COUP DE POUCE - Dossier 2024 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES.pdf, COUP DE POUCE - Dossier 2024.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf

108 Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 2.833,33 EUR - Approbation - ASBL Défi Belgique-Afrique.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Initier 20 "champs écoles" pour l'application de pratiques agroécologiques dans des exploitations agricoles (Rwanda) » mené par l'ASBL DEFI BELGIQUE-AFRIQUE peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 2833,33 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10510 du budget 2024, au compte n° BE77 0682 3243 2942 de DEFI BELGIQUE-AFRIQUE ASBL (numéro d'entreprise : 0433.439.550), avenue Van Volxem 380 à 1190 Forest, pour son projet « Initier 20 "champs écoles" pour l'application de pratiques agroécologiques dans des exploitations agricoles (Rwanda) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les

communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 2.833,33 EUR - Goedkeuring - Vzw "Défi Belgique-Afrique".

DEFI BELGIQUE-AFRIQUE - Dossier 2024.pdf, DEFI BELGIQUE-AFRIQUE - Dossier 2024 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, DEFI BELGIQUE-AFRIQUE - Dossier 2024 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES _ 2.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf

109 Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 5.087,67 EUR - Approbation - ASBL Dynamo International.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Métier de maraîchage à destination des enfants en situation de rue et renforcement du fonctionnement du Centre Likemo à Kinshasa » mené par DYNAMO INTERNATIONAL ASBL peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Compte tenu toutefois de la proposition de la Commission de la Solidarité internationale de n'octroyer que partiellement le soutien financier demandé compte tenu du montant important de la demande introduite par l'ASBL en 2024, du nombre élevé de demandes introduites en 2024 suite à l'appel à projets et vu le budget disponible limité, l'aspect « frais de nourriture et médicaments » doit être soutenu de manière prioritaire, ce poste ayant été jugé par les membres de la Commission de la Solidarité internationale comme essentiels pour garantir un accueil de qualité aux jeunes fragilisés fréquentant le centre Likemo ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 5.087,67 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10511 du budget 2024, au compte n° BE65 0682 3748 2396 de DYNAMO INTERNATIONAL ASBL (numéro d'entreprise : 0769.762.405), rue de l'Etoile 22 à 1180 Uccle pour son projet « Métier de maraîchage à destination des enfants en situation de rue et renforcement du fonctionnement du Centre Likemo à Kinshasa ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les

communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 5.087,67 EUR - Goedkeuring - Vzw "Dynamo International".

DYNAMO-INTERNATIONAL - Rapport 2023.pdf, DYNAMO INTERNATIONAL - Dossier 2024.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, DYNAMO INTERNATIONAL - Dossier 2024 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf

110 Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 3.000 EUR - Approbation - Fonds Huruma.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Accompagnement entrepreneurial de jeunes » mené par le FONDS HURUMA peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 3.000 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10512 du budget 2024, au compte n° BE10 0000 0000 0404 de la Fondation Roi Baudouin (numéro d'entreprise : 0415.580.365), rue Bréderode 21 à 1000 Bruxelles, pour son projet « Fonds Huruma - Accompagnement entrepreneurial de jeunes ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 3.000 EUR - Goedkeuring - "Fonds Huruma".

FONDS HURUMA - Dossier 2024.pdf, FONDS HURUMA - Rapport 2023.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf

111 Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 2.432 EUR - Approbation - ASBL Madaquatre.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Madaquatre, école de brousse : construction d'un "magasin-réserve" dans l'école primaire de Tandila (Madagascar) » mené par MADAQUATRE ASBL peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 2.432 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10513 du budget 2024, au compte n° BE28 5230 4315 9520 de MADAQUATRE ASBL (numéro d'entreprise : 0802.654.313), rue au Bois 365B/bte 23 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, pour son projet « Madaquatre, école de brousse : construction d'un "magasin-réserve" dans l'école primaire de Tandila (Madagascar) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 2.432 EUR - Goedkeuring - Vzw "Madaquatre".

MADAQUATRE - Dossier 2024.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf

112 Solidarité internationale - Subside 2024 - Dépense : 3.347 EUR - Approbation - ASBL Malem-Auder.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 relative au règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2024 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Former en genre et empowerment les femmes de Wandé pour assurer la pérennité et le succès de leur entreprise maraîchère (Sénégal) » mené par MALEM-AUDER ASBL peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'avis favorable de la Commission de la Solidarité internationale sur ledit projet suite aux auditions des représentants des associations dont les dossiers avaient été jugés recevables par le Collège des bourgmestre et échevins lors de ses réunions du 16 mai 2024 et du 20 juin 2024,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

DECIDE :

- de verser une subvention ponctuelle de 3.347 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/10514 du budget 2024, au compte n° BE40 5230 8059 6163 de MALEM-AUDER ASBL (numéro d'entreprise : 0898.535.942), rue Albert Meunier 63 à 1160 Auderghem, pour son projet « Former en genre et empowerment les femmes de Wandé pour assurer la pérennité et le succès de leur entreprise maraîchère (Sénégal) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Internationale solidariteit - Subsidie 2024 - Uitgave: 3.347 EUR - Goedkeuring - Vzw "Malem-Auder".

MALEM-AUDER - Rapport 2023.pdf, Annexe2_Avis_comm_solidarite_internationale_2024.pdf, Annexe4_Reglement modifié - décembre 2019 - version bilingue.pdf, Annexe3_Aides octroyées depuis 2007.pdf, MALEM-AUDER - Dossier 2024.pdf

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

113 **Respect des mesures d'hygiène dans la chaîne alimentaire dans un établissement Horeca et du confort des usagers de la Bibliothèque du Temps Libre à Wolubilis. (M. VAN der AUWERA)**

Naleving van de hygiënemaatregelen in de voedselketen in een horecazaak en van het comfort van de gebruikers van de "Bibliothèque du Temps Libre" in Wolubilis. (Dhr. VAN der AUWERA)

Respect des mesures d'hygiène dans la chaîne alimentaire dans un établissement Horeca et du confort des usagers de la Bibliothèque du Temps Libre à Wolubilis (VDA).pdf

114 **Mobiliteitsproblemen veroorzaakt door de aanleg van Berlijnse kussens op de Stokkelse Steenweg. (Dhr. DESWERT) (Complémentaire)**

Problèmes de mobilité causés par la pose de coussins berlinois chaussée de Stockel. (M. DESWERT) (Aanvullend)

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

115 Avenue du Bleuet 2 - Saisie-exécution immobilière - Introduction de la requête unilatérale devant le juge des saisies - Autorisation d'ester - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu les articles 1560 à 1626 du Code judiciaire, organisant la saisie-exécution immobilière ;

Vu le règlement-taxe sur les immeubles bâtis inachevés, les immeubles bâtis laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon ;

Vu l'avertissement-extrait de rôle n° 000001 du 20/04/2022 mis à charge de BALDE Fatoumata Binta, relatif à la taxe communale sur les immeubles bâtis inachevés, les immeubles bâtis laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon pour l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, pour un montant de 18.810 EUR ;

Vu l'avertissement-extrait de rôle n° 000005 du 01/06/2023 mis à charge de BALDE Fatoumata Binta, relatif à la taxe communale sur les immeubles bâtis inachevés, les immeubles bâtis laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon pour l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, pour un montant de 20.862 EUR ;

Vu l'avertissement-extrait de rôle n° 000001 du 01/06/2023 mis à charge de BALDE Fatoumata Binta, relatif à la taxe communale sur les immeubles bâtis inachevés, les immeubles bâtis laissés à l'abandon et les terrains laissés à l'abandon pour l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, pour un montant de 8.835 EUR ;

Vu la contrainte du 28/04/2023 émise par le receveur communal de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, contre Mme Fatoumata Binta BALDE ;

Vu le commandement de payer du 12/05/2023 de l'huissier de justice, Mme Christine MAGINELLE, émis à l'encontre de Mme Fatoumata Binta BALDE, sommant cette dernière de payer la somme de 19.890,52 EUR ;

Vu l'hypothèque légale inscrite au nom de la commune de Woluwe-Saint-Lambert auprès de la Documentation patrimoniale en date du 27/06/2023, pour un montant de 49.134 EUR, contre Fatoumata BALDE, Alpha Saliou BALDE, Fatoumata Batouly BALDE, Thierno Amadou BALDE, Mamadou Aliou BALDE, Madany BALDE et Maimouna BALDE ;

Vu le commandement préalable à la saisie-exécution immobilière du 12/04/2024 de l'huissier de justice, Mr Kristof Renard, émis à l'encontre de Mme Fatoumata Binta BALDE, de payer la somme de 20.736,27 EUR ;

Vu la saisie-exécution immobilière du 06/05/2024 de l'huissier de justice, M. Kristof RENARD, émis à l'encontre de Mme Fatoumata BALDE, de payer la somme de 20.736,27 EUR et saisissant

l'immeuble sis avenue du Bleuet 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 est source de problèmes depuis de nombreuses années compte tenu de son manque d'entretien et de son inoccupation persistante ;

Considérant que l'administration communale a reçu, au fil des années, plusieurs plaintes de la part du voisinage ;

Considérant également qu'en 2016, un incendie est survenu dans l'immeuble litigieux ; que de nombreux dégâts ont été constatés, en particulier concernant le toit ; qu'il s'avère que ce dernier n'a pas été correctement bâché suite à l'incendie ; que des infiltrations d'eau ont endommagé la maison voisine ;

Considérant que malgré plusieurs rappels de l'administration communale, cette dernière a dû intervenir et suppléer aux manquements de la famille BALDE ; qu'elle a dû procéder aux réparations nécessaires à ses frais en 2019 ;

Considérant que le montant des travaux supportés par l'administration communale pour réparer la toiture concernée s'élève à 3.714,55 EUR, montant dont la famille BALDE ne s'est jamais acquitté ;

Considérant l'inaction manifeste de la famille BALDE à l'égard de l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 ; que cette famille n'a jamais entrepris d'entretenir cet immeuble en personne normalement prudente et diligente ; qu'elle n'a jamais fait part non plus de son intention d'apurer ses dettes envers l'administration communale ;

Considérant que le montant de la dette de la famille BALDE à l'égard de l'administration communale s'élève aujourd'hui à plus de 50.000 EUR ;

Considérant que l'administration communale a effectué les démarches en vue du recouvrement forcé de cette somme importante ; qu'outre un commandement d'huissier en mai 2023, un exploit de saisie immobilière a été signifié à Mme Fatoumata Binta BALDE en mai 2024 ;

Considérant que cette dernière n'a réagi à aucune des démarches de recouvrement forcé, démontrant par là aucune intention de régler ses dettes ;

Considérant par conséquent que l'administration communale n'a d'autres choix que de saisir l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, en vue de sa vente soit publique soit de gré à gré ; que cette saisie exécution immobilière permettra de rembourser les dettes de Mme Fatoumata Binta BALDE à l'égard de l'administration communale ;

Considérant qu'une requête unilatérale peut être introduite auprès du Juge des saisies pour exécuter la saisie immobilière ;

Considérant qu'il est justifié que la commune introduise cette requête unilatérale afin notamment de sauvegarder ses finances ;

Vu la décision du 29/08/2024 du Collège des bourgmestre et échevins de désigner Me Geoffrey NINANE, dont le cabinet est sis chaussée de la Hulpe 181/24 à 1170 Watermael-Boisfort, pour représenter et défendre les intérêts de la commune dans le cadre de la saisie immobilière sur le bien sis avenue du Bleuet 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 d'introduire une requête unilatérale auprès du juge des saisies de Bruxelles en vue d'exécuter la saisie immobilière sur l'immeuble sis avenue du Bleuet 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert et de requérir la vente publique ou de gré à gré de ce dernier ; de requérir du Conseil communal, avant la clôture des débats judiciaires, l'autorisation d'introduire une telle requête dans l'affaire visée au point 1 et de maintenir la désignation de Me Geoffrey NINANE, conformément à sa décision du 29/08/2024 ;

Vu les articles 123,8° et 270, alinéa 1^{er} de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

d'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins à introduire une requête unilatérale auprès du juge des saisies de Bruxelles en vue d'exécuter la saisie immobilière sur l'immeuble sis avenue du Bleuet n° 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert et de requérir la vente publique ou de gré à gré de ce dernier.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Roggebloemlaan 2 - Inbeslagneming van een onroerend goed - Indiening van eenzijdig verzoekschrift bij de beslagrechter - Toelating om in rechte te treden - Goedkeuring.

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

116 **Avenue Georges Henri 359 - Servitude - Projet d'acte - Modification - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 24/06/2024 approuvant le projet de constitution de servitude sur le bien sis avenue Georges Henri 359 ;

Considérant que les les conjoints VAN AERDEN ont sollicité quelques modifications mineures de ce projet ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver le projet d'acte de constitution de servitude rédigé par le notaire, Maître Katrien Van Steenkiste, tel que repris ci-après :

CONSTITUTION DE SERVITUDE

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE.

Le _____

Devant Nous, Katrien Van Steenkiste, notaire résidant à Woluwe-Saint-Lambert, à l'intervention de Stéphane Van Den Bossche, notaire résidant à Leuven.

A. ONT COMPARU :

La commune de WOLUWE SAINT LAMBERT, ayant son siège à Woluwe-Saint-Lambert (1200 Bruxelles), avenue Paul Hymans 2, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE 0207.389.859.

Ici représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins pour lequel stipulent et acceptent :

- son Bourgmestre, en la personne de Monsieur MAINGAIN Olivier Dominique, né à Bruxelles le 3 août 1958 et,

- son secrétaire communal, en la personne de Monsieur LAMBERT Patrick René, né à Uccle le 25 avril 1957,

Faisant, tous deux, élection de domicile en la maison communale de Woluwe-Saint-Lambert.

Agissant en vertu de la délibération numéro ***** du conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert du *****, laquelle n'a pas soulevé d'objection de la part l'autorité de tutelle, ainsi que l'atteste le courrier notifié par le Service public régional de Bruxelles, daté du *****, portant les références ***** et dont une copie restera jointe aux présentes ;

Ci-après dénommée: « **la commune** » ou « **le comparant d'une part** »

Et:

1. Monsieur **VAN AERDEN Benoît Willy Georges**, né à Anvers le seize janvier mil neuf cent cinquante-deux, (registre national numéro 52.01.16-177.54), époux de Madame HENDRICKX Monique Luc Marie Louise, domicilié à 2610 Anvers (Wilrijk), Meerlenlaan 2.

Marié à Anvers le dix-neuf juillet mil neuf cent septante-sept sous le régime de la séparation de biens pure et simple selon suivant acte passé devant le notaire Antoine Smets, à Anvers, en date du 6 juillet 1977.

Régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

2. Monsieur **VAN AERDEN Frederic Jean Pierre Carol**, né à Wilrijk le deux octobre mil neuf cent septante-neuf, (registre national numéro 79.10.02-369.39), époux de Madame ELSEN Violaine Marielle Philippine, domicilié à 3040 Huldenberg, Geroytstraat 1.

Marié à Woluwe -Saint-Lambert le vingt-deux mai deux mille dix sous le régime de la séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts suivant acte passé devant le notaire Jean-François Poelman à Schaerbeek en date du 29 mars 2010.

Régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

3. Monsieur **VAN AERDEN Raphaël Anthony Joël**, né à Wilrijk le vingt-trois janvier mil neuf cent nonante, (registre national numéro 90.01.23-449.79), époux de Madame RAEKELBOOM Julie Marie Angela domicilié à 2610 Anvers (Wilrijk), Sterrenlaan 32.

Marié à Anvers le vingt-cinq juin deux mille vingt-deux sous le régime de la séparation de biens pure et simple suivant acte passé devant le notaire Nicolas Verbist à Anvers en date du 26 avril 2022.

Régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

Ci-après dénommés: « **les conjoints VAN AERDEN** » et/ou « **les copropriétaires de l'Avenue Prekelinden 82** » ou « **le comparant d'autre part** »

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit est, ont requis les notaires soussignés de dresser acte authentique de la convention suivante intervenue entre parties.

B. DECLARATIONS PREALABLES

B.1. DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties déclarent :

- ne **pas** avoir de connaissance d'un **litige** ou d'une **procédure judiciaire** en cours concernant tout ou partie du bien ;

Chaque partie déclare :

- être **capable** ;

- qu'elle n'est pas pourvue d'un **administrateur** (provisoire) ou **curateur** ;

- d'une manière générale, qu'elle n'est **pas dessaisie de l'administration de ses biens** ;

- qu'elle n'a pas été déclarée en **faillite** à ce jour ;

- qu'elle n'a **pas** déposé de requête en **réorganisation judiciaire** ;

- qu'elle n'a **pas** introduit de requête en **médiation de dettes** et qu'elle n'a **pas l'intention de le faire** ;

- que son identité/ comparution - représentation est conforme à ce qui est mentionné ci-dessus ;

B.2. DROITS DANS LES BIENS

Les parties confirment être seul propriétaire des biens objet du présent acte et qu'ils disposent de tous pouvoirs pour en disposer librement (absence de clause d'inaliénabilité, de mandat hypothécaire, ...).

C. EXPOSE PREALABLE

1. La commune est propriétaire du bien suivant :

« COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT- troisième division

Une maison de commerce, sise Avenue Georges Henri 359, cadastrée suivant titre sous la Commune de Woluwe-Saint-Lambert, troisième division, section D, numéro 143 Z 27 et suivant extrait récent de la matrice cadastrale sous le numéro(s) 143Z27 P0000, pour une superficie de un are soixante-cinq centiares (1a 65ca).

Revenu cadastral non indexé: deux mille sept cent nonante et un euros (€ 2.791,00) »

Portant l'identifiant parcellaire : 143Z27 P0000

Ci-après dénommé « **bien A** » ou « **le fonds servant** »

Origine de propriété

La commune est propriétaire dudit bien pour l'avoir acquis de Monsieur GEENENS Marc Jacques Emile, à Bruxelles, et de Madame GEENENS Marie-France Renée Marcelle, à Woluwe-Saint-Lambert, aux termes d'un acte passé devant le notaire Caroline Raveschot, à Saint-Gilles, en date du 10 juin 2014, transcrit au cinquième bureau des hypothèques le \$\$ suivant sous la référence \$\$

A l'origine et depuis plus de trente ans à compter de ce jour, le bien appartenait à Madame Josette Victorine Ghislaine ANDRE, à Genval, à concurrence de cinq huitième en pleine propriété et de trois huitième en nue-propriété et à Madame GEENENS Marie-France Renée Marcelle, Monsieur GEENENS Marc Jacques Emile et Madame GEENENS Joëlle Charlotte Alice, chacun à concurrence de un huitième en nue-propriété.

Madame GEENENS Joëlle prénommée, est décédée à Evere, le 4 juin 2003. Sa quote-part dans le bien dépendant de sa succession fut recueillie par son conjoint survivant Monsieur REBOLLO Jacques Alfred Jean, à Evere, à concurrence de l'usufruit (éventuel), par sa mère Madame ANDRE Josette prénommée à concurrence d'un quart en nue-propriété et par ses frère et sœur Monsieur

GEENENS Marc et Madame GEENENS Marie-France, prénommé, ensemble à concurrence de trois quart en nue-propriété de la quotité dépendant de la succession de la défunte.

Dans la convention de liquidation-partage de la succession de Madame GEENENS Joëlle intervenue sous seing privé le 9 décembre 2004, l'ensemble des héritiers de Madame Joëlle GEENENS ont réglé l'ensemble de leurs droits respectifs dans cette succession par acte authentique reçu par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, en date du 6 juin 2014, Monsieur REBOLLO Jacques prénommé, a renoncé expressément à son usufruit éventuel sur le huitième du bien prédécrit ayant dépendu de la succession de son épouse, acte transcrit au cinquième bureau des hypothèques sous la référence 51-T-24/06/2014-06449

Madame Andre Josette est décédée à Etterbeek, le 1 novembre 2012. Sa succession fut recueillie par ses 2 enfants survivants prénommé, Madame GEENENS Marie-France et Monsieur GEENENS Marc, chacun à concurrence d'une moitié en pleine propriété qui ont ainsi réuni ensemble la pleine propriété du bien prédécrit.

2. Les consorts VAN AERDEN sont propriétaires du bien suivant :

« COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT - troisième division

Dans une maison de rapport sur et avec terrain située , Avenue Prekelinden 82, cadastré suivant titre et extrait récent de la matrice cadastrale sous la Commune de Woluwe-Saint-Lambert, troisième division, section D, numéro 0143/Y/28/P0001, pour une superficie d'un are quatre-vingts centiares. (1a 80ca)

Le lot 2, étant l'appartement situé à l'arrière du bien, et comprenant :

a) en propriété privative et exclusive :

- au sous-sol : un hall, une salle-de-bains, un water-closet, une pièce et l'escalier venant du rez-de-chaussée

- au rez-de-chaussée : un hall d'entrée avec vestiaire et débarras, une terrasse, un salon/salle à manger avec feu ouvert, une cuisine, l'escalier menant vers le 1^{er} étage

- au 1^{er} étage : 2 chambres, une salle de douche

b) en copropriété et indivision forcée : *trois cent cinquante-huit/millièmes (358/1.000èmes) indivis des parties communes dont le terrain*

Portant l'identifiant parcellaire : *0143/Y/28/P0004*

Tel que ce bien est décrit à l'acte de base de l'immeuble rédigé par le notaire Benoît Colman à Grez-Doiceau, le 30 juin 2008, transcrit au cinquième bureau des hypothèques de Bruxelles sous la référence 51-T-25/07/2008-08633 »

Ci-après dénommé « **bien B** » ou « **le fonds dominant** »

Origine de propriété

Les consorts VAN AERDEN sont propriétaires dudit bien à la suite des événements suivants :

A l'origine et depuis plus de trente ans à compter de ce jour, le bien appartenait à Monsieur HUYGENS Pierre Louise Joseph et Madame ROBACHE Octavie Marie Ernestine, à Woluwe-Saint-Lambert.

Madame ROBACHE Octavie, prénommée, est décédée le 12 décembre 1997. Son époux, Monsieur HUYGENS Pierre, prénommé, a recueilli la moitié de la pleine propriété du bien prédécrit en vertu

d'une clause d'accroissement contenue dans leur acte d'acquisition.

Monsieur HUYGENS Pierre, prénommé, est décédé le 28 mars 2005. Sa succession comprenant la totalité en pleine propriété du bien prédécrit a été attribuée à sa légataire universelle l'Association Sans But Lucratif « CENTRE FAMILIAL DE BRUXELLES, SERVICES D'AIDES FAMILIALES, MÉNAGÈRES OU AUTRES », en abrégé « Centre familial de Bruxelles », aux termes de son testament dictée au notaire Damien Collon à Etterbeek, le 17 juin 2004. L'asbl « Centre familial de Bruxelles », prénommée, a été autorisée à accepter le legs du bien prédécrit par décision du Ministre de la Justice du 23 juin 2006.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Benoît Colmant, à Grez-Doiceau, le 21 septembre 2006, transcrit au cinquième bureau des hypothèques de Bruxelles, sous la référence 51-T-09/10/2006-12799, l'association sans but lucratif « Centre familial de Bruxelles », prénommée, a vendu le bien prédécrit à Monsieur VERTOMMEN Louis Bruno Martin, à Lasne.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Benoît Colman, à Grez-Doiceau, le 30 juin 2008, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-25/07/2008-08634, Monsieur VERTOMMEN Louis, prénommé, a vendu le lot 3 du bien prédécrit à Monsieur VAN AERDEN Frederic, prénommé.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Benoît Colmant, à Grez-Doiceau, le 30 juin 2008, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-25/07/2008-08635, Monsieur VERTOMMEN Louis, prénommé, a vendu les lots 1 et 2 du bien prédécrit à Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, le 1er décembre 2010, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-07/12/2010-12799, Monsieur VAN AERDEN Frederic, prénommé, a vendu le lot 3 du bien prédécrit à son père, Monsieur VAN AERDEN Benoit prénommé.

Aux termes d'un acte de donation reçu le 24 avril 2017 par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-04/05/2017-04598, Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, a fait donation par préciput et hors parts à ses fils :

- Monsieur VAN AERDEN Frederic et
- Monsieur VAN AERDEN Raphaël

tous deux prénommés, de la pleine propriété de quinze virgule quatre-vingt-sept pourcent (15,87 %) indivis chacun, soit ensemble trente et un virgule septante-quatre pourcent (31,74%) indivis du bien prédécrit.

Aux termes d'un acte de donation reçu le 20 mai 2020 par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-03/06/2020-05776, Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, a fait donation par préciput et hors parts à ses fils :

- Monsieur VAN AERDEN Frederic et
- Monsieur VAN AERDEN Raphaël

tous deux prénommés, de la pleine propriété de quinze virgule quatre-vingt-sept poucent (15,87 %) indivis chacun, soit ensemble trente et un virgule septante-quatre pourcent (31,74%) indivis du bien prédécrit.

Aux termes d'un acte de donation reçu le 22 mai 2023 par le notaire Stephane Van den Bossche, à Leuven, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-25/05/2023-05359, Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, a fait donation par préciput et hors parts à ses fils :

- Monsieur VAN AERDEN Frederic et
- Monsieur VAN AERDEN Raphaël

tous deux prénommés, de la pleine propriété de quatorze virgule quatre deux trois pourcent (14,423%) indivis chacun, soit ensemble vingt-huit virgule huit quatre six pourcent (28,846%) indivis du bien prédécrit.

Il en suit que sont propriétaires du bien prédécrit :

- Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, à concurrence de la pleine propriété de sept virgule six sept quatre pourcent (7,674 %) indivis
- Messieurs VAN AERDEN Frederic et Raphaël, tous deux prénommés, ensemble à concurrence de la pleine propriété de nonante-deux virgule trois deux six pourcent (92,326%) indivis, soit chacun de la pleine propriété de quarante-six virgule un six trois pourcent (46,163 %)

D. CONVENTION

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit, ont requis le(s) notaire(s) soussigné(s) de dresser acte authentique de la convention suivante intervenue entre parties :

1. Afin de régler l'évacuation des eaux usées (et non les eaux de pluies) du bien B, les parties ont convenus ce qui suit :

a. La commune s'est engagée à effectuer les travaux suivants à ses frais :

- le placement d'une chambre de visite dans le jardin du bien A qui se situera dès lors à droite du bien B
- Le placement d'un égout et le raccordement de cet égout à ladite chambre de visite sur le bien A
- le raccordement dudit égout à un égout commun au bien A et au bien B et passant par le sous-sol du bâtiment faisant partie du bien A

L'ensemble de ces travaux ont été exécutés conformément au plan qui demeure ci-annexé.

b. Les consorts VAN AERDEN, et leurs ayants droits, s'engagent à effectuer les travaux suivants à leurs frais :

- si nécessaire, l'installation d'une pompe de relevage dans le bien B pour permettre de se raccorder à la chambre de visite arrière dont question ci-avant qui a été placé sur le bien A par la commune.
- le raccordement de la pompe de relevage/de la décharge d'eaux usées à la chambre de visite.

L'ensemble des travaux sera exécutés avant le 31 décembre 2024

c. Création d'une servitude :

- à charge du bien A et au profit du bien B il est créée par le présent acte une servitude perpétuelle, et gratuite sans animus donandi, d'évacuation des eaux usées (et non les eaux de pluies) venant du bien B et qui passeront dès lors via la pompe de relevage dont question ci-avant **ou de manière gravitaire** dans la chambre de visite se situant dans le bien A. Depuis cette chambre, les eaux usées (et non les eaux de pluies) s'évacueront en gravitaire vers les caves de l'immeuble A via les égouts dont question ci-avant et tel que indiqué sur le plan dont question ci-avant.

- modalités de la servitude :

i) le raccordement **éventuel** de la pompe de relevage à la chambre de visite demeure de l'entière responsabilité du propriétaire du bien B sans intervention (financière) quelconque de la part du propriétaire du bien A.

ii) L'entretien de la chambre de visite ainsi que de l'égout partant de cette chambre de visite demeure de l'entière responsabilité du propriétaire du bien B sans intervention (financière) quelconque de la part du propriétaire du bien A, **exception faite d'une intervention incontestablement imputable au propriétaire (ou un de ses occupants) du bien A, auquel cas, les frais sont portés à cent pourcent (100%) en compte au propriétaire du bien A.** A cet effet, le propriétaire du bien B aura l'obligation de faire un curage au minimum tous les 5 ans. En cas de bouchons sur cette partie, les

éventuels dégâts restent de la responsabilité des propriétaires du bien B.

iii) Afin de pouvoir remplir ses obligations d'entretien tel que défini sous les points i) et ii) ci-dessus, les parties conviennent une servitude d'accès par le propriétaire du bien B sur le bien A, moyennant une demande d'accès faite au minimum 5 jours ouvrables avant ledit entretien, et ce sauf urgence impérieuse

iv) Les frais d'entretien de l'égout commun seront partagés à ratio de septante-cinq pourcent (75%) à charge du bien A et de vingt-cinq pourcent (25%) sont à charge du bien B, exception faite d'une intervention incontestablement imputable l'un ou l'autre propriétaire (ou un de ses occupants), auquel cas, les frais sont portés à cent pourcent (100%) en compte au propriétaire de l'unité source du désordre.

2. Dans le cadre de l'accord global conclu entre parties, les consorts VAN AERDEN s'engagent à faire les travaux nécessaires pour que l'évacuation des eaux de pluie du bien B se fasse par l'avenue Prekelinden.

Lesdits travaux seront exécutés avant le 31 décembre 2024.

E. DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

L'Administration générale de la Documentation patrimoniale est expressément dispensée de prendre inscription d'office de quelque chef que ce soit lors de la transcription des présentes

F. FRAIS

Tous les droits, frais et honoraires à résulter des présentes sont à charge des consorts VAN AERDEN.

G. DISPOSITIONS FINALES

G.1. CONFIRMATION DE L'IDENTITÉ

a. Le notaire soussigné atteste que l'identité des comparants a été établie au vu des cartes d'identité et/ou d'après les données du Registre National, mentionnées ci-dessus.

Les numéros du Registre National ont été renseignés aux présentes avec l'accord exprès des comparants.

b. Pour satisfaire à la loi hypothécaire, le notaire soussigné atteste en outre conformément à la loi, l'exactitude des noms, prénoms, lieux et dates de naissance des parties aux présentes, sur base des données du registre national des personnes physiques, de la carte d'identité ou le carnet de mariage.

G.2. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure (ou siège social) respective ci-dessus indiquée.

G.3. LOI ORGANIQUE SUR LE NOTARIAT

Les comparants reconnaissent avoir été éclairés par les notaires sur la portée de l'article 9, paragraphe 1er, alinéa 2, de la loi contenant organisation du notariat, qui dispose :

"Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés, le notaire attire l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elle de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Le notaire en fait mention dans l'acte notarié".

G.4. DROIT D'ÉCRITURE

Le droit d'écriture s'élève à cent euros (€ 100,00)

G.5. EXPÉDITION DE L'ACTE

Les parties ont accès à une copie digitale du présent acte via le lien «mes actes notariés» sur le site www.notaire.be ou sur la plateforme www.izimi.be. Une expédition digitale ou papier peut être délivrée à la première demande.

G.6. CONNAISSANCE DE LA LANGUE DE L'ACTE

Tous les comparants déclarent maîtriser suffisamment la langue française de sorte qu'aucune traduction du contenu du présent acte et ses éventuelles annexes n'est requise.

DONT ACTE

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte le \$ et que ce délai a été suffisant pour en prendre connaissance.

Fait et passé à Woluwe-Saint-Lambert, en l'Etude.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et les modifications apportées au projet, et partiellement des autres dispositions de l'acte, dans son ensemble, les comparants ont signé avec Nous, notaire(s).

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Georges Henrilaan 359 - Erfdienstbaarheid - Ontwerpakte - Wijziging - Goedkeuring.

VERTALING TER INFORMATIE : ZIE BIJLAGE

delib servitudes 359 GH modif NL.docx, courriel 02.10.2024.png, CC 06.2024 servitude 359_nl_59506.pdf, CC 06.2024 servitude 359_fr_59506.pdf

117 Eco-quartier Schuman-Charmille - Terrain - Lot 1 - Vente - Compromis - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire du terrain précadastré sous le numéro 21018A 122y3 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, situé dans l'éco-quartier Schuman-Charmille ;

Vu sa délibération du 19/10/2023 approuvant la vente de gré-à-gré avec publicité via la plateforme de vente en ligne (biddit) de ce bien ;

Considérant que la publicité pour cette vente a débuté le 23/02/2024 au prix de 335.750 EUR;

Vu l'offre reçue le 13/06/2024 d'un montant de 557.000 EUR ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 de retenir cette offre sous condition suspensive d'approbation de celle-ci par le Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver la vente du terrain précadastré sous le numéro 21018A 122y3 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, situé dans l'éco-quartier Schuman-Charmille, au prix de 557.000 EUR ;
- d'approuver le projet de compromis rédigé par le notaire, Me Danielle CHERPION, tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Ecowijk Schuman-Haagbeuken - Terrain - Perceel 1 - Verkoop - Voorlopige verkoopovereenkomst - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van de pregekadastrerde grond met nummer 21018A 122y3 te Sint-Lambrechts-Woluwe 1200, gelegen in de ecowijk Schuman-Charmille;

Gelet op zijn beraadslaging van 19/10/2023 houdende goedkeuring van de onderhandse verkoop met openbaarmaking via het online verkoopplatform (biddit) van dit goed;

Overwegende dat de publiciteit voor deze verkoop is gestart op 23/02/2024 tegen een prijs van 335.750 EUR;

Gelet op het bod ontvangen op 13/06/2024 ten bedrage van 557.000 EUR;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27/06/2024 om dit bod te aanvaarden onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring ervan door de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLUIT:

- de verkoop goed te keuren van de pregekadastrerde grond met nummer 21018A 122y3 te Sint-Lambrechts-Woluwe 1200, gelegen in de ecowijk Schuman-Charmille, voor een prijs van 557.000 euro;
- het ontwerpcompromis opgesteld door notaris Me Danielle CHERPION, zoals opgenomen in bijlage, goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

cc 19.10.2023 EQ lot 1_nl_54199.pdf, cc 19.10.2023 EQ lot 1_fr_54199.pdf, compromis EQ lot 1 VF.doc, eco quartier lot 1 acception offre_59612.pdf, compromis EQ lot 1 VF NL.doc, offre metal yapi lot 1.pdf

118 Eco-quartier Schuman-Charmille - Terrain - Lot 2 - Vente - Compromis - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire du terrain précadastré sous le numéro 21018A 122z3 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, situé dans l'éco-quartier Schuman-Charmille ;

Vu sa délibération du 19/10/2023 approuvant la vente de gré-à-gré avec publicité via la plateforme de vente en ligne (biddit) de ce bien ;

Considérant que la publicité pour cette vente a débuté le 23/02/2024 au prix de 488.750 EUR;

Vu l'offre reçue le 13/06/2024 d'un montant de 881.000 EUR ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 de retenir cette offre sous condition suspensive d'approbation de celle-ci par le Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver la vente du terrain précadastré sous le numéro 21018A 122z3 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, situé dans l'éco-quartier Schuman-Charmille, au prix de 881.000 EUR ;
- d'approuver le projet de compromis rédigé par le notaire, Me Danielle CHERPION, tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Ecowijk Schuman-Haagbeuken - Terrein - Perceel 2 - Verkoop - Voorlopige verkoopovereenkomst - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het pregekadastrerde perceel met nummer 21018A 122z3 te Sint-Lambrechts-Woluwe 1200, gelegen in de ecowijk Schuman-Charmille;

Gelet op zijn beraadslaging van 19/10/2023 tot goedkeuring van de onderhandse verkoop met openbaarmaking via het online verkoopplatform (biddit) van dit goed;

Overwegende dat de openbaarmaking voor deze verkoop is gestart op 23/02/2024 tegen een prijs van 488.750 EUR;

Gelet op het bod van 881 000 EUR dat op 13/06/2024 werd ontvangen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 27/06/2024 om dit bod te aanvaarden onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring ervan door de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 03/10/2024;

BESLIST:

- de verkoop goed te keuren van het pregekadastrerde perceel met nummer 21018A 122z3 te Sint-Lambrechts-Woluwe 1200, gelegen in de ecowijk Schuman-Charmille, voor een prijs van 881.000 EUR;
- het ontwerpcompromis opgesteld door notaris Me Danielle CHERPION, zoals aangehecht, goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest

doorgestuurd worden.

cc 19.10.2023 EQ lot 2 fr_54200.pdf, Eco quartier lot 2 acceptation offre_fr_59613.pdf, offre metal yapi lot 2.pdf, Compromis EQ lot 2 VF NL.doc, Compromis EQ lot 2 VF.doc, cc 19.10.2023 EQ lot 2 nl\$_54200.pdf

119 **Rue Saint-Lambert 62 - Vente - Compromis - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble sis rue Saint-Lambert 62 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;

Vu sa délibération du 22/04/2024 approuvant la vente de gré-à-gré avec publicité via la plateforme de vente en ligne (biddit) de ce bien ;

Considérant que la publicité pour cette vente a débuté le 27/05/2024 au prix de 460.000 EUR ;

Considérant que la commune a reçu 4 offres pour cette vente ;

Vu l'offre reçue le 24/06/2024 d'un montant de 482.000 EUR ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27/06/2024 de retenir cette offre sous condition suspensive d'approbation de celle-ci par le conseil communal ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver la vente de l'immeuble situé rue Saint-Lambert 62 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, au prix de 482.000 EUR ;
- d'approuver le projet de compromis rédigé par le notaire, Me Caroline RAVESCHOT, tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

Sint-Lambertusstraat 62 - Verkoop - Compromis - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het gebouw in de Sint-Lambertusstraat 62 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gelet op haar beraadslaging van 22/04/2024 tot goedkeuring van de onderhandse verkoop met openbaarmaking via het online verkoopplatform (biddit) van dit pand;

Overwegende dat de openbaarmaking voor deze verkoop is gestart op 27/05/2024 tegen een prijs van 460.000 EUR;

Overwegende dat de gemeente 4 offertes heeft ontvangen voor deze verkoop;

Gelet op de offerte die op 24/06/2024 werd ontvangen voor een bedrag van 482.000 EUR;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27/06/2024 om dit bod te aanvaarden onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring ervan door de Gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 26/09/2024;

BESLIST:

- de verkoop goed te keuren van het gebouw gelegen in de Sint-Lambertusstraat 62 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, voor de prijs van 482.000 EUR;
- het bijgevoegde ontwerpcompromis, opgesteld door notaris Me Caroline RAVESCHOT, goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

62rsl acceptation offre_fr_59611.pdf, offre 482.000,00€ -02.07 cond 250.000.pdf, cc 22.04.2024 62 rsl.pdf, cc 22.04.2024 62 rsl NL.pdf, comp Commune WSL (Rue Saint Lambert 62).docx

120 **Rue Saint-Lambert 118-120 - Bail commercial - Avenant - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le bail commercial approuvé en sa séance du 10/09/2012, relatif au bien sis rue Saint-Lambert 120-122 ;

Vu sa délibération du 07/09/2020 approuvant le renouvellement du bail commercial moyennant une diminution du loyer conventionnel de 5.924,55 EUR à 3.750 EUR ;

Considérant que le loyer actuel s'élève à 4.258 EUR ;

Vu le courrier recommandé du 28/03/2024 de M. LEBLAN informant la commune de la résiliation du bail commercial à la fin du prochain triennat, à savoir le 30/09/2024 ;

Vu le courriel du 16/06/2024 de M. LEBLAN proposant de poursuivre son activité moyennant la diminution du loyer à 3.750 EUR ;

Vu le rapport établi par Expertissimmo, ayant une grande expérience du marché immobilier Woluwéen, dont il ressort que la valeur locative de ce commerce serait comprise entre 3.000 et 3.500 EUR ;

Considérant que le loyer actuel ne semble donc plus en adéquation avec la valeur locative réelle ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/09/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant ci-dessous :

AVENANT

Entre :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 14/10/2024,

Ci-après dénommée « le bailleur » ;

Et :

La S.A. SBDW, 0473.206.085, ayant son siège social Boulevard de l'Europe 137 Boîte B à 1300 Wavre, ici représentée par ... ;

Ci-après dénommé « le preneur » ou « le locataire » ;

LE BAIL COMMERCIAL EST AMENDE COMME SUIV A PARTIR DU 01/10/2024 :

Nouvel Article 4 - Loyer

Le loyer s'élève à **3.750 EUR** par mois.

Le loyer et les charges locatives éventuelles sont payables anticipativement, avant le 10 du mois auquel ils se rapportent, au compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

A défaut de paiement du loyer ou des charges locatives dans les 15 jours de l'échéance, la commune peut appliquer, après mise en demeure, une augmentation de 10 % des montants en retard.

Le loyer, les redevances et les charges locatives sont dus par le locataire jusqu'à la fin du bail ou jusqu'à la date de la remise des clés, au cas où le locataire n'aurait pas quitté les locaux à la date prévue.

Nouvel Article 5 - Indexation

A moins que la loi n'en dispose autrement, le loyer sera adapté chaque année, à la date anniversaire du bail, en fonction de l'indice des prix à la consommation et selon la formule suivante :

$$\underline{\text{Loyer} = \text{loyer de base} \times \text{indice du mois précédant d'adaptation}}$$

Indice de départ

L'indice de départ est celui du mois de septembre 2024 (base 2013).

Pour le locataire,

...

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Sint-Lambertusstraat 118-120 - Handelshuur - Aanhangsel - Goedkeuring.

DIT IS EEN ONTWERP

DE RAAD,

Gelet op de handelshuurovereenkomst, goedgekeurd op zijn vergadering van 10/09/2012, met betrekking tot het pand gelegen in de Sint-Lambertusstraat 120-122;

Gelet op zijn beslissing van 07/09/2020 tot goedkeuring van de verlenging van de handelshuurovereenkomst in ruil voor een vermindering van de huurprijs van 5.924,55 EUR naar 3.750 EUR;

Overwegende dat de huidige huurprijs 4.258 EUR bedraagt; Gelet op de aangetekende brief van 28/03/2024 van dhr. LEBLAN waarin hij de gemeente in kennis stelt van de beëindiging van de handelshuurovereenkomst aan het einde van de volgende periode van drie jaar, d.w.z. 30/09/2024;

Gelet op de e-mail van 16/06/2024 van dhr. LEBLAN waarin hij voorstelt zijn activiteit voort te zetten in ruil voor een vermindering van de huurprijs naar 3.750 EUR;

Gelet op het rapport van Expertissimmo, dat een uitgebreide ervaring heeft met de markt van onroerend goed in Woluwe, waaruit blijkt dat de huurwaarde van deze zaak tussen de 3.000 EUR en 3.500 EUR ligt;

Overwegende dat de huidige huurprijs niet meer in overeenstemming lijkt te zijn met de werkelijke huurwaarde;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/09/2024;

BESLIST onderstaande aanhangsel goed te keuren:

AANHANGSEL

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 14/10/2024,

hierna "de verhuurder" genoemd;

EN:

De NV SBDW, 0473.206.085, met maatschappelijke zetel in de Europalaan 137 Bus B te 1300 Waver, hier vertegenwoordigd door ... ;

Hierna "de huurder" genoemd;

DE COMMERCIËLE HUUROVEREENKOMST WORDT VANAF 01/10/2024 ALS VOLGT GEWIJZIGD:

Nieuw artikel 4 - Huurprijs

De huurprijs bedraagt **3.750 EUR** per maand.

De huur en de eventuele huurkosten zijn vooraf betaalbaar, vóór de 10e van de maand waarop ze betrekking hebben, op het IBAN-rekeningnummer BE39 0910 1186 2119 van het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Indien deze huur en de huurlasten binnen de twee weken na de vervaldatum niet betaald wordt, kan de gemeente na een ingebrekestelling een verhoging van 10% van de te laat betaalde bedragen toepassen.

De huurprijs, vergoedingen en huurlasten zijn door de huurder verschuldigd tot het einde van de huurovereenkomst of tot de datum van overhandiging van de sleutels, ingeval de huurder het pand niet op de geplande datum heeft verlaten.

Nieuw artikel 5 - Indexering

Tenzij de wet anders beschikt, zal de huurprijs elk jaar aangepast worden op datum van de verjaardag van de overeenkomst in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen en dit volgens de volgende formule:

Huur = basishuurprijs X index van de maand die voorafgaat aan de aanpassing

Beginindex

De startindex is die van september 2024 (basis 2013).

Voor de huurder,

...

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe,

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

SBDW_compte+d'exploitation.pdf, Slumberland_CR_renon.pdf, SBDW_chiffre+d'affaire.pdf, CC07092020_Slumberland_renouvellement.pdf, RSL+118+Slumberland_bail.pdf, BOS 60078

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement francophone - Franstalig onderwijs

121 Ecoles communales - Direction à titre définitif - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Fin anticipée - Approbation - M. Paul DE GROOTE.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 24/06/2024 approuvant la prolongation de la mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de M. Paul DE GROOTE, directeur à titre définitif à l'école Vervloesem ;

Vu le courriel du 15/09/2024 par lequel M. Paul DE GROOTE fait part de son souhait de mettre fin anticipativement à cette mise en disponibilité pour convenance personnelle, et ce, le plus rapidement possible, afin de reprendre sa fonction de directeur de l'école Vervloesem pour laquelle il est nommé à titre définitif ;

Vu l'arrêté royal du 18/01/1974 relatif à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant tel que modifié ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 relative au Vade-mecum des congés, des disponibilités, et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

APPROUVE la fin anticipée, avec effet au 31/10/2024 à 24h, de la mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de

M. Paul DE GROOTE,
né à Uccle, le 27/04/1965,
domicilié rue du Buston 19 à 1342 Limelette,
directeur à titre définitif à l'école Vervloesem.

M. Paul DE GROOTE réintègrera sa fonction de directeur à titre définitif de l'école Vervloesem avec effet au 01/11/2024.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Vastbenoemde directeur - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Vervroegde beëindiging - Goedkeuring - Dhr. Paul DE GROOTE.

Courriel du 15.09.2024 de M. DE GROOTE.pdf

122 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Institutrice primaire - Démission - Prise d'acte - Mme Pascale DE NORRE.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 11/07/2024 par laquelle Mme Pascale DE NORRE offre la démission de ses fonctions d'institutrice primaire à titre définitif subventionnée aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, avec effet rétroactif au 24/06/2024 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE de la démission, avec effet au 24/06/2024 à 24h, que :

Mme Pascale DE NORRE,
née à Watermael-Boitsfort, le 01/08/1965,
domiciliée rue d'Aulnoit 33A à 7890 Ellezelles,

offre de ses fonctions d'institutrice primaire à titre définitif subventionnée aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Lagere onderwijzeres - Ontslag - Akteneming - Mw. Pascale DE NORRE.

Lettre de demande de démission DE NORRE.pdf

123 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Institutrice maternelle chargée des cours en immersion linguistique pour le néerlandais - Démission - Prise d'acte - Mme Sandrine GILBERT.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 01/06/2024 par laquelle Mme Sandrine GILBERT, institutrice maternelle définitive chargée des cours en immersion linguistique pour le néerlandais, à raison de 13 périodes/semaine aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, offre la démission de ses fonctions, avec effet au 31/03/2022 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

PREND ACTE de la démission que :

Mme Sandrine GILBERT,
née à Ixelles, le 03/04/1977,
domiciliée rue de la Ferme 10 à 1640 Rhode-Saint-Genèse,

offre de ses fonctions d'institutrice maternelle définitive chargée des cours en immersion linguistique pour le néerlandais aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, avec effet au 31/03/2022 à 24h.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Kleuteronderwijzeres belast met Nederlands in het immersieonderwijs - Ontslag - Akteneming - Mw. Sandrine GILBERT.

Démision Sandrine Gilbert.pdf

124 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Congé pour exercer provisoirement la même fonction ou une autre fonction dans l'enseignement (autre que l'enseignement universitaire ou dans les centres psycho-médico-sociaux) - Prolongation - Approbation - Mme Déborah LODEWYCKX.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 03/09/2024 par laquelle Mme Déborah LODEWYCKX, maître de psychomotricité à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de son congé pour exercer provisoirement la même fonction ou une autre fonction dans l'enseignement (autre que l'enseignement universitaire ou dans les centres psycho-médico-sociaux), à raison de 18 périodes/semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles – Personnel enseignant et assimilés ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé pour exercer provisoirement la même fonction ou une autre fonction dans l'enseignement (autre que l'enseignement universitaire ou dans les centres psycho-médico-sociaux), à raison de 18 périodes/semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Déborah LODEWYCKX,
née à Etterbeek, le 09/02/1983,
domiciliée Oud Gasthuisstraat 15 à 3080 Tervuren,
maître de psychomotricité à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor het tijdelijk uitvoeren

van dezelfde of een andere functie in het onderwijs (met uitzondering van het universitair onderwijs of psycho-medisch-sociale centra) - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Déborah LODEWYCKX.

Demande.pdf

125 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Sylvie HEYMANS.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 14/06/2024 par laquelle Mme Sylvie HEYMANS, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de son congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 portant sur 24 périodes, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, tel que modifié ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, portant sur 24 périodes du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Sylvie HEYMANS,
née à Ixelles, le 21/05/1969,
domiciliée Wilgeroosjesstraat 5 à 1930 Zaventem,
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Sylvie HEYMANS.

Lettre de demande.pdf

126 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Nathalie LEYNIERS.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 07/06/2024 par laquelle Mme Nathalie LEYNIERS, maître d'éducation physique à

titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de son congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 portant sur 4 périodes, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, tel que modifié ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, portant sur 4 périodes, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Nathalie LEYNIERS,
née à Watermael-Boitsfort, le 10/07/1965,
domiciliée rue de la Vallée 1 à 4287 Lincet,
maître d'éducation physique à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Nathalie LEYNIERS.

Lettre de demande.pdf

127 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Caroline RENDERS.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 24/06/2024 par laquelle Mme Caroline RENDERS, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de son congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 à ¼ temps, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, tel que modifié ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus

particulièrement son article 3, à 1/4 temps, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Caroline RENDERS,
née à Bruxelles, le 30/10/1987,
domiciliée avenue des Dames Blanches 18 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Caroline RENDERS.

Lettre de demande.pdf

128 Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Interruption de carrière à temps partiel dans le cadre du congé parental - Approbation - Mme Caroline RENDERS.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 24/06/2024 par laquelle Mme Caroline RENDERS, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une interruption de carrière à temps partiel dans le cadre du congé parental à raison d'1/5 temps (4 périodes/semaine) du 01/10/2024 au 31/05/2026 ;

Vu la loi de redressement du 22/01/1985 contenant des dispositions sociales, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 12/08/1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 03/12/1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/1996 relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 5753 du 06/06/2016 relative à l'interruption de la carrière professionnelle ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

APPROUVE l'interruption de carrière à temps partiel dans le cadre du congé parental à raison d'1/5 temps (4 périodes/semaine), du 01/10/2024 au 31/05/2026, de :

Mme Caroline RENDERS,

née à Bruxelles, le 30/10/1987,
domiciliée avenue des Dames Blanches 18 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Deeltijdse loopbaanonderbreking in het kader van een ouderschapsverlof - Goedkeuring - Mw. Caroline RENDERS.

Lettre de demande.pdf

129 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Interruption de carrière dans le cadre du congé parental - Prolongation - Approbation - Mme Jennifer THOMAS.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 25/08/2024 par laquelle Mme Jennifer THOMAS, institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de son interruption de carrière dans le cadre du congé parental, à raison d'1/5 temps (5 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 04/07/2025 ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Considérant que la mesure est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation de l'interruption de carrière dans le cadre du congé parental, à raison d'1/5 temps (5 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 04/07/2025, de :

Mme Jennifer THOMAS,
née à Etterbeek, le 22/10/1985,
domiciliée rue du Village 58 à 4287 Lincet,
institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Deeltijdse loopbaanonderbreking in het kader van een ouderschapsverlof - Verlegging - Goedkeuring - Mw. Jennifer THOMAS.

Demande congé.pdf

130 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Mi-temps thérapeutique - Approbation - Mme Caroline SCHAESSENS.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le certificat médical du 11/06/2024 et le courriel du 12/06/2024 par lequel Mme Caroline SCHAESSENS, institutrice maternelle à titre définitif, sollicite un mi-temps thérapeutique (13 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 25/02/2025 inclus ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Considérant que la mesure est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/08/2024 ;

APPROUVE le mi-temps thérapeutique (13 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 25/02/2025 inclus, de :

Mme Caroline SCHAESSENS,
née à Tournai, le 11/12/1970, domiciliée venelle du Tribut 13 à 1301 Bierges,
institutrice maternelle à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Halftijds therapeutisch verlof - Goedkeuring - Mw. Caroline SCHAESSENS.

Mi-temps thérapeutique Caroline Schaessens.pdf

131 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Prolongation - Approbation - Mme Wendy VAN VOLSOM.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 26/08/2024 par lequel Mme Wendy VAN VOLSOM, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles, sollicite une prolongation de sa mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein (24 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu l'arrêté royal du 18/01/1974 relatif à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant tel que modifié ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 relative au Vade-mecum des congés, des disponibilités, et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation de la mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein (24 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Wendy VAN VOLSOM,
née à Etterbeek, le 11/05/1980,
domiciliée Wijndaalstraat 14 à 1560 Hoeilaart,
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

Aucun traitement ne lui sera alloué pendant cette période.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Wendy VAN VOLSOM.

Lettre demande.pdf

132 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Démission partielle - Prise d'acte - M. Xavier DEPREZ.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 26/08/2024 par laquelle M. Xavier DEPREZ, professeur d'orgue, à raison de 10 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, offre la démission partielle de ses fonctions, à raison de 2 périodes par semaine, avec effet au 25/08/2024 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

PREND ACTE de la démission partielle que :

M. Xavier DEPREZ,
né à Rocourt, le 16/09/1966,
domicilié rue du Faucon 15 à 1000 Bruxelles,

offre de ses fonctions de professeur d'orgue, à raison de 2 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, avec effet au 25/08/2024 à 24h.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Gedeeltijd ontslag - Akteneming - Dhr. Xavier DEPREZ.

Lettre M. DEPREZ.pdf

133 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Démission partielle - Prise d'acte - Mme Mariane MARCHAL.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 09/09/2024 par laquelle Mme Mariane MARCHAL, professeur de piano, à raison de 22 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, offre la démission partielle de ses fonctions, à raison de 4 périodes par semaine pour le cours de piano, avec effet au 31/03/2024 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

PREND ACTE de la démission partielle que :

Mme Mariane MARCHAL,
née à Neuilly-sur-Seine (France), le 25/10/1982,
domiciliée chaussée d'Alseberg 1026 à 1180 Uccle,

offre de ses fonctions de professeur de piano, à raison de 4 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, avec effet au 31/03/2024 à 24h.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Gedeeltelijk ontslag - Akteneming - Mw. Mariane MARCHAL.

Lettre Mme MARCHAL.pdf

134 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Démission partielle - Prise d'acte - Mme Pauline VAN ISACKER.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 10/06/2024, par laquelle Mme Pauline VAN ISACKER, professeur de piano, à raison de 10 périodes par semaine et professeur de formation musicale, à raison de 8 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, offre la démission partielle de ses fonctions, à raison de 6 périodes par semaine pour le cours de formation musicale, avec effet au 31/03/2024 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

PREND ACTE de la démission partielle que :

Mme Pauline VAN ISACKER,
née à Mouscron, le 15/09/1982,
domiciliée place des Bienfaiteurs 3 à 1030 Schaerbeek,

offre de ses fonctions de professeur de formation musicale, à raison de 6 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, avec effet au 31/03/2024 à 24h.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Gedeeltelijk ontslag - Akteneming - Mw. Pauline VAN ISACKER.

Lettre Mme VAN ISACKER.pdf

135 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - M. Grégory DEBOULLE.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 01/06/2024 par laquelle M. Grégory DEBOULLE, professeur de piano, à raison de 12 périodes par semaine et professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison de 12 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite la prolongation de son congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, à raison de 24 périodes par semaine, du 14/09/2024 au 13/09/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, à raison de 24 périodes par semaine, du 14/09/2024 au 13/09/2025, de :

M. Grégory DEBOULLE,
né à Namur, le 21/05/1977,
domicilié avenue des Boutons d'Or 9 à 1970 Wezembeek-Oppem,
professeur de piano, à raison de 12 périodes par semaine et professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison de 12 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en

application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Dhr. Grégory DEBOULLE.

Lettre M. DEBOULLE.pdf

136 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel auxiliaire d'éducation subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Approbation - Mme Olivia SPRUMONT.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 26/08/2024 par laquelle Mme Olivia SPRUMONT, surveillante-éducatrice, à raison de 27 heures par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite un congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, à raison de 27 heures par semaine, du 26/08/2024 au 30/11/2024 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, tel que modifié ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE le congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, à raison de 27 heures par semaine, du 26/08/2024 au 30/11/2024, de :

Mme Olivia SPRUMONT,
née à Braine-l'Alleud, le 31/10/1990,
domiciliée avenue de la Couronne 220 à 1050 Ixelles,
surveillante-éducatrice, à raison de 27 heures par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel"- Gesubsidieerd opvoedend hulppersoneel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Goedkeuring - Mw. Olivia SPRUMONT.

Lettre Mme SPRUMONT.pdf

137 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle - Prolongation - Approbation - M. Philippe RIGA.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 28/06/2024 par laquelle M. Philippe RIGA, professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison de 7 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite la prolongation de son congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 7 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu les arrêtés royaux n° 74 du 20/07/1982 et n° 94 du 28/09/1982 relatifs aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, tels que modifiés ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié et notamment les articles 54 à 56 relatifs à l'activité de service ;

Vu le décret du 17/07/2002 portant des modifications urgentes en matière d'enseignement (répartition des prestations dans le cadre d'horaires à temps partiels), tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 portant sur le vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 7 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. Philippe RIGA,
né à Etterbeek, le 26/01/1971,
domicilié rue Léon Delardière 40 à 1300 Limal,
professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison de 7 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Dhr. Philippe RIGA.

Lettre M. RIGA.pdf

138 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques - Prolongation - Approbation - Mme Pauline VAN**

ISACKER.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 29/08/2024 par laquelle Mme Pauline VAN ISACKER, professeur de piano, à raison de 10 périodes par semaine et professeur de formation musicale, à raison de 2 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite la prolongation de son congé pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques, à raison de 12 périodes par semaine, du 01/10/2024 au 31/03/2025 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu les arrêtés royaux n° 74 du 20/07/1982 et n° 94 du 28/09/1982 relatifs aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, tels que modifiés ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié et notamment les articles 54 à 56 relatifs à l'activité de service ;

Vu le décret du 17/07/2002 portant des modifications urgentes en matière d'enseignement (répartition des prestations dans le cadre d'horaires à temps partiels), tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 portant sur le vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé pour prestations réduites bénéficiant aux membres du personnel en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité à des fins thérapeutiques, à raison de 12 périodes par semaine, du 01/10/2024 au 31/03/2025, de :

Mme Pauline VAN ISACKER,
née à Mouscron, le 15/09/1982,
domiciliée place des Bienfaiteurs 3 à 1030 Schaerbeek,
professeur de piano, à raison de 10 périodes par semaine et professeur de formation musicale, à raison de 2 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties voor de leden van het personeel ter beschikking gesteld wegens ziekte of invaliditeit voor therapeutische doeleinden - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Pauline VAN ISACKER.

139 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Interruption de carrière à mi-temps dans le cadre du congé parental - Approbation - Mme Mariane MARCHAL.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 03/06/2024 par laquelle Mme Mariane MARCHAL, professeur de piano, à raison de 22 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une interruption de carrière à 1/2 temps dans le cadre du congé parental du 28/08/2024 au 27/04/2025 inclus ;

Vu l'arrêté royal du 12/08/1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 03/12/1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/1996 relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière professionnelle des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 portant sur le vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE l'interruption de carrière à mi-temps dans le cadre du congé parental, du 28/08/2024 au 27/04/2025 inclus, de :

Mme Mariane MARCHAL,
née à Neuilly-sur-Seine (France), le 25/10/1982,
domiciliée chaussée d'Alseberg 1026 à 1180 Uccle,
professeur de piano, à raison de 22 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Halftijdse loopbaanonderbreking in het kader van een ouderschapsverlof - Goedkeuring - Mw. Mariane MARCHAL.

Lettre Mme MARCHAL.pdf

140 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Approbation - Mme Aline HOPCHET.**

CECI EST UNE PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 14/06/2024 par laquelle Mme Aline HOPCHET, professeur de hautbois baroque et classique, à raison de 6 périodes par semaine et professeur de flûte à bec, à raison de 5 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 11 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, relatif à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant tel que modifié ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 portant sur le vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

APPROUVE la mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 11 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Aline HOPCHET,
née à Wilrijk, le 30/11/1974,
domiciliée Ridder Van Ranstlei 82 à 2640 Mortselsel,
professeur de hautbois baroque et classique, à raison de 6 périodes par semaine et professeur de flûte à bec, à raison de 5 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Goedkeuring - Mw. Aline HOPCHET.

Lettre Mme HOPCHET.pdf

141 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Approbation - M. Maël PIRE.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 22/09/2024 par laquelle M. Maël PIRE, professeur de guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 9 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 9 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, relatif à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant tel que modifié ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 portant sur le vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

APPROUVE la mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 9 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. Maël PIRE,
né à Charleroi, le 20/02/1989,
domicilié place des Peintres 9/001 à 1348 Louvain-la-Neuve,
professeur de guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 9 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Goedkeuring - Dhr. Maël PIRE.

Lettre M. PIRE.pdf

142 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Approbation - M. Jean-Philippe PONCIN.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 11/06/2024 par laquelle M. Jean-Philippe PONCIN, professeur de clarinette, à raison de 6 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 6 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, relatif à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant tel que modifié ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 9316 du 12/07/2024 portant sur le vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences réglementairement autorisées dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles - Personnel enseignant et assimilés ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE la mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 6 périodes par

semaine, pour la période allant du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. Jean-Philippe PONCIN,
né à Dinant, le 14/04/1977,
domicilié Justestraat 7 à 9030 Gent,
professeur de clarinette, à raison de 6 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Goedkeuring - Dhr. Jean-Philippe PONCIN.

Lettre M. PONCIN.pdf

143 **Cours communaux de langues modernes - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Pui Ling MAN.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 15/05/2024 par lequel Mme Pui Ling MAN, professeur de CG néerlandais DI, à titre définitif, à raison de 240 périodes par an aux Cours communaux de langues modernes, sollicite une prolongation de son congé en vertu du décret du 12/07/1990 de la Communauté française portant sur 240 périodes par an, du 26/08/2024 au 04/07/2025 ;

Vu le décret du 12/07/1990 de la Communauté française, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 29/08/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret du 12/07/1990 de la Communauté française, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et plus particulièrement son article 3, à raison de 240 périodes par an, du 26/08/2024 au 04/07/2025, de :

Mme Pui Ling MAN,
née à Hong Kong (Chine), le 30/10/1962,
domiciliée rue de la Seigneurie 128 à 1130 Haren,
professeur de CG néerlandais DI, à titre définitif, à raison de 240 périodes par an aux Cours communaux de langues modernes.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Cours communaux de langues modernes" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Pui Ling MAN

detachement lettre Man.pdf

- 144 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Désignation à titre temporaire - Approbation - M. Vincent EVERARTS DE VELP.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le tableau de répartition des cours du 14/09/2024, daté du 20/06/2024, de M. Christophe ALIX, directeur de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, proposant la répartition de l'encadrement des étudiants pour l'année académique 2024-2025 ;

Considérant qu'une période de cours est vacante pour le cours de Studio - Atelier ;

Vu le décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié ;

Vu le décret du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Vu la circulaire 8714 du 07/09/2022, relative au vade-mecum des congés, des disponibilités, et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE le congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, pour la période allant du 14/09/2024 au 13/07/2025, à raison d'une période par semaine, de :

M. Vincent EVERARTS DE VELP,
né à Ixelles, le 28/08/1962,
domicilié drève des Weigélias 27 à 1170 Watermael-Boitsfort,

et DESIGNÉ M. Vincent EVERARTS DE VELP à titre temporaire, du 14/09/2024 au 13/07/2025, en qualité de professeur de Studio - Atelier, à raison d'une période par semaine, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75.

La présente délibération sera transmise à Mme le Ministre de l'Enseignement supérieur artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Tijdelijke aanstelling - Goedkeuring - Dhr. Vincent EVERARTS DE VELP.

Tableau de répartition des cours.pdf

145 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Désignation à titre temporaire - Approbation - M. Paul MORIAU.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le tableau de répartition des cours du 14/09/2024, daté du 20/06/2024, de M. Christophe ALIX, directeur de l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, proposant la répartition de l'encadrement des étudiants pour l'année académique 2024-2025 ;

Considérant que 2 périodes de cours sont vacantes pour le cours d'Atelier AD ;

Vu le décret du 20/12/2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié ;

Vu le décret du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Vu la circulaire 8714 du 07/09/2022, relative au vade-mecum des congés, des disponibilités, et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/09/2024 ;

APPROUVE le congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, pour la période allant du 14/09/2024 au 13/07/2025, à raison de 2 périodes par semaine, de :

M. Paul MORIAU,
né à Leuven, le 14/07/1966,
domicilié place Henri Schoeling 6 à 7830 Goudregnies

et DESIGNE M. Paul MORIAU à titre temporaire, du 14/09/2024 au 13/07/2025, en qualité de professeur d'Atelier AD, à raison de 2 périodes par semaine, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75.

La présente délibération sera transmise à Mme le Ministre de l'Enseignement supérieur artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Tijdelijke aanstelling - Goedkeuring - Dhr. Paul MORIAU.

Tableau de répartition des cours.pdf

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

146 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Mise à disposition de personnel communal - Prolongation de**

la convention - Approbation.

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu l'approbation du Conseil communal de la convention de mise à disposition de personnel communal au sein de l'ASBL Centre culturel Wolubilis du 01/01/2019 au 31/12/2019 en séance du 10/09/2018 ;

Vu l'approbation du Conseil communal de la convention de mise à disposition de personnel communal au sein de l'ASBL Centre culturel Wolubilis du 01/01/2020 au 31/12/2023 en séance du 21/01/2019 ;

Vu l'approbation du Conseil communal du le contrat-programme 2020/2024 conclut entre la commune, la Communauté française, la Commission communautaire française et l'ASBL Centre culturel Wolubilis, et ce dans le cadre des dispositions du décret du 21/11/2013 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels en séance du 19/10/2020 ;

Vu la signature de l'avenant n°1 visant à prolonger pour une durée d'un an, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025, le contrat - programme conclut entre la Commune, la Communauté française de Belgique, la Commission communautaire française et le Centre culturel Wolubilis le 14/06/2022 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 03/10/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention de mise à disposition d'un membre du personnel communal du 01/01/2025 au 31/12/2025.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Terbeschikkingstelling van gemeentepersoneel - Verlenging van de overeenkomst - Goedkeuring.

2025 - CONVENTION F. DEBLAERE.doc

CONTENTIEUX FISCAL - FISCALE GESCHILLEN

Contentieux fiscal - Fiscale geschillen

147 **Affaire commune de Woluwe-Saint-Lambert c/ SA SITMEDIA (taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires - exercice 2021 - articles 27, 28, 29, 39, 40 et 41) - Jugement du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 10/04/2024 - Acquiescement - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le jugement prononcé le 10/04/2024 par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles déclarant recevable et fondé le recours de la SA SITMEDIA tendant à l'annulation de la taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires enrôlées à sa charge pour l'exercice d'imposition 2021 (articles 27, 28, 29, 39, 40 et 41) ;

Considérant que le tribunal a accueilli le moyen de la partie demanderesse se fondant sur l'absence de preuve de la publication régulière du règlement-taxe, au motif que le registre de publication n'a pas été signé le premier jour de cette publication, comme requis par l'arrêté royal du 14/10/1991, pris en exécution de l'article 114 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que la somme des taxes annulées par le Tribunal s'élève à 5.629,51 EUR ;

Considérant que, compte tenu du montant limité des taxes litigieuses, il n'est pas dans l'intérêt de la commune d'interjeter appel du jugement susvisé ;

Considérant qu'il y a donc lieu d'acquiescer au jugement prononcé le 10/04/2024 par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles ;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du 11/07/2024 ;

DECIDE d'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins à acquiescer au jugement prononcé le 10/04/2024 par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles dans l'affaire « Commune de Woluwe-Saint-Lambert c/ SA SITMEDIA » (n° de rôle 2022/2994/A - taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires - exercice d'imposition 2021 - articles de rôle 27, 28, 29, 39, 40 et 41).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que les arrêtés et circulaires complémentaires.

Zaak gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe t/ nv SITMEDIA (taks betreffende het gratis huis-aan-huis verspreiden van reclamedrukwerk - dienstjaar 2021 - art. 27, 28, 29, 39, 40 en 41) - Vonnis van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10/04/2024 - Berusting - Goedkeuring.

2024.04.10-jugement.pdf

148 **Affaire commune de Woluwe-Saint-Lambert c/ SA SITMEDIA (taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires - exercice 2021 - articles 84 et 119) - Jugement du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 12/06/2024 - Acquiescement - Approbation.**

CECI EST UN PROJET

LE CONSEIL,

Vu le jugement prononcé le 12/06/2024 par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles déclarant recevable et fondé le recours de la SA SITMEDIA tendant à l'annulation de la taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires enrôlées à sa charge pour l'exercice d'imposition 2021 (articles 84 et 119) ;

Considérant que le tribunal a accueilli le moyen de la partie demanderesse se fondant sur l'absence de preuve de la publication régulière du règlement-taxe, au motif que le registre de publication n'a pas été signé le premier jour de cette publication, comme requis par l'arrêté royal du 14/10/1991, pris en exécution de l'article 114 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que les taxes annulées par le Tribunal s'élèvent à 1.593,30 EUR et 955,98 EUR ;

Considérant que, compte tenu des montants limités des taxes litigieuses, il n'est pas dans l'intérêt de la commune d'interjeter appel du jugement susvisé ;

Considérant qu'il s'indique d'acquiescer au jugement prononcé le 12/06/2024 par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles ;

Vu les articles 123, 8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du 11/07/2024 ;

DECIDE d'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins à acquiescer au jugement prononcé le 12/06/2024 par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles dans l'affaire « Commune de Woluwe-Saint-Lambert c/ SA SITMEDIA » (n° de rôle 2022/5167/A - taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires - exercice d'imposition 2021 - articles 84 et 119).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que les arrêtés et circulaires complémentaires.

Zaak gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe t/ nv SITMEDIA (taks betreffende het gratis huis-aan-huis verspreiden van reclamedrukwerk - dienstjaar 2021 - art. 84 en 119) - Vonnis van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 12/06/2024 - Berusting - Goedkeuring.

2024.06.12-jugement TPI.pdf

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

149 **Plainte déposée concernant des actes de maltraitance sur des enfants au sein de la crèche Kangourou. (Mme PANS) (Complémentaire)**

Klacht ingediend over kindermisbruik in het kinderdagverblijf "Kangourou". (Mw. PANS) (Aanvullend)

Maltraitance crèche Kangourou (Mme PANS).pdf